

LE
MARCHÉ AGRICOLE FRANÇAIS
ET LES
INTERVENTIONS DE L'ÉTAT

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le 6 juin 1936, à 14 heures

PAR

Albert SCHOEN

Président : M. NOGARO, Professeur

Suffragants { MM. PERREAU,
BAUDIN. } *Professeurs*

LIBRAIRIE

DU

RECUEIL SIREY

(SOCIÉTÉ ANONYME)

22, Rue Soufflot, PARIS (V°)

1936

LE
MARCHÉ AGRICOLE FRANÇAIS
ET LES
INTERVENTIONS DE L'ÉTAT

**La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.**

LE
MARCHÉ AGRICOLE FRANÇAIS
ET LES
INTERVENTIONS DE L'ÉTAT

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le 6 juin 1936, à 14 heures

PAR

Albert SCHOEN

Président : M. NOGARO, Professeur

<i>Suffragants</i> {	MM. PERREAU, BAUDIN.	} <i>Professeurs</i>
----------------------	-------------------------	----------------------

LIBRAIRIE

DU

RECUEIL SIREY

(SOCIÉTÉ ANONYME)

22, Rue Soufflot, PARIS (V°)

1936



INTRODUCTION

Beaucoup d'études intéressantes ont été publiées sur l'Economie dirigée en faveur de l'agriculture dans les différents pays européens. L'Economie dirigée, comme on le sait, a pris parfois un développement considérable. Au Danemark, en Hollande, en Tchécoslovaquie, en Italie, en Allemagne, les producteurs agricoles sont, depuis quelques années soumis à des réglementations si sévères qu'en dépit des lois concernant quelques marchés le paysan français semble, par rapport à eux, conserver une réelle liberté.

Il n'existait pas d'étude semblable concernant la France, du moins d'étude générale ; aussi notre travail comble-t-il une lacune existant encore, bien que presque sept années se soient écoulées depuis la première mesure présentant véritablement les caractères d'Economie dirigée.

Nous aurions pu, comme cela vient immédiatement à l'esprit, prendre pour titre : « L'Economie dirigée et l'Agriculture française » ou quelque autre formule contenant le terme à la mode « d'Economie dirigée ». Nous ne l'avons point fait, car l'Etat français est intervenu assez peu dans l'Economie agricole par des mesures d'ensemble, mais par des mesures fragmentaires, touchant de sa sollicitude quelques branches seulement de l'activité. C'est ce que nous traduisons volontiers par

une expression un peu hardie, mais significative :
« L'Economie dirigée en pièces détachées ».

On parle de l'Economie dirigée, des interventions de l'Etat, dans les journaux, dans les discours politiques, dans les réunions publiques ; ce n'est pas une raison suffisante pour ne pas donner une définition de ce qui n'est souvent, pour beaucoup, qu'un vague sentiment.

Voici la définition que donnait M. Pirou¹ lors d'une Conférence à l'Institut national agronomique :

« L'Economie dirigée se situe à mi-chemin, en quelque sorte, entre l'Economie libre et l'Economie socialisée. Elle se distingue de l'une et de l'autre, mais elle emprunte des traits à l'une et à l'autre, et c'est dans la combinaison, dans l'amalgame de ces traits, que réside l'originalité propre de l'Economie dirigée ».

En effet, disait-il : « l'Economie dirigée emprunte à la doctrine de l'Economie libre la notion de propriété privée. Elle n'entend pas transférer la propriété des entreprises, ni leur gestion, à l'Etat ; mais elle retient de la doctrine de l'Economie socialisée l'idée de plan. Par conséquent, elle superpose aux activités individuelles et privées, qui subsistent, un cadre général voulu par les Pouvoirs publics, et elle espère qu'ainsi les activités privées et individuelles seront orientées par l'Etat, seront canalisées par l'autorité publique dans un sens conforme à l'intérêt général, et qu'elles n'auraient pas pris spontanément sans cette intervention ».

En France comme ailleurs, s'il n'y a plus que quelques théoriciens pour croire à l'harmonisation spontanée des activités individuelles avec l'intérêt social, si le libéralisme à la manière de Bastiat est en complet déclin,

1. Professeur à la Faculté de Droit de Paris. Conférences 1935, p. 22 et suiv. Librairie de l'Institut National Agronomique.

les Français, et surtout le monde agricole, ont gardé subconsciemment la marque de ces idées ; car l'optimisme de l'Ecole française du XIX^e siècle a ceci de particulier qu'il se double d'un pessimisme absolu quant à l'efficacité de tout ce qu'on appelle « les réformes sociales », aussi bien à l'égard des institutions patronales que des interventions du législateur, soi-disant faites pour protéger les faibles. Pour cette Ecole, la liberté guérissait finalement les maux qu'elle semblait créer, tandis que l'intervention de l'Etat aggravait toujours les maux qu'elle semblait guérir.

Il faut reconnaître cependant que l'opinion a évolué assez largement. Les activités agricoles elles-mêmes commencent à sentir la nécessité de s'unir, et à adhérer aux groupements professionnels ; les résultats heureux de quelques accords interprofessionnels ne peuvent d'ailleurs que les encourager dans cette voie.

L'Economie de guerre, d'autre part, a été pour l'Etat une expérience de prise en main du mécanisme économique, et pour le public une première habitude à se plier au regard et au contrôle des Pouvoirs publics. L'un et l'autre ont constaté qu'il était possible de réaliser d'auto-rité un équilibre au lieu et place de l'équilibre qui se serait peut-être institué naturellement, mais qui était considéré comme inacceptable.

La guerre finie, on considéra que la liberté était préférable aux mesures d'autorité et de contrainte prises par nécessité. Puis vint la crise. Alors que le déséquilibre du temps de guerre venait d'une insuffisance de l'offre par rapport à la demande, et aurait entraîné, naturellement, une hausse énorme des prix, le déséquilibre de la crise est caractérisé par un excès de production, ayant pour conséquence la chute des cours.

Le jeu naturel des lois économiques fût considéré ici encore comme inacceptable, et l'Etat dût intervenir.

Nous remémorant constamment les enseignements de notre vénéré Maître, M. le Professeur Nogaro, ce sont ces interventions que nous nous proposons d'examiner, après avoir toutefois, dans une première partie, essayé de dégager par l'exposé de principes théoriques et généraux, l'ambiance de ces interventions.

PREMIÈRE PARTIE

PRINCIPES GÉNÉRAUX

PREMIÈRE PARTIE

PRINCIPES GÉNÉRAUX

Les théories de l'équilibre spontané ont pu trouver une apparente confirmation dans les faits, au XIX^e siècle. Séduisantes par leur facilité, surtout pour ceux qui n'avaient pas à souffrir d'une réalité assez différente, elles connurent une certaine faveur ; et, encore aujourd'hui, malgré une situation économique sans précédent, elles inspirent d'une façon certaine les partisans d'une déflation générale.

Dans la plupart des grands Etats pourtant, la solution adoptée par les Pouvoirs publics a été tout autre. A pratiquer une telle politique, on se heurte à des difficultés de l'ordre économique et de l'ordre politique. Tel est le double aspect du problème. L'étude de ces difficultés revient à déterminer les mobiles qui ont incité les Gouvernements à intervenir.

Cet examen n'est pas superflu, car il apparaît *a priori* que l'Economie dirigée est une résultante de conceptions politiques, alors que dans presque tous les pays du monde quelle que soit la forme de gouvernement, elle s'est développée avec une simultanéité telle que seules les mêmes causes économiques ont pu la déterminer.

Au surplus, l'interdépendance économique qui existait alors, aurait suffi à propager les effets de la crise des pays atteints à ceux dont l'économie était restée saine. Au nombre de ces derniers se situe la France. Les interventions de ses Pouvoirs publics marquent une progression en deux étapes : d'une part, des réactions de défense contre la crise mondiale ; de l'autre, des remèdes aux maux inhérents au pays.

CHAPITRE PREMIER

MOBILES DES INTERVENTIONS

Section I Mobiles économiques

Dans certains pays, en particulier les Etats-Unis, on a considéré le maintien des prix au même niveau comme une condition *sine qua non* de la prospérité¹. Cette idée admise comme un postulat a conduit les Pouvoirs publics, dans l'impossibilité où ils étaient d'agir primitivement sur les conditions économiques de production, de consommation, d'échange d'une manière directe, à tenter une expérience hardie : la dévaluation de la monnaie. Beaucoup de pays, à leur suite, ont cherché leur salut dans des manipulations monétaires semblables : c'est un procédé qu'on retrouve dans le programme de toute politique systématiquement interventionniste.

Disons tout de suite que nous n'en ferons pas l'étude ici, et que la France, particulièrement attachée à l'étalon or, a toujours écarté ce procédé.

Il n'en demeure pas moins vrai que c'est dans le but de

1. Conférence de M. Emmanuel Monick à l'Ecole libre des Sciences Politiques, 19 février 1934, *L'Economie dirigée*, F. Alcan, 1934, p. 11.

soulager les maux entraînés par une déflation générale, où est née l'idée de diriger l'économie.

Les difficultés auxquelles on se heurte se réfèrent au fonctionnement de la loi de « l'offre et de la demande » sous un régime de libre concurrence, d'abord, et ensuite aux mesures d'adaptation qui ont dû être prises pour abréger la crise.

§ 1. *Loi de l'offre et de la demande.*

La loi de l'offre et de la demande joue différemment dans l'industrie et dans l'agriculture¹.

Si le prix de revient est bien déterminé, si l'offre peut s'adapter à la demande de telle manière que la loi de l'offre et de la demande ne joue que peu, on aura un niveau de prix relativement constant ; si, au contraire, l'adaptation se fait mal, on aura de grandes fluctuations. Dans l'industrie, les prix de revient sont bien établis et l'adaptation se fait vite (commandes, marché concentré que l'on connaît bien). Avec une production dont le prix de revient est mal déterminé, la loi de l'offre et de la demande va jouer d'autant plus que l'agriculteur ne peut régler son offre à cause du nombre d'exploitants et aussi de l'incertitude de la récolte.

En conséquence, c'est bien la même loi du marché qui joue dans l'industrie comme dans l'agriculture, mais les prix agricoles subissent de grosses fluctuations, souvent imprévues.

Dans l'industrie, l'adaptation se fait rapidement par la perte du capital, et d'autres éléments constitutifs de l'offre, sans attendre de grandes fluctuations de prix. Au

1. Voir B. Nogaro, *Les prix agricoles mondiaux et la crise*, Paris, 1936, p. 8

contraire, la surproduction agricole aboutit généralement à une baisse de recette pour l'agriculteur, et à une diminution du pouvoir d'achat, car en général la quantité vendue ne compense pas la baisse du prix du produit.

a. *Prix et utilité sociale.* — La loi de l'offre et de la demande a pu paraître infirmée par les faits récents. Pourtant, en période de crise comme en période normale, elle est dominée par trois grands principes, suivant lesquels se forment les prix sur un marché de libre concurrence.

1° A un moment donné le prix dépend de la quantité offerte et de la quantité demandée ;

2° Ce prix est celui pour lequel les quantités offertes et demandées sont égales.

3° Ce prix est tel qu'il donne satisfaction au plus grand nombre possible d'acheteurs et de vendeurs.

Entre les trois facteurs constitutifs : offre, demande et prix, il est certain qu'il existe des rapports, non pas de proportionnalité, comme l'ont toujours soutenu les économistes mathématiciens, mais de solidarité, d'interdépendance. Ils ont les uns sur les autres des influences réciproques.

Mais pour qu'elle joue selon les vues des théoriciens, la loi de l'offre et de la demande suppose la réalisation sur le marché des conditions nécessaires idéales ; et, en outre, que les éléments qui déterminent les prix correspondent à des réalités. Or il y a loin de la théorie à la pratique.

Les conditions que suppose réalisées la loi de l'offre et de la demande, ce sont la publicité, le contact suffisant entre acheteurs et vendeurs, pour que puisse se

former un prix unique : il n'en est ainsi que dans les Bourses.

D'autre part, l'offre et la demande sur un marché ne sont pas la traduction fidèle des quantités offertes et demandées : ce sont l'offre et la demande présentes ; mais il y a aussi une offre et une demande virtuelles et futures, qui entrent en jeu subjectivement. Ainsi sur le marché du blé, les quantités offertes constituent l'offre présente ; mais on sait l'influence déterminante des stocks (offre virtuelle) et de la récolte à venir (offre future). C'est dire que les prix, à un moment donné, ne correspondent pas nécessairement à la situation du marché. Cette idée peut encore être appuyée par d'autres considérations.

La demande, sur un marché, n'est pas le seul résultat des besoins véritables d'une collectivité¹. Sans doute y répond-elle partiellement, mais elle est grandement accrue par la publicité des producteurs. Ceux-ci exagèrent les besoins pour trouver un écoulement à leur fabrication.

Si l'utilité d'un bien détermine pour une part la demande dont il fait l'objet, le revenu de l'acheteur n'intervient pas moins ; et ce dernier ne résulte pas du libre jeu des lois naturelles, mais du régime juridique qui prédestine la majorité aux emplois subalternes de salariés, et réserve à une minorité des situations à accès limité, qui assurent des revenus importants.

Les utilités créées le seront en vue de satisfaire à beaucoup de besoins des propriétaires de ces revenus,

1. Voir Philip, *La crise et l'Economie dirigée*, édition de Cluny, Paris, 1935, p. 43.

besoins qui ne sont pas urgents, ni même toujours sains, avant les besoins sociaux de la majorité.

C'est pour cette raison que des besoins primordiaux, tels que l'hygiène, l'instruction, ne se manifestent que par une demande peu importante, faute de revenus, et ne seraient pas satisfaits sans l'intervention de l'Etat ¹.

Sous ce même régime de libre concurrence, l'offre du producteur est déterminée par la demande et les prix. L'entrepreneur aménage sa production de manière à maintenir une certaine différence entre le prix de vente et le prix de revient. Cette différence constitue le profit. Généralement, il n'est considéré comme tel que lorsqu'il s'ajoute à la rémunération d'un capital engagé. En outre, le producteur ne cherchera qu'à l'accroître, souvent au détriment de la classe ouvrière et de la rémunération du capital. Le profit vient-il à disparaître, l'entrepreneur renonce souvent à la production, alors qu'en la continuant, il assurerait le paiement de l'intérêt du capital et celui d'un salaire aux ouvriers.

Ainsi donc l'équilibre instauré sur les prix et une production guidée par le profit vient à l'encontre de l'intérêt collectif, en laissant improductifs des capitaux et du travail.

On verra que ces considérations ont eu une influence déterminante sur l'attitude des Pouvoirs publics, à tel point que toutes les législations récentes s'efforcent d'atténuer cette situation.

b. *La déflation et ses difficultés.* — La déflation ne pouvait rien changer à cette situation. L'eût-elle pu que, à l'expérience, elle s'est révélée si difficile qu'on a dû y renoncer peu à peu.

1. *Ouvrage précité*, p. 45.

De même qu'en période d'inflation les détenteurs de revenus fixes : salariés, fonctionnaires connaissent de grandes souffrances, on rencontre en période de déflation, une grande résistance à la baisse de ces salaires.

Les associations syndicales ouvrières en défendent âprement le niveau pour deux raisons principales : il existe toujours, en période de déflation, une disparité profonde entre les prix de gros, effondrés, et les prix de détail, qui restent sensiblement les mêmes. Mais, tandis que le coût de la vie ne diminue pas, les charges fiscales grandissent en valeur relative ; les dépenses militaires ne variant pas, et les charges d'assistance croissant en période de crise, sont un tel fardeau qu'on arrive à prélever, pour alimenter le budget de l'Etat, un quart du revenu national.

A ces éléments, qui font obstacle à la compression des prix, il s'en ajoute d'autres : ce sont les charges des entreprises industrielles, dont le fardeau des dettes devient de plus en plus lourd, parce que les prix baissent et que la production se ralentit. Un des traits typiques de l'industrie moderne est l'importance croissante des investissements, si bien que la charge des arrérages arrive, lorsque les débouchés se ferment, à élever le prix de revient¹.

Qu'il s'agisse des charges du travail ou de celles du capital, on rencontre des éléments fixes et presque incompressibles.

c. *L'élimination des entreprises.* — Cette absence de débouchés et de profit devrait amener l'élimination des entreprises les moins aptes à produire économiquement ; or ce sont les entreprises les mieux outillées, où la

1. Voir, Philip, *La crise et l'Economie dirigée*, opinion citée, p. 51.

technique est la plus poussée, les prix de revient les plus bas, qui sont les plus atteintes.

En effet, elles supposent une grande concentration de capitaux, des frais élevés, que seule une production énorme permet de supporter. Les débouchés viennent-ils à manquer, la production à être réduite, ces entreprises devront supporter les mêmes frais de rémunération de capitaux, les mêmes frais généraux, et les répartir sur une production infime. Elles ne pourront plus produire qu'à un prix de revient élevé. Si le cas est général (et c'est le cas d'une crise), la réduction des ouvriers conduira ceux-ci au chômage. Enfin, l'entreprise devra peut-être aussi disparaître.

Dans l'agriculture, la baisse des prix n'a pas pour effet immédiat d'éliminer les exploitations, même produisant dans de moins bonnes conditions.

Au contraire de l'industrie, pour laquelle la baisse des prix conduit à la diminution de la production et au chômage, en agriculture cette baisse conduit à la chute des cours et à la mévente des produits.

L'agriculteur continuera à produire pour la consommation familiale et restera un vendeur virtuel. Cette attitude, de la même manière que l'existence des stocks, exerce sur les cours une influence latente, tendant à leur dépression.

§ 2. *Obstacles à la déflation.*

Les conséquences du jeu des lois économiques, telles que nous venons de les exposer, ont provoqué des réactions venant des industriels qui se sont groupés et de l'Etat, dont l'intervention a été rendue nécessaire en agriculture.

Les ententes constituent un progrès, en ce sens qu'elles permettent d'appliquer de meilleures méthodes de production et une diminution du prix de revient. Elles constituent de quasi monopoles, ce qui leur permet de rechercher le prix optimum, qui *a priori* n'est pas le plus élevé, donc de résister à la déflation des prix. Par cela même, les ententes ont maintenu le déséquilibre entre les prix industriels et les prix agricoles. L'agriculture, en effet, se plie difficilement à ce mode de groupement ; la production y est trop disséminée, chaque agriculteur ayant, pour compenser la baisse des prix, tendance à augmenter sa production.

Parallèlement à l'action des ententes d'initiative privée, s'est amorcée une politique des Pouvoirs publics, qu'on a pu qualifier d'« interventionnisme conservateur »¹. Par ces mots il faut entendre les secours apportés d'urgence par les Etats à des catégories d'intérêts essentiels, et notamment à l'agriculture.

Par ces premières interventions, commandées par la nécessité, mesures préservatrices par essence, on a contrecarré la déflation amorcée. On n'en est pas resté là, car il est bien connu que l'intervention appelle l'intervention.

On peut dire, en définitive, que les difficultés économiques rencontrées par la déflation sont presque insurmontables. C'est à la vue des périls imminents entraînés par celle-ci que les Pouvoirs publics sont intervenus le plus souvent. Ils y étaient d'autant plus incités que l'on soutenait trouver la cause de la crise économique dans un manque de pouvoir d'achat de la classe agricole.

1. Voir, Philip, *La crise et l'Economie dirigée*, opinion citée, p. 51.

Section II

Mobiles politiques

Si cet interventionnisme a été rendu nécessaire de nos jours par les vicissitudes de la vie économique, il n'est pas sans rapport avec la forme des Gouvernements qui le pratiquent.

Quatre grands pays y ont eu recours, et dans chacun d'eux il a pris une physionomie particulière. Les mobiles de la politique se traduisent par une différence marquée.

Les Etats-Unis, en présence des difficultés américaines, ont fait une grande expérience spécifiquement américaine ; méconnaissant les répercussions possibles de leur politique économique sur les pays étrangers, ils ont agi en dehors des entraves de tout système préconçu¹.

L'expérience du Président Roosevelt basée sur le plus grand empirisme dans le choix des moyens, et la plus complète absence doctrinale, peut recevoir des interprétations contradictoires. C'est ainsi que, si les partisans d'un certain étatisme socialisant peuvent apercevoir dans les codes industriels une certaine mise en tutelle du patronat, et de sa liberté de fixer lui-même les conditions de travail, ces mêmes codes sont basés au départ sur une abolition du Sherman act. Pour les uns, les codes sont d'inspiration socialiste, et pour les autres une libération des entraves précédemment appliquées au capitalisme.

Inspirée par l'urgence, l'expérience américaine ne vise qu'à la restauration de la vie économique nationale.

Si l'on entend par Economie dirigée la mainmise la

1. Voir, Conférence de M. C. J. Gignoux à l'Ecole libre des Sciences Politiques, 23 mars 1934, F. Alcan, 1934, p. 268.

plus complète de l'Etat sur les rouages de la vie économique, c'est la Russie qui la première a fait le plus en ce sens. « Mais s'il en est ainsi, c'est pour une raison *a priori* : l'application à la Russie de la doctrine marxiste »¹. C'est d'abord une idéologie politique qui se trouve à la base du système. Nous verrons que d'autres raisons économiques justifieraient en ce pays un régime d'autorité.

L'application de la doctrine de Marx, intégrale au début, a conduit à une Economie, non pas « dirigée » mais « monopolisée ». Bien que tempérée, aujourd'hui encore, elle maintient un régime dont l'ossature est celle de tout régime socialiste, avec ses corollaires : abolition de la propriété, du profit, de la liberté.

1° Par « abolition de la propriété » il faut entendre celle de la propriété privée ; le sol est la chose de l'Etat et un individu réussirait-il à s'approprier un bien par fraude, que les lois de l'héritage en empêcheraient la transmission à ses héritiers. La nationalisation du sol a entraîné avec elle le « collectivisme en agriculture ».

Même abolition du profit. On sait que « le profit » selon la théorie marxiste, est une extorsion faite au préjudice de l'ouvrier ; que celui-ci, ne touchant jamais une valeur égale à celle produite, que, d'autre part, le prix de vente tendant toujours à se rapprocher du prix de revient, il est peu à peu réduit à la misère. Telle est la théorie marxiste, appuyée sur celle de la Valeur-travail.

Enfin, la production industrielle, exception faite pour la production artisanale, y est accaparée par l'Etat, qui charge d'y pourvoir trois commissariats : ceux de l'industrie lourde, de l'industrie légère et des forêts.

1. Voir, Conférence de M. C. J. Gignoux précitée, F. Alcan, 1934, p. 270.

2° Le Gouvernement remplit la mission la plus délicate : il fournit les directives générales qui inspirent le « combinat » dans l'élaboration du plan de production pour l'année à venir. Ce combinat se décharge du soin de l'exécution sur le trust. Ce dernier organisme est chargé de la passation des contrats.

C'est donc, en Russie, l'application intégrale d'une Economie socialiste-marxiste¹.

Si le mobile politique est le facteur essentiel, les mobiles économiques n'ont pas mené les tsars à diriger la Russie d'une manière tellement différente.

Pour maintenir leur autorité sur un monde toujours prêt à se disloquer, pour résister aux forces centrifuges qui menaçaient l'unité de l'empire, les tsars n'ont-ils pas toujours eu recours au pouvoir le plus absolu ? Ils n'ont pu s'imposer que par la contrainte matérielle et morale : armée, police et religion.

D'autre part, l'industrialisation de l'agriculture, en Russie, n'est pas le résultat de caprices de théoriciens. Dans ce pays de plus de 150 millions d'habitants, et qui s'accroît de 7 millions par an, l'aménagement du sol et des ressources est un problème vital.

Cette brève étude sur un pays où l'Economie est dirigée jusqu'au monopole par l'Etat, nous conduit à formuler deux conclusions :

Le facteur politique prédominant eût-il manqué, que, pour des raisons économiques, la Russie eût été amenée à s'organiser de la même manière. La géographie est donc l'introduction naturelle à l'étude de l'Economie russe.

D'autre part, l'immensité du territoire y nécessite un

1. Voir, Conférence de M. Paul Devinat à l'Ecole libre des Sciences politiques, 21 mars 1934, F. Alcan, 1934, p. 210 et suiv.

pouvoir fort. Si les régimes d'Economie dirigée semblent aller de pair avec la dictature, c'est pour des raisons propres à ce pays que la dictature s'y est établie.

En somme, de même qu'on dit que tout pays a le régime politique qu'il mérite, de même on pourrait dire que tout pays a le régime économique qui lui est le plus naturel.

La situation est très différente en Allemagne, où une Economie semblable à celle de la guerre, dirigée, contrôlée, semblait un avenir peu souhaitable. Mais en Allemagne, il faut compter avec deux éléments : une volonté de direction maîtresse, servante du dynamisme allemand et une volonté d'organisation au service du nationalisme germanique ¹.

Ces tendances ont conduit l'Allemagne à l'organisation de son économie, à la rationalisation de ses méthodes, et cela au mépris de la situation mondiale, du coût des aménagements qu'elle entreprenait, de la rentabilité de son travail.

Tandis que l'Allemagne du deuxième Reich a connu la toute puissance industrielle en organisant son Economie sans la diriger, celle du troisième Reich a connu une crise terrible, en 1930-1931, pour avoir dirigé aveuglément, sans organiser, ses productions de masse, un peu semblables à celles de la Russie, n'ayant pas trouvé de débouché.

A des tendances naturelles d'organisation, de direction, s'allie une volonté inébranlable qui vise à la grandeur du germanisme : la forme de son Economie, appuyée sur la conception hitlérienne de l'Etat totalitaire, a un caractère offensif ¹.

Un peu comme en Allemagne, en Italie, l'idée de diri-

1. Voir, Conférence de M. Max Hermant à l'Ecole libre des Sciences Politiques, 23 février 1934, F. Alcan, p. 78-55.

ger l'Economie relève de mobiles à la fois économiques et politiques.

Au point de vue économique, il s'agissait, en Italie, comme dans les cas précédents, d'assurer, avec un territoire insuffisant en superficie et en richesses, la vie d'une population croissante. De là est née la campagne du blé, par exemple.

Il s'agissait aussi de résister à des difficultés passagères, mais sérieuses : celles dues à la crise.

A ces raisons, venait s'en ajouter une autre, qui leur donnait une force particulière : l'application d'une théorie préconçue : la doctrine fasciste.

Faite à la fois d'opportunisme et d'une volonté politique, l'expérience italienne a une physionomie propre : son cadre est le corporatisme.

Ces exemples suffisent à refléter, dans les théories d'Economie politique, la disparité des inspirations et des moyens mis en œuvre. Pourtant une constatation s'impose : « Entre les quatre cas envisagés, il existe une similitude : l'Economie dirigée n'a donné de résultats sensibles qu'au prix d'une dictature »¹.

Il convient d'ajouter que ce n'est pas sans motif. D'une part, les régimes de dictature ne s'établissent et ne tombent que par la volonté de la masse : celle-ci compte-t-elle un grand nombre de « sans-travail », le Gouvernement ne pourra négliger leurs revendications, ce serait mettre le régime en danger.

D'autre part, seuls les régimes de dictature confèrent l'autorité nécessaire pour donner une impulsion déterminée à l'Economie nationale ; l'Economie dirigée suppose en effet, l'établissement d'un plan qui s'impose aux indi-

1. Voir, Conférence précitée de M. C. J. Gignoux, F. Alcan, 1934, p. 270.

vidus et précise les limites de leur activité. C'est ainsi qu'en Russie, en Allemagne, et dans une certaine mesure en Italie, les Gouvernements n'ont réussi à imposer leurs directives que par des moyens de coercition souvent des plus violents. Il apparaît qu'en définitive, il existe entre l'Economie dirigée et la dictature, une affinité indubitable.

Section III

Le cas de l'Etat français

Dans les pays même où la forme du gouvernement n'est pas dans la dépendance d'une situation économique prospère ou non, on a dû recourir à un certain interventionnisme.

En France comme à l'étranger, les Pouvoirs publics se sont engagés dans cette voie, mais, à la différence de certaines nations, c'est en dehors de toute idée de doctrine, de tout but politique, qu'ils l'ont fait. Il fallait donc qu'ils obéissent à d'autres mobiles, que met en lumière l'étude du marché français après la guerre.

§ 1. *Triple aspect de la crise agricole mondiale.*

Les causes premières de la crise agricole française doivent être recherchées dans l'évolution de l'agriculture dans le monde. C'est par répercussion que l'agriculteur français est atteint d'abord, et, par suite de circonstances propres au pays, qu'il l'est moins que l'agriculteur américain, par exemple. Peu à peu pourtant, en France, comme à l'étranger, l'agriculture a connu une crise grave, qui se manifeste par un déficit brutal de la balance commer-

ciale agricole, la chute des prix, la mévente des produits et la diminution croissante de la rentabilité des terres.

La crise agricole mondiale est d'une gravité inhabituelle, du fait qu'elle est la conjonction de trois crises, la superposition de facteurs ayant trois origines différentes : crise de longue durée, crise cyclique, crise de structure enfin ¹.

a. *Crise de longue durée.* — Le premier facteur, la crise de longue durée, n'est pas le plus apparent ; c'est le plus profond pourtant, puisqu'il est nettement marqué par un arrêt de la hausse des prix, ininterrompue depuis 1897 ; il est masqué, dans beaucoup de pays, par la dépréciation des monnaies. Cependant, il paraît évident, quand on compare les indices d'un pays attaché à l'étalon monétaire métallique, comme les Etats-Unis. Ces indices, abstraction faite de ceux des années où les Etats-Unis comptent parmi les belligérants : 1917 et 1918, abstraction faite aussi des années 1919 et 1920, pendant lesquelles on liquide la guerre, sont les suivants ² :

1896	75	1926	169
1900	91	1927	163
1910	113	1928	165
1921	165	1929	163
1922	167	1930	146
1923	168	1931	120
1924	177	1932	100

Ces indices mettent en lumière le fait qu'en 1932 les prix américains, évalués en francs, sont inférieurs de 13 points à ceux de 1910.

1. Voir, Oualid, Conférence sur « Les grandes leçons de la crise et l'Agriculture française » (Institut agronomique du 5 avril 1933), *L'Agriculture dans l'évolution de la crise mondiale*, Alcan, Paris, 1933, p. 207 et suiv.

2. Voir, Oualid, *opus cité*, page 208.

Il paraît superflu de s'arrêter aux explications monétaires anglo-saxonnes de ces faits, où la France faisait figure de prévenue.

b. *Crise cyclique.* — Sur la courbe de longue durée, se sont greffées, dans les dernières années, deux crises cycliques, dont les effets se retrouvent dans le malaise actuel.

Une première crise est marquée, en 1919 et 1923, par une très forte chute des prix en France, Angleterre, et aux Etats-Unis surtout, plus importante que celle de la crise actuelle, mais qui est passée à peu près inaperçue à cause des hauts prix de l'immédiate après-guerre.

Bien que protégée par des barrières douanières devenues nécessaires, l'agriculture française a été atteinte dans ses exportations par la seconde crise cyclique (1929 à nos jours), qu'ont si brutalement ressentie les Etats-Unis. Dans ce pays, de 1928 à 1932, les produits agricoles et les textiles baissent d'environ 50 %, les produits animaux de 40 %.

La surproduction est tenue pour la responsable de cette situation, et ce n'est pas à tort. Les producteurs ont cru à la possibilité d'une courbe infiniment croissante des besoins ; ils ont méconnu les limites de capacité d'absorption des marchés et la différence essentielle entre les produits industriels et les produits agricoles : pour les premiers, on peut difficilement déterminer la limite de consommation, puisqu'ils répondent à des besoins psychologiques et sociaux indéfiniment extensibles ; mais pour les seconds, la demande ne peut avoir la même élasticité : répondant à des besoins surtout physiologiques, le degré de saturation du marché est facilement atteint.

Or, du jour où les masses agricoles manquent de pou-

voir d'achat, l'industrie souffre, et, par un choc en retour, elle diminue ses demandes de produits agricoles à usage industriel. Pour cette raison, les Américains ont souligné l'importance qu'ils attachent à la prospérité agricole ; cela à un tel point que le Président Roosevelt a expliqué la crise par un déséquilibre entre les prix agricoles et les prix industriels ; et tout son effort dans le domaine économique a été basé sur cette idée que les Etats-Unis devaient rétablir l'équilibre des prix agricoles et industriels d'avant-guerre.

c. *Crise de structure.* — C'est, à la même époque, d'une crise de transformation qu'il s'agit aussi. Dans le domaine technique, la rationalisation, dans le domaine financier, le néo-capitalisme, anonyme et fiduciaire, substitué au capitalisme épargniste et individuel, transforment l'agriculture en lui faisant adopter les méthodes et courir les dangers de l'industrie. (On sait combien le progrès technique a accru le rendement à l'hectare de certaines productions agricoles).

Les méthodes de l'industrie qu'on y transporte, ce sont d'abord la rationalisation, la mécanisation. Celles-ci poussent à la monoculture, qui rendra les pays qui la pratiquent plus vulnérables en temps de crise, et, par conséquent, provoquera l'exode des populations vers les villes.

Enfin, le crédit et les abus qu'on en a fait surtout, engendrèrent une erreur. On a considéré comme une consommation normale toutes les quantités qui, en plus de la consommation présente, étaient écoulées grâce au crédit, et ne devaient être considérées que comme une anticipation sur l'avenir.

La concordance de ces causes de déséquilibre a amené

à un protectionnisme sans mesure, par suite duquel l'agriculture française a perdu ses débouchés, tandis qu'elle devenait un marché d'exportation presque unique pour les pays surproducteurs.

§ 2. *L'équilibre français*

Toute cette évolution de l'agriculture n'atteint la France qu'indirectement, avons-nous dit. En effet, la France, encore qu'une évolution s'y soit produite, conserve un équilibre au triple point de vue démographique, social et économique ¹.

a. *Démographique.* — La France, autrefois pays essentiellement agricole, a sans doute évolué. Sa population vit également de l'industrie, du commerce et des transports. Néanmoins, tandis que de 1870 à nos jours, le nombre des ruraux, en Allemagne, passe de deux tiers à un tiers de la population, en France il ne tombe que de 65 à 47 %.

b. *Social.* — L'équilibre social n'est pas moins appréciable. Sur 8 millions et demi de Français, qui tirent leur revenu du sol, 5.000.000 sont leurs propres patrons ; 3.000.000 seulement sont ouvriers agricoles, non sans être souvent eux-mêmes propriétaires. Enfin, sur 2 millions et demi de propriétaires-exploitants, 1.300.000 n'ont pas de salariés. 6.000 en ont de 11 à 20, 2.000, à peine plus de 20. Ces chiffres sont significatifs et donnent une idée des dimensions de la propriété française ; ils pré-

¹. Voir, Oualid, ouvrage précité, p. 223 et suiv.

viennent aussi contre l'erreur qu'on commettrait à comparer, en France, l'exploitation agricole et industrielle.

c. *Economique*.—Au point de vue économique, les différentes ressources du pays ne sont pas moins bien proportionnées : égales en éléments, les différentes branches de la production s'égalisent sensiblement en valeur.

En 1932, à une production métallique annuelle de dix milliards de francs, correspondait une production de blé de 11 milliards ; à une production automobile de 6 milliards, s'opposait une récolte d'avoine de même valeur. Même équilibre entre la production de charbon et le produit de la vendange : 8 milliards de part et d'autre ¹.

L'harmonie de l'agriculture française se manifeste encore et se différencie de l'étranger, par la variété. Elle n'a recherché ni la monoculture systématique, ni les savantes polycultures. Chaque région a conservé ses produits propres. Une absence de standardisation, parfois regrettable, des produits, n'a pas empêché que leur qualité soit appréciée à l'étranger.

§ 3. *Manifestations de la crise en France*

Néanmoins, un profond déséquilibre de la balance commerciale, la chute des cours et la mévente des produits, enfin le déficit croissant et durable des exploitations agricoles, appellent des remèdes, sans lesquels la classe agricole française court à la ruine.

1. Voir, Oualid, Conférence de l'Institut agronomique, 5 avril 1933, *L'agriculture dans l'évolution de la crise mondiale*, Alcan, Paris, 1933, p. 215 et suiv.

1^o *Déficit de la balance commerciale agricole.*

En 1929-1930, la balance commerciale agricole de la France ne cesse d'accuser un déficit croissant ¹ dû à une augmentation continue de nos importations, tandis que, parallèlement, le tonnage de nos exportations s'amoin-drit : d'une part, une protection excessive des marchés étrangers et insuffisante du marché français ; des conditions économiques de production laissant à désirer, d'autre part, en sont la cause.

Il faut attribuer la surproduction agricole dans le monde, de 1930, par rapport à 1913, aux conséquences de la guerre. Celle-ci a développé la production des fournisseurs des belligérants, tandis que ces derniers, les hostilités terminées, reconstituent leur agriculture nationale, pour s'assurer une certaine indépendance économique ².

D'autre part, les pays agricoles neufs n'ont pas dans leur balance des comptes les éléments invisibles qui permettent aux vieux pays d'avoir une balance normalement déficitaire ¹. Il est donc essentiel pour eux d'exporter à tout prix. Cette nécessité provoque la création, par les Pouvoirs publics, de primes à l'exportation directe ou indirecte, remboursement des frais de transport ou de droits.

a. *Afflux des importations en France.* — Si tous les pays agricoles cherchaient à exporter, d'où vient-il que la France ait été leur principal débouché ?

Il faut y voir, comme première raison, que la France,

1. Voir, P. Moroni, *L'agriculture française et le contingentement des importations*, Sirey, Paris, 1934, p. 35 et suiv.

2. Même ouvrage, p. 36.

peu atteinte par la crise de longue durée, ni par la crise de structure, constatées dans les pays étrangers, ne subira que la crise cyclique. On en ressentira les effets en octobre 1930 ; mais jusqu'à cette date, son marché conserve une grande aisance monétaire.

Il convient d'ajouter qu'un autre facteur encourage ces exportations vers la France : l'insuffisance de protection¹.

En effet, au fur et à mesure que s'accroissent les différences entre les prix mondiaux et les prix français, les droits d'entrée qui correspondent aux droits d'avant-guerre affectés du coefficient 5, diminuent en valeur relative ; tandis qu'en 1927, le pourcentage entre le total des droits perçus par l'Administration des Douanes, et la valeur globale du commerce général d'importation était de 9,8 %, il n'était que de 9 % en 1930. On peut considérer que le taux de protection de l'agriculture, moins protégée que l'industrie, était de 7 % en 1930 ; alors que pour la même année il était, en Grande-Bretagne, de 26 %. Ces considérations ont déterminé les Pouvoirs publics à engager une politique commerciale dont nous ferons l'étude plus loin, et qui s'oriente dans trois directions : la déconsolidation des droits, les relèvements temporaires, les contingentements.

b. *Chute des exportations.* — Elle est imputable aux prix élevés de nos productions, prix incompressibles pour des raisons propres au pays et particulières à notre agriculture.

Les raisons, spécifiquement françaises, d'incompressi-

1. Voir, P. Moroni, *L'agriculture et le contingentement des importations*, Sirey, Paris, 1934, p. 36.

bilité des prix sont : le coût très élevé des transports, le poids des charges sociales et des charges fiscales.

D'autres raisons sont particulières à notre agriculture. La France, pays de petite et de moyenne propriété, ne peut pas pratiquer la culture extensive. A ce point de vue, elle se trouve en état d'infériorité très nette sur des pays neufs, comme le Canada ou l'Argentine.

Les salaires agricoles sont exceptionnellement élevés : en 1930, ils étaient sept à dix fois et même douze fois ce qu'ils étaient en 1910¹.

Une autre source de faiblesse de notre exportation, c'est l'infériorité française par rapport aux concurrents étrangers. La France n'a introduit que fort peu l'esprit commercial nécessaire à l'exportation². La qualité de ses produits, généralement supérieurs, ne peut compenser l'absence de publicité et de représentations commerciales comme celles de la répression des procédés déloyaux de certains de nos exportateurs.

Enfin, malgré le principe d'une trêve douanière que posait en 1927 la Conférence de Genève, le mouvement protectionniste se généralisait. Les Etats-Unis, puis l'Allemagne en 1929, l'Angleterre l'année suivante, fermaient leurs frontières aux produits français.

Ce protectionnisme général s'accroît, ou ouvertement, ou sous couleur de mesures d'ordre phyto-pathologique. Elles permettent d'interdire telles importations que l'on juge opportun d'arrêter. Elles dissimulent d'autant moins leur caractère protectionniste, qu'elles sont devenues plus nombreuses avec la crise ; c'est-à-

1. Tableau de M. Augé Laribé, *Revue internationale du travail*, janvier 1932.

2. A. F. E. A., revue *L'Expansion agricole*, 1934.

dire que leur objet n'était pas toujours la protection sanitaire du marché qu'elles rendaient inaccessible.

Cette situation du marché français dans l'impossibilité d'exporter, pour les raisons qu'on a vues, obligeait les Pouvoirs publics à intervenir pour limiter le seul facteur de déséquilibre susceptible d'être directement modifié : l'importation. Tel a été le but qu'on s'est proposé en adoptant une politique commerciale protectionniste. Après seulement, on a constaté que cette action des Pouvoirs publics pouvait être un moyen de conquête des marchés étrangers .

Le Gouvernement français, qui avait finalement cédé aux instances des agriculteurs réclamant des tarifs protecteurs, était encouragé dans la voie des interventions par deux des aspects de la crise, dont il ne pouvait méconnaître les graves conséquences : la chute des cours et le déficit croissant des exploitations agricoles.

2° Chute des cours.

Lorsqu'on veut se rendre compte de la chute des cours des produits agricoles, il suffit de rapprocher les prix de 1927 et de 1932 pour quelques productions. Par exemple, pour le blé et le bétail.

En 1926, le cours du blé était à 246 fr. le quintal ; en 1931, il se stabilisait au cours de 165 fr. ; il y restait jusqu'à juillet 1932, après quoi il tombait verticalement.

Le prix du bétail suivait une marche assez semblable : le kgr. de mouton tombait, en poids net, de 14 fr. 20, pendant le second trimestre 1930, à 10 fr. 41, en 1932. Le bœuf de 1930 à 1931, passait de 12 fr. 45 à 7 fr. 50 environ le kgr.

3° Déficit croissant des exploitations agricoles.

On comprend, dès lors, le déficit croissant des exploitations agricoles. Leurs charges, en effet, ne diminuaient pas dans la même proportion, pour les raisons qu'on a étudiées. Elles étaient ou difficiles à réduire, ou totalement incompressibles, telles que le fermage dû aux propriétaires, les intérêts aux créanciers, les transports, les engrais et les impôts.

En conséquence, la marge bénéficiaire est devenue souvent négative.

CHAPITRE II

MODALITÉS DES INTERVENTIONS

Section I Protection extérieure

Si le Gouvernement s'est décidé à intervenir, ce n'est que sous la pression qu'exerçait depuis longtemps la classe agricole ; celle-ci défendait la thèse protectionniste vivement combattue par les libre-échangistes.

Jusqu'à la stabilisation du franc, l'agriculture française était protégée par sa monnaie, et, il faut le dire aussi, l'Etat eût consenti aisément à protéger l'industrie au détriment de l'agriculture et le consommateur au détriment du producteur agricole. La thèse protectionniste a prévalu néanmoins en 1927, époque à laquelle on applique pour les produits agricoles le coefficient 5 aux droits de douane d'avant-guerre.

Avec le développement de la crise et malgré le vœu d'une trêve douanière formulée en 1929 à la Conférence de Genève, l'intervention du Gouvernement devient plus grande. La politique commerciale de la France s'oriente dès lors dans deux directions :

Les relèvements des droits de douane.

Le contingentement.

Ces mesures, apparemment de défense, n'ont pas tardé à se transformer en moyens de conquête des marchés étrangers.

§ 1. *Droits de douane.*

De tous temps, et même en période normale, la majorité des nations a eu recours à la protection de leurs industries vitales. La protection n'est une manière d'interventionnisme que lorsqu'elle justifie l'expression de M. André Siegfried s'appliquant à l'époque actuelle : « une serrurerie fiscale ». Elle conduit généralement les nations à se consentir mutuellement des consolidations tarifaires.

Obstacles aux relèvements des droits de douane.

Les problèmes qui se posent se limitent à l'étude des principaux : la question des déconsolidations tarifaires et des dénonciations d'accords, la liberté pour le Gouvernement de prendre librement des mesures de protection ; enfin, la défense contre les monnaies dépréciées.

a. *Déconsolidations tarifaires et dénonciations.* — Lorsqu'un droit de douane est consolidé, le Gouvernement qui constate la nécessité de le relever doit d'abord recouvrer sa liberté. Il y parvient ou par un accord de déconsolidation ou par une dénonciation¹.

Par un accord de déconsolidation, un pays peut être délié de ses engagements ; mais généralement il ne l'est qu'en consentant certains avantages sur son marché.

Par une dénonciation générale, on arrive plus sûrement au résultat cherché : le relèvement des droits de douane ;

1. *Revue d'Economie politique*, 1932, « La politique douanière et les accords commerciaux », par Naudin, p. 1031.

Voir, Moroni, *L'agriculture française et le contingentement des importations*, Sirey, Paris, 1934, p. 56 et 57.

mais non à atteindre le but final, qui est généralement l'arrêt des importations, l'augmentation des exportations.

b. *Liberté gouvernementale. Procédure du cadenas.* — D'autre part, en période de crise, les interventions doivent, surtout en matière douanière, être inopinées pour déjouer les calculs des spéculateurs et pour arrêter l'afflux des importations. Cet aspect du problème a soulevé une question de procédure en France, où le maniement des droits de douane relève du Parlement. La loi de 1897 imposait au Gouvernement l'obligation de déposer un projet de ratification, en même temps que paraissait un décret portant relèvement des droits de douane. Une loi du 1^{er} décembre 1929 a dispensé, en France, le Gouvernement de cette entrave. On voit encore par là qu'on ne peut diriger vraiment une Economie nationale qu'aux prix de pleins pouvoirs.

c. *Surtaxes compensatrices de change.* — En 1931, on constate à la Conférence de Londres que la protection n'était pas un remède, et qu'au surplus l'instabilité de plusieurs grandes monnaies décourageait les Gouvernements de stabiliser leurs tarifs douaniers. En effet, les fluctuations monétaires annihilent les effets de la protection ; de là est née une mesure de crise : la surtaxe compensatrice du change¹.

La France, elle-même, qui a longtemps bénéficié d'une prime à l'exportation et protesté contre les surtaxes de change qu'on a songé à dresser contre elle, n'a pas hésité à en édicter pour sauver son agriculture.

La surtaxe compensatrice du change, moyen de pro-

1. Voir, *Revue d'Economie politique*, 1932, « La politique douanière et les accords commerciaux », de Naudin, p. 1040 et suiv.

tection, peut être aussi un moyen de négociation. En France, cette évolution s'est produite très rapidement, la simple menace d'une surtaxe ayant pleinement réussi à amener l'Espagne à consentir des avantages à la France.

D'autres surtaxes, comme celles qui ont été utilisées contre le « dumping, » complètent le tableau des mesures douanières possibles. Enfin, les taxes sur les licences d'importation, perçues pour des raisons fiscales peut-être, sont, il faut bien l'avouer, une manifestation de protectionnisme.

§ 2. *Contingentement.*

On peut le définir avec M. le Professeur Oualid, « le procédé consistant à limiter en valeur ou en quantité pour une période déterminée, les importations de toutes origines ou de certains pays seulement ».

La floraison du contingentement, on a pu le constater récemment, en fait un des moyens d'intervention du Gouvernement les plus actuels et aussi les plus efficaces.

a. *Sa supériorité sur les droits de douane.* — On a vu la difficulté de recouvrer sa liberté tarifaire pour un Etat, ainsi que la pauvreté des résultats obtenus pour les relèvements douaniers dans la lutte avec les pays à monnaie dépréciée, ou avec ceux qui vendent sans tenir compte des prix de revient. C'est pour cela que de nombreux Gouvernements ont jugé le contingentement à l'expérience, beaucoup plus efficace que les droits de douane, dont on ne sait jamais à quel taux ils seront protecteurs!¹

1. Voir, *Revue d'Economie politique*, 1933, article de Naudin, « La politique douanière et les accords commerciaux », p. 1111 et 1112.

b. *Répartition mathématique et négociation.*—Le contingentement, mesure de prohibition plus que de protection, à l'origine, avait besoin d'être aménagé. Son étude intéresse particulièrement la France et l'agriculture française.

Son évolution peut être divisée en trois étapes ¹ :

1° Considéré d'abord comme un expédient tout à fait passager, il n'a d'abord frappé que des produits vitaux.

2° Peu à peu, le contingentement s'est transformé en un procédé d'intervention normal. On « cristallise alors le commerce » en allouant aux pays étrangers des contingents au prorata de leurs importations antérieures. Les autres pays sont donc dans l'impossibilité d'exporter sur le marché français.

3° Néanmoins, un Gouvernement peut utiliser le contingentement comme un moyen d'action d'influence gouvernementale, de direction économique et le contingentement a été aménagé dans trois ordres :

1. Dans l'ordre international : c'est toute la question de la négociation des contingentements.

Le procédé consiste, après avoir calculé pour un produit le contingentement global, à n'admettre ou n'accorder à chaque pays que 25 % du contingentement qui lui était primitivement attribué. Le reste du contingent est alors donné aux pays qui consentent à l'exportation française.

2. Dans l'ordre commercial interne, on renonce à réserver à quelques commerçants seulement les autorisations d'importer.

3. Dans l'ordre fiscal, enfin, en France, on considère les taxes de licence comme une ressource normale du budget.

1. Voir, Moroni, *L'agriculture française et le contingentement des importations*, Sirey, Paris, 1934, p. 80 et 81.

L'Etat, qui a monopolisé l'importation, retrouve ainsi, dans une certaine mesure, le déficit des recettes douanières.

Contingentement indirect.

Enfin, il existe une sorte de contingentement indirect ¹, qui consiste à interdire, dans un pays donné, l'usage du produit agricole importé. On réussit, dans la même mesure, à réduire les quantités entrées (blé indigène 97, puis 100 %).

On peut donc considérer que sans le contingentement sous ses diverses formes, avec ses aménagements variables, la France eût été dans l'impossibilité de défendre son marché avec les droits de douane. Les vœux des Conférences internationales, de trêves douanières, en 1927 « Action économique concertée », l'année suivante, sont restés des vœux. Les nations menacées ont réagi et ce n'est que dans l'isolement qu'elles ont pu attribuer le déséquilibre dont elles souffraient à des facteurs internes. Néanmoins, d'une manière générale, les procédés d'intervention des Etats sur la *Politique commerciale* acheminent nettement le commerce extérieur vers le monopole.

Section II

Formes d'interventions sur le marché intérieur

A la théorie de la *Rente du sol*, de Ricardo, on peut adjoindre un corollaire non moins important que la théorie elle-même, et que M. Nogaro énonce comme suit ² :

1. Voir, *Revue d'Economie politique*, 1932, article de Naudin, « La politique financière et les accords commerciaux », p. 1039.

2. Voir, B. Nogaro, *Eléments d'économie politique*, 4^e édit., p. 62.

« Lorsque les produits d'un même marché ont des prix de revient différents, c'est le prix de revient le plus élevé qui sera à la base du prix du marché, dans la mesure où il est nécessaire de faire appel à ces marchandises à prix de revient élevé ».

L'application de ce corollaire explique le soutien des prix par les droits de douane : lorsqu'il y a nécessité d'importer, le prix de base pourra être le prix du marché augmenté du droit de douane, pourvu, naturellement, que ce droit soit assez élevé ; mais lorsqu'il y a à l'intérieur suffisance, ou, *a fortiori*, excès de l'offre sur la consommation, la protection extérieure n'aura plus aucune efficacité.

§ 1. *Action sur les prix.*

L'action la plus simple, et aussi la plus simpliste, consiste, pour empêcher la baisse exagérée des prix, à fixer une limite inférieure. De même que l'Etat avait édicté un prix maximum pendant la guerre, il a été édicté un prix minimum pendant la crise.

Prise isolément, cette mesure s'oppose à la loi de l'offre et de la demande sans la supprimer et conduit à la fraude.

Le moyen le plus sûr n'était pas d'édicter des prix minima, mais de remonter aux causes mêmes du déséquilibre entre la production et la consommation. Cette recherche des causes intérieures a provoqué des divergences d'opinions¹, les uns prétendant qu'il y avait surproduction, les autres sous-consommation. Un phénomène, en tout cas, est constant : l'excédent de l'offre sur la demande qui a provoqué la chute des cours. La loi de l'offre et de la demande n'est donc pas une vue de l'esprit,

1. La progression des stocks en est la preuve tangible.

et les mesures prises par les Gouvernements dans de nombreux pays ne peuvent que confirmer cette opinion. Le but qu'ils ont cherché à atteindre n'a pas été d'empêcher le libre jeu de la loi, mais d'en modifier les éléments, pour qu'elle puisse, par son fonctionnement, provoquer une hausse des prix. D'où la direction des interventions de l'Etat, en France, sur la production (offre) dans le sens de la diminution; sur la consommation (demande), dans le sens de l'augmentation.

§ 2. *Action sur l'offre.*

La production en quantité peut être réduite par des moyens à effet immédiat, à brève échéance ou à plus longue échéance.

a. *Moyens à effets immédiats.* — Ces moyens sont les plus énergiques, mais aussi les plus onéreux. Ils consistent, pour l'Etat, à acheter directement sur le marché des quantités importantes de produits et à les éliminer par un moyen autre que par la vente.

Ainsi, le marché de la viande, dont nous reparlerons, a été assaini dans quelques pays par l'élimination des bêtes, dont la viande était mise en conserve, puis distribuée aux chômeurs. On connaît également le cas du Brésil qui élimine ses cafés en les jetant au feu, etc.

La France a fait un essai timide dans cette voie, en éliminant du marché de la viande des bêtes malsaines.

Par ailleurs, pour le blé, il est curieux et pénible à la fois de constater que des mesures de cet ordre, absolument anti-économiques, eussent été moins onéreuses pour l'Etat. Éliminer définitivement quelques millions de quintaux aurait été plus efficace que de transformer

une offre présente beaucoup plus importante en offre virtuelle (stockage, report, prise en charge, etc.). Le même raisonnement s'appliquerait au riz d'Indochine.

Louons l'Etat de n'avoir point cédé à la facilité et à la tentation de perdre des richesses nationales. Il n'a pas voulu en arriver à une solution trop choquante d'un système économique : élimination retentissante de denrées alimentaires alors que sévit la misère.

b. *Moyens à brève échéance.* — On stocke une partie de la production excessive, avec l'espoir, évidemment un peu aléatoire, que dans l'exercice suivant, dans les années suivantes, on pourra écouler plus aisément cette partie stockée : c'est le report.

On peut bloquer la production chez le producteur : c'est le blocage ; répartir la vente de celle-ci sur une certaine période : c'est le stockage avec échelonnement des ventes.

c. *Moyens à longue échéance.* — L'action sur la production et non pas seulement sur les quantités offertes, est à effets plus éloignés.

La non augmentation et la réduction des surfaces emblavées ont été pratiquées en France pour le blé et la vigne. La limitation pour le blé est possible, bien qu'elle nécessite un contrôle difficile et rigoureux ; pour la vigne, « il aurait été bien impolitique de mettre en œuvre au 1^{er} mars 1936, à la veille des élections, des mesures de contrainte à l'égard des viticulteurs » : on a reporté l'arrachage de la vigne obligatoire¹.

Les rendements, de jour en jour plus élevés en agriculture, accentuent l'excédent de nombreux produits.

1. Voir, article de M. Roger Picard, professeur à la Faculté de droit de Paris, « Le marché des vins français au début de 1936 et l'économie dirigée », dans le *Bulletin d'information économique*, publié par la Banque nationale pour le commerce et l'industrie, n° 28, décembre 1935.

C'est pour cette raison qu'on a dû édicter des pénalités lorsqu'ils dépassent un certain chiffre. Certains ont envisagé d'ailleurs, pour éviter le retour de ces excédents, de décourager par divers procédés, notamment par l'impôt, de l'emploi des engrais chimiques et des fumures.

Enfin, les Pouvoirs publics peuvent intervenir pour interdire l'emploi de certaines espèces végétales particulièrement productives. C'est ce qui a été fait en France pour les producteurs directs. Si le choix de certaines espèces végétales doit être limité, celui des méthodes de cultures peut l'être aussi très utilement, comme, en France, la taille et l'irrigation de la vigne.

Parallèlement à une politique de limitation quantitative, il convient d'en avoir une relativement à la qualité,

Pour développer la production de produits de qualité, au détriment de la quantité, il faut établir une discrimination entre certaines espèces végétales, entre les méthodes de production, et enfin entre les méthodes de fabrication : les unes sont à prohiber, les autres à encourager.

En ce qui concerne le choix des espèces, il est nécessaire d'interdire certaines d'entre elles. Ce sont, notamment, lorsqu'on recherche l'assainissement du marché du vin, par exemple, les producteurs directs, non greffés, qui donnent abondamment des produits de qualité médiocre. Du double point de vue de la quantité et de la qualité donc, il existe des espèces ou des cépages, qui sont à écarter.

Les méthodes de fabrication influenceront, dans le même sens, les quantités offertes sur le marché. Il est indispensable, pour assurer la qualité de certains produits, de fixer leur qualité par voie d'autorité. Des mesures de cette nature sont intervenues en France pour imposer

aux producteurs la fabrication de vins ayant une teneur minima en alcool, et leur interdire des procédés, tels que le sucrage et le vinage, transformant des produits de basse qualité au point qu'ils peuvent concurrencer les bons vins.

§ 3. *Action sur la demande.*

a. *Propagande.* — La propagande est le type le plus parfait d'action, puisqu'il n'entraîne pas de limitation de la liberté des individus.

Les attachés commerciaux et l'Office national du commerce extérieur, aideront le commerce extérieur et feront la propagande à l'étranger.

b. *Présentation des produits pour la vente.* — L'action sur la qualité des produits offerts, par la standardisation, la présentation, l'élimination des fraudes et des « fonds de paniers », doit être encouragée et trouver son couronnement dans la généralisation des « marques régionales » et même « nationales ».

c. *Action directe sur la consommation.* — L'Etat a agi sur la demande par des moyens plus factices ; il a pu augmenter la demande en obligeant les organismes sous ses ordres à utiliser plus de produits, et seulement des produits nationaux. C'est ainsi qu'a été augmentée la consommation de vin dans les casernes ; les automobilistes devront substituer à leur carburant ordinaire un carburant dit « national » dans lequel sera incorporé une forte dose d'alcool. Un stock de sécurité sera constitué avec de la viande française, les matelas de l'administration seront faits avec de la laine française, et la toile des avions avec du lin français, etc.

d. *Dénaturation*. — Dénaturer, c'est diriger les produits vers une autre consommation que celle qui leur est naturelle.

La dénaturation a été pratiquée en France pour le blé, les farines, l'alcool et pour l'élimination de sous-produits.

Ces diverses actions appliquées au marché agricole français seront examinées dans le second chapitre de la deuxième partie.

DEUXIÈME PARTIE

INTERVENTIONS DE L'ÉTAT
SUR LE
MARCHÉ AGRICOLE FRANÇAIS

DEUXIEME PARTIE

INTERVENTIONS DE L'ÉTAT sur le MARCHÉ AGRICOLE FRANÇAIS

On peut dire que l'origine des interventions de l'Etat français sur l'agriculture, dans leurs formes actuelles, remonte à la loi du 1^{er} décembre 1929 concernant le blé. C'était la pose de la première pierre d'un énorme édifice législatif peu harmonieux, car, comme nous le verrons, il a été construit au fur et à mesure des nécessités, plutôt que suivant un plan d'ensemble.

Est-ce à dire qu'antérieurement, l'Etat n'avait rien fait pour l'agriculture ? Non, mais à part le régime particulier imposé à quelques produits monopolisés (et le cas exceptionnel de guerre) l'Etat français n'était jamais intervenu directement sur l'offre et la demande d'un produit. Il s'était contenté d'exercer sa mission d'intérêt général d'une façon plus lointaine ; son action, toujours annexe, consistait surtout à protéger plus ou moins le marché français contre la concurrence étrangère par le jeu des droits de douane ou à exercer des fonctions de police administrative (répression des fraudes, contrôle du commerce, organisation des Bourses de commerce.

etc...), ou bien encore il avait cherché à faire pénétrer le progrès technique dans les méthodes de culture par le développement de l'enseignement agricole et des concours agricoles.

Dans l'immédiat après-guerre, les régions dévastées ont été reconstituées, comme il se devait, en tenant compte du progrès moderne. Les conditions d'existence de nos populations paysannes en ont été améliorées, d'autant plus qu'à cet exemple l'électrification des campagnes et l'alimentation en eau potable des moindres localités ont été entreprises et poursuivies activement dans la France entière.

Mais l'évolution sociale devait élargir considérablement le domaine d'action des Pouvoirs publics ; le marché agricole français ou plus exactement, les marchés de certains produits agricoles (car l'Etat a pris peu de mesures d'ensemble) ont été l'objet d'innombrables textes législatifs ou gouvernementaux. Les buts apparents de ces textes sont tantôt économiques, tantôt financiers, tantôt de contrôle, mais presque toujours on découvre que leur inspiration profonde est une préoccupation politique ou sociale.

D'après ces principes, nous diviserons cette seconde partie en deux chapitres :

Le premier chapitre est consacré aux interventions d'ordre général, destinées à améliorer l'Economie agricole française.

Le chapitre II est, au contraire, calqué sur la politique agricole, toute fragmentaire, de ces dernières années ; les interventions de l'Etat étant passées en revue dans le cadre de quelques marchés, cadre que l'Etat lui-même leur a donné.

CHAPITRE PREMIER

INTERVENTIONS D'ORDRE GÉNÉRAL

On peut se faire une idée approximative de l'importance des interventions de l'Etat en faveur de l'agriculture, par l'examen du budget du Ministère de l'Agriculture et des crédits alloués aux divers chapitres.

Le budget de l'agriculture¹, tel qu'il a été voté le 31 décembre 1935, ne représente qu'une très faible partie (1,1 %) du budget général de l'exercice 1936. Mais il faut tenir compte, d'une part, que certains crédits intéressant l'agriculture ne font pas partie de ce budget, et, d'autre part, que près de la moitié des crédits du budget général est affectée au paiement des intérêts de la dette publique.

Le budget avait atteint son volume maximum en 1932, puis il s'est rapidement abaissé :

1933	1.012.697.255 francs.
1934	593.245.368 —
1935	479.007.299 —
1936	464.288.865 —

Par rapport à 1933, la diminution des crédits votés au titre de l'agriculture atteint donc 54 %; mais cette diminution est plus apparente que réelle.

Dans l'ensemble, sur la diminution de 548 millions, seuls

1. *Journal officiel* et *Revue des agriculteurs de France*, février 1936.

13.500.000 fr. provenant de la suppression des Offices, 6.923.000 fr. provenant de la diminution des crédits pour l'encouragement à la culture du lin et du chanvre et 59.874.984 fr. dus à l'application des décrets-lois de 1934 et 1935, correspondent à une économie réelle, effectuée par rapport au budget de 1933.

Les autres économies ne sont qu'apparentes et sont dues au transfert à des comptes nouveaux de certains crédits figurant auparavant au budget de l'agriculture. L'analyse du budget de 1936 fait ressortir que 37 % du montant total sont consacrés à des dépenses administratives (traitements, indemnités, matériel) ; 25 % à des dépenses diverses (achats de chevaux et mulets nécessaires à l'armée, impositions sur les forêts domaniales, aménagements en Alsace-Lorraine) ; les 38 % restant sont consacrés au paiement de subventions de toutes sortes : les unes intéressant l'agriculture, en général, et les autres certains marchés agricoles dont l'Etat s'efforce de développer l'activité.

Afin d'être clair dans l'exposé des interventions d'intérêt général agricole qui font l'objet de ce premier chapitre, nous avons groupé ces interventions suivant qu'elles influencent particulièrement la production, la consommation ou la trésorerie des exploitations, sans d'ailleurs que cette classification soit absolue dans la réalité.

Nous avons ainsi obtenu les trois sections suivantes :

- 1^e Section. — *Amélioration des conditions de production ;*
- 2^e Section. — *Elargissement des débouchés ;*
- 3^e Section. — *Aide à la trésorerie des exploitations.*

Section I

Amélioration des conditions de production

Si l'on avait voulu analyser les interventions de l'Etat en vue de favoriser le progrès technique dans la production agricole française d'avant-guerre, on aurait eu peu de choses à dire, et tout se serait ramené à une énumération de subventions aux écoles d'agriculture et à des primes aux meilleurs producteurs. On peut rappeler à ce sujet l'exemple typique de la betterave à sucre : l'Etat taxa assez fortement la betterave au poids à son entrée à la sucrerie sans tenir compte du degré sucrier ; les directeurs de sucreries exigèrent des betteraves sélectionnées. Ainsi l'Etat, par un moyen fiscal, détermina une amélioration considérable de la qualité saccharine de la betterave¹.

Dans l'ensemble, ce qu'avait fait l'Etat, c'était peu ; et pourtant, malgré cela, le progrès technique dans la production agricole a augmenté les rendements dans une proportion telle que certains accusent ici encore, comme dans l'industrie, ce progrès d'être la cause des maux des temps modernes.

A l'époque actuelle, il ne paraît pas indiqué d'exciter la production en quantité ; mais l'Etat ne pouvant, sous prétexte de surproduction, laisser brusquement sans soutien des institutions créées par lui, a simplement réduit les crédits. Ceci d'ailleurs répond assez bien aux exigences de nos finances publiques en difficulté !

1. Système exposé par le chimiste Dumas dès 1837. En France, l'idée passa ; mais les Allemands la retinrent et appliquèrent chez eux l'idée française. Les sucres allemands abondèrent en France et en Angleterre. Les producteurs français s'émurent et ce n'est que par une loi de juillet 1884 (Méline alors ministre de l'agriculture) que le système fut appliqué en France.

§ 1. *Travaux d'équipement rural.*

Pendant la période qui s'est déroulée depuis 1933, les travaux, si nécessaires, qui se rapportent à l'équipement rural, ont été poursuivis avec une activité d'autant plus remarquable que les difficultés financières se faisaient plus pressantes.

C'est ainsi que lors de la discussion de la loi des finances en décembre 1935, la Chambre a remis en question le programme des grands travaux d'équipement national. Si le total des crédits établis en 1934 (10 milliards jusqu'en 1940) est demeuré, le programme des travaux a été modifié. Une part plus large a été faite à l'équipement rural, jugé d'une utilité incontestable, aux dépens de travaux improductifs.

La part de l'agriculture s'est vue augmentée de 240 millions et celle des travaux publics diminuée de 300 millions.

Il s'agissait de lutter contre le chômage, donc d'employer le plus grand nombre de chômeurs, de répartir les travaux sur tous les points du territoire, et, pour ne pas compromettre l'œuvre d'assainissement budgétaire entreprise, d'effectuer des travaux utiles et surtout rentables.

Il est rappelé que ces travaux sont normalement effectués par les collectivités locales, collectivités publiques et établissements publics (départements, communes, syndicats de communes, associations syndicales) ou collectivités privées (coopératives). L'Etat participe à leur réalisation en accordant son concours technique et son concours financier.

On a pris l'habitude de distinguer trois catégories principales de travaux qui correspondent aux nomenclatures budgétaires :

les travaux hydrauliques et de génie rural proprement dits ;

les travaux d'électrification des campagnes ;

les travaux d'alimentation en eau potable.

1° *Hydraulique et génie rural*¹.

Il convient d'insister tout d'abord sur les travaux de génie rural, qui, d'une manière générale, ont pour but l'amélioration progressive des conditions d'existence et de travail à la campagne ; et, d'autre part, l'amélioration des conditions de production, de transformation et de vente de produits agricoles.

a. Les améliorations foncières du sol et les améliorations d'exploitation du sol, qui comprennent l'assainissement agricole des terres, le drainage et l'irrigation ainsi que les travaux contre les inondations dues à la mer ou aux cours d'eau.

On peut encore faire rentrer dans cette catégorie de travaux la création de chemins d'exploitation et chemins ruraux.

b. Les améliorations dans les conditions de transformation et de vente de produits agricoles.

Ces travaux, à l'exception de tous les autres, sont réalisés par des organismes privés (coopératives). En permettant de traiter les produits de l'exploitation par les procédés les plus perfectionnés et d'obtenir une qualité appréciée et constante, la coopération remédie aux inconvénients de la petite propriété ; il y a lieu de citer les laiteries, beurreries, fromageries, porcheries ; les caves de vinification, les distilleries, les huileries, les abattoirs, les silos et magasins de céréales, etc.

1. Office des renseignements agricoles et Service du Génie rural, au Ministère de l'Agriculture.

c. Les améliorations dans les conditions générales d'existence et de travail à la campagne.

On doit mentionner sous cette rubrique la création de quelques distributions rurales de gaz pour les usages domestiques, et les très nombreuses amenées d'eau, pour usages agricoles. C'est au même genre d'améliorations générales que pourraient être rattachées les deux autres catégories de travaux.

*2° Electrification rurale*¹.

L'œuvre de l'électrification des campagnes a été commencée en 1920, au lendemain de la guerre, et son premier stade peut être considéré aujourd'hui comme achevé dans la plupart des départements en ce qui concerne la desserte des bourgs et des villages les plus importants.

C'est ainsi qu'en 1919, sur les 38.000 communes françaises, 7.500 seulement étaient pourvues d'une distribution d'énergie électrique ; aujourd'hui le nombre des communes électrifiées dépasse 35.000.

Il faut remarquer que, malgré ce chiffre élevé, il reste beaucoup à faire, car si les villages importants sont électrifiés, les hameaux qui les entourent ne le sont pas encore.

3° Alimentation en eau potable.

Les travaux d'alimentation en eau potable dans les petites et moyennes communes ont pris, ces dernières années, un grand développement ; ils présentent une importance primordiale, à la fois pour la protection de la santé publique à la campagne et pour l'amélioration même des conditions de travail agricole.

Le nombre total des communes subventionnées depuis l'origine dépasse 8.900.

1. Office des renseignements agricoles et Service du Génie rural, au Ministère de l'Agriculture.

*
* *

Pour tous ces travaux, le Ministère de l'Agriculture intervient, par l'intermédiaire, principalement, du Service du Génie rural, créé en 1903 sous le premier titre de : Service des « Améliorations agricoles ».

Son concours technique, réservé aux études et aux travaux entrepris par les collectivités locales, comportent soit l'établissement d'un projet aux frais de l'Etat, soit l'étude d'un programme de travaux ; soit, enfin, le contrôle au cours des travaux.

Le concours financier de l'Etat se traduit par l'allocation de subventions par le Trésor ; le taux de ces subventions varie suivant la nature des travaux, la situation financière de la collectivité intéressée et l'économie même de chaque projet. Le taux de ces subsides est compris entre 10 % et 50 %.

Malgré la restriction générale des dépenses de l'Etat, les subventions distribuées dans ces conditions n'ont pas diminué. Jusqu'en 1933, ces subventions étaient payées directement en capital sur les fonds budgétaires, ainsi qu'au moyen des fonds du Pari-Mutuel, et de ceux provenant du produit des jeux. Depuis lors, les sommes affectées à l'équipement rural proviennent de ressources extra-budgétaires : emprunts au Crédit national et prélèvements sur le fonds commun des Assurances Sociales, en application des lois des 11 juillet 1933, 15 mars 1934 et 7 juillet 1934.

Les dotations budgétaires (63.000.000 en 1935 et 63.900.000 en 1936), ainsi que les fonds rattachés au budget, provenant du Pari-Mutuel et du produit des jeux, ne sont plus destinés qu'au service des annuités dûes en application des lois précitées.

Parmi les activités du moment, il convient de signaler spécialement la question des silos à blés et la question des abattoirs.

Au 1^{er} août 1935, il existait dans l'ensemble de la France 146 silos construits ou en cours de construction, représentant une capacité de 2.392.750 quintaux; 8 silos d'Etat, devant servir à l'Intendance, d'une capacité totale de 500.000 quintaux.

Quant aux abattoirs, la question sera reprise lors de l'examen du marché de la viande.

Notons à regret que l'utilisation du froid industriel n'est encouragée que pour la conservation des viandes; pourtant la France est très en retard sur les autres pays en ce qui concerne la conservation des fruits, des légumes, etc. par le froid.

Le tableau ci-dessous donne une idée des travaux déjà indiqués, ainsi que le montant des subventions ¹ :

Nature des travaux	Nombre de projets subventionnés dep. le 1-1-33	Montant des subventions allouées dep. le 1-1-33
Irrigations, travaux de défense	40	
Assainissement et drainage	221	
Remembrement	23	
Chemins et moy. de transport	2.025	
Etablissements coopératifs : (laiteries, beurseries, caves, distilleries)	210	145.000.000
Silos et magasins à blé	108	
Amenée d'eau pour usages agri- coles	370	
Distribution rurale de gaz	22	
Divers	245	
Electrification des campagnes	1.700	593.000.000
Adductions d'eau	2.450	390.000.000

1. Renseignements fournis par l'Office des Renseignements agricoles du Ministère de l'Agriculture.

§ 2. *Enseignement agricole*¹.

A part l'Institut National agronomique, école supérieure de notre agriculture, au haut enseignement duquel nous sommes heureux de rendre ici le grand hommage qui lui est dû, à part encore les Ecoles nationales qui constituent un bon ensemble d'enseignement supérieur et secondaire, l'enseignement pratique est insuffisamment développé.

1° Une première loi, du 5 août 1920, a affecté aux établissements d'enseignement agricole, un certain pourcentage du prélèvement effectué sur la masse des sommes engagées au Pari-Mutuel, dans le but de permettre :

- a) L'exécution de travaux d'aménagements, de réparations, d'installations ou de constructions neuves ;
- b) L'acquisition de l'outillage et du matériel nécessaire à ces mêmes établissements.

Plusieurs lois postérieures (5 avril 1923, 13 juillet 1925, 19 mars 1928), ont étendu le bénéfice de cette participation aux Ecoles d'agriculture, pour l'attribution de fonds de roulement et de capitaux d'exploitation aux établissements d'enseignement vétérinaire, ainsi qu'aux stations et laboratoires de recherches.

Les crédits affectés à ce titre, à ces différents établissements, ont atteint :

5.732.000 francs,	en 1933
5.438.439 —	en 1934
6.650.000 —	en 1935

répartis entre 65 établissements d'enseignement agricole, et vétérinaire, et 36 stations et laboratoires de recherches.

1. Les chiffres sont extraits des différents budgets du Ministère de l'Agriculture.

2° Il existe, en outre, des cours d'apprentissage dont le nombre est très restreint (18 cours et 587 élèves en août 1933).

Il y a également une trentaine de centres d'apprentissage.

Le chapitre du budget indique :

Apprentissage agricole et horticole 1935 : 581.000 fr.

Apprentissage agricole et horticole 1936 : 520.000 fr.

3° Une loi du 5 avril 1923 avait prévu la distribution de subventions aux communes et collectivités agricoles pour l'achat d'appareils de cinématographie agricole, ainsi que l'établissement de films.

Les subventions accordées depuis 1933, sur les fonds du Pari-Mutuel, se montent à :

En 1933	1.300.000 francs.
1934	1.150.000 —
1935	800.000 —

§ 3. *Elevage chevalin et mulassier*¹.

Le total des encouragements dont a bénéficié en 1934 l'élevage chevalin et mulassier, s'élève à la somme de : 28.164.632 fr., se décomposant en 20.463.600 fr. pour les encouragements proprements dits et 7.701.032 fr., pour la remonte des haras.

Les principales rubriques du chapitre « encouragements à l'industrie chevaline et mulassière » ont été les suivants :

5.291.000 fr. pour le concours de poulinières, pouliches, poulins et étalons ;

1.315.775 fr. pour le concours central hippique de Paris (Primes et installations).

1. Chiffres extraits des budgets du Ministère de l'Agriculture.

- 3.094.000 pour les subventions aux Sociétés de courses ;
 864.800 pour les Syndicats d'élevage hippique et mulassier ;
 3.576.000 fr. pour les concours de dressage (y compris les concours-épreuves) ;
 2.169.771 pour les primes aux étalons et baudets approuvés ;
 1.574.930 pour les primes aux naisseurs (étalons et chevaux de remonte).

§ 4. *Syndicats d'élevage et concours spéciaux*¹.

1^o *Syndicats d'élevage.*

Les syndicats d'élevage institués par le décret du 8 mars 1912, en vue de permettre aux éleveurs adhérents d'acquérir et d'entretenir à frais communs des reproducteurs de race pure, sont organisés dans les formes prévues par la loi du 21 mars 1884 sur le syndicat professionnel.

Il existe actuellement en France 2.700 syndicats d'élevage. Beaucoup d'entre eux sont des syndicats communaux.

Ces syndicats sont groupés en fédération. Il existe une fédération soit par département, soit par région d'élevage.

Outre l'acquisition et l'entretien de reproducteurs de race pure, les syndicats d'élevage veillent à la tenue des livres généalogiques et à l'inscription à ces livres des animaux de race pure qui naissent chez leurs adhérents.

Beaucoup d'entre eux organisent, en outre, dans leur circonscription le contrôle laitier, qui est un nouvel élément de progrès pour l'élevage des races laitières.

Les subventions qu'ils reçoivent du Ministre de l'Agric-

1. Office des Renseignements agricoles et Cours de M. Voitellier, à l'Institut national agronomique.

culture les aident à supporter leurs frais de fonctionnement, et surtout les frais d'entretien des reproducteurs syndicaux.

Les subventions qui leur ont été accordées depuis 1933 ont atteint les chiffres suivants :

1933	1.969.300 francs.
1934	1.588.054 —
1935	1.500.000 —

2° *Concours spéciaux de races.*

Les concours spéciaux de races, organisés pour la première fois en 1892, se tiennent dans les principales régions d'élevage des espèces bovines, ovines et porcines ; autant que possible dans le centre, qui est le berceau de la race.

Ils ont pour but de créer une émulation entre les divers éleveurs, en les incitant à rechercher l'amélioration de la race par la sélection, grâce surtout, à l'acquisition de reproducteurs de race pure, soit en France soit à l'étranger.

Ces manifestations constituent des concours de premier degré, où les animaux subissent une première épreuve de sélection pour être présentés aux concours régionaux.

Les subventions accordées permettent aux commissions des concours de supporter les frais d'organisation et aussi de distribuer des prix aux lauréats.

Les concours spéciaux de races, très recherchés des éleveurs, ont été les principaux facteurs de l'amélioration de l'élevage français depuis 40 ans.

Les subventions accordées pour les concours spéciaux depuis 1933, ont atteint les chiffres suivants :

1933	581.000 francs.
1934	386.200. —
1935	366.500 —

Section II

Elargissement des débouchés

Il paraît logique devant la crise de déséquilibre entre la production et la consommation, d'essayer de développer la « demande » en même temps que l'on réduisait « l'offre ».

L'élargissement des débouchés présente d'ailleurs l'avantage considérable de ne pas porter d'atteinte grave à la liberté des individus comme la limitation de la production.

L'Etat pouvait agir lui-même, par ses services administratifs ; il pouvait encore édicter des mesures propres au développement des débouchés ; enfin, il pouvait subventionner des organismes privés.

En fait, l'état n'a pas agi par lui-même : il a, d'une part, édicté des mesures propres à certains marchés (blé, etc.) ; d'autre part, voulant développer les débouchés des produits agricoles en général, il a choisi la méthode de subventions données à des organismes privés.

Avoir une organisation d'intérêts communs pour l'éducation des producteurs, pour l'amélioration des méthodes de vente, l'accroissement des débouchés et la propagande auprès des consommateurs français et étrangers, cela fait partie d'un plan bien compris d'outillage national, autant et à plus juste titre que de nouvelles installations de théâtres ou postes d'émission de T.S.F. ; aussi est-ce la loi du 29 décembre 1931 (sur l'outillage national), qui la première a inscrit un crédit de 20.000.000 pour subventionner dans ce but diverses associations.

Remarquons, d'ailleurs, que ce chiffre était peu de chose, alors que le total des crédits atteignait près de 3 milliards et demi.

Il est nécessaire, pour comprendre l'organisation de la propagande de savoir quelles règles ont été imposées aux groupements agricoles, quand les crédits ont été répartis entre eux.

Les méthodes de travail et de surveillance ont été fixées dans un communiqué donné à la presse le 25 mars 1932 :

« Les subventions prélevées sur le crédit de 20.000.000 ouvert par la loi, seront réservées aux seuls groupements professionnels poursuivant sur l'ensemble du territoire soit avec la collaboration des groupements régionaux, soit directement, des buts d'intérêt général. Ces subventions ne seront accordées que sur présentation de programmes concrets, accompagnés de devis estimatifs : l'emploi des fonds sera contrôlé par les services du Ministère de l'Agriculture et justifié conforme aux règles de la comptabilité publique.

« Les demandes présentées seront soumises, en premier lieu, à un Comité technique d'experts spécialisés dans le commerce des diverses branches de la production animale ou végétale et de coordination, et enfin, pour la répartition des crédits, à la commission plénière ».

La répartition du crédit de 20 millions ouvert par la loi du 29 décembre 1931, après de multiples réunions de Commissions, a été établi provisoirement en juillet 1932, puis achevé à la fin de décembre, comme suit ¹ :

1. Revue *L'Expansion agricole*, numéro janvier 1934.

Au Comité national de propagande pour la défense du vin (26,25 % du total).	5.250.000 fr.
A l'Office national de propagande pour l'organisation et le développement de la consommation du lait, du beurre et des fromages (14,75 %).	2.950.000 —
Au Comité national de l'élevage (11,08 %).	2.215.000 —
Au Comité interprofessionnel des fruits et légumes (12,25 %).	2.450.000 —
Au Comité permanent de l'exportation des fruits et primeurs (3,5 %).	700.000 —
A la Confédération nationale des groupements horticoles professionnels de France (3,9 %).	780.000 —
A la Confédération nationale des producteurs de pommes de terre (2 %).	400.000 —
A l'Union nationale du bon cidre (2,35 %).	470.000 —
A l'A. F. E. A., pour les produits non désignés d'autre part, tels que : légumes secs, houblon, lin, chanvre et fourrage (0,75 %).	150.000 —
A l'Union fourragère des associations houblonnières de France (0,45 %).	90.000 —
A la Fédération des Syndicats de produits résineux français et de bois de pins des Landes (1,25 %).	250.000 —
A l'Association nationale du bois (1 %).	200.000 —
A l'A. F. E. A., pour une action d'ensemble (15 %).	3.000.000 —
A l'A. F. E. A., pour les frais généraux, (5,25 %).	1.050.000 —
Le Ministère a retenu, pour les frais de contrôle administratif (0,225 %).	45.000 —
	20.000.000 fr.

A part le Comité du vin, qui est un organisme officiel institué par la loi du 4 juillet 1931, et le décret du 8 décembre, les autres Comités sont des groupements interprofessionnels, où les producteurs, les transformateurs et les commerçants, sont représentés par des délégués de leurs principales organisations.

Le crédit de 20.000.000 fr. n'a pas été renouvelé depuis 1931, même partiellement ¹.

Section III

Aide à la trésorerie des exploitations

Pour satisfaire aux besoins de l'agriculture, des systèmes bancaires et d'assurances spécialisés ont pris naissance ; l'Etat a contribué à leur création et à leur développement.

Mais tout récemment, depuis la crise, l'Etat a constaté par expérience, qu'il était inutile d'essayer de limiter l'offre par le blocage, par le report, ou par d'autres mesures du même genre, si les agriculteurs ne trouvaient pas par d'autres moyens que la vente de leurs produits, l'argent indispensable à la vie de leur exploitation et de leurs familles. L'Etat a été ainsi amené à prêter de fortes sommes aux producteurs, et il s'est servi pour ce faire des organismes déjà existants. L'aide à la trésorerie des exploitations est un sujet très actuel.

Les titres des différents paragraphes seront les suivants :

Le Crédit agricole ;

La revision des baux à ferme et la réduction des arrérages des dettes hypothécaires ;

L'aide à la Mutualité agricole ;

La Caisse des calamités agricoles ;

La diminution du prix des engrais.

1. Bien que ce crédit ait été prévu non renouvelable, il est peu probable que les divers organismes puissent subsister utilement sans subventions. On ne peut que le déplorer. Dans l'avenir, on pourrait sans doute organiser ou poursuivre l'œuvre entreprise, sous la direction et avec le concours technique et financier des Chambres d'agriculture.

§ 1. *Le Crédit agricole*¹.

Les caisses de Crédit agricole ont pour but de permettre aux agriculteurs et aux groupements d'agriculteurs, c'est-à-dire aux Coopératives agricoles, d'obtenir à des conditions avantageuses des avances de fonds à court terme, à moyen terme et même à long terme.

Les statuts de ces organismes résultent de la loi du 5 août 1920 qui a repris les textes antérieurs, dont l'origine remontait à 1894. On doit distinguer trois catégories de caisses de Crédit agricole :

1° les caisses locales, les seules en contact direct avec les intéressés : agriculteurs et groupements ;

2° les caisses régionales, destinées uniquement à faciliter les opérations effectuées par les membres des caisses locales de leur circonscription ;

3° une caisse nationale, établissement public possédant l'autonomie financière et chargée de gérer la dotation du Crédit agricole et de répartir entre les caisses régionales, les avances consenties sur cette dotation.

L'Etat consent aux caisses de Crédit agricole les avantages suivants :

a) il leur fait des avances. (La dotation d'ensemble du Crédit agricole est très supérieure à celle des Banques populaires).

b) l'Etat accorde aux caisses de Crédit agricole, des exemptions d'impôts, exonération de la patente, exonération d'impôt sur le revenu des valeurs mobilières pour les emprunts effectués par ces caisses ; exonération d'im-

1. *Cours* de M. Ardant (1933), à l'Ecole des Sciences politiques, édité aux Cours du Droit, 3, place de la Sorbonne, p. 135 et suiv. ; *Cours d'Economie rurale*, de M. Tardy, professeur à l'Institut national agronomique, Directeur de la Caisse Nationale de Crédit Agricole.

pôt sur le revenu des créances pour les dépôts de fonds reçus par ces caisses.

Les caisses régionales de Crédit agricole disposent pour leurs opérations de leurs ressources propres (capital, réserves et dépôts), du réescompte à la caisse nationale, ou en banque, et des avances qui peuvent leur être consenties par la Caisse Nationale.

Le Gouvernement et le Parlement ont assuré au Crédit agricole de nouvelles ressources. C'est dans ce but qu'ont été votées des lois spéciales autorisant des avances du Trésor à la caisse nationale de Crédit agricole, pour faciliter l'attribution des prêts.

Les dernières lois qui ont autorisé ces avances, sont :

Celle du 20 juillet 1932 pour le crédit à moyen terme ;

Celle du 22 juillet 1932 pour le crédit à long terme et les lois des 18 avril et 5 juillet 1935, pour le crédit à court terme.

En 1933, les caisses régionales ont pu consentir aux agriculteurs 440 millions de prêts à court terme, pour leur permettre le financement des récoltes de blé de 1932 et 1933 ; et ceci grâce aux 300.000.000 d'avances supplémentaires (du Trésor) que la loi du 25 janvier 1933 a mises à la disposition de la caisse nationale.

En 1934, les avances faites en application des lois des 20 et 22 juillet 1932, ont été de 60.000.000 fr. pour le crédit à moyen terme et de 35.000.000 fr. pour le crédit à long terme.

Les caisses régionales ont accordé un peu plus de 183.500.000 fr. de prêts à moyen et long termes.

Diverses mesures législatives sont, d'autre part, intervenues en 1934, en vue du financement de la récolte de blé : la loi du 28 février 1934 a autorisé le Ministre des Finances à consentir à la caisse nationale, pour la durée

d'une année, des avances pouvant atteindre une somme de 100.000.000 de fr. ; la loi du 4 juillet 1934 a accordé un nouveau crédit de 200.000.000 pour faciliter les opérations ; la loi du 9 juillet 1934 a prévu, en outre, que de nouvelles ressources, jusqu'à concurrence de 500.000.000, pourraient être mises à la disposition de la caisse nationale de Crédit agricole, pour assurer la défense du marché du blé.

Les prêts à court terme accordés ainsi au titre de ces lois en 1934, se sont élevés à 370.000.000 fr. pour la récolte de 1933, et 257.000.000 fr. pour la récolte de 1934.

En 1935, la loi du 18 avril 1935 met à la disposition de la caisse nationale 150.000.000 de fr. pour les prêts à moyen et long termes ; cette même loi a autorisé le Ministre des Finances à mettre à la disposition de la caisse nationale de Crédit agricole, à dater du 1^{er} mars 1935, et dans la limite de 300.000.000 de fr. des avances destinées à faciliter les opérations à court terme du Crédit agricole, et en particulier le financement des récoltes de blé.

La loi du 5 juillet 1935 a, en outre, reporté au 31 décembre 1936 la date extrême de remboursement des avances, s'élevant à 500.000.000 de fr. que la loi du 9 juillet 1934 avait permis de mettre à la disposition de la caisse nationale de Crédit agricole. Les prêts à court terme ainsi accordés ont servi pour 250.000.000 à financer les blés des récoltes de 1933 et 1934 entre le 1^{er} janvier et le 1^{er} septembre.

Les crédits restant disponibles au titre des lois des 9 juillet 1934 et 5 juillet 1935, servent à financer la récolte de blé de 1935. De plus, à la suite d'un accord intervenu entre le Président du Conseil des Ministres, le Ministre de l'Agriculture, le gouverneur de la Banque de France et le

directeur de la caisse nationale de Crédit agricole, la Banque de France a décidé d'apporter son concours au financement de la nouvelle récolte de blé ; la Banque de France a augmenté sensiblement le crédit d'escompte ouvert à chacune des caisses régionales ; en outre, elle assure le réescompte des warrants que pourrait lui transmettre, après endossement, la caisse nationale de Crédit agricole, qui les aurait elle-même précédemment escomptés aux caisses régionales.

§ 2. *Revision des baux à ferme
et la réduction des arrérages de dettes hypothécaires*¹.

La dévaluation de la monnaie et la hausse des prix ont, quelques années après la guerre, fait apparaître un problème dont on peut exposer les données de la façon suivante :

Un contrat a été souscrit sur la base du franc-or ; le débiteur s'est engagé à assurer des redevances en francs non déprécié ; et voici qu'intervient la baisse du pouvoir d'achat de la monnaie : le créancier se trouve lésé. C'est pour remédier à cette situation que le législateur a été amené à prendre certaines mesures tendant à rétablir l'équilibre et à faire respecter l'équité.

Pour justifier pareille attitude, les juristes ont invoqué la « théorie de l'imprévision ».

Au moment où les contractants ont souscrit, ils n'avaient pas prévu et ne pouvaient pas prévoir qu'avant l'expiration du contrat le franc perdrait une certaine partie de sa valeur.

1. *Revue des agriculteurs de France*, décembre 1934 et octobre 1935 ; Renseignements fournis par l'Office des renseignements agricoles au Ministère de l'Agriculture.

Après la stabilisation de 1926, l'état de fait devenait état de droit. Il ne fût plus possible de méconnaître les revendications de certains créanciers. C'est dans ces conditions que fût votée la première loi sur la revision des baux ruraux ; elle porte la date du 9 juin 1927.

Loi du 9 juin 1927. — Cette loi permettrait aux propriétaires de demander la revision du prix des baux à ferme conclus avant le 1^{er} juillet 1924, pour une durée d'au moins 9 années. L'augmentation maxima était fixée à 200 % de la valeur locative de l'exploitation en 1914 ; mais le fermier n'était pas tenu d'accepter la majoration : en cas de refus de sa part, le contrat se trouvait résilié.

Or les conditions économiques ne tardèrent pas à changer du tout au tout. Ce qui était apparu comme une injustice dont souffraient les propriétaires devint très rapidement une injustice dont souffrirent les fermiers. Les baux souscrits de 1924 à 1932 comportaient, en effet, un prix de fermage extrêmement élevé. A ce moment, les produits de l'exploitation se vendaient bien ; pour des raisons qui sont examinées d'autre part, les prix fléchirent d'une façon considérable lors de la récolte de 1932, et les autres produits accusèrent la même baisse : de telle sorte que les profits de l'exploitation n'eurent plus aucun rapport avec les prix prévus au bail.

Ce qui avait été fait en faveur du propriétaire devait, en toute justice, être fait pour le fermier.

Aux termes de cette loi, le fermier est en droit d'adresser au propriétaire, par lettre recommandée ou acte extrajudiciaire, une demande de réduction de loyer. Faute d'accord dans le mois qui suit, le propriétaire et le fermier comparaissent en personne devant le président du tribunal civil.

A défaut de conciliation, un expert est désigné par chacune des parties ; l'expert dépose son rapport et les parties sont à nouveau convoquées devant le président. En cas de non-conciliation, une première ordonnance est rendue, qui fixe le prix du fermage et ajourne les parties à quinzaine. Si à cette date les parties déclarent accepter le nouveau prix, le président en dresse procès-verbal ; dans le cas contraire, la résiliation du bail est prononcée. Mais le fermier n'est tenu de quitter l'exploitation qu'il occupe qu'à la fin d'une période de deux années, outre l'année en cours et depuis le jour de la demande jusqu'à l'expiration de ce délai, c'est le prix fixé par le président qui est applicable. Cependant, s'il le désire, le fermier peut mettre fin au bail, à la fin de l'année qui suit l'année en cours. D'autre part, il lui est loisible dans la quinzaine qui suit la décision de résiliation, de renoncer à son action par voie de simple déclaration au greffe ; le bail originaire reprend alors son effet.

Il est à peine besoin de préciser que cette disposition a pour but d'inciter les fermiers d'engager la procédure de revision, assurés qu'ils seront de pouvoir revenir à leur ancien bail s'ils n'obtiennent pas de conditions plus favorables.

Un principe important a été posé par l'article 7 qui prévoit que le fermier aura droit à une indemnité à raison des dépenses faites par lui pour les améliorations foncières apportées à l'exploitation. La seule condition imposée pour l'octroi de cette indemnité de plus-value est que les travaux aient été entrepris avec l'autorisation du propriétaire.

Il est à noter qu'en cas de désaccord le montant de l'indemnité est fixé non plus par le président du tribunal mais par des tribunaux de droit commun.

On a dit qu'il y avait échec relatif : seulement 8.930 demandes de réduction ont été, en effet, formulées, et 2.066 résiliations ont été prononcées. En réalité, il semble bien qu'en dehors des réductions obtenues à la suite de procédures judiciaires, bon nombre de réductions amiables ont eu lieu ; les cultivateurs préfèrent transiger.

Mais la situation a empiré depuis 1933 et a conduit à :

La loi du 27 juillet 1935. — La loi a été promulguée le 27 juillet 1935 et publiée au *Journal Officiel* le lendemain ; elle fait plus que proroger la loi du 8 avril 1933. Même si l'on néglige les modifications substantielles apportées à ce dernier texte on est obligé d'admettre qu'il y a superposition et non pas seulement prorogation.

L'article 1^{er} stipule, en effet, que la revision peut être demandée, même si le prix a été antérieurement réduit, soit à l'amiable, soit par décision de justice.

Le bénéfice de la loi de 1935 est applicable non seulement aux baux en argent, mais aussi aux baux en nature à la condition que les uns et les autres aient une durée d'au moins 3 ans et aient été conclus avant le 1^{er} janvier 1935.

D'autre part, la demande de réduction peut être formée dans les six mois, à compter du jour de la promulgation, et non plus obligatoirement dans les trois mois, comme il était prévu aux termes de la loi précédente.

Décret-loi du 8 août 1935. — Enfin, par un décret du 8 août 1935, le Gouvernement a décidé de réduire de 10 % le prix des baux à ferme.

Il va de soi que cette disposition n'empêche pas le fermier de demander une réduction plus importante

dans les formes et conditions prévues par la loi du 2 juillet 1935 ; mais dans ce cas la réduction de 10 % sera précomptée sur celle qui sera ordonnée par le juge.

Le même décret stipule que les propriétaires d'immeubles ruraux bénéficieront d'une réduction de 10 % sur le montant des arrérages de toute dette hypothécaire garantie par un immeuble, dont le prix de location serait lui-même réduit dans les conditions exposées ci-dessus.

§ 3. *L'aide à la mutualité agricole*¹.

En vue de réduire le taux de la prime à payer, les agriculteurs ont réalisé l'assurance sous forme mutuelle, par laquelle ils mettent en commun leurs risques et déterminent les primes d'après les indemnités versées pour les dommages.

Les principales assurances agricoles sont :

Les assurances mutuelles bétail, les assurances mutuelles incendie, les assurances mutuelles accidents, les assurances mutuelles grêle, gelée, etc.

L'organisation de ces assurances mutuelles est généralement à plusieurs degrés :

1° A la base, de petites mutuelles locales, le plus souvent communales.

2° Au-dessus, des caisses régionales groupant les caisses locales d'une région.

3° Au sommet, de grandes mutuelles de réassurances (réassurance qui a quelquefois elle-même plusieurs degrés).

Les agriculteurs ont tout intérêt à s'assurer à ces mutuelles.

1. Office des Renseignements agricoles au Ministère de l'Agriculture.

Pour le bétail, par exemple, le montant des pertes annuelles, résultant de maladies et d'accidents, varie entre 35 et 38.000.000 de fr. Les pertes résultant de la tuberculose sont couvertes en grande partie par l'Etat (loi de juillet 1933 et du 14 avril 1935) ; mais les pertes occasionnées par la mortalité du bétail sont assez élevées, surtout pour le petit cultivateur, dont le bétail est une des principales sources de richesse, et l'agriculteur a compris la nécessité de s'assurer contre ces genres de pertes.

L'Etat favorise la formation de ces assurances mutuelles, et continue à les aider pécuniairement pendant leur fonctionnement. C'est ainsi qu'en 1933 les crédits se sont élevés à 2.542.500 fr. sur lesquels l'Etat a accordé 2.520.000 fr., se décomposant de la manière suivante ¹ :

1° *Sociétés en voie de formation :*

68 locales « Bétail », ayant reçu	87.000 fr.
687 — « Incendie », —	1.010.000 —
616 — « Accidents », —	304.000 —
2 caisses de réassurance « Incendie »	22.000 —

2° *Sociétés en plein fonctionnement :*

116 locales « Bétail », ayant reçu	171.000 fr.
8 — « Incendie », —	4.000 —
55 caisses de réassurance « Bétail »	915.000 —

Pendant l'exercice 1934, l'Etat a alloué aux Mutuelles une somme de 2.250.000 fr., dont la plus grande partie (111.000 fr. environ) était attribuée aux caisses de réassurance « Bétail » en fonctionnement.

Pendant l'exercice 1935, la presque totalité des crédits (2.100.000 fr.) a été répartie en fin d'année.

En dehors de ces assurances, il existe des crédits

1. Budgets du Ministère de l'Agriculture.

fournis par l'Etat et alloués aux petits exploitants, pour contribution à la cotisation d'assurance contre les « accidents du travail » (art. 11 de la loi du 15 décembre 1922). La somme prévue dans ce but au budget de 1935 s'élevait à 5.850.000 fr.

§ 4. *Caisse des calamités agricoles*¹.

La caisse de solidarité contre les « calamités agricoles » est une création de la loi de finances du 31 mars 1932, qui, dans son article 136, a posé le principe que des indemnités seraient allouées aux personnes ayant subi des pertes provenant des inondations, des ouragans et du gel.

A titre transitoire, des allocations sont également allouées aux victimes de la grêle, non encore assurées contre ce fléau (pendant 5 années seulement). Il est à noter que depuis la loi de mars 1932, l'assurance grêle est rattachée à la caisse des « calamités agricoles ».

En tenant compte à la fois des crédits budgétaires et des prélèvements sur les produits de la Loterie nationale, les ressources de la caisse de solidarité pour 1933 et 1934 ont atteint un total de 316.700.000 fr.

Trois décrets ont permis de reporter les crédits non utilisés.

Les sommes effectivement versées s'élevaient au 1^{er} juin 1935 à 52.500.000 fr. : elles avaient été réparties entre 92.705 agriculteurs appartenant à 57 départements.

D'autre part, les crédits affectés aux subventions de l'Etat à la mutualité « Grêle » ont atteint un total pour 1935, de 1.275.000 fr. De plus, les crédits affectés au paiement de la part contributive de l'Etat dans les

1. Office des Renseignements agricoles au Ministère de l'Agriculture.

primes d'assurance contre la grêle, se sont élevées à 5.125.000 fr. pour la même année.

§ 5. *Diminution du prix des engrais*¹.

La question des engrais est une question qui touche directement la Défense nationale ; l'Etat a donc cherché à n'être pas tributaire de l'étranger, mais il a voulu, en même temps, que les agriculteurs trouvent dans une diminution du prix des engrais, donc du prix de revient, un soulagement à leurs dépenses.

Sauf en ce qui concerne la production des superphosphates et de la cyanamide, la France, en 1913, était importatrice d'engrais azotés et potassiques. La production française ne pouvait arriver à couvrir la consommation et nous dépendions de l'étranger, en particulier de l'Allemagne et du Chili.

Les besoins en explosifs de toutes sortes, pendant la guerre ont montré que les prévisions faites sur leur consommation éventuelle avait été longuement dépassée, et dès 1915, le Gouvernement s'est efforcé de constituer sur le territoire une industrie de produits chimiques, et particulièrement une industrie de fabrication de l'azote, afin d'éviter de se trouver à la merci d'un fournisseur étranger défaillant, soit de son propre fait, soit par des circonstances extérieures, comme cela a eu lieu pendant quelque temps avec le Chili, en 1915.

La création de l'Office National de l'industrie de l'azote à Toulouse², le développement des fabrications de cyana-

1. Office des renseignements agricoles au Ministère de l'Agriculture et *Revue des agriculteurs de France*, février 1935.

2. Une usine de l'Etat fonctionne à Toulouse et les prix de revient de cette usine servent de base à l'établissement du prix des engrais : c'est, suivant une expression de M. Prault (lors d'une entrevue), « le faux témoin ».

mide dans les régions montagneuses, et l'exploitation des brevets allemands, après 1918, ont répondu aux besoins qui s'étaient développés.

La fabrication des engrais, qui se confond en partie avec celle des explosifs, a participé à cet essor, si bien qu'actuellement le jour est proche où la production française sera prête à couvrir les demandes de l'agriculture.

L'Etat a réglementé d'une manière rigoureuse le commerce extérieur de tous les engrais. Les décrets des 5 mai-8 octobre 1931 et 28 décembre 1933, ont subordonné à une autorisation préalable l'entrée des produits azotés à l'exception des engrais organiques, et ceux dont la teneur en azote non organique est inférieure à 2%.

De même, l'importation des engrais phosphatés et potassiques, sans exception, a été contingentée par le décret du 23 avril 1934, et une Commission interministérielle en surveille le fonctionnement.

D'autre part, comme l'importation, l'exportation est fortement réglementée, allant souvent jusqu'à la prohibition complète et toujours à l'autorisation préalable.

Parallèlement au développement de la production, l'Etat a exigé la diminution du prix des engrais : cette intervention était nécessaire, car, du fait de la réduction presque totale du commerce extérieur des engrais, les fabricants français bénéficiaient d'un monopole de fait.

Voici les mesures de réduction prises par l'Etat au sujet de la réduction du prix des diverses catégories d'engrais :

1° *Engrais azotés.* — Au début de la campagne 1931-1932, la baisse des prix du nitrate de soude sur le marché mondial avait eu pour conséquence d'inquiéter les pro-

ducteurs d'engrais azotés français, dont les cours se réglaient sur ceux du nitrate de soude. Le Ministre de l'Agriculture décida que les industriels français devaient consentir une baisse de prix de 10 % sur tous les engrais azotés sous réserve que les importateurs versent à un fonds de compensation une contribution représentant la différence entre les prix d'achat et leurs nouveaux prix de vente en France. Cette contribution était affectée aux industriels français, en atténuation des charges que la baisse de 10 % leur imposait.

Pour la campagne de 1932-1933 une nouvelle baisse de 8 % fût prescrite, et au début de la campagne 1933-1934, une réduction de prix de 6 % fut imposée.

Au début de la campagne 1934-1935, devant la crise agricole qui diminuait le pouvoir d'achat des agriculteurs, il fut demandé une baisse nouvelle de 6 %.

Devant l'impossibilité de l'Office National de l'azote (représentant un tiers de la production française) de baisser ses prix, le Comité interministériel économique, le 21 janvier 1935, prit la décision suivante :

« Les prix de vente des engrais azotés seraient maintenus au taux de la campagne 1933-1934, mais une réduction de 4 % serait effectuée par une péréquation opérée au moyen du versement exigé des importateurs de nitrate de soude, et d'une contribution consentie par les industriels français sur tous les engrais minéraux azotés produits et vendus par eux pendant la campagne ».

A cet effet, un décret du 6 juin 1935 a autorisé l'ouverture à la caisse nationale du Crédit agricole d'un compte « Fonds de compensation du marché des engrais azotés ».

Enfin, en août 1935, le Ministre des Travaux publics

vient de prescrire à l'Office National industriel de l'azote, de réduire de 10 % ses prix de vente, compte tenu des 4 % de réduction de la campagne 1934-1935.

En résumé, il résulte de ce qui précède que, depuis 1931, le prix des engrais azotés a subi une baisse de 30 % environ (exactement 29,34 %).

2° *Engrais phosphatés*. — Les superphosphates ont vu leur cours baisser sensiblement depuis le décret de 1934 ; la réduction obtenue des prix a été de 9 à 12 %, compte tenu de la baisse de 5 % en date du 1^{er} août 1935.

A partir du 16 août 1935, le prix des scories de déphosphoration, qui jusqu'à présent était resté stable, subit un abaissement de 10 % à l'unité.

3° *Engrais potassiques*. — Les sels de potasse, déjà en baisse dans le courant de 1934, ont vu leurs prix diminuer de 5 %, du fait des décrets-lois de 1935.

CHAPITRE II

INTERVENTIONS DE L'ÉTAT PARTICULIÈRES A CERTAINS MARCHÉS

Dans une intéressante étude publiée dans l'*Annuaire de la Vie économique française*, M. Dugé de Bernonville, donne les chiffres suivants ¹ :

(En milliards de francs).

	1929	1930	1932	1934
	—	—	—	—
Production agricole brute	83,7	70,5	58	42
— — — nette	60,9	51,4	42	30,5
Salaires	16,1	16,2	15,5	13,5
Parts des exploitants	44,8	35,2	26,5	17

On voit donc combien fortement l'agriculture française a été touchée par la crise. Ces chiffres sont plus éloquents qu'un long exposé.

D'après ces chiffres, la valeur de la production aurait, en effet, baissé de moitié depuis 1929. D'autre part, le montant des salaires et le revenu des exploitants auraient diminué respectivement de 16 % et de 62 %.

1. Librairie du Recueil Sirey, 1935.

Du tableau précédent, retenons particulièrement le chiffre de 70 milliards et demi, donné pour la production agricole brute de 1930 (dont environ 42 milliards et demi pour la production végétale¹ et 28 milliards pour la production animale). Ces chiffres vont nous servir bientôt de points de comparaison.

*
* *

Tout en étant fragmentaires, les interventions de l'Etat sur divers marchés, sont beaucoup plus importantes que les autres interventions d'ordre général, et constituent la presque totalité de l'expérience française d'agriculture dirigée.

Avant d'examiner l'étude de chacun des marchés, il serait intéressant de se rendre compte dans quelle proportion l'Etat est intervenu sur l'ensemble du marché agricole ; mais c'est un problème extrêmement délicat et difficile à résoudre, et dont nous ne pourrons que donner une idée dans les lignes qui vont suivre.

Le tableau ci-après indique les surfaces occupées, et la valeur représentée par les produits dont l'Etat a voulu organiser et défendre le marché.

Les chiffres sont ceux afférents à l'année 1930, considérés comme plus normaux que ceux plus récents de 1934 et 1935.

1. Non compris les fourrages, luzernes, etc., servant de nourriture aux animaux.

	Surfaces en hectares ¹	Valeur de la production en milliers de fr. ¹
Blé	5.375.000	9.456.500
Vin	1.527.000	8.363.500
Betteraves	282.000 ²	1.400.000 ²
Alcools	42.000 ³	812.500 ⁴
Résineux	950.000	193.000
Chicorée à café	10.000	24.500
Chanvre, lin	35.000	135.000
Olivier	100.000	30.000
Sériciculture	—	14.500
Production végétale dirigée	8.321.000	20.429.500
Viande	11.200.000	14.000.000
Lait		11.000.000
Production animale dirigée	11.200.000 ⁵	25.000.000 ⁶
Total de la production dirigée	19.521.000 ⁷	45.429.500

D'après les chiffres précédents, on peut dire que la production végétale « dirigée » (20.500 millions), représente en valeur 48 % de la production végétale totale (42.500 millions), et l'on verra que l'Etat a fortement marqué de son action les marchés de cette production végétale « dirigée ».

D'autre part, la production animale « dirigée » (25 milliards) représente en valeur 89,5 % de la production totale (28 milliards). On verra que l'action de l'Etat sur les marchés de la viande et du lait est, d'abord très récente, et ensuite assez superficielle.

1. Sauf indication contraire, ce sont les chiffres de la statistique annuelle de la France.

2. Betteraves de sucrerie seulement.

3. Surface occupée par les betteraves de distillerie.

4. Valeur de l'alcool industriel, 2.500.000 hectolitres à 325 francs.

5. Chiffres approximatifs.

6. *Idem*.

7. Superficie totale productive du territoire métropolitain : 50 millions 962.255 hectares.

Nous ne prétendons pas avoir fixé, et encore moins chiffré la part qu'a prise l'Etat dans l'Economie agricole en indiquant simplement l'objet de son action ; la méthode serait très hasardée, d'autant plus que les interventions ne sont pas toutes du même ordre : les unes sont profondes et limitatives de la liberté des producteurs et ne peuvent se chiffrer ; d'autres, au contraire, consistent en une simple distribution de primes.

D'ailleurs, les interventions, avec leurs caractéristiques, vont apparaître dans chacune des sections consacrées aux quelques marchés qui ont fait l'objet de la sollicitude de l'Etat.

Section 1. — Blé

Section 2. — Vin

Section 3. — Betterave, sucre, alcool

§ 1. — Betterave

§ 2. — Régime des mélasses

§ 3. — Régime de l'alcool

Section 4. — Viande

Section 5. — Lait

Section 6. — Produits résineux

Section 7. — Chicorée à café

Section 8. — Primes à la production

§ 1. — Lin

§ 2. — Chanvre

§ 3. — Olivier

§ 4. — Sériciculture.

Section I

LE BLÉ

Premier marché agricole dans le monde comme en France, le blé a droit aussi à la première place dans l'examen des interventions de l'Etat français.

C'est en effet pour le blé que l'Etat a fait le plus d'efforts, tant législatifs que financiers :

Le premier caractère de la législation « d'intervention » concernant le blé est d'être de beaucoup la plus abondante, même comparée à celle du vin, et le Parlement continue toujours à être à son sujet une source intarissable de textes.

Mais la législation sur le blé n'a pas droit à la première place seulement par la « quantité », elle y a droit aussi par l'audace des mesures prises ; car elle attenta souvent à la liberté des producteurs, leur interdisant d'ensemencer telles terres, pouvant leur interdire de semer telles variétés ; et surtout, en violation de la loi de l'offre et de la demande, leur imposant la taxation par un prix minimum de vente, sous peine de sanctions, prévues efficaces.

Quant aux efforts financiers, ce n'est un secret pour personne que depuis 1929, date de la première intervention sur le marché, jusqu'à maintenant, l'Etat a dépensé pour le blé environ 2 milliards et demi.

En faisant bénéficier au premier chef le blé de sa sollicitude, l'Etat n'a fait qu'obéir à la poussée de l'importance économique et de l'importance politique et sociale du blé en France.

Au point de vue économique, le blé est le produit « leader » par excellence des produits agricoles français. Laisser s'écrouler les cours du blé, c'était, par suite de la solidarité des produits, laisser s'écrouler en même temps les cours de toutes les céréales, puis bientôt ceux des autres productions que les nécessités de l'assolement rattachent au blé, sans parler de l'interdépendance psychologique des prix de tous les produits agricoles.

Pour apprécier la diminution du pouvoir d'achat des producteurs, il faut tenir compte du prix et des quantités vendues : les chiffres comparés de la valeur des récoltes en donne une approximation, bien qu'encore l'on admette que toute l'offre ait trouvé acquéreur ; cette valeur était estimée entre 10 et 12 milliards, elle n'est plus aujourd'hui que de l'ordre de 6 à 7 milliards, soit une diminution de revenus, dus au blé, de 6 milliards ¹.

Les cours du blé menant en quelque sorte le cours des autres produits, on s'aperçoit aisément de la répercussion sur toute l'économie française que peut présenter une baisse prolongée des prix du blé. (A notre avis, sans l'Etat, le blé aurait pu connaître pendant de longs mois le cours de 50 fr. le quintal).

Au point de vue politique et social, l'importance du blé vient du fait qu'en France le type d'exploitation est l'exploitation familiale. Le blé vendu à vil prix, c'est la ruine de millions de familles, ruine qui, entraînant à sa suite le trouble et le désespoir, risque d'anéantir des forces morales trop souvent méconnues, formées au travail pénible et sans répit de la terre, préférant l'indépendance au profit.

1. Voir, *Les problèmes français du blé* de Sirol, p. 273 et suiv. Librairie du Recueil Sirey, 1934.

I. Structure du Marché

A. *Marché mondial.*

Nous nous rapportons à l'étude de M. le Professeur Nogaro, publiée dans son livre *Les prix agricoles mondiaux et la crise*¹.

La marché du blé est (a été, du moins) un marché essentiellement mondial, c'est-à-dire connaissant une offre mondiale et une demande mondiale. Cela tient à ce que les demandes et les offres sont suffisamment considérables et réparties dans le monde ; cela tient aussi à ce que le grain, par ses qualités propres permet au blé d'être une marchandise de bourse.

En effet, cette offre et cette demande universelles sont révélées à elles-mêmes et mises en rapport par l'intermédiaire des bourses de commerce, qui, en relations télégraphiques et téléphoniques incessantes, groupent les demandes et les offres.

Le résultat de cette organisation boursière du marché mondial est (ou devrait être) une uniformité des prix dans le temps et dans l'espace ; dans l'espace, les arbitrages unifient les prix, qui ne se différencient plus que par les prix du transport, les droits de douane et frais annexes ; dans le temps, le marché à terme a pour effet d'établir une correspondance entre le cours passé, le cours présent et celui à venir. Malgré cela, l'organisation du marché n'a pas pu empêcher les variations énormes de ces dernières années.

Bien que presque tous les pays produisent et consomment du blé, certains produisent plus qu'ils ne consomment, d'autres moins, et au point de vue de l'offre et de

1. Pages 51 et suiv. — Librairie Pichon, 1936.

la demande de blé, les pays importants se classent en trois groupes :

1^o Les grands exportateurs (Canada, Etats-Unis, Argentine, Australie).

2^o Les petits exportateurs d'Europe (pays danubiens : Hongrie, Roumanie, Yougoslavie et Bulgarie).

3^o Les importateurs d'Europe (Angleterre, Allemagne, *France*, Espagne, Belgique, etc.).

Répondant à la question de savoir s'il y a encore un marché mondial, M. Nogaro écrit ¹ :

« Sans doute les pays importateurs, c'est-à-dire ceux dont la production est insuffisante et qui doivent importer le complément nécessaire à leur consommation, ont-ils la faculté, dont ils ont largement usé, de s'abriter derrière des tarifs de douane et des contingentements, formant ainsi un certain nombre de marchés mondiaux plus ou moins indépendants du marché mondial. Mais d'une manière générale, il y a dans le monde, à défaut d'un marché véritablement unique, un certain nombre de places (comme Winnipeg et Liverpool) dont les cours sont toujours étroitement solidaires ».

La production mondiale, du froment (ce terme est plus précis, car le mot « blé » est employé quelquefois pour désigner toute céréale panifiable) est plus forte que celle d'avant-guerre. L'Institut international d'agriculture donne les chiffres suivants :

1. « Les prix agricoles mondiaux et la crise » p. 55.

Années	Total sans l'U.R.S.S. en millions de quint. métr.	U.R.S.S. en millions de quintaux métriques	Total général en millions de quintaux métriques
Moyenne 1909-1913	—	—	1.030
Moyenne 1923-1927	920	184	1.140
1928	1.070	220	1.290
1930	1.019	269	1.288
1932	1.016	277 ¹	1.293 ¹
1933	992	304 ¹	1.296 ¹
1934	912	—	—
1935	910	—	—

Pour l'année 1933, la production de 910 millions de quintaux sans l'U.R.S.S., se répartit de la manière suivante :

	Millions de quintaux
Pays importateurs d'Europe	318
Pays exportateurs d'Amérique	102
Amérique du Nord	242
Amérique du Sud	52
Asie	121
Afrique	35
Australie	40
Total	910

La consommation mondiale courante est peu connue ; mais M. Nogaro fait remarquer ² que la progression de la production correspond à peu près à l'accroissement de la population (estimée à 1/2% par an). Mais si la consommation du froment a augmenté en Extrême-Orient, notamment en Chine, les pays européens ont une consommation qui tend à diminuer.

En fait, l'accroissement des stocks est l'indice certain

1. Les chiffres sont certainement exagérés.

2. « Les prix agricoles mondiaux et la crise » p. 54.

qu'il y a eu production excédentaire de blé. L'Institut international de Rome donne les chiffres suivants pour les stocks dans le monde.

1927	69,5 millions de quintaux ¹
1928	85,5 —
1929	140,1 —
1931	154,3 —
1933	188 —
1934	178,1 —

Les stocks et l'accroissement de ceux-ci, joints aux supputations relatives à la récolte suivante, ont une influence prépondérante sur les cours mondiaux, et l'organisation du marché n'a pas pu empêcher les variations considérables, dont le graphique suivant donne une vue d'ensemble.

M. Nogaro, considérant la courbe des prix sur le marché mondial en fonction de la production et des stocks, donne les indications suivantes ² :

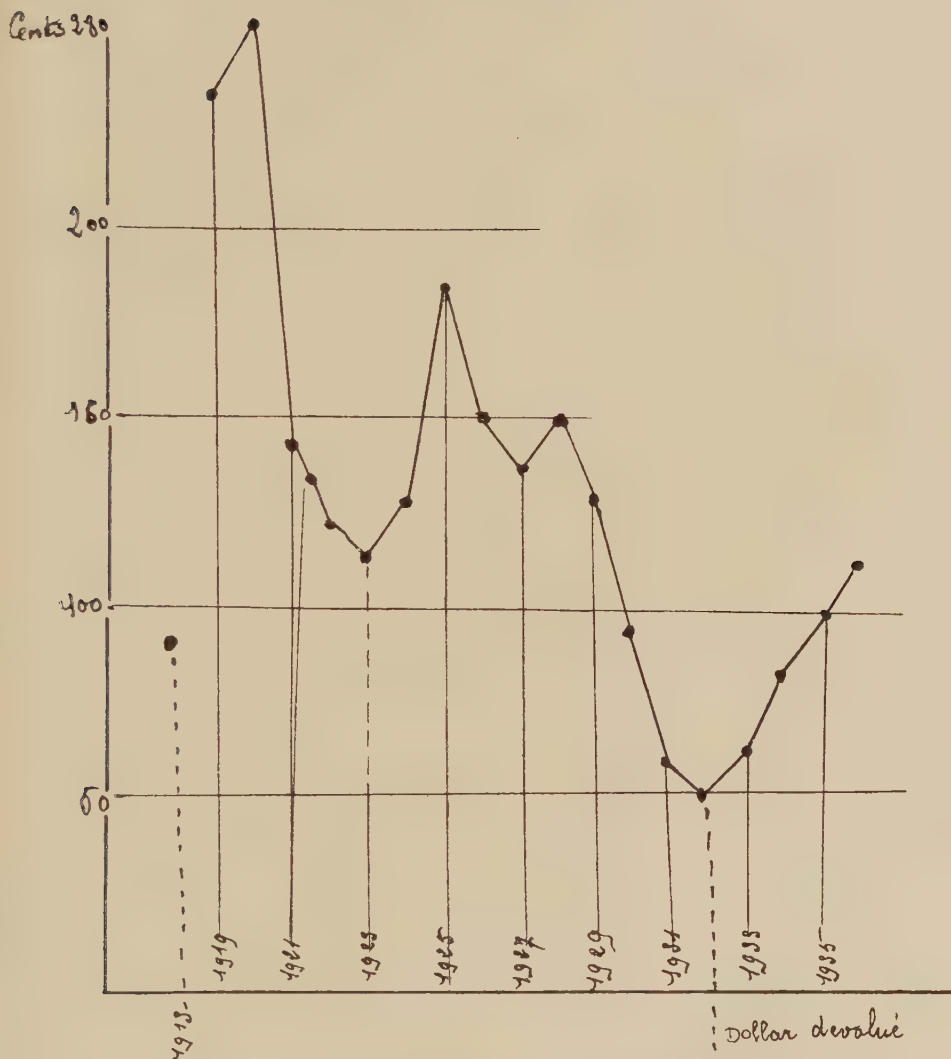
« De 1925 à 1929, les stocks se développent rapidement et arrivent à un chiffre très élevé dans cette dernière année, par suite de la très grosse récolte de 1928 ; mais ainsi qu'il a été constaté, le marché du blé est « organisé » comme il ne l'était pas avant-guerre, et les pools opposent une résistance victorieuse : ils empêchent, pour un temps, l'excès de l'offre de se manifester sur le marché.

« Dans une deuxième phase, qui va de 1929 à 1932, nous constatons une chute des cours plus que proportionnelle à l'augmentation des stocks, la chute ayant été d'autant plus violente que le marché porte le poids des

1. C'est entre le 15 juillet et le 15 août que sont estimés les stocks.

2. « Les prix agricoles mondiaux et la crise » p. 67 et suiv.

Cours mondial du Blé¹
(Chicago ; Hard Winter n° 2)



(1) Voir. B Nogaro - « Les prix agricoles mondiaux et la crise » page 66

	Cents :
Année commerciale (août-juillet) 1933-1934	= 67 5/8
Année commerciale (août-juillet) 1934-1935	= 81 7/8
juillet 1935	= 98 1/8
décembre 1935	= 114

stocks accumulés dans les années précédentes par la politique même des pools. Les efforts de défense faits séparément dans les pays importateurs et dans les pays exportateurs, achèvent, d'ailleurs, d'écraser le marché mondial du blé ; car, d'une part, les restrictions à l'importation réduisent les débouchés, et d'autre part, les primes à l'exportation permettent aux producteurs de vendre à des prix inférieurs aux prix de revient ».

Pour terminer l'aperçu du marché mondial, on peut noter que la récolte de 1935 s'annonce comme une des plus faibles que l'on ait enregistrées depuis 1924.

Alors que la production mondiale (U.R.S.S. non comprise) s'était élevée en moyenne à un milliard de quintaux pendant la période 1927 à 1933, elle a été évaluée à 910 millions pour la campagne 1934-1935.

La production des pays exportateurs (Canada, Etats-Unis, Argentine, Australie, etc.) qui était de 729 millions en 1930-1931, a reculé à 599 millions en 1933-1934, à 538 millions en 1934-1935, et n'est estimée qu'à 557 millions en 1935-1936.

L'Institut international d'agriculture estime que les stocks mondiaux exportables en fin de campagne, qui avaient grossi de 51 millions de quintaux, en 1927, à 169 millions en 1933, et qui avaient été réduits à 100 millions de quintaux en fin de campagne 1934-1935, subiront une nouvelle et sensible réduction et tomberont vraisemblablement à 71 millions de quintaux au 1^{er} août 1936.

B. *Marché intérieur*¹.1° **Productino.**

La production française métropolitaine de froment oscille entre 80 et 100 millions de quintaux par an, soit de 6 à 9% de la production mondiale.

Le blé est, en France, une culture très répandue ; toutes les régions, tous les départements en cultivent. Mais les grandes régions à blé sont la Picardie, la Beauce, la Brie. Puis viennent ensuite les plaines alluviales de la Limagne, des Flandres, ainsi que les vallées de la Garonne et de la Saône.

La production par région se répartissait ainsi en 1934² :

	Surfaces ensemencées en hectares	Rendement à l'hectare	Production en quintaux métriques
<i>Régions :</i>			
du Nord	1.170.000	22,5	26.500.000
de l'Est	520.000	19,20	9.000.000
de l'Ouest	1.110.000	15,80	17.500.000
du Centre	780.000	16,00	12.500.000
de l'Est-Central	450.000	15,70	7.000.000
du Sud-Ouest	780.000	14,60	11.000.000
du Massif Central	370.000	12,10	4.500.000
du Midi	220.000	14,00	3.500.000

Pour les départements : 14 de ceux-ci emblavent plus de 100.000 ha par an ; 34 emblavent de 50.000 à 100.000 ha. et 39 moins de 50.000 ha.

En 1934, le Pas-de-Calais récoltait 2.769.720 Qx.

et les Pyrénées Orientales 18.720 Qx.

1. *Revue des agriculteurs de France*, sept., oct. et nov. 1936 ; *Les problèmes français du blé*, Sirol, 1934, Librairie du Recueil Sirey ; *Office des renseignements agricoles* ; *Cours d'agriculture* à l'Institut national agronomique, professeur M. Lefèvre ; *Cours d'économie rurale* à l'Institut agronomique, professeur M. Tardy.

2. Statistique annuelle de la France.

La statistique du Ministère de l'Agriculture donne pour la production totale métropolitaine, les chiffres suivants :

Années	Surfaces en ha.	Rendement à l'ha. en q.m.	Production en q.m.
1815	4.591.677	6,44	29.595.728
1850	5.951.384	11,08	65.990.091
1875	6.946.981	10,86	75.476.145
1899	6.940.210	14,33	99.459.890
Moyenne 1901-10	6.568.400		89.131.730
1913	6.542.230	13,28	86.919.050
1919	4.603.710	13,95	49.653.700
1925	5.613.840	16,05	89.904.820
1928	5.243.230	14,60	76.554.020
1929	5.397.000	17,00	91.785.990
1930	5.374.070	11,55	62.080.660
1931	5.196.090	13,83	71.881.710
1932	5.434.410	16,57	90.771.340
1933	5.464.390	18,04	98.611.200
1934	5.404.120	17,05	92.129.060
1935	5.344.370	14,19	75.868.660

Une vue historique de notre production montre que rarement celle-ci dépasse 90 millions de quintaux pendant deux années consécutives. Il est juste de remarquer que les trois années 1932, 1933 et 1934 ont créé une situation exceptionnellement délicate pour le marché français du blé, déjà touché par la crise mondiale, et que l'Etat dans ses interventions a eu à lutter contre les effets des circonstances atmosphériques.

Les caractéristiques de la production métropolitaine de blé se dégagent des chiffres précédents.

a. *Grande variété de conditions de production.* — Le blé est cultivé en France même dans les terres qui ne permettent qu'un rendement faible à l'hectare. M. Hitier, l'éminent secrétaire perpétuel de l'Académie d'agriculture en donne la cause :

« Pays de petite propriété et de petite culture, la France compte une multitude d'exploitations dans lesquelles le but poursuivi par l'agriculteur est moins la production d'une denrée pour la vente sur le marché, que la production de tout ce qui est nécessaire aux besoins du ménage : de là la culture du blé dans beaucoup de régions où le sol et le climat ne sont pas particulièrement favorables à cette culture ».

Pendant ces dernières années, une autre cause a empêché la réduction des emblavements en blé, pourtant en excédent : la protection particulière à cette céréale.

b. *Accroissement des emblavures de 1815 à 1880, puis diminution continue jusqu'à nos jours.* — Depuis la guerre la diminution est assez marquée :

6 départements ont réduit leurs emblavures de	50 %
33 départements ont réduit leurs emblavures de	25 à 50 %
42 départements ont réduit leurs emblavures de moins de 25 %	
3 départements sont en augmentation : Ille-et-Vilaine, Finistère et Côtes-du-Nord.	

c. *Stabilité relative de la production totale.* — Les productions de 1932, 1933 et 1934 sont du même ordre que celles de 1874, 1898 et 1899 (l'année record est 1907, avec une production de 103.752 quintaux).

Cela pour des surfaces cultivées réduites de plus d'un million d'hectares.

Ceci tient évidemment à l'amélioration du rendement à l'hectare. Pourtant, comparée aux autres pays du monde, la France n'obtient qu'un rendement moyen.

En 1932 :

Danemark	30,2	q.m. à l'ha.
Pays-Bas	29,1	—
Belgique	26,8	—
Suède	21,9	—
France	16,6	—
Canada	11,0	—
Etats-Unis	8,7	—

A côté de notre production métropolitaine, celle de l'Afrique du Nord prend une importance de plus en plus grande.

Pendant et après la guerre, les Pouvoirs publics demandèrent à nos possessions de l'Afrique du Nord le blé que les pays envahis ne pouvaient plus fournir. L'Algérie restait sensiblement à son ancienne production ; mais la Tunisie doublait largement la sienne et le Maroc, inexistant lors de l'établissement du protectorat, a maintenant une production d'environ 2.500.000 quintaux.

Depuis une dizaine d'années, la tendance est à l'augmentation du blé tendre (concurrent du blé métropolitain) et à la diminution du blé dur.

En Algérie. — La production de 1930 fut de 8 millions de quintaux (6 millions de blé dur et 2 millions de blé tendre). La production de 1934 marque une augmentation :

Blé tendre	4.120.000	q.m.
Blé dur	7.660.000	—
Total	11.780.000	—

En Tunisie. — La culture de l'orge est plus importante que celle du blé ; cette dernière est faite surtout par les colons français, qui emploient pour ce faire le dry-farming. Les rendements à l'hectare sont de l'ordre de ceux obtenus en France.

La Tunisie produit environ 2.600.000 quintaux de blé tendre.

Le Maroc a une production qui a augmenté de près de 2.000.000 de quintaux entre 1922 et 1932.

La production de l'Afrique du Nord est, au total, la suivante :

en 1933	19.000.000 de q.m.
en 1934	23.000.000 —

Le prix de revient du quintal de blé. — Le prix de revient varie d'une année à l'autre ; il varie aussi d'une région à une autre, suivant les travaux que la terre exige et le rendement à l'hectare.

Il est un fait certain : c'est que le prix de revient a baissé depuis le début de la crise, mais dans une proportion beaucoup moindre que le prix de vente.

Le producteur achète les machines agricoles, les semences, les engrais et paie la main-d'œuvre, à des prix encore voisins du coefficient 4,5. Il vend à des cours variant entre les coefficients 2,5 et 3,5.

Pour avoir une approximation du prix de revient au quintal, il est intéressant de citer les conclusions de M. Rouilly, Ingénieur agronome, directeur de la Société agricole de comptabilité et d'Economie rurale, qui a étudié les prix de revient d'une quinzaine de fermes de la région parisienne¹.

« Dans la région parisienne, pour la récolte de 1934, il apparaît que pour équilibrer très strictement leur budget, les cultivateurs de cette région devraient obtenir un prix de vente du blé de 115 fr. environ (prix de

1. Article de la *Revue des agriculteurs de France*, 1935.

revient : 110 fr. ; plus l'intérêt des capitaux, moins la valeur de la paille)... ».

Les résultats de l'étude de M. Rouilly portant seulement sur la grande culture de la région parisienne, peuvent servir de base à un prix de revient moyen, car dans les exploitations de culture extensive, si le prix de revient est faible, le rendement est aussi très faible. On peut admettre le principe : « que dans toutes les exploitations, le prix de revient du quintal est toujours d'autant plus élevé que le rendement est plus faible ».

...« Dans les exploitations industrielles du Nord ou du Soissonnais, où les rendements ont été pour la récolte de 1934, de l'ordre de 35 à 40 quintaux, il semble que le prix de revient à l'hectare, indiqué par M. Ferté, soit très supérieur à celui de nos exploitations de l'Ile de France, et dépasse le chiffre de 3.000 fr. En définitive, le prix de revient dans ces régions serait du même ordre que le nôtre ».

Et M. Rouilly conclut :

« L'agriculteur peut-il comprimer ses prix de revient ? Dans une faible proportion, peut-être !

« Devra-t-il se résoudre à réduire encore les salaires ? Il faudra sans doute l'envisager, bien que cette solution soit injuste et dangereuse pour l'ordre social, parce qu'elle amoindrit le standard de vie de l'ouvrier agricole. Elle n'améliorerait pas non plus celui du paysan, travaillant lui-même sans main-d'œuvre salariée, et qui, avec l'ouvrier agricole, constitue l'élément le plus important de la population française.

« Quant aux engrais et matériels, l'agriculteur a fait presque toutes les compressions possibles : il suffirait pour s'en rendre compte, d'examiner la situation des ventes de ses fournisseurs ».

Le journal *Le Temps* donnait récemment une information émanant de M. Ferté, déjà cité :

« Pour la récolte de 1935, il est facile de prouver, non par des prix de revient séparés, mais par l'examen des conditions de l'équilibre global des exploitations qu'il faudrait les prix adoptés en 1933 comme minima ».

Le prix minimum fixé en juillet 1933 était de 115 fr. le quintal.

Par ailleurs, dans un article du journal *Le Quotidien*, du 7 septembre 1935, relatant un interview de M. Pierre Hallé, le distingué secrétaire général de l'Association générale des producteurs de blé, celui-ci disait :

« Notre association estime que tant que le prix du blé ne sera pas de 100 fr. à la ferme, le producteur ne sera pas rémunéré de ses travaux ».

En conclusion, c'est un prix de vente à la ferme voisin de 110 fr. pour le quintal de blé, que nous estimons devoir être le premier objectif à atteindre dans la revalorisation du blé ; mais il est bien entendu que ce prix comporte une revalorisation parallèle de l'ensemble, ou au moins des plus importants produits agricoles cultivés sur le territoire français.

Remarquons que le cours de 100 fr. a été atteint dans les premiers jours de mars de cette année ; on a vu une hausse de 5 fr. en une seule journée. Mais ce cours que l'assainissement du marché justifiait était une répercussion (la rapidité de la hausse en est la preuve) de la tension diplomatique franco-allemande.

2° Consommation.

En 1931, M. Pierre Hallé, secrétaire de l'Association générale des producteurs de blé, dans son rapport au Conseil National économique, écrivait :

« Il est lamentable de voir qu'il faut définir une politique du blé sans rien connaître des besoins de la consommation. Des chiffres sont lancés : depuis longtemps on répète que 79 millions de quintaux sont utilisés pour l'alimentation humaine (consommation d'avant-guerre) ; 10 millions de quintaux pour les semences ; 3 millions pour les industries spécialisées. En fait, personne n'en sait rien ».

Le même auteur estimait qu'en 1929 et 1930, l'alimentation animale avait donné un débouché à 8 ou 10 millions de quintaux.

Le blé peut être employé sous quatre formes différentes, mais il est impossible de donner un pourcentage rigoureux à chacune de ces utilisations. La plus importante est l'alimentation humaine sous forme de pain ; une autre forme d'alimentation humaine se fait sous forme de pâtes, de biscottes, biscuits et pâtisseries. Les semences constituent une troisième utilisation, qui reste à peu près constante, et enfin une dernière utilisation consiste à le donner comme fourrage aux animaux. Lorsque le prix du blé est élevé, cette dernière forme serait très peu employée sans l'encouragement de l'Etat ; au contraire, lorsque le blé tombe à des prix se comparant à celui des céréales secondaires, cette utilisation peut atteindre 1/10 de la consommation humaine, comme en 1930.

La dénaturation du blé consiste justement à obliger le froment à être dirigé vers le débouché de la consommation animale (concurrençant d'ailleurs les céréales secondaires).

Cependant, il est certain que le débouché normal est la consommation humaine et les chiffres de la consommation annuelle par tête d'habitant font ressortir une diminution qui dépasse 15 % depuis 1913.

Pourtant, comparée à celle des autres pays, la consommation française par tête d'habitant reste la plus forte, comme elle l'était avant-guerre.

	1909-14	1922-27	1929-34
France	220	195	190
Canada	—	188	—
Italie	162	183	171
Belgique	197	180	143
Grande-Bretagne	153	158	133
Espagne	153	158	145
Australie	—	155	—
Amérique (U.S.A.)	—	133	—
Suisse	153	131	104
Suède	57	82	73

La tendance à la diminution de la consommation tient sans doute à beaucoup de facteurs : diminution du travail musculaire, remplacé par la machine ; conditions d'existence plus urbaine qu'autrefois, et aussi à l'opinion du corps médical, peu favorable au pain, en général, et en particulier au pain blanc, qualifié « d'incomplet ».

3° Commerce avec l'étranger.

Les importations, les exportations et l'admission temporaire de froment, sont étroitement liées aux interventions de l'Etat. Ce paragraphe n'a pour but que de donner un aperçu statistique sans explications (sauf pour l'admission temporaire).

Importations et exportations. — Les importations, comme les exportations, sont connues avec la précision désirable, grâce aux statistiques douanières fournies par le Ministère des Finances.

La France est classée parmi les pays importateurs d'Europe. Tantôt importatrice, tantôt exportatrice, suivant les années qui vont de 1815 à 1878, la France ne présente, depuis 1878, exception faite pour 1930, que des années dont les importations l'emportent sur les exportations.

L'année 1930 marque exceptionnellement un excédent d'exportation assez important ; mais c'est un résultat qui est imputable bien plutôt aux interventions d'ordre interne de l'Etat qu'au jeu normal du commerce extérieur. Nous en reparlerons d'ailleurs comme d'un moyen employé pour augmenter la demande et éliminer les stocks.

Les chiffres des importations de blé sont souvent différents d'un auteur à l'autre. Il importe de distinguer les importations de blés tendres, et d'autre part celles de blé durs, destinés à la fabrication des semoules et pâtes alimentaires. Pour les uns comme pour les autres, il faut distinguer les blés importés pour la consommation directe, et ceux importés au titre de l'admission temporaire. Enfin, les blés de consommation directe peuvent provenir d'Algérie, de Tunisie ou du Maroc, dans la limite du contingent réglementaire et en ce cas ils devraient être considérés comme « blés indigènes ».

Les chiffres suivants indiquent les importations et exportations pour la France métropolitaine, et comprennent les blés en provenance de l'Afrique du Nord ou y exportés, mais déduction faite des admissions temporaires.

	Importations ¹ (commerce spécial)	Exportations ¹ (commerce spécial)		
	en quint.	en quint.		
1926	5.887.658	576.000		
1927	37.371.349	80.932		
1928	15.172.520	33.449		
1929	21.721.937	34.733		
1930	3.666.163	8.295.613		
1931	16.780.000	4.747.486		
1932	17.545.711	1.986.837		
1933	4.860.228	3.371.522		
	Blé tendre	Blé dur	Blé tendre	Blé dur
1934 ²	4.764.769	2.567.062	3.481.168	35
1935 ²	4.553.023	2.461.285	8.204.785 ³	287

L'Afrique du Nord avec une production, pour 1934, de 23 millions de quintaux a une possibilité d'exportation de 7 millions de quintaux, dont 3 millions de blé tendre et 4 millions de blé dur.

La métropole ne peut importer, pour 1936, qu'environ 3 millions de quintaux, en provenance de l'Afrique du Nord.

L'Afrique du Nord doit donc, soit exporter le surplus à l'étranger (ce qui paraît difficile), soit réduire sa production.

Notons en passant que la loi du 24 décembre 1934, s'appliquant à l'Algérie, l'oblige à ne pas augmenter ses emblavements.

Admission temporaire.

L'admission temporaire est une pratique qui réappa-

1. Statistique annuelle de la France.

2. *Revue internationale d'agriculture* (siège à Rome).

3. En 1935, les exportations vers la Grande-Bretagne : 3.711.000 quintaux ; vers le Danemark : 1.865.000 quintaux ; vers l'Italie : 1.406.000 quintaux.

raît sous tout régime de protection, car elle permet (étant appliquée au blé) de faire travailler par la meunerie française des blés exotiques, dont les droits de douane sont consignés à leur entrée en France, sans que le marché intérieur soit influencé, puisque les produits de la mouture doivent être exportés ; on rembourse alors au meunier les droits de douane qu'il avait consignés.

Les agriculteurs ont toujours eu de la méfiance pour l'admission temporaire ; mais depuis la crise et les fraudes qu'a entraînées la législation sur le blé, ils critiquent jusqu'à son principe. L'admission temporaire a donné lieu, il est vrai, à des abus : la meunerie devait, en principe, réexporter la farine en laissant les farines basses nécessaires à l'alimentation du bétail. En fait, c'est l'inverse qui se produisait, c'étaient les farines basses que l'on réexportait et les farines panifiables restaient sur le marché français.

Le mécanisme actuel était initialement déterminé par le décret du 28 décembre 1926. L'article 3 de la loi du 1^{er} décembre 1929 renforce, comme il était demandé depuis longtemps, le règlement de l'admission temporaire : « Le meunier qui importe du blé doit au moment de la délivrance de son titre de perception souscrire l'engagement de réexporter dans les trois mois une quantité de farine correspondant au blé importé » ; ou à défaut, d'acquitter, outre les droits, de très fortes pénalités.

Ainsi, il doit y avoir compensation totale entre le blé importé et les produits exportés.

De très grandes difficultés se sont élevées dans l'application de cet article 3. Le décret du 20 mai 1930, afin

d'éviter toutes les fraudes, oblige à la comparaison du produit réexporté avec des échantillons-type.

Le Parlement, par la loi du 10 juillet 1933, suspend purement et simplement pour deux mois l'admission temporaire ; le *Bulletin de l'A.G.P.B.*,¹ faisait remarquer à l'époque, que le Parlement lui-même se rendait compte que les fraudes sur l'admission temporaire laissaient pénétrer en France des blés exotiques.

Des décrets des 1^{er} et 14 septembre 1933 indiquent les nouvelles conditions dans lesquelles fonctionnera dorénavant l'admission temporaire.

Les blés durs constituent une production complémentaire et non rivale de celle de la métropole ; c'est ce qui explique que la loi du 10 juillet 1933 sur la défense du marché du blé ne se soit préoccupée que de l'admission temporaire des blés tendres.

4^o Commerce intérieur.

Les prix de vente du blé pendant ces dernières années sont inséparables de la politique agricole, et comme tels, repris plus loin ; ce n'est ici qu'une vue d'ensemble des prix.

Il y a le prix du blé en bourse et les prix du blé pratiqués par les particuliers dans les tractations ordinaires.

Prix-culture. — Le prix qui intéresse le producteur, celui qu'il faut comparer avec le prix de revient, c'est le prix à la ferme. Ce prix est tombé pendant quelques semaines aux environs de 50 fr. (Journal *Le Temps*, décembre 1935). Il est difficile d'établir une moyenne de ces prix pratiqués à la ferme. On peut en avoir une

1. Association générale des producteurs de blé.

idée en les considérant comme inférieurs de 8 à 10 fr. aux cours du marché libre de Paris, par exemple.

M. Pierre Hallé, dans une interview parue dans le *Le Quotidien* (7 septembre 1935), faisait remarquer que le cours de 83 fr. à la meunerie représente environ 74 fr. pour prix de vente à la ferme, la taxe à la production et le transport représentant 8 à 10 fr. par quintal.

Prix en Bourse. — Il faut distinguer le marché libre et le marché réglementé.

1° *Marché libre.* — Voici les prix moyens annuels que fournit la « Cote officielle » du marché libre à Paris :

	le quintal	
	—	
1913	27 fr. 43 (franc-or), soit	137 fr. 15 (franc-papier).
1926		198 fr. —
1927		166 fr. —
1928		161 fr. —
1929		150 fr. —
1930		147 fr. —
1931		168 fr. 94 —
1932		144 fr. 67 —
1933		111 fr. 01 —
1934		119 fr. 92 —
1935		78 fr. 38 —

Coefficient, pour 1935, de 2,86 par rapport à 1913.
Les cours du blé ont fléchi en 1935, de 34%.

Le marché libre est constitué par l'ensemble des opérations effectuées par les vendeurs et les acheteurs dans les bourses des diverses régions. Il y a une certaine unité de cours, car les prix pratiqués sur une place réagissent sur toutes les autres et réciproquement.

On peut vendre « départ » quand il suffit de mener la marchandise au wagon ou à quai ; parfois l'acheteur vient la chercher à la ferme.

La livraison est « disponible » quand l'opération est immédiate, ou « livrable » lorsque les livraisons seront échelonnées à des dates fixées.

Il faut remarquer que les nombreux marchands de grains qui existaient autrefois étaient une garantie pour les producteurs, qui trouvaient en face d'eux des demandes multiples. Aujourd'hui, il n'y a plus que les courtiers, représentant de grands moulins ou firmes qui tiennent les producteurs à leur merci.

Chaque affaire est inscrite, et à Paris, par exemple, est instituée une « Cote officielle » établie par des courtiers assermentés ; mais les « cours publics » à Paris ne correspondent pas toujours à la réalité des faits, et souvent ils accusent des prix supérieurs — ou même inférieurs — à ceux qui sont payés en réalité.

La cote officielle, dont les moyennes annuelles ont été notées précédemment, montre depuis 1934, une baisse des prix qui de 124,50 le quintal pour janvier 1934, passent à 107 fr. 82 pour décembre de la même année, puis à 71 fr. 30 pour août 1935, et terminent l'année 1935 avec 78 fr. 04 pour décembre.

2° *Le marché réglementé.* — Les cours pratiqués sur le marché réglementé n'intéressent le producteur que par l'influence considérable qu'ils ont sur les cours du marché libre.

Le marché réglementé est le marché à terme, qui devrait jouer le rôle de régulateur ; il n'a pourtant pas été exempt de fluctuations aussi fortes que celles du marché libre.

Le marché réglementé est un marché de spéculation ; il est nécessaire à la stabilité des prix ; si bien que lorsque, en 1924, le Gouvernement en ordonna la fermeture,

la spéculation sur le marché libre devint effrénée et les conséquences furent désastreuses.

En 1930, un arrêté du Ministre du Commerce, en date du 30 juillet, réforma le marché réglementé. Le nouvel arrêté décidait l'enregistrement obligatoire de toutes les affaires à une caisse de compensation, et le versement d'une caution pour les commissaires ; mais l'innovation a consisté à introduire des représentants agriculteurs dans tous les organes de la Bourse du commerce (ceci était déjà réalisé à la Bourse de Berlin). Il y a des agriculteurs au Syndicat du commerce des blés, seigles et avoines, à la Chambre syndicale de ce syndicat, et dans les commissions diverses.

Un décret du 18 décembre 1934¹ a suspendu les opérations à terme sur le blé et les farines dans les Bourses de commerce.

L'un des motifs principaux des critiques auxquelles donnait lieu le fonctionnement des marchés à terme, était l'absence de représentation officielle des agriculteurs dans le conseil du marché. Une réforme générale s'est opérée grâce à l'accord des Chambres d'agriculture et des Chambres de commerce. Les Pouvoirs publics, par décret du 31 août 1935 comportant une réorganisation importante, décidèrent la réouverture du marché à terme pour le 2 septembre.

L'arrêté qui fixe les détails d'organisation compte un article unique, subdivisé en deux titres et divers chapitres. Le titre I établit les grandes règles auxquelles seront désormais soumises les affaires traitées au marché réglementé. Le titre II détermine d'une part, la condition

1. *Journal officiel* et article du 31 août 1935 dans la *Journée industrielle*.

et les attributions des organes chargés d'assurer le fonctionnement des marchés réglementés : compagnie de commissionnaires, comité technique des marchés, commission représentative des intérêts généraux ; et, d'autre part, il précise les conditions de contrôle desdits marchés.

Sur chacun des marchés réglementés, est constitué un « comité technique », composé pour moitié de commissionnaires, de représentants du commerce et de l'industrie, et de représentants des producteurs agricoles.

L'arrêté crée, en outre, une « commission représentative des intérêts généraux » composée de membres de la Chambre de commerce de Paris, des Chambres d'agriculture, de six délégués des usagers, dont trois agricoles, et du président de la Compagnie des commissionnaires.

Le système général ne fonctionnera que lorsque chacun des grands marchés agricoles aura été réorganisé.

II. Les interventions de l'État

L'histoire du blé en France montre que la question n'est pas nouvelle ; mais la crise de surproduction la fait apparaître sous un jour nouveau.

Anciennement (et encore aujourd'hui), l'alimentation des classes populaires au meilleur marché possible posait la recherche des moindres prix du blé ; on a souvent démontré que dans le ménage de l'ouvrier, le pain absorbe fréquemment le cinquième du revenu, tandis que pour le riche, le pain ne représente qu'une dépense négligeable.

Actuellement la question du blé se présente sous un aspect social aussi important mais différent : les prix de vente du blé sont inférieurs à ceux de 1913, et sont tombés à certains moments au-dessous des prix de revient

des exploitations les mieux placées. Or nos producteurs nationaux ont droit à la protection de l'Etat aussi bien que les classes ouvrières.

Position délicate que celle de l'Etat, qui se trouvera, lors de ses interventions sur le marché, dans la nécessité de manier une arme à deux tranchants : d'un côté la déflation des prix à la consommation, à laquelle s'opposent les producteurs ; de l'autre, la revalorisation des prix à la production, qui atteint les consommateurs.

Depuis la crise actuelle, caractérisée surtout par la chute des prix à la production, l'Etat a essayé de poursuivre les deux politiques à la fois ; les effets se sont souvent opposés, et en 1935, par exemple, l'influence plus psychologique qu'économique de la baisse du prix du pain a annihilé pendant quelques mois la revalorisation des prix à la production, que la situation du marché laissait espérer.

N'ayant pour objet que les interventions de l'Etat sur le marché du blé, nous verrons que toutes les mesures tendent à la revalorisation des prix.

Les producteurs de blé ont, en effet, subi du fait de la crise une perte considérable, que nous avons signalée sans donner de chiffres précis, or voici l'estimation de la valeur des récoltes¹ :

En 1929	12.340.000.000 de francs.
1934	10.870.000.000 —
1935	5.950.000.000 —

Mais, l'examen de la législation le montrera, beaucoup de blé est reporté ou stocké, et le producteur n'a pas

1. 1929 et 1934, chiffres du Ministère de l'Agriculture ; 1935, chiffre obtenu en multipliant la production par le prix moyen à la cote officielle du marché libre à Paris.

vendu toute sa récolte au prix moyen de l'année ; la diminution du pouvoir d'achat des producteurs est bien plus importante que ne le font apparaître les chiffres donnés.

Puisque l'Etat avait posé le principe social de son intervention salvatrice en faveur des groupes nationaux qui seraient dans une situation exceptionnellement grave (chômeurs, sinistrés, etc.), il a été amené à intervenir aussi en faveur des producteurs de blé, électeurs les plus nombreux dans nos campagnes.

COMMENT L'ÉTAT EST INTERVENU ¹

Toute une législation concernant le blé est née depuis lors, soit une douzaine de lois et plus de 275 décrets ou arrêtés ministériels, qui s'annulent, se répètent souvent et quelquefois se contredisent ; mais trois lois plus importantes, votées après des récoltes excédentaires, ont constitué successivement l'armature de l'intervention ; ce sont les lois des 1^{er} décembre 1929, 10 juillet 1933 et 24 décembre 1934.

Cette législation apparaît un peu chaotique ; les textes sont votés pour parer aux dangers du moment, sans se rattacher à une politique suivie, qui n'existait d'ailleurs peut-être pas.

Pourtant, avant d'examiner un ensemble aussi considérable de mesures, il serait utile de pouvoir les ratta-

1. Documentation très considérable, mais principalement : *Revue des agriculteurs de France*, sept., oct., nov. 1935 ; *Le marché du blé*, de Carret, 1934, Librairie Poinot ; *Les problèmes français du blé*, Sirol, 1934, Recueil Sirey ; Articles de la *Journée industrielle*, de la *Réforme économique*, etc. ; Renseignements abondants de l'Office de renseignements agricoles au Ministère de l'Agriculture ; *Cours* de l'Institut national agronomique ; Article de M. B. Nogaro, dans la *Revue économique internationale*, janv. 1936.

cher à une idée directrice et en y mettant quelque bonne volonté, nous allons la dégager *a posteriori* des faits.

Jusqu'aux toutes dernières années, la France a été importatrice de céréales et notamment de blé. Après la guerre 1914-1918, on enregistre un déficit très important et l'Etat fait un effort considérable pour développer cette culture. La législation du blé se limite alors presque exclusivement à la protection du marché intérieur contre la concurrence étrangère, afin d'inciter les agriculteurs à produire une plus grande quantité de blé en leur assurant un prix supérieur à celui du marché mondial. Mais la protection douanière, même très énergique, comme le contingentement, ne peut maintenir les prix que si le marché français est importateur, c'est-à-dire si la production nationale est déficitaire. Or, après une première récolte en 1929, les trois années successives 1932, 1933 et 1934, accusèrent un excédent de production très important. Dès le 1^{er} août 1932, le prix du blé à la Bourse de commerce de Paris tombait de 170 fr. à 120 fr. le quintal et ne cessait de baisser pour atteindre en juin 1933 le prix de 90 fr., tandis que s'annonçait encore une troisième forte récolte.

En brossant à larges traits l'intervention de l'Etat, on peut dire que le marché français du blé a été soutenu par des moyens d'ordre externe jusqu'en 1933, à part une récolte 1928-1929, excédentaire, qui a fait voter la loi de décembre 1929. Depuis juillet 1933, le marché est entièrement soumis à des mesures d'assainissement interne.

Ceci nous amène à distinguer trois paragraphes dans l'examen des mesures prises :

- A. mesures prises avant la loi du 1^{er} décembre 1929,
- B. mesures prises de 1929 à 1933,
- C. mesures prises de 1933 à nos jours.

A. Première période. — Mesures prises avant la loi du 1^{er} décembre 1929.

En dehors des fabrications de guerre qu'il tenait en mains, l'Etat avait créé des consortiums pour l'importation des matières premières et des produits alimentaires. La prohibition des exportations de ces derniers était décidée depuis 1914. Cette période avait été nécessairement en faveur du consommateur.

Après la guerre, les prohibitions de sortie sont maintenues par les décrets de 1919 et 1920 ; enfin la liberté complète du commerce des grains était restaurée le 1^{er} août 1921.

De 1921 à 1926, la monnaie, qui se déprécie, gouverne les prix et protège le marché tout entier contre les prix étrangers.

L'Etat est intervenu surtout pour aider à la reconstitution de notre production nationale (on peut dire actuellement qu'il a trop bien réussi !). On en a la preuve dans l'éloquence officielle des années 1922-1923, du centenaire de l'Algérie ; les ministres de l'agriculture invitaient nos possessions de l'Afrique du Nord à produire plus de blé en augmentant leurs emblavements et surtout en améliorant les rendements. Ils souhaitaient proche le moment où la métropole et les colonies, par une magnifique collaboration, atteindraient une production annuelle de 100 millions de quintaux¹.

Une loi du 1^{er} juillet 1921 porte le droit à l'importation de 7 fr. à 14 fr. par quintal ; mais ceci uniquement pour tenir compte de la dépréciation de notre monnaie.

1. Voir, *l'Agriculture française*, Marcel Braibant, 1936, p. 45 et suiv. Librairie Armand Colin.

Une loi du 15 juillet 1922 interdisait l'usage du blé pour l'alimentation du bétail.

Une loi du 24 décembre 1924 autorisait le Ministre des Finances « à rembourser les droits aux importateurs justifiant que les blés importés avaient été transformés en farine et utilisés pour la consommation ». Pratiquement c'était supprimer d'une manière indirecte les droits de douane.

Du fait des hauts prix créés par la dépréciation du franc, les agriculteurs avaient l'impression de réaliser des bénéfices considérables, d'autant que les impôts les touchaient moins que les autres contribuables.

Les voyageurs de commerce surent tirer un excellent parti de cette prospérité, qui était pourtant plus apparente que réelle.

Avant la stabilisation de fait, à la Bourse du commerce (comme à la Bourse des valeurs), des cours « astronomiques » ont été enregistrés, atteignant 243 fr. pour le quintal de blé, en juillet 1926 ; mais il est bien certain que ce fut au bénéfice des financiers qui spéculaient et non à celui des producteurs.

Par la stabilisation de fait du franc, la situation se trouva changée. Les importations ont augmenté dange-reusement : de 5.887.658 quintaux en 1926, à 37.371.349 quintaux en 1927. En contre partie, il n'y a que des ex-portations minimes.

Les droits de douane sont portés de 18 fr. 20 le 1^{er} août 1926, à 25 fr. à partir du 2 septembre 1927. Puis ce n'est qu'une ascension continue : 35 fr. le 18 novembre, 50 fr. le 23 mai 1929, et enfin 80 fr. par la loi du 1^{er} décembre 1929.

Les droits de douane, même arrivés à ce tarif prohibi-

tif, ne suffisent plus ; la crise générale est telle que les pays grands exportateurs de blé n'hésitent pas à se débarrasser de leurs stocks à des prix inférieurs au prix de revient, en dédommageant les producteurs par des primes. D'autre part, on s'aperçoit qu'il y a une surproduction qui s'établit au sein même du marché national.

Le tableau suivant donne, par quelques chiffres, des précisions sur cette période¹ :

	Droits de douane	Excédent d'importat.	Disponibilités (production + importat. — exportat.)	Prix moyens de l'année (cote officielle à Paris)
1926	18,20 (du 1-8-26)	5.311.651	68.389.051	198
1927	25 (du 2-9-27) 35 (du 18-11-27)	37.290.417	112.440.857	166
1928		15.139.071	91.693.091	161
1929	50 (du 23-5-29) 80 (du 1-12-29)	21.687.204	113.473.194	150

B. Seconde période. — Mesures prises de 1929 à 1933.

Avec la loi du 1^{er} décembre 1929, on voit apparaître des mesures d'ordre interne à côté de mesures d'ordre externe.

Cette loi a voulu éviter la constitution des stocks dont l'effondrement du marché mondial montrait le danger.

I. Mesures d'ordre externe.

En plus du droit de douane de 80 fr. par quintal de blé importé, apparaît une mesure d'ordre externe que nous qualifierons de *contingentement indirect*².

1. Se rapporte aux chiffres de l'étude du marché ou à la statistique annuelle de la France.

2. Depuis un décret du 1^{er} novembre 1931, ce système de protection comportait, à titre de contrôle, l'obligation de présenter, pour l'importation des blés, un permis d'importation délivré par le Ministère de l'Agriculture. Voir, *Les problèmes français du blé*, Sirol, 1934.

L'article 1^{er}, § 1 de la loi, dit en effet : « Le Ministre de l'Agriculture peut fixer par décret un taux minimum de blé indigène, que les meuniers devront moudre obligatoirement, et le pourcentage des blés durs nord-africains qui doivent entrer dans la fabrication des pâtes alimentaires ».

La meunerie, et surtout la grande meunerie, qui se tient dans les ports, s'est trouvée contrainte de moudre une quantité importante de blé indigène ; les grands moulins, sous prétexte que les blés nationaux ne sont pas suffisamment homogènes, importaient de grandes quantités de blés étrangers.

En vertu de l'article 1^{er} de la loi du 1^{er} décembre 1929, une série de décrets ont été pris, fixant la quantité maxima de blés exotiques pouvant être incorporés dans les farines de consommation ; ce sont les suivants :

a. *Blés tendres exotiques :*

Décret du	5 décembre	1929, fixé à	97 %
—	26 juillet	1930, —	90 %
—	11 avril	1931, —	85 %
—	15 avril	1931, —	80 %
—	27 avril	1931, —	75 %
—	16 juin	1931, —	70 %
—	30 juin	1931, —	75 %
—	3 juillet	1931, —	80 %
—	9 juillet	1931, —	85 %
—	24 juillet	1931, —	90 %
—	24 novembre	1931, —	97 %
—	30 janvier	1932, —	90 %
—	9 février	1932, —	85 %
—	12 février	1932, —	80 %
—	24 février	1932, —	75 %
—	14 mars	1932, —	70 %
—	19 mars	1932, —	65 %
—	26 mars	1932, —	60 %
—	1 ^{er} avril	1932, —	55 %
—	6 mai	1932, —	60 %
—	24 mai	1932, —	55 %

Décret du 27 mai	1932, fixé à	50 %
— 16 juin	1932, —	55 %
— 23 juin	1932, —	60 %
— 30 juin	1932, —	65 %
— 2 juillet	1932, —	75 %
— 1 ^{er} août	1932, —	85 %
— 3 août	1932, —	97 %
— 2 décembre	1932, —	99 %
— 25 mars	1933, —	100 %

b. *Blés durs exotiques :*

Le décret du 9 juillet 1931 fixe à 90% la proportion de blé indigène.

Le tableau précédent est un exemple frappant des changements incessants dont se plaignaient les intéressés et est la preuve que les Pouvoirs publics n'économisaient pas les décrets quand il s'agissait du blé.

Il faut remarquer qu'on a beaucoup critiqué et reproché au Gouvernement les importations de 1931 et 1932 : la récolte de 1931 était déficitaire, avec moins de 72.000.000 quintaux, mais l'excédent d'importations compensait beaucoup trop largement ce déficit. Une commission d'enquête, constituée à la demande de la Chambre des députés a démontré cependant, par un rapport publié au *Journal Officiel* du 2 juillet 1935, que ces importations correspondaient aux besoins du moment. La soudure de l'année 1931-1932 s'est effectuée avec un stock très inférieur à 7 millions de quintaux.

La commission conclut que la chute des cours n'était pas due à ces importations, mais à la récolte excédentaire de 1932.

A notre avis, si les importations de 1931 et 1932 n'ont pas influencé les cours, car le droit de douane les rectifiait suffisamment, l'excédent de ces importations sur les besoins s'est ajouté en quantité aux récoltes excéden-

taires futures, et comme telles ont contribué dans une large part à la chute des cours.

La France a une production tantôt déficitaire, tantôt excédentaire ; régler les importations suivant les récoltes à venir, c'est là toute la difficulté du problème français du blé.

II. *Mesures d'ordre interne.*

L'interdiction d'introduire ou d'employer des blés exotiques était une mesure devenue insuffisante. Les récoltes excédentaires provoquaient un gonflement dangereux des stocks que l'agriculteur gardait dans ses greniers, sans pouvoir les vendre ; les prix risquaient de s'effondrer. Le Parlement fût ainsi conduit à prendre deux mesures importantes d'ordre intérieur pour la défense des cours : l'une sur la demande, par la loi du 1^{er} décembre 1929, et l'autre sur l'offre, par la loi du 30 avril 1930 (et textes suivants).

LOI DU 1^{er} DÉCEMBRE 1929

Action sur la demande.

1^o *L'exportation*, est le moyen qui paraît le plus simple pour éliminer les excédents.

Une prime à l'exportation devait permettre l'exportation de l'excédent intérieur. A notre avis, c'est une mesure d'ordre interne plutôt qu'externe. Cette prime à l'exportation consistait dans une ristourne de 50 fr. (montant du droit de douane) par quintal de blé ou de farine exportés dans un délai de trois mois.

Par la suite, l'article 2 de la loi du 30 avril 1930 portait à 200 millions le montant des remboursements des droits de douane fixés une première fois à 100 millions par la loi du 1^{er} avril 1930.

Ceci dans la limite des ressources provenant des droits consignés sur les blés importés sous le régime de l'admission temporaire au cours de l'année 1929.

2° *Le taux d'extraction des farines.* — Par la mouture, indépendamment des produits inférieurs ou issues (son, remoulage ou recoupette), le blé donne des farines différentes, mais qui se divisent en deux grandes catégories : d'une part des farines dites « panifiables », destinées à la consommation humaine ; d'autre part des farines dites « basses », réservées à l'alimentation animale.

Le taux d'extraction, ou taux de blutage, est le pourcentage de farine panifiable que l'on extrait d'un quintal de blé mis en mouture. Suivant le taux employé, il faut une plus ou moins grande quantité de blé pour obtenir la même quantité de pain ; 100 kgr. de farine environ sont nécessaires pour obtenir 130 kgr. de pain : au taux de 80 %, il faudra 125 kgr. de blé ; au taux de 64 % il faudra 156 kgr. de blé (M. Carret).

La loi du 1^{er} décembre 1929 a donné au Ministre de l'Agriculture l'autorisation de fixer par décret les limites du taux de blutage.

En 1932, un décret du 27 septembre abaisse à 66 % le taux de blutage. Mais ce décret, qui paraît en faveur des cultivateurs, ne fut accueilli que par leurs protestations, car ce nouveau taux bouleversait les échanges blé-farine basés sur un taux de principe de 70 %. D'autre part, l'observation du taux de blutage est très difficile à contrôler. Pour ces raisons, les mesures concernant le taux de blutage furent rapportées par le décret du 11 décembre 1932.

3° La loi du 15 juillet 1922, interdisant l'usage du blé pour l'alimentation du bétail, est abolie par la loi du 1^{er} décembre 1929.

Action sur l'offre

L'action sur l'offre, dans la période 1929-1933, s'est traduite par l'organisation du stockage et un timide essai de report.

1° *Le stockage.* — Le stockage a été établi pour éviter une chute verticale des cours, en permettant l'échelonnement judicieux des ventes sur toute une campagne, et évitant ainsi que la spéculation ne profitât d'un engorgement passager du marché. C'est un système qui, nous l'avons vu, a été pratiqué au Canada et aux Etats-Unis, par les pools, et dont le résultat sur le marché mondial n'a été que le retardement de la chute des prix, qui tombèrent ensuite de plus haut.

L'Association générale des producteurs de blé, dès 1929, recommandaient aux cultivateurs de pratiquer le stockage individuel ou collectif, afin d'obtenir un prix moyen rémunérateur, en échelonnant les ventes. En 1930, on considérait qu'il serait nécessaire de stocker 6.000.000 de quintaux, soit environ la consommation d'un mois.

La loi du 30 avril 1930 constituait un fonds de roulement de 300 millions pour entretenir un stock de sécurité, destiné à assurer l'alimentation de la population.

Le décret du 31 mai 1930 complétait les dispositions de la loi du 30 avril. L'article 1^{er} de ce décret portait que la constitution et l'entretien des stocks seraient assurés au moyen de marchés conclus par adjudication (suivant le décret du 18 novembre 1882, relatif aux adjudications passées au nom de l'Etat). L'article 2 chargeait l'Intendance militaire de la passation des contrats ; l'article 3 soumettait les stocks au contrôle des Ministères de l'Agriculture et de la Guerre.

Les stocks étaient donc stabilisés pendant une certaine

période prévue dans le contrat de stockage. Le prix des stocks était garanti lors de la passation du marché, par lequel l'Intendance devenait en fait propriétaire de la marchandise stockée.

Les résultats furent peu importants, tant du fait des formalités à remplir que par celui du manque d'organisation des agriculteurs.

Un décret du 6 septembre 1930 reprenait le principe du stockage posé par la loi du 30 avril, mais avec des modalités différentes.

D'une part, ce n'est plus l'Intendance militaire, mais le Ministre de l'Agriculture qui procède à la passation des marchés.

D'autre part, le stockage est réalisé avec l'appui des groupements agricoles, qui s'engagent, par le contrat même du stockage, à écouler le blé entreposé, par des ventes à échelonnement déterminé.

On voit ici que l'ambition de ce stockage en vue de la répartition de l'« offre » est infiniment moins grande, mais aussi moins périlleuse que celle des pools américains qui voulaient réaliser la hausse des prix par l'accaparement.

2° *Le report.* — La récolte de la campagne 1932-1933 était excédentaire : les cours du blé subirent une baisse très forte et brusque, dont le Gouvernement s'émut ; il fût ainsi amené à organiser, outre le stockage avec ventes échelonnées, le report d'une partie de la récolte par le décret du 12 octobre 1932.

Le « report » consiste dans l'achat par l'Etat de tout ou partie de la récolte excédentaire, avec livraison et paiement différés. L'excédent qui pesait sur le marché est retiré de celui-ci et constitue un stock dit « de sécurité » jusqu'à la campagne suivante.

Pour fonctionner normalement, le report suppose que des récoltes excédentaires alternent avec des récoltes déficitaires.

Le « report » présente quelques différences avec le stockage ; il a une action plus étendue et plus forte que ce dernier, car le marché est allégé d'une quantité de blé qui, en principe, ne peut être mise sur le marché avant le 30 septembre de la campagne suivante.

Le cultivateur qui n'avait droit, pour le stockage, qu'à une prime d'entretien, bénéficie, pour le « report » d'une prime de conservation inscrite au contrat de stockage, et d'une garantie de baisse.

Il faut d'ailleurs remarquer que les conditions théoriques n'étaient pas réalisées, puisqu'on prévoyait pour la campagne suivante 1933-1934, une production excédentaire. C'était un expédient pour « alléger » notre marché par une mesure énergique, immédiatement efficace. (Ce sont les termes mêmes employés par le Ministre de l'Agriculture).

Le décret du 12 octobre 1932 précise dans son article 1^{er} que la constitution et l'entretien des stocks de blé pourront être faits « chez le producteur lui-même, sous le contrôle des Associations agricoles ».

La prime allouée en fin de contrat devait être, d'après le cahier des charges du 12 octobre 1932, de 9 fr. 83 par quintal.

On n'obtint pas l'allègement escompté, car les demandes de report ne portaient au total que sur un chiffre peu important pour l'ensemble du marché : les cultivateurs reprochaient, en effet, à ce système de report qu'aucun prix de base n'était prévu dans le contrat, pour la vente à la libération des blés bloqués. Ils n'étaient

pas encouragés non plus par la clause permettant au Gouvernement de suspendre le paiement de la prime « si les circonstances l'exigeaient ».

*
* *

Pour la période de 1929-1933, connaissant la structure du marché et les diverses mesures prises, le tableau suivant exprime ce qui s'est passé en fait.

	Production métropolitaine	Importations	Exportations	Blés stockés	Blés reportés	Disponibilités au 1 ^{er} août	Prix moyen à la cote officielle
	par 1.000 qx	par 1.000 qx	par 1.000 qx	par 1.000 qx	par 1.000 qx	par 1.000 qx	
1928	76.550	15.180	33	»	»	91.700	161
1929	91.785	21.720	35	»	»	113.500	150
1930	62.080	3.670	8.300	300	»	57.450	147
1931	71.880	16.780	4.750	900	»	83.900	168,94
1932	90.770	17.550	1.990	3.000	»	106.350	144,67

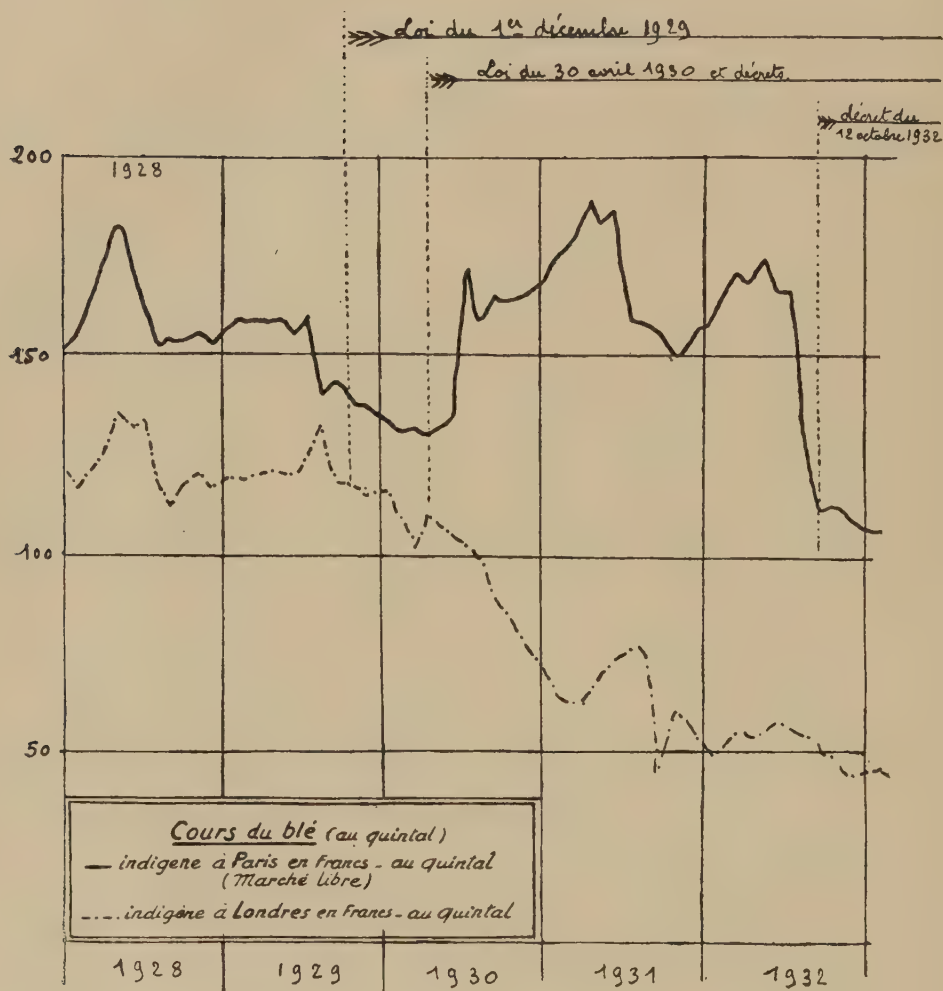
Pour cette même période, la courbe détaillée des prix est plus précise encore ¹ :

Sur ce graphique les cours du marché de Londres sont indiqués en pointillé et représentent à peu près le cours mondial. La comparaison avec les cours français marque une similitude complète jusqu'à la fin du premier trimestre de 1930, les droits de douane les maintenant simplement à un niveau un peu supérieur.

Dans les premiers mois de l'année 1930, le graphique indique très nettement que le marché français se « décroche » ; il est dès lors isolé : les fluctuations de ses cours ne sont plus en rapport avec les cours mondiaux, sauf pendant de courtes périodes, pendant lesquelles des importations ont été rendues nécessaires par les récoltes déficitaires de 1930-1931 et 1931-1932.

1. Voir courbe p. 122.

Cours du Blé



La baisse considérable des prix à la fin de l'année 1932 et l'annonce d'une récolte excédentaire laissent prévoir des interventions plus énergiques.

C. Troisième période. — *Mesures prises depuis 1933.*

A partir de 1933, on peut considérer que le marché français du blé est exclusivement national, le commerce extérieur se limitant à l'admission temporaire. Mais sur ce marché national se posent les mêmes problèmes que sur le marché mondial, à ceci près qu'un marché national, plus restreint, est aussi plus sensible. L'Etat lutte contre la surproduction ; les stocks, qui sont les indices certains de l'aggravation ou de l'amélioration de la situation, ont une influence déterminante sur les prix.

C'est sur l'offre et sur les stocks, sur la demande et même sur les prix que l'Etat essayera d'agir pour revaloriser les marchés agricoles.

a. LOIS DU 28 JANVIER ET DU 14 AVRIL 1933

Action sur la demande : dénaturation.

La dénaturation concerne, d'une part, les blés indigènes de faible poids spécifique qui, transformés en farine, n'auraient donné qu'un pain de mauvaise qualité ; et, en second lieu, sur les farines basses extraites au delà du taux de blutage.

La loi du 26 janvier 1933 ouvrait au Ministre de l'Agriculture un crédit de 1 million pour la dénaturation : c'était un essai, une expérimentation.

La loi du 14 avril 1933 autorise le Ministre de l'Agriculture à faire dénaturer les blés, et ouvre un crédit de 20 millions de francs à cet effet « pour le paiement des primes destinées à encourager l'utilisation des blés indi-

gènes à des usages autres que l'alimentation humaine ou la fabrication de l'alcool ». La dénaturation préalable à « ces usages autres » devait être effectuée sous le contrôle du Ministre de l'Agriculture¹.

La dénaturation devait se heurter aux céréales secondaires ; le cours de celles-ci était bas, et le blé dénaturé ne pouvait plus trouver un débouché déjà encombré par les produits naturels.

Action sur l'offre : Prix minimum du blé reporté.

Les textes législatifs réorganisent le report, et innovent, en instaurant un prix minimum d'achat des blés reportés.

La loi du 26 janvier 1933 autorise le Gouvernement à constituer jusqu'à concurrence de 300 millions, un stock de sécurité de blé ; les achats comporteront la livraison et le paiement à la date du 30 septembre 1933. La loi prévoit en outre, des avances aux producteurs, par l'intermédiaire de la caisse nationale de Crédit agricole, pouvant atteindre 300 millions. Enfin, un crédit de 300 millions est ouvert pour le paiement des primes d'entretien, et un crédit de 1 million est destiné à des expérimentations sur l'emploi des blés dénaturés.

En complément de cette loi, les décrets des 9 février, 8 mars et 27 avril 1933, organisent à nouveau le « report ».

Dans le report, il y a deux opérations distinctes à considérer :

1. Le blé subit d'abord un concassage suffisant pour que 90 % des grains soient éclatés ou brisés ; ainsi préparé, le blé est étendu en couche mince de 10 centimètres au plus. Il est ensuite arrosé à plusieurs reprises à l'aide d'un pulvérisateur, avec une dissolution aqueuse de bleu de méthylène.

La dénaturation du blé entier, non concassé, est pratiquée également, sous réserve que la dissolution colorante contienne une forte proportion de bleu de méthylène.

1. La passation du contrat de report entre le Ministre de l'Agriculture et les groupements agricoles habilités.

2. La passation des marchés proprement dits.

La souscription des contrats de report peut être faite soit individuellement, soit par les coopératives agricoles.

La passation du marché se fait sur la base d'un prix d'achat minimum de 109 fr. (cours de la cote officielle, à la date du 10 février 1933).

Si le jour du contrat la cote officielle est supérieure, c'est le cours du jour qui sera adopté comme prix de base ; sinon ce sera le prix de 109 fr.

Les marchés, valables en principe jusqu'au 30 septembre, peuvent être résiliés préalablement, à la demande soit du Ministre de l'Agriculture, soit des producteurs. Ils pourront être prolongés si besoin est.

Le succès de ces mesures s'explique par les avantages pécuniaires qu'y trouvaient les agriculteurs : les blés, en avril 1933, avaient baissé et leur prix tombait vers 90 fr., alors que le report garantissait un prix minimum de 109 fr. (puis 115 fr. en mars 1933). Les demandes furent donc très nombreuses et la loi du 14 avril 1933, en raison des crédits restreints, dût limiter à 5.500.000 quintaux les blés pouvant être reportés d'après la loi du 26 janvier 1933.

Afin d'écouler les reports, la loi du 14 avril 1933 prévoyait que le Ministère de l'Agriculture pourrait fixer par décret « la quantité minimum de blé indigène reporté dans les conditions prévues par la loi du 26 janvier 1933, que les meuniers devront obligatoirement mettre en mouture ».

Agissante en elle-même, la loi de janvier 1933 disposait de crédits trop restreints pour agir d'une manière déterminante sur les cours.

*
*
*

Malgré toutes ces mesures, les cours tombèrent chez le producteur aux environs de 70 fr. le quintal (ce qui représente 14 fr.-or, alors que le cours moyen de 1913 était d'environ 27 fr.-or).

En application des lois précédentes (26 janvier et 14 avril) la loi de finance du 31 mai 1933, ouvrait les crédits suivants au budget du Ministère de l'Agriculture :

Stockage	15.000.000	de francs.
Primes de report	50.000.000	—
Primes de dénaturation	21.000.000	—
Indemnités de résiliation	125.000.000	—
Total	211.000.000	de francs.

ces crédits ont été réduits par la suite à 197.739.668 fr.

b. LOI DU 10 JUILLET 1933 (ET LOI DU 28 DÉC. 1933)

Le Parlement, pressé par les agriculteurs dont le blé se vendait à moitié prix par rapport au cours moyen de 1913, vote la loi la plus marquante du système d'assainissement, en date du 10 juillet 1933 ; puis, inévitablement, d'autres textes pour en corriger la teneur.

A part la suspension de l'admission temporaire pour deux mois et sa réorganisation prévue, les autres mesures sont d'ordre intérieur et portent sur les prix, sur la demande, l'offre et des mesures annexes d'application.

Action sur les prix : prix minimum généralisé.

Il s'agissait, après la récolte excédentaire de 1932 et après les importations faites au cours de l'année malgré les prévisions de cette forte récolte, d'éviter l'effondrement des cours, par une mesure à effet immédiat.

La loi du 10 juillet 1933 « portant fixation d'un prix minimum et tendant à l'organisation et à la défense du marché du blé » prévoyait la mesure efficace et immédiate dans son article 1^{er} : « Pour la période qui s'étend du 15 juillet 1933 au 1^{er} juillet 1934, le prix minimum au-dessous duquel le quintal de blé destiné à la consommation humaine ne pourra être vendu, est fixé à 115 fr. Ce cours sera majoré de 1 fr. 50 par quintal le premier de chaque mois, à dater du mois de septembre. Ce prix est exclusif de tout frais de transport, commission et courtage. Le blé doit être marchand, c'est-à-dire de bonne qualité et d'un poids spécifique d'au moins 76 kgr. à l'hectolitre ».

Le prix minimum de 115 fr., valable du 15 juillet au 31 août, devait s'élever ainsi jusqu'à 131 fr. 50 du 1^{er} au 15 juillet 1934.

Il faut remarquer que l'innovation du prix minimum remonte à la loi du 26 janvier 1933, qui comportait, comme nous l'avons vu, le prix de 109 fr. pour les blés stockés.

Les cours sur le marché étaient très inférieurs à ce chiffre de 115 fr. et l'Etat se voyait dans l'obligation soit de continuer à acheter à perte des blés stockés, soit d'abandonner le principe du prix minimum, ce qui provoquerait l'effondrement des cours et la ruine des coopératives agricoles. L'Etat a choisi une troisième solution, en généralisant le prix de 115 fr., parce qu'il était justement le prix minimum fixé pour le stock reporté de 5.500.000 quintaux, prévu par la loi de janvier.

La loi du 28 décembre 1933 a complété l'article 1^{er} de la loi de juillet, par un texte additionnel aux termes duquel le cours légal de 131 fr. 50 s'appliquerait à tous les excédents de récolte 1933 régulièrement reportés avant le 1^{er} juillet 1934.

Action sur la demande.

1^o *Primes à l'exportation.* — La loi de juillet 1933 avait prévu, comme celle du 1^{er} décembre 1929, l'exportation comme exutoire. La prime d'exportation, appelée officiellement par euphémie « remboursement de droits de douane » se montait, d'après le décret du 22 septembre 1933 à 80 fr.

M. Queuille, alors ministre de l'agriculture, dans un discours prononcé le 20 août 1933 à Tulle, trouvait une manière heureuse de présenter la question :

« En fin de campagne 1931-1932, il restait une quantité de blé importé supérieure à nos stricts besoins ; n'est-il pas juste de considérer que ce blé importé en supplément l'a été provisoirement et de l'exporter en remboursement des droits de douane » ?

2^o *Primes pour la dénaturation des blés.* — L'article 18 de la loi du 10 juillet 1933 a modifié légèrement la législation établie à ce sujet par la loi du 25 avril 1933.

La prime au quintal oscillait suivant les cas, autour de 50 fr.

3^o *Taux de blutage.* — Le taux de blutage ou taux d'extraction des farines, pouvait être limité par le Ministre de l'Agriculture.

La loi du 10 juillet 1933, obligeait à dénaturer les farines basses, interdisant leur emploi pour la panification.

Le décret du 6 septembre 1933, fixe le taux d'extraction des farines panifiables suivant le poids spécifique du blé mis en mouture. Ce décret, modifié par celui du 16 janvier 1934, stipulait que la quantité maxima de farine panifiable que les meuniers peuvent extraire des blés, n'excèdera pas, par quintal, le poids du blé à l'hectolitre, diminué de 12 kgr.

Action sur l'offre.

1° *Le stockage.* — La loi du 10 juillet 1933 organise le stockage et le report, en leur donnant un caractère de permanence ; la loi décide, en effet, que le stockage pourrait être employé, même en période de production déficitaire, dans le but de faire profiter les petits producteurs des avantages que procurent les ventes échelonnées.

Les marchés de stockage sont passés de gré à gré pour une année au maximum entre le Ministre de l'Agriculture et les coopératives agricoles, régies par la loi du 5 août 1920. Ces coopératives doivent être constituées pour une durée d'au moins 5 années, et ne pourront contracter que pour un nombre de quintaux à stocker égal ou inférieur au quart de leur capital souscrit. Le cahier des charges du 17 août 1933 autorisait les coopératives non propriétaires de silos, à effectuer le stockage dans des silos ou des magasins loués à des tiers, à l'usage exclusif de la coopérative. Pour que les ventes du blé stockés soient véritablement échelonnées, la loi imposait aux coopératives de réduire les stocks de un quart par trimestre, si le contrat était d'un an, d'un tiers si le contrat était de neuf mois.

En contre-partie de ces obligations, l'Etat s'engageait à payer trimestriellement aux coopératives une prime d'entretien égale à l'intérêt du capital engagé (calculé aux taux des avances sur titre de la Banque de France) plus les frais de toutes natures. La prime fut de 5 fr. par quintal.

Des pénalités sévères sanctionnaient l'inobservation de la loi par les coopératives.

2° *Le report.* — L'article 15 de la loi du 10 juillet 1933

reprenait le principe posé par la loi d'octobre 1932, et organisait le report sur des bases plus larges.

La loi reprend aussi la disposition suivant laquelle un décret rendu sur la proposition du Ministre de l'Agriculture peut fixer la quantité minimum de blé indigène stocké ou reporté, que les meuniers devraient obligatoirement mettre en mouture.

Un décret du 18 août 1933, a rendu obligatoire l'incorporation d'au moins 33 % de blés vieux ayant fait l'objet d'un contrat de report.

3° *Limitation des emblavures.* — L'article 6 de la loi du 10 juillet 1933 (modifiée ultérieurement par la loi du 28 décembre), interdit de semer du blé sur une terre ayant déjà porté cette céréale l'année précédente. Les producteurs sont soumis à cette règle quelle que soit l'étendue de leurs exploitations.

Une amende de 500 fr. par hectare serait infligée au contrevenant.

Mesures annexes.

1° *Financement.* — D'après la loi du 10 juillet 1933, le financement des mesures est assuré par un compte spécial du blé, dont la principale ressource est une taxe à la mouture.

En attendant la perception de ces ressources, le compte spécial est alimenté par des emprunts émis par la caisse nationale de Crédit agricole.

La loi du 28 décembre 1933 instituait une taxe à la production de 3 fr. par quintal, payable par les cultivateurs pour alimenter le compte spécial; c'était obtenir des fonds en tendant à limiter le développement de la production.

Toutefois, étaient exonérés de la taxe, les blés échangés en vue de la consommation familiale des producteurs contre de la farine ou du pain, à la condition que cette pratique résulte d'un usage local reconnu par un arrêté préfectoral.

2° *Contrôle*. — La loi créait, d'autre part, un organe consultatif central : le Comité national d'organisation et de coordination de la production et de contrôle des céréales, et des Comités départementaux.

Le contrôle des moulins était renforcé, la tenue des livres d'entrées et de sortie des blés et farines était rendu obligatoire.

La circulation des farines était réglementée.

3° *Primes de transport*. — Les décrets du 18 août 1933 et 1^{er} mars 1934, instituaient une prime de transport pour les blés reportés et stockés, afin de faciliter l'écoulement des blés des régions excédentaires.

c. LOIS DU 17 MARS ET DES 4 ET 9 JUILLET 1934

Ces deux lois ne sont que la continuation de la politique précédente, mais adaptée aux besoins du moment.

Action sur les prix.

La loi du 9 juillet 1934 maintient le prix minimum des blés dont la qualité est laissée à l'appréciation du Ministre de l'Agriculture.

Par arrêté du 13 juillet, le prix fut fixé à 108 fr. le quintal, pour le poids spécifique de base de 74 kgr. (arrêté du 13 juillet). Ce prix de 108 fr. était volontairement inférieur à celui prévu par la loi de juillet 1933, car un grand nombre de transactions s'effectuaient déjà entre 80 et 90 fr. le quintal. Ce prix devait augmenter de

1 fr. par mois à partir du 1^{er} novembre, ce qui amenait le prix à 118 fr. entre le 1^{er} et le 15 juillet 1935.

Action sur la demande.

1^o *Taux de blutage.*—En vertu de la loi du 17 mars 1934, c'est le préfet qui fixe le taux de blutage pour les producteurs dont les blés sont destinés à l'alimentation familiale, et lorsqu'il existe des usages locaux consacrés.

Conformément à la loi du 9 juillet 1934, le décret du 30 juillet 1934 revient au système primitif, et arrête à 65 kgr. la quantité de farine panifiable que les meuniers pourraient extraire d'un quintal de blé quel que soit le taux spécifique de ce dernier, sauf pour le blé d'échange.

2^o *Dénaturation.* — L'emploi du blé dénaturé a été facilité par la mauvaise récolte d'avoine. Pendant l'année 1933, il avait été dirigé près de 5 millions de quintaux de blé vers l'alimentation du bétail par ce procédé.

On a même envisagé par la dénaturation de procurer des ressources à l'Etat en appliquant le raisonnement suivant (dont il est inutile de signaler le danger). Pour l'importation d'un quintal de blé, l'Etat touche 80 fr. de droits de douane, il donne pour ce même quintal une prime de dénaturation de 50 fr. : l'Etat encaisserait 30 fr.

Action sur l'offre.

La loi du 17 mars 1934 précisait les modalités de report du blé en 1933. Elle donnait à la culture et à certains commerçants, ayant payé leurs blés par une Caisse de Crédit agricole, l'assurance de pouvoir reporter tout l'excédent de leur récolte et garantissait le prix de 131 fr. 50 pour les blés reportés.

Mesures annexes d'application.

1° *Financement*. — Les lois des 4 et 9 juillet 1934 prévoient pour le financement de la récolte des avances de 800 millions à consentir aux producteurs, par l'intermédiaire de la caisse nationale de Crédit agricole.

2° *Contrôle*. — La loi du 17 mars 1934 instituait les « acquits de farine » qui devaient limiter la circulation des farines aux seules quantités nécessaires à la consommation. Cette mesure devait permettre de contrôler les quantités de blé écrasé et les origines de ces blés.

d. LOI DU 24 DÉCEMBRE 1934

L'application stricte des lois sur le blé devenait de plus en plus difficile : le prix minimum n'était pas respecté, le taux des farines donnait lieu à de nombreuses fraudes ; les exploitants des moulins se plaignaient des formalités nombreuses auxquelles ils étaient astreints et se déclaraient incapables de lutter contre la concurrence des meuniers fraudeurs.

Pour toutes ces raisons, le Gouvernement demanda au Parlement de voter une loi massive en vue d'assurer la résorption des excédents, et d'assurer en même temps par paliers le retour à la liberté du marché. De là est née la loi du 24 décembre 1934, dont les mesures principales classées au point de vue économique, sont les suivantes :

— *Abolition du prix minimum.*

Fait capital : le prix minimum est supprimé, du moins pour la vente des blés libres.

Il existera dès lors trois catégories de blés :

a) Les blés libres sans garantie de prix.

Le Gouvernement se réserve seulement la possibilité de rétablir un prix minimum par décret.

b) Les blés de report, pour lesquels toutes les dispositions antérieures — garantie de 131 fr. 50 et obligation d'emploi en meunerie — sont, en principe, maintenues.

c) Les blés de stockage de 1934.

Une moitié bénéficie de la garantie de 97 fr., avec la prime de 11 fr.

L'autre moitié serait, après le 15 juillet, employée en meunerie au prix moyen des six premiers mois de 1935.

D'après le texte de la loi, ces blés devaient être pris en charge par l'Etat, aux mêmes conditions que tous les stocks restant au 1^{er} juillet.

— *Résorption des excédents.*

L'Etat envisage la résorption des excédents par les dispositions essentielles que voici :

1^o *Achat direct par l'Etat.* — L'Intendance achètera un stock de sécurité de 6 millions de quintaux, constitués moitié par des blés libres, moitié par des blés de stockage.

2^o *Prise en charge par l'Etat.* — La loi prévoyait aussi la prise en charge par l'Etat, au 1^{er} juillet 1935, des blés restant des récoltes 1933 et 1934 à cette date.

Le prix serait égal au cours moyen des blés à la cote officielle du marché de Paris pendant les six premiers mois de 1935.

Reste à savoir à quoi correspond la réalité de cette « prise en charge par l'Etat ». On n'a pas manqué de le demander au Président du Conseil, alors M. Flandin, qui a répondu évasivement ; puis au Ministre des Finances, M. Germain-Martin qui s'est aventuré en donnant des précisions et en disant que l'Etat achèterait ultérieurement le blé ayant fait l'objet d'un contrat de « prise en charge ».

En fait, la « prise en charge », d'une part interdit au

producteur de disposer de on blé ; d'autre part, l'Etat en assure lui-même l'écoulement et oblige les meuniers à utiliser un certain pourcentage de ce blé, qu'ils doivent, d'ailleurs, acheter à un prix déterminé d'avance.

(Il n'est donc plus question aujourd'hui que l'Etat achète ce blé !).

3° *Dénaturation et exportation.* — Le compte spécial dispose désormais de crédits plus importants, qui permettront de distribuer plus de primes à la dénaturation et à l'exportation.

L'article 12 de la loi prévoit, par ailleurs, que des subventions pourront être consenties aux colonies, afin d'éviter l'envoi sur notre marché de quantités trop importantes de céréales secondaires.

4° *Mesures annexes.* — Les dépenses nécessaires à l'exécution des mesures de résorption seront couvertes par l'émission d'emprunts, et par ce moyen le compte spécial du blé sera augmenté de 1.500 millions.

La loi dispose que ces emprunts seront gagés sur le produit de la taxe à la mouture et de la taxe à la production. La taxe à la mouture est de 1 fr. 50 par quintal pour les moulins écrasant moins de 3.000 quintaux par an ; 3 fr. par quintal, de 3.000 à 12.000 quintaux et 4 fr. par quintal de 12.000 à 50.000 quintaux ; 5 fr. au-dessus.

La taxe à la production était de 4 fr. par quintal.

Le montant de ces taxes devait couvrir les 210 millions de recettes annuelles nécessaires pour l'amortissement de l'emprunt.

*
* *

Cette loi a été fortement critiquée dans les milieux agricoles.

On reprochait, tout d'abord, au Gouvernement de n'avoir consulté ni les Associations agricoles, ni même les Chambres d'agriculture, représentant cependant les intérêts de l'agriculture nationale.

La bonne intention des auteurs de la loi est pourtant manifeste ; mais, comme on l'a dit avec humour, l'application de certaines dispositions nécessiterait auprès de chacun des quelques 5 millions de cultivateurs, la présence d'un gendarme et d'un contrôleur.

Quoi qu'on en ait pu dire, cette loi a eu pour effet d'éliminer une bonne partie des excédents ; mais les facteurs économiques favorables ne furent pas seuls en jeu, et les cours dessinèrent une légère baisse dans les premiers mois de 1935.

2. DÉCRET-LOI DU 30 OCTOBRE 1935

En 1935, jusqu'au décret du 30 octobre, quelques décrets ont été publiés, mais ne comportant que des modalités d'application des lois antérieures. Parmi les décrets-lois touchant à l'agriculture, celui qui se rapporte, comme son nom l'indique, à la suppression de la taxe à la production, à l'organisation et à la défense du marché, est le plus important.

Ce décret comporte des mesures immédiates et des mesures préventives. Les mesures applicables dans le présent sont principalement les suivantes ¹ :

1° *Le suppression de la taxe à la production.* — En remplacement de la taxe, les frais d'émission, le service et le remboursement des emprunts devront être assurés, notamment, par le produit des amendes, les droits de

1. *Revue des agriculteurs de France*, janv. 1936.

douane sur les achats de blé à l'étranger, et par un prélèvement sur le produit de la taxe à la mouture, qui ne peut dépasser 10 % des sommes encaissées.

Cette mesure a été prise pour deux raisons principales : tout d'abord, d'après les calculs de l'Association générale des producteurs de blé, 25.000 communes sur les 38.000, s'étaient fait exonérer de la taxe pour la consommation familiale ; aussi la taxe n'avait-elle donné que 150 millions par an.

En outre, l'Etat voulait alléger les charges fiscales des producteurs de blé, ce qui est une manière d'aider la trésorerie des exploitations aussi bien que les prêts du Crédit agricole.

2° *Mesures concernant les moulins.* — La meunerie est désormais soumise à un contrôle très sévère. Nul ne peut se livrer à la mouture du blé, s'il n'en fait la déclaration, un mois à l'avance, à la recette ruraliste du lieu de l'exploitation. Le fisc ne perd pas ses droits, et l'exploitant devra payer une licence, qui atteint 5.000 fr. pour un moulin écrasant plus de 50.000 quintaux.

Mais en dehors de ces mesures secondaires, le décret-loi pose plusieurs principes :

— L'interdiction de construire de nouveaux moulins ou d'augmenter la faculté d'écrasement des moulins existants.

— L'interdiction de rouvrir des moulins désarmés ou désaffectés avant le 1^{er} janvier 1930.

— Le contingentement, par un accord professionnel, des moulins actuellement existants.

La capacité d'écrasement des 9.000 moulins existants en France, dépasse largement les besoins de la consommation. Cette capacité est évaluée à 560.000 quintaux ;

de sorte qu'il suffirait que les moulins travaillent six mois de l'année pour couvrir tous les besoins en farine de la France.

Un comité professionnel formulera tous les ans les quantités de blé indigène que chaque moulin sera autorisé à broyer annuellement. Toutefois les moulins dont la capacité d'écrasement ne dépasse pas 3.000 quintaux par an ne seront l'objet d'aucun contingentement,

— (Les petits meuniers font remarquer que presque tous les moulins français ont une capacité supérieure à 3.000 quintaux).

Les mesures, que nous qualifions de préventives parce qu'elles sont plutôt destinées à être appliquées en cas de récolte excédentaire qu'au marché actuel assaini, sont, en résumé, les suivantes :

1^o Evaluation de la récolte.

2^o Détermination de la quantité à résorber en année excédentaire, ou de la quantité à importer en année déficitaire.

3^o Exécution des mesures de résorption ou d'importation.

Au début de chaque campagne, entre le 15 et le 31 août, il est procédé dans chaque département à l'évaluation de la récolte de blé de l'année, par une commission présidée et nommée par le préfet.

Les statistiques seront requises à l'assemblée permanente des présidents de Chambres d'agriculture, et également au comité interprofessionnel des céréales (comité créé par le décret-loi avec la personnalité civile, et devant comprendre un nombre égal de représentants des producteurs, d'une part, du commerce des grains et de la meunerie, d'autre part).

Sur les propositions de ces deux organismes, un décret pris avant le 1^{er} octobre, fixera, en année déficitaire, la quantité de blé à importer ; et, en année excédentaire, le pourcentage à éliminer du marché intérieur sous forme de blé ou de farine, pour exportation, dénatura-tion ou constitution d'un stock de sécurité.

Ce prélèvement sera effectué chez les meuniers et ne donnera pas lieu à paiement.

Le comité interprofessionnel des céréales pourra être chargé des mesures de résorption ; à cet effet, il disposera de ressources qui permettront l'exportation plus économiquement que le paiement des primes de compensation, anciennement pratiqué.

*
* * *

Nous donnerons notre appréciation sur la législation du blé dans notre conclusion ; mais auparavant, il est intéressant après l'examen des diverses mesures, de se rendre compte des résultats obtenus¹.

Depuis le 10 juillet 1933, les mesures de résorption ont porté sur les quantités suivantes :

Dénaturation	11.000.000 de quintaux.
Exportation	13.000.000 —
Achat par l'Etat	5.500.000 —
Non importation du Maroc	500.000 —
Soit	30.000.000 de quintaux.

En outre, diverses quantités ont été retirées provisoirement du marché, grâce au stockage à vente échelonnées, et au report. Elles se sont élevées à :

1. Renseignements fournis par l'Office de renseignements agricoles au Ministère de l'Agriculture.

Report 1932	5.463.000 quintaux.
Report 1933	21.624.000 —
Stockage récolte 1933	18.529.000 quintaux.
Stockage récolte 1934	20.987.000 —

De plus, les blés de la récolte 1933 et de celle de 1934, non écoulés au 1^{er} juillet 1935, ont été pris en charge par l'Etat au cours de 83 fr. le quintal.

Le total des demandes de « prise en charge » s'est élevé à : 14. 850.000 quintaux ; mais, sur cette quantité, plus de 3.000.000 de quintaux avaient été utilisés avant le 1^{er} août.

* *
* *

L'assainissement du marché est enfin réalisé.

Le calcul des disponibilités du blé au 1^{er} août montre, en effet, que le total de la récolte nouvelle, des importations de l'Afrique du Nord et des blés pris en charge, non encore écoulés, s'élève au maximum à 89 millions de quintaux, ainsi répartis :

Récolte	75.000.000 de quintaux.
Afrique du Nord	3.000.000 —
Prise en charge	11.000.000 —
Soit, au total	89.000.000 de quintaux.

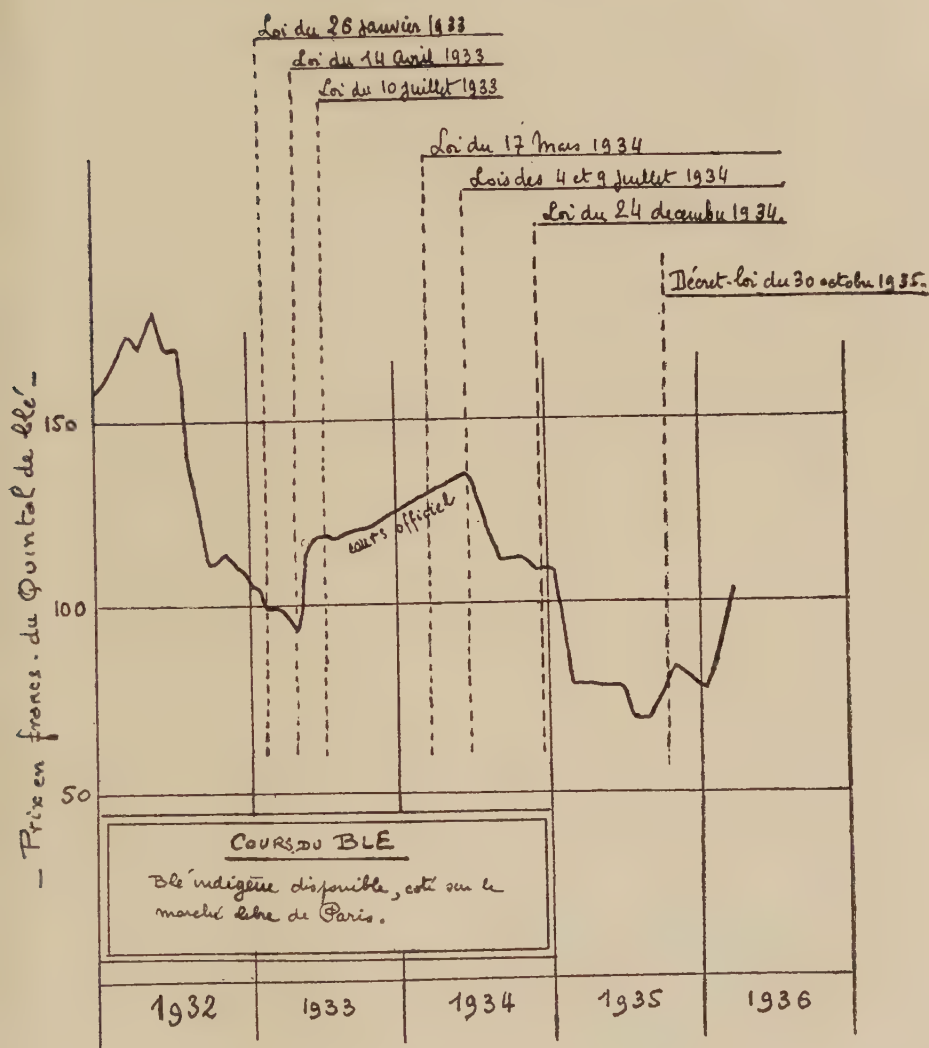
Les moyens financiers.

Le total des crédits budgétaires affectés à la défense du marché du blé s'élèvent aux sommes suivantes :

Exercice 1933	200.579.095 francs.
— 1934	1.629.000 —
— 1935	1.559.000 —

En outre pendant les années 1934-1935 et 1936 le compte spécial du blé s'est élevé à 2.500 millions. Cette

Cours du Blé de 1932 à 1936



somme a été obtenue au moyen d'emprunts émis par la caisse nationale de Crédit agricole. Ces emprunts sont amortis par une taxe à la mouture et anciennement par une taxe à la production (supprimée depuis le 1^{er} janvier 1936). Le rendement annuel de ces taxes était évalué à 300 millions.

Les primes allouées depuis le début de 1933 se répartissent ainsi :

	Année 1933	Année 1934	Année 1935
Stockage	14.143.000	56.000.000	138.297.000
Report	47.500.000		
Primes de transport	4.778.000	5.926.000	
Dénaturation	21.000.000	211.676.000	265.368.000
Exportation	48.500.000	418.300.000	513.825.000
Achat de blés libres			258.857.000
Achat de blés stockés			250.870.000
Primes de 11 francs			119.000.000
Subventions aux colonies			9.400.000
Totaux	135.921.000 fr.	691.902.000 fr.	1.555.617.000 fr.

III. Vue générale des dispositions législatives actuelles ¹

Le marché du blé semble assaini et la soudure avec la récolte de 1936 doit s'effectuer normalement. Mais il est vraisemblable que la production oscillera autour du chiffre de la consommation, avec une succession d'années déficitaires et d'années excédentaires.

Les textes législatifs récents paraissent vouloir établir un statut définitif du blé, qui permettrait, malgré les

1. L'Office des renseignements agricoles nous a donné à ce sujet des idées et une vue d'ensemble qui nous ont été très utiles.

fluctuations de la production, d'assurer aux agriculteurs une certaine stabilité des cours du blé.

De même que les pays ont une armée importante en temps de paix pour se défendre éventuellement, l'Etat veut constituer un arsenal de textes législatifs qui autorisent, en cas de besoin, le Gouvernement à prendre en temps voulu les mesures jugées nécessaires.

En partant de cette idée, qui permet de voir ou de mettre de l'ordre là où il n'en apparaît pas à prime abord, on peut résumer les dispositions en vigueur en les classant d'après le triple but qu'elles poursuivent :

1° Assurer la protection du marché intérieur français contre la concurrence des blés étrangers.

2° Organiser et réglementer la production et le commerce du blé, pour garantir la régularité des cours et faciliter les interventions de l'Etat.

3° Mettre à la disposition du Gouvernement, pour les années excédentaires, les moyens nécessaires pour résorber l'excédent et rétablir l'équilibre de l'offre et de la demande.

Nous exposerons très sommairement les dispositions législatives qui peuvent se grouper sous ces trois rubriques et dont la plupart ont été vues précédemment.

*
* * *

1° *Protection du marché intérieur.*

Le droit de douane porté à 80 fr. par quintal métrique, en 1929, assure la protection, qui est d'ailleurs renforcée par l'obligation imposée aux meuniers d'incorporer dans leur mouture un certain pourcentage de blé français (loi du 1^{er} décembre 1929).

La fixation à 100 pour 100 de la proportion de blé français permet, en année excédentaire, d'interdire

complètement toute importation pour la consommation intérieure.

En outre, la différence importante des prix intérieurs avec le prix mondial nécessite une réglementation très stricte du régime de l'admission temporaire des blés, afin d'éviter toute fissure à l'importation.

2° Organisation permanente de la production et du commerce du blé.

a. *Ajustement de la production à la consommation.* — La permanence d'une production excédentaire n'étant pas démontrée, la législation française ne prévoit pas la réduction des emblavures ; elle se borne à interdire toute extension des superficies consacrées à la culture du blé. (Loi du 24 décembre 1934).

b. *Evaluation des disponibilités.* — Pour le contrôle des emblavures, et surtout pour assurer au Gouvernement des renseignements précis sur les disponibilités de chaque campagne, la loi organise le recensement des surfaces emblavées et quantités récoltées, par une déclaration obligatoire, faite par tous les agriculteurs avant le 1^{er} avril de chaque année, date à laquelle tous les semis sont normalement effectués ainsi que les battages.

Cependant, il importe avant tout d'être fixé dès le début de la campagne. A cet effet, les évaluations de la récolte faites par les services administratifs, dès avant la moisson, sont complétées par des évaluations faites dans chaque département entre le 15 et le 31 août, par une commission interprofessionnelle d'agriculteurs, de meuniers et de négociants en grains.

c. *Organisation commerciale des producteurs.* — Pour éviter les offres massives de blé au début de chaque campagne, l'Etat encourage, depuis 1930, la création de

groupements coopératifs pour le stockage et la vente échelonnée du blé.

A cet effet, il a subventionné la construction de silos coopératifs ; il aide au financement des opérations de stockage par des prêts à taux peu élevé. Enfin, il alloue une prime, sensiblement égale aux frais de conservation, aux coopératives qui s'engagent par contrat, à constituer un stock et à en échelonner la vente.

d. *Réglementation de la meunerie.* — La loi interdit la construction de nouveaux moulins, et les meuniers sont invités à proposer un système de contingentement qui deviendrait obligatoire s'il réunit l'adhésion d'une certaine majorité des intéressés.

e. *Réglementation du commerce.* — Enfin, pour éviter les influences fâcheuses que peut avoir la publication de cours volontairement ou involontairement faussés, le Gouvernement a réglementé avec précision le fonctionnement du marché du blé dans les Bourses de commerce, et assuré la représentation des intérêts agricoles dans les organismes de gérance et de contrôle des marchés.

3^o *Mesures à caractère provisoire applicables en année excédentaire.*

L'expérience des dernières années a démontré qu'en année excédentaire la résorption des excédents est seule capable d'enrayer une baisse excessive des cours.

Les principaux procédés employés à cet effet depuis 1932, ont été, comme nous l'avons vu :

a) le report d'une certaine quantité sur la campagne suivante ;

b) l'achat direct par l'Etat d'un stock de sécurité, destiné à être reporté ; il a été réalisé à deux reprises, en 1933 et en 1935 ;

c) l'exportation, avec ou sans dénaturation préalable. L'Etat verserait alors aux exportateurs une prime couvrant la différence des cours entre le marché intérieur et le marché extérieur ;

d) la dénaturation, avec prime couvrant la différence de prix entre le blé destiné à la consommation humaine et les céréales secondaires, de même valeur nutritive pour l'alimentation du bétail ;

e) la fixation d'un taux maximum d'extraction des farines.

Ces divers procédés d'élimination représentent un effort financier considérable, et l'intervention gouvernementale restait subordonnée au vote de crédits suffisants pour les mettre en œuvre. Pour éviter cet inconvénient, la loi prévoit, pour l'avenir, deux procédés de résorption, qui n'engagent pas les finances de l'Etat et sont à la base de toute intervention éventuelle :

a) le Gouvernement est autorisé (loi du 24 décembre 1934) à imposer le blocage chez le producteur d'une partie de la récolte, ce qui provoquerait une diminution correspondante de l'offre.

Ce procédé donne de bons résultats pour le marché du vin, mais il serait vraisemblablement d'une application beaucoup plus difficile pour le blé.

b) Par ailleurs, le Gouvernement est également autorisé à résorber les excédents éventuels sous forme de blé ou de farine, par exportation, dénaturation ou constitution d'un stock de réserve (décret du 30 octobre 1935).

Les blés ou farines à éliminer seront obligatoirement prélevés par les moulins et ne donneront lieu à aucun paiement.

Ces dispositions nouvelles se caractérisent par l'ini-

tiative très large laissée au Gouvernement pour la mise en œuvre des mesures de résorption ; mais le législateur a entendu que le pouvoir exécutif s'entoure des avis et des collaborations professionnelles nécessaires. La profession agricole est représentée près du Gouvernement par une assemblée permanente des présidents de Chambres d'agriculture, qui doit être obligatoirement consultée pour l'application des mesures de résorption des excédents. La meunerie possède également un comité représentatif officiel. Enfin, pour toutes les questions relatives au marché du blé, un comité interprofessionnel national a été institué (loi du 10 juillet 1933) pour donner tous avis sollicités par le Ministre de l'Agriculture.

Section II

LE VIN

Le problème viticole revêt pour la France une importance particulière du fait du grand nombre des viticulteurs : 1.680.000 environ, et du volume de la production qui, avec l'Algérie, atteint la moitié de la récolte mondiale.

Ces deux caractères font que le marché du vin a bénéficié de la part de l'Etat d'une protection comparable, à celle du marché du blé.

Moins abondante, sans doute, la législation sur le vin ne présente pas beaucoup plus d'homogénéité que celle sur le blé. Moins audacieux, peut-être, les Pouvoirs publics n'ont pas été jusqu'à la taxation ; mais ils ont, par ailleurs, imposé l'arrachage obligatoire, mesure qui porte bien plus atteinte à la liberté des individus que la limitation des ensemencements.

On sent très bien que c'est la même préoccupation qui a inspiré le législateur dans son intervention sur l'un et l'autre marché, mais avec des modalités différentes, car le problème viticole est lui même assez différent de celui du blé.

I. Structure du marché

A. *Marché mondial.*

A la surface du globe, la vigne est cultivée presque exclusivement dans l'hémisphère nord. L'Institut interna-

tional d'agriculture publie, en effet, qu'en 1933 l'hémisphère nord a produit 152.700.000 hectolitres, alors que l'hémisphère sud n'en produisait que 15.000.000, soit à peine 10%.

Le berceau de la viticulture est le bassin méditerranéen. La vigne est, en effet, cultivée depuis un temps immémorial en Grèce, en Italie, en Espagne, en France, en Afrique du Nord. Mais pour le vin comme pour bien d'autres productions agricoles, la production des pays neufs (Californie, Amérique du Sud, Océanie), bénéficiant d'un climat favorable est venue augmenter la vieille production méditerranéenne.

Voici un tableau dont les chiffres sont empruntés au *Bulletin international du vin* (juin 1935) et qui donne une idée de la répartition de la production du vin dans le monde (en milliers d'hectolitres) :

	Année 1934/35		Année 1934/35
France	75.144	Yougoslavie	3.867
Italie	30.549	Grèce	3.551
Algérie	22.043	Chili	3.200
Espagne	20.440	Bulgarie	3.049
Portugal	8.805	Etats-Unis	2.788
Roumanie	8.704	Hongrie	2.532
Argentine	7.500	Brésil	1.880
U. R. S. S.	5.000	Tunisie	1.590
Allemagne	4.525	Un. Sud-Africaine	911
		Maroc	602

Le commerce mondial du vin est un de ceux qui ont le plus souffert de la crise ; alors que le mouvement portait, en 1913, sur environ 10 millions d'hectolitres, il n'était plus que de 4.700.000 hectolitres en 1934.

Avant la guerre, la France tenait de loin la place de

premier pays exportateur ; aujourd'hui, la France ne tient plus que la quatrième place, après l'Espagne, l'Italie et le Portugal.

L'Institut international donne des chiffres qui permettent de constater l'évolution de la production, et dont voici un tableau résumé (en millions d'hectolitres) :

	Moyenne d'av.-guerre	Moyenne quinquennale 1927-1931	Année 1933/34
Grands pays exportateurs (Espagne, Portugal et Grèce)	20,4	29,2	30,5
Italie ¹	46,0	39,2	33,0
<i>France</i> , Algérie, Tuni- sie, Maroc	58,5	70,2	70,5
Pays exportateurs de l'hé- misphère Sud (Chili, Australie, Union de l'A- mérique du Sud)	2,7	4,6	5
Pays danubiens (Rouma- nie, Yougoslavie, Bul- garie, Hongrie)	(6,0)	15,3	15,6
Pays de l'Europe centrale importateurs (Allema- gne, Suisse, Autriche, Tchécoslovaq., Luxem- bourg	2,8	3,7	3,2
Pays importateurs de l'hé- misphère Sud (Argen- tine, Brésil, Uruguay)	4,6	7,2	10

La production de l'U.R.S.S., (4,5 millions d'hl. en 1929), celle de l'Amérique du Nord (2 à 3 millions d'hl.) et celle des pays asiatiques (0,4 à 0,5 millions d'hl.), ne sont pas indiquées sur le tableau précédent.

1. Les chiffres récents de la production de l'Italie ne sont pas comparables à ceux des années antérieures ; la revision cadastrale récente a apporté, à partir de 1931, une augmentation de 1 à 2 millions d'hectolitres, par rapport aux estimations qui étaient faites sur la base des anciennes données de la superficie.

B. *Eléments du problème viticole français*¹.

La vigne tient pour les habitants du Midi de la France une place plus grande encore que le blé pour la majorité des autres agriculteurs ; car la vigne est ici à peu près le seul élément de l'exploitation paysanne.

Très importante dans l'économie nationale, la production vinicole a une valeur qui oscille entre 6 et 11 milliards. La statistique du Ministère de l'Agriculture indique, en 1928, une valeur exceptionnellement élevée de 11 milliards 700 millions ; en 1930, une valeur moyenne de 8.364.000.000, et en 1933, une valeur de 6.077.000.000 de francs.

La viticulture, nous l'avons dit, fait vivre un grand nombre de familles paysannes ; mais le commerce du vin nourrit encore 300 ou 350.000 entreprises commerciales.

D'autre part, la production du vin et son commerce rapportent chaque année au fisc environ 4 milliards de francs.

1° *Produits et sous produits de la vigne.*

Le raisin peut être consommé en nature, soit à l'état frais, soit à l'état sec.

Le jus de raisin ou « moût » est consommé sans autre préparation, ou bien après fermentation dans des bacs et donne alors le vin.

La loi du 4 août 1889 donnait déjà une définition officielle du vin ; mais un décret du 19 août 1921 précise : « qu'aucune boisson ne peut être détenue ou transportée

1. Les sources principales de documentation ont été : *Revue des agriculteurs de France* fév. mars 1936 ; Office de renseignements agricoles au Ministère de l'Agriculture ; Nombreux articles de journaux : *Temps*, *Journée industrielle*, *Réforme économique*, etc. ; *Cours de viticulture* à l'Institut national agronomique, et *Cours d'économie rurale* ; Article de M. Nogaro, dans la *Revue économique internationale*, janv. 1936.

en vue de la vente, mise en vente, ou vendue, sous le nom de *vin* que si elle provient exclusivement de la fermentation du raisin frais ou du jus de raisin frais ».

Les résidus solides de la fabrication du vin sont des marcs, utilisés comme aliment du bétail, comme engrais ou pour la production d'alcool ou de piquette.

Après conservation, le vin donne des dépôts ou lies, qui peuvent être distillées. Le vin lui-même peut être transformé en alcool, de sorte que le vin produit indirectement trois sortes d'alcools : l'alcool de vin, l'alcool de marcs et l'alcool de lies, dont nous reparlerons avec l'examen du problème de l'alcool.

Les pépins eux-mêmes ne sont pas improductifs et peuvent donner de l'huile.

Les piquettes ou « vin de sucre » sont les boissons obtenues en deuxième cuvée, par traitement des marcs.

On peut encore additionner au vin certains produits. Le « mouillage », qui consiste à lui additionner simplement de l'eau, est interdit par la loi.

Le « sucrage » ou chaptalisation, consiste à ajouter du sucre pour augmenter la richesse en alcool en fournissant plus de matières premières aux microbes de la fermentation alcoolique.

Le « vinage » consiste à ajouter de l'alcool directement soit aux moûts, soit au vin. La loi interdit le vinage en général ; elle ne le tolère que pour les vins d'exportation, ou la conservation des vins de liqueur, et alors le vinage doit se faire en présence de la régie, dans des locaux spéciaux.

Les « mistelles » sont des moûts alcoolisés avant toute fermentation, et destinés à la fabrication des vins de liqueur.

2° *Production.*

La production métropolitaine seule représente plus du tiers de la production mondiale, et avec l'Algérie près de la moitié.

Mais la France a aussi et surtout une suprématie indiscutée par la qualité et la diversité de ses vins.

Les producteurs sont de petits propriétaires et 96 % cultivent moins de 5 hectares. La majorité de la production est fournie par des producteurs cultivant moins d'un hectare.

La production est fonction des superficies encépagées et du rendement.

Le Ministère de l'Agriculture, dans ses statistiques, donne le chiffre global de la production, y compris l'Algérie, qui est en unité douanière avec la métropole. A notre avis, cela s'explique fort bien ; mais il est curieux que cette manière de faire soit une exception pour le vin, alors que les statistiques ne réunissent jamais la France et l'Algérie pour les autres produits agricoles.

Les services du ministère nous ont d'ailleurs donné les chiffres détaillés que voici :

Superficies encépagées

Périodes quadriennales	4 départements du Midi gros producteurs : Aude, Gard, Hérault, Pyrénées-Orientales	Autres départements métropolitains	Algérie
	en ha.	en ha.	en ha.
1911-1914	420.015	880.560	143.083
1919-1922	426.387	918.632	172.138
1923-1926	433.118	978.046	194.126
1927-1930	440.682	961.852	231.292
1931-1933	470.449	934.646	345.677

Production

Périodes quadriennales	4 départements du Midi gros producteurs : Aude, Gard, Hérault, Pyrénées-Orientales	Autres départements métropolitains	Algérie
	en hl.	en hl.	en hl.
1911-1914	24.868.290	23.489.070	8.313.329
1919-1922	24.694.720	31.127.141	6.824.947
1923-1926	26.449.780	30.513.022	10.179.704
1927-1930	24.847.875	26.290.496	12.022.984
1931-1933	23.745.454	27.848.808	16.967.677

Le rendement varie beaucoup moins d'une année à l'autre ; il dépend des conditions climatiques (gel, grêle, inondations), des maladies cryptogamiques (mildiou, oïdium, blackrot...), et de l'importance des dégâts des insectes (pysale, cochylés, endémies...).

Dans l'ensemble, le rendement à l'hectare n'est pas sensiblement amélioré depuis l'avant-guerre. Pour les quatre départements du Midi, gros producteurs et pour l'Algérie, le rendement varie entre 50 et 60 hectolitres à l'hectare ; pour les autres départements français, la moyenne se tient entre 27 et 34 hectolitres à l'hectare.

La superficie actuelle du vignoble français est la suivante :

France	1.505.000 hectares.
Algérie	400.000 —
	1.905.000 hectares.

La superficie s'est accrue considérablement depuis plusieurs années, comme l'indique le tableau précédent ; en 1921, elle n'était que de 1.473.000 hectares, dont 167.000 pour l'Algérie. L'augmentation depuis cette

date a été de 12% pour la France et de 130% pour l'Algérie.

Il en est résulté une production accrue.

Production annuelle
(France et Algérie)¹

1913	48.484.570 hectares.
1928	72.081.901 —
1929	75.733.873 —
1930	55.572.459 —
1931	73.314.585 —
1932	65.948.897 —
1933	66.421.823 —
1934	97.186.390 —
1935	91.947.538 —

En ce qui concerne la France métropolitaine, les surfaces encépagées ont été diminuées pour les départements du Centre et de l'Ouest ; mais les quatre départements du Midi, qui forment à eux seuls le tiers de la production métropolitaine, ont développé leur production par la plantation de vignes à gros rendement.

La récolte algérienne est passée de 5 millions d'hectolitres, en 1921, à 22 millions en 1934 et 19 millions en 1935.

3° Consommation.

C'est en France que la consommation de vin est la plus élevée, soit 150 litres environ par an et par habitant. Quoique cette consommation soit influencée par l'importance de la récolte et le prix de vente au détail, elle varie relativement peu d'une année à l'autre.

Des débouchés sont offerts par quelques postes d'une importance secondaire en temps normal, mais la consom-

1. Statistique annuelle de la France.

mation de bouche est évidemment la plus importante. Elle se divise en consommation taxée et en consommation en franchise. La première est celle qui résulte des transactions pour lesquelles la loi de 1907 exige des titres de mouvement. La consommation en franchise, représentant les vins consommés par le producteur, sa famille et ses ouvriers, est donnée par la différence entre la consommation déclarée et la consommation taxée.

Voici quelques chiffres :

Campagnes	Consommation en franchise ¹	Consommation taxée ²
—	—	—
1928/29	16.637.000 hl.	46.177.000 hl.
1930/31	13.760.000 —	48.267.000 —
1932/33	16.231.000 —	48.001.920 —
1934/35	»	48.260.000 —

Pour la campagne 1935-1936, la consommation est estimée devoir être la suivante :

Consommation taxée	49.550.000 hectolitres.
— en franchise	24.000.000 —
Vinaigrierie	100.000 —
Mistelle	1.200.000 —
Distillation libre	2.000.000 —
	76.850.000 hectolitres.

4^o Commerce extérieur.

La France importe d'Espagne, de Grèce, d'Italie et du Portugal des vins de qualités spéciales (Porto, Malaga, etc.), ou destinés à la fabrication de vins de liqueur. En outre, la Tunisie bénéficie de contingents importants.

Voici quelques chiffres de notre commerce extérieur ³ :

1. Chiffres du Ministère de l'Agriculture (France et Algérie).
2. Chiffres du Ministère des Finances.
3. Ministère de l'Agriculture. L'Algérie est considérée comme faisant partie de la France métropolitaine.

	Importations		Exportations
	Tunisie (en hectolitres)	Autres pays (en hectolitres)	(en hectolitres)
1913	121.927	2.846.087	1.658.977
1928	564.907	4.642.305	1.375.245
1929	508.612	2.400.940	1.382.229
1930	912.946	2.159.965	1.088.127
1931	500.636	3.381.494	820.276
1932	680.023	1.147.565	702.501
1933	736.770	2.005.968	724.624

Les exportations se sont considérablement ralenties, et les chiffres comparés de 1913 et 1934 montrent le pourcentage considérable de diminution d'achats des neuf meilleurs clients de la France (rapport de M. Douar-che).

Les neuf meilleurs clients de la France

	1913	1934
Belgique	286.000	64.000
Allemagne	251.000	45.000
Grande-Bretagne	165.000	85.000
Suisse	129.000	111.000
Argentine	125.000	3.000
Pays-Bas	55.000	18.000
Danemark	30.000	5.000
Brésil	21.000	2.000
Canada	19.000	7.000

5° Commerce intérieur.

Il est à noter, tout d'abord, qu'il s'établit un certain équilibre entre la quantité produite et le prix de vente, celui-ci étant en raison inverse de celui-là ; de sorte que des prix plus faibles peuvent correspondre à un même revenu pour le producteur, en admettant qu'il vende sa récolte (sauf pour ces dernières années à cause de l'accumulation de stocks).

Depuis 1928, on a les prix moyens suivants :

	Prix moyen pour l'année	Récolté par la campagne (millions d'hl.)
1913-1914	22,90 francs-or soit 100,50 en francs-papier	44
1927-1928	fr. 171,58	49
1928-1929	— 132,75	58
1929-1930	— 98,08	63
1930-1931	— 156,20	42
1931-1932	— 95	57
1932-1933	— 120,90	47
1933-1934	— 88,50	49
1934-1935	— 45,50	75

II. Interventions de l'État¹

A. Pourquoi l'Etat est-il intervenu ?

L'Etat a dû intervenir et devra, selon toutes probabilités, intervenir à nouveau dans le domaine de la viticulture, comme il a dû intervenir dans celui du blé, par exemple.

Il est intervenu non préventivement, mais bien postérieurement à la grave crise qui sévit dans la viticulture : il a agi seulement lorsqu'il a compris qu'il importait socialement d'en atténuer les effets.

Il est nécessaire de souligner l'importance de la majorité remuante que forment les petits viticulteurs, car c'est à cette majorité que la viticulture doit les mesures protectrices que l'Etat s'est décidé à prendre.

1. Les sources principales de documentation ont été : Office des renseignements agricoles au Ministère de l'Agriculture ; *Revue des agriculteurs de France*, articles des numéros de février et mars 1936 et *mercuriales* qui ont servi à établir la moyenne de certains prix ; Article de M. Nogaro, dans la *Revue économique internationale*, janv. 1936 ; Articles divers, en particulier dans la *Journée industrielle* et le *Temps*.

Le petits viticulteurs ont commencé à se tourner vers l'Etat, pour lui demander avec insistance protection, seulement lorsqu'ils furent durement touchés par la crise vinicole.

Cette crise est due à une surproduction telle que les cours s'effondrèrent. Le tableau suivant constitué par les prix à la propriété d'un vin rouge de 9^o montre nettement cet effondrement (en francs) :

	1926	1928	1930	1931	1933
Octobre	133	155	173,50	83,50	82 fr.
Novembre	156	160	166,50	81	88, 50
Décembre	150	156	149,50	86,50	89 fr.

L'alourdissement du marché, cause de cette crise, est dû à un ensemble de faits que l'on peut grouper en trois catégories :

1^o *Surproduction des vignobles français.* — Cette surproduction est due à plusieurs causes, dont les principales sont :

a) Le grand développement que prirent immédiatement après la guerre les « producteurs directs ».

Les cépages résultant de l'hybridation des vignes françaises et des vignes américaines, dont l'importation remonte à 1880, résistent au phylloxera et sont très productifs ; mais le vin qu'ils donnent est souvent d'une qualité tout juste acceptable.

b) Le développement intensif des plantations à grand rendement, surtout en Camargue.

A ce sujet, M. La Broue concluait déjà en 1930 un rapport par ces mots : « La viticulture est en train de se détruire par ses propres excès ».

c) Les récoltes exceptionnelles des années 1933-1934.

Ces récoltes dépassèrent toutes les prévisions et augmentèrent les stocks qui avaient déjà une certaine importance.

2° *Importations massives sur le marché français.* — Les importations, sur le marché français, se sont, depuis quelques années, accrues de façon très importante. C'est là une des causes déterminantes du gonflement de l'offre des vins sur le marché, car en même temps les exportations se ralentissent.

Ces importations proviennent, notamment, de la Grèce, de l'Espagne, du Portugal et, surtout, de l'Algérie et de la Tunisie.

Il est à remarquer que si l'Etat a pu prendre des mesures vis-à-vis de la Grèce, de l'Espagne et du Portugal, il n'en a pas été de même vis-à-vis de l'Algérie et de la Tunisie.

La Tunisie n'est pas en union douanière avec la France mais le Gouvernement français a dû, vu la situation difficile de la Régence, lui consentir des facilités d'importation. Il les lui a consenties par diverses lois (30 mars 1928, 28 juillet 1933), et par le décret-loi du 2 août 1935, qui actuellement autorisent l'entrée en franchise de 750.000 hectolitres de vins et, au delà de ce premier contingent, l'importation aux droits réduits de 30 fr. de 500.000 hectolitres.

L'Algérie profite également d'une situation privilégiée, puisque ses produits rentrent en franchise en France. Or l'Algérie, plus encore que la Tunisie, a accru son vignoble d'une façon presque ininterrompue. Ainsi, pour rendre tangible cette augmentation, on peut constater que la production qui, en 1920 était déjà de 7.034.267 hectolitres pour 216.236 hectares, atteignait,

en 1934, les chiffres de 22.042.768 hectolitres pour 387.655 hectares.

L'Algérie exportant principalement en France, il est aisé de voir combien l'afflux de ses vins, la quantité sans cesse plus forte et souvent de qualité voisine de celle des vins du Midi, est un facteur important du déséquilibre du marché vinicole français.

3° *Un ensemble de moyens que certains viticulteurs ont employés et qui ont nui à tous.* — Même si l'on considère comme certains, que ces moyens ont été employés sur une trop petite échelle pour influencer sérieusement la production, il est impossible de ne pas reconnaître qu'il est fâcheux, à tous points de vue, que l'on ait trop souvent planté des cépages dits « producteurs directs », sacrifiant ainsi la qualité à la quantité.

Il semble, et pour notre part nous nous rallions à cette opinion, que les autres moyens, combinaisons déloyales pour obtenir des récoltes plus abondantes, mais de qualité inférieure, fraude, etc., aient été employés par trop peu de viticulteurs pour avoir vraiment influencé la production, et qu'il ne faut pas risquer par une telle affirmation de faire retomber sur la viticulture toute entière un soupçon de malhonnêteté.

Voici donc, en résumé, les principales causes de la crise vinicole, crise de surproduction qui a mis l'industrie vinicole dans une situation si critique que l'Etat a dû intervenir. Il suffit, d'ailleurs, de signaler qu'avant toute intervention de l'Etat, il y avait près de 20 millions d'hectolitres à retirer du marché pour éviter un effondrement total et rapide des prix.

B. *Comment l'Etat est-il intervenu ?*

On peut envisager successivement les mesures d'ordre externe et les mesures de réorganisation interne, la seconde catégorie étant, d'ailleurs, de beaucoup plus abondante que la première.

1^o *Mesures d'ordre externe.*

a. *L'importation.* — Le marché français est, dans une certaine mesure, tributaire de l'étranger.

Indépendamment des vins tunisiens, il s'adresse à l'Espagne, à la Grèce, à l'Italie, au Portugal et au Luxembourg. Dans une certaine mesure, il est tenu de faire appel à ces pays pour les vins de liqueur ; mais l'importation des vins autres que les vins de liqueur devait être réglementée. Le législateur est intervenu en ce sens par le contingentement.

Contingentement des vins. — Etabli par le décret du 27 août 1931.

Ce décret stipule que l'entrée des moûts et vins étrangers (n^o 171 et 171 bis du tarif douanier), ne pourra être effectuée que dans la limite des contingents, et suivant les modalités déterminées par arrêté interministériel.

L'arrêté du 27 août 1931 est venu préciser le total des contingents à importer chaque année. Ce total devra être égal au chiffre représentant la moyenne des importations de moûts et de vins étrangers importés pendant les cinq dernières années.

En conséquence, les quantités de vins et moûts à importer ont été ainsi fixées :

Campagne 1931-32	2.626.793 hectolitres
Campagne 1932-33	2.613.659 —
Campagne 1933-34	2.000.000 —

Le contingent global étant attribué aux cinq pays suivants : Espagne, Grèce, Italie, Portugal, Luxembourg est fixé dans les proportions suivantes :

<i>Pays et accords</i>	<i>Pourcentage du contingent global</i>
ESPAGNE. — Article 14 de l'arrangement complémentaire du 6 mars 1934 à la convention du Commerce et de Navigation	70 %
GRECE. — Article 1 ^{er} du Protocole additionnel du 16 mars 1934, à l'Avenant franco-hellénique du 7 mars 1932	13 %
ITALIE. — Protocole de signature de l'Avenant du 1 ^{er} octobre 1933 au <i>modus vivendi</i> du 4 mars 1932	10 %
PORTUGAL. — Article 3 de l'accord de Commerce du 13 mars 1934	4 %
LUXEMBOURG. — Article 4 du Protocole additionnel du 9 novembre 1934 à l'Avenant du 15-4-1931	0,125 %

Les conventions précitées précisent, en outre, que les importations des contingents de vins et moûts attribués aux différents pays, devront être effectuées dans les proportions suivantes, en cours de chaque trimestre de la campagne viticole.

Octobre-décembre	30 %
Janvier-mars	35 %
Avril-juin	25 %
Juillet-septembre	10 %

L'efficacité de ces dernières dispositions se trouve fort atténuée du fait que les quantités non importées au cours d'un trimestre peuvent être reportées sur l'autre.

Il faut signaler l'élévation qu'ont subie à plusieurs reprises les droits de douane ; ils sont actuellement de

87 fr. 50 pour les vins de consommation courante, importés en fûts.

b. *L'exportation.* — L'exportation de nos vins, qui constitua longtemps une source d'enrichissement pour notre pays, s'est considérablement affaiblie depuis la guerre.

De 1.087.000 d'hectolitres, en 1930, les exportations sont passées à 504.000 hectolitres en 1935.

Les raisons de cet état de choses sont l'élévation des tarifs douaniers, et d'autre part le fait que certains consommateurs étrangers, notamment les Etats-Unis, prétendent que nos exportateurs ont écoulé sur les marchés étrangers des vins de qualité inférieure.

Le Gouvernement a cherché à remédier à cette situation, en essayant de faire de la propagande à l'étranger pour le vin français. On tenta également d'augmenter la consommation du raisin (jus de raisin) : on créa à cet effet le « Comité de propagande en faveur du vin ».

Cet effort semble aboutir à quelques résultats vis-à-vis de certains pays, notamment en Angleterre.

2^o Mesures d'ordre interne.

On peut distinguer dans l'intervention de l'Etat deux périodes différentes : les mesures prises avant la crise viticole et les mesures prises pour remédier à cette crise.

a) Avant la crise viticole, les moyens utilisés par les Pouvoirs publics pour la défense de la viticulture, étaient alors exclusivement dirigés contre la « surproduction artificielle » créée par la fraude.

Les mesures prises alors se présentent, historiquement, de la façon suivante :

Loi du 14 août 1889. — Qui fixe la définition même du vin : « Le produit de la fermentation du jus de raisin frais ».

Cette définition avait pour but de permettre une répression sévère des fraudes et de supprimer l'usurpation de nom.

Loi du 11 juillet 1891. — Interdisant l'excès de « plâtrage » ou de salage.

Loi du 24 juillet 1894. — Interdisant le « mouillage » et le « vinage ».

Loi du 6 avril 1897. — Assimilant à des dissolutions alcooliques (et soumettant au régime fiscal les alcools) les vins mouillés ou falsifiés, ne correspondant pas à la définition légale du vin naturel.

Loi du 1^{er} août 1905. — Sur la répression des fraudes de toutes les marchandises et sur les falsifications de denrées alimentaires, boissons, etc., qui donne au Ministre de l'Agriculture le droit de fixer par règlement d'administration publique les traitements illicites que le vin ne peut subir.

Loi du 6 août 1905. — Qui interdit la vente des piquettes et vins de sucre.

Loi du 29 juin 1907. — Votée encore pour réprimer les fraudes, et qui oblige les viticulteurs à établir une déclaration de récolte.

Ainsi, pensait-on, le mouillage sera désormais impossible, les viticulteurs ne pouvant plus sortir de leurs chais plus de vin qu'ils n'en ont déclaré. Donc, ici encore, idée de répression de la surproduction artificielle.

Lois du 6 mai 1919 et du 22 juillet 1927. — Sur la protection des « appellations d'origine ».

La loi de 1919 laisse à l'autorité judiciaire le soin de délimiter les régions ; elle fut complétée par la loi de 1927 (loi Capus).

Toutes ces lois avaient pour but de supprimer la pro-

duction de vins non conformes à la définition de la loi de 1889.

Avec la récolte abondante de 1929, le pays commence à sentir les premiers symptômes de la crise viticole. Le Parlement doit envisager des mesures d'un autre ordre.

b. Mesures prises en raison de la crise. — La nécessité s'imposait alors de lutter contre la surproduction des vins, qui bien que conformes à la définition de la loi de 1889, étaient si pauvres en leurs éléments que l'analyse ne pouvait guère les différencier des vins mouillés.

La loi du 1^{er} janvier 1930. — Modifiée par la loi du 19 avril suivant, fixe le degré minimum que doivent présenter les vins de coupage, et prescrit la détermination annuelle, par décret du Ministre de l'Agriculture, des vins non coupés (vins de pays soumis à des règles particulières d'étiquetage).

Enfin, pour désencombrer le marché, cette loi faisait appel à des mesures interventionnistes directes : l'achat par l'Administration aux particuliers. Le service des alcools se rendait acquéreur, jusqu'à concurrence de 250 millions de francs, d'alcools provenant de la distillation du vin.

L'efficacité des efforts faits par l'Etat en faveur des viticulteurs restait discutable. Il fallait prendre un ensemble de mesures préventives de la surproduction : c'est ce but que la **loi du 4 juillet 1931** s'efforça d'atteindre :

Les principales dispositions de cette loi sont les suivantes :

1^o Taxe sur les grands rendements : les viticulteurs produisant plus de 100 hectolitres à l'hectare paieront

une redevance. Cette redevance subissant une majoration pour les récoltes supérieures à 500 hectolitres.

2° Interdiction de plantations nouvelles pour les viticulteurs ayant plus de 10 hectares de vignes.

La loi n'employait pas le mot « interdiction », mais elle prévoyait une limitation avec des taxes prohibitives qui aboutissaient à une interdiction de fait.

Une indemnité était cependant accordée aux producteurs de pieds-mères lésés par cette disposition.

3° Les vins seront bloqués à la propriété lorsque la récolte dépassera 400 hectolitres, si les déclarations de récolte font apparaître une surproduction dangereuse.

4° Interdiction de l'irrigation des vignes, à dater du 15 juillet de chaque année, sauf autorisation accordée par arrêté du Ministre de l'Agriculture, après avis de la commission consultative interministérielle de la viticulture.

5° Le Ministre de l'Agriculture fixera par décret le degré minimum des vins des différentes régions.

6° Une partie de la récolte sera distillée obligatoirement si la récolte dépasse 65 millions d'hectolitres.

Cette disposition s'applique aux viticulteurs ayant récolté plus de 500 hectolitres, et dont le rendement à l'hectare est supérieur à 80 hectolitres.

7° Le produit des redevances ci-dessus servira à constituer un fonds de propagande en faveur du vin.

Cette loi fut différemment accueillie. Dans l'ensemble, les vigneronns comprirent la gravité de la situation. Elle protégeait les petits propriétaires et frappait surtout les gros producteurs ou les sociétés qui avaient tendance à « industrialiser » la production.

Elle s'avèrera, d'ailleurs, bientôt insuffisante. C'est

ce que fit sentir M. Roy, dans son rapport présenté au nom de la commission des boissons.

On aboutit ainsi à la loi du 8 juillet 1933, qui aggravait les dispositions prises en 1931 :

1° *Redevances appliquées aux grands rendements : établissement d'une taxe progressive.*

La loi partait de cette idée que tout vin provenant d'une récolte supérieure à 80 hectolitres à l'hectare, est sinon nécessairement mauvais, tout au moins sujet à caution. La nouvelle loi se propose donc de parer à ce danger, en instituant une redevance ainsi calculée.

a) Pour une production supérieure à 400 hectolitres :

Hectolitres à l'hectare	Redevance par hectolitre
de 101 à 125	5 francs
de 126 à 150	10 —
de 151 à 175	20 —
de 176 à 200	30 —
de 201 à 250	50 —
au delà de 250	100 —

b) *Super-redevance de 5 fr. par hectolitre.*

<i>sur la tranche de rendement :</i>	<i>Si la récolte dépasse :</i>
51 à 80 hectolitres	20.000 hectolitres
81 à 100 hectolitres	2.000 hectolitres

Cette disposition recevait d'ailleurs un certain nombre de tempéraments :

Exonération en faveur des rendements inférieurs à 50 hectolitres ; et des vins bloqués, exportés, distillés, évaporés par concentration, destinés à la fabrication du cognac et de l'armagnac.

2° *Limitation des plantations nouvelles :*

Le régime adopté en cette matière par la loi du 4 juillet 1931, était le suivant :

Taxes très élevées, aboutissant à une interdiction de fait, et ceci pour une période de 10 ans.

N'étaient pas interdites :

- a) la plantation de vignes à raisins de table ;
- b) le remplacement, à égale surface sur le même domaine, des vignes arrachées depuis moins de 10 ans, ou à arracher dans un délai de 3 ans ;
- c) la plantation avec affectation exclusive à la distillation ;
- d) la reconstitution dans les 10 ans de vignobles ayant souffert de la guerre ou de calamités atmosphériques.

Régime de la loi du 8 juillet 1933. — La sévérité des mesures est accrue pour une période de 5 ans, 1^{er} août 1933 au 1^{er} avril 1938.

L'*interdiction* est absolue, sauf les dérogations suivantes :

- a) entretien du vignoble ;
 - b) reconstitution du vignoble après assolement ;
 - c) pour les régions à « appellations d'origine » et certaines autres où le vignoble est en décroissance ;
 - d) pour la consommation familiale ;
 - e) jusqu'à concurrence de 3 hectares par exploitant.
- En outre, les moyens de contrôle sont accrus.

3^o *Blocage de la récolte.*

Il constitue la pièce maîtresse du projet de loi.

Régime de la loi du 4 juillet 1931. — Le blocage frappait les viticulteurs dont la production dépassait 400 hectolitres :

« Dans le cas où les prévisions de récolte feraient apparaître, par rapport à la consommation moyenne des trois années précédentes, une surproduction dangereuse pour le marché intérieur des vins ».

Le blocage ne pouvait être édicté que par le Gouvernement sur la proposition du Ministre de l'Agriculture, après avis de la commission interministérielle de viticulture, complétée par six représentants des consommateurs, et après avoir consulté les Offices agricoles des différents départements producteurs. Sont exonérés :

- a) Les productions dont la récolte aura été inférieure de 40 % au rendement moyen des trois dernières années ;
- b) les vins d'appellations d'origine ;
- c) les producteurs victimes de calamités.

Résultats :

Résultats :		
Années	Importance des disponibilités ¹	Date des décrets d'application
1931	74.442.775 hectolitres	19 décembre 1931
1932	62.923.948 —	22 juillet 1932
1933	68.545.411 —	22 décembre 1933

Déblocage prononcé en totalité ou en partie quand le cours moyen des vins aura été reconnu supérieur à celui des cinq années précédentes.

Régime de la loi de 1933. — On envisage différents modes de blocage :

a. *Blocage révisionnel.* — Avant que soient connues les déclarations des viticulteurs récoltant plus de 400 hectolitres.

proportions 1/3 pour récoltes inférieures à 5.000 hl.
 1/2 pour les récoltes supérieures 5.000 hl.

b. *Blocage définitif.* — Lorsque les ressources, d'après les déclarations de récolte sont supérieures à 70 millions d'hectolitres.

c. *Eventualité d'un super-blocage.* — L'incidence indi-

1. Chiffres de la statistique agricole annuelle du Ministère de l'Agriculture.

viduelle du blocage ne devra jamais être supérieure à 33 % du chiffre de la récolte, sauf si les ressources dépassaient 84 millions d'hectolitres.

Restrictions par rapport à la loi de 1931 des causes d'exonération :

a) La diminution du rendement de 40 % n'exonère que si elle ne s'accompagne pas d'une augmentation de récolte de plus de 10 %.

b) Les calamités n'exonèrent plus que si le rendement est inférieur à 20 hectolitres à l'hectare.

c) Mais, par contre, en vue de favoriser l'arrachage, la quantité de vin qui aurait été produite par les surfaces arrachées, est imputée sur le volume bloqué.

Il y a lieu d'ajouter que les vins importés sont bloqués selon les règles applicables aux vins indigènes.

4^o *Distillation obligatoire.*

L'idée de distillation obligatoire était tentante, l'alcool produit devant trouver un débouché facile dans l'industrie.

En vue de résorber une partie des quantités surproduites, la distillation a été rendue obligatoire dans les conditions suivantes :

a. *Régime de la loi de 1931.* — Dans le cas où les déclarations de récolte dans la Métropole et en Algérie, feront apparaître une récolte nationale de plus de 65 millions d'hectolitres, tout viticulteur récoltant en moyenne plus de 500 hectolitres de vin, à raison de plus de 80 hectolitres à l'hectare, devra obligatoirement présenter un certificat de distillation de vin correspondant au pourcentage suivant de sa déclaration de récolte.

— 3 décilitres d'alcool pur par hectolitre de vin pour une récolte globale ne dépassant pas 500 hectolitres ;

- 4 décilitres d'alcool pur par hectolitre de vin, pour la proportion de récolte allant de 500 à 1.000 hectolitres ;
- 5 décilitres d'alcool pur par hectolitre de vin, pour la proportion de récolte allant de 1.000 à 3.000 hectolitres ;
- 6 décilitres d'alcool pur par hectolitre de vin, pour la proportion dépassant 300 hectolitres.

La moyenne sera établie sur les trois dernières années.

Même lorsque la moyenne de ces trois dernières années dépassera les chiffres sus-indiqués, la distillation ne sera obligatoire pour le viticulteur dont la production de l'année en cours ne dépassera pas 100 hectolitres.

Les pièces de régie concernant les vins destinés à la distillerie devront obligatoirement porter la mention « vin de distillerie ».

b. *Régime de la loi de 1933.* — La loi du 8 juillet 1933 a maintenu le principe de la distillation obligatoire, mais en apportant aux règles de celle-ci de notables modifications.

D'abord, le chiffre des disponibilités rendant la mesure dont il s'agit applicable, a été porté de 65 millions à 72 millions d'hectolitres.

Puis ce sont les producteurs de 400 hectolitres, au minimum, (et non plus de 500 hl), qui peuvent être astreints à l'obligation de faire distiller ; les conditions d'exonération ont été rendues pour eux plus sévères.

Enfin, le pourcentage de la distillation est désormais fixé par décret ; il est progressif et variable avec l'état de la récolte, au lieu d'être établi par la loi elle-même.

Les deux lois susdites ont exempté de la distillation les vins à « appellations d'origine »

Destination de l'alcool résultant de la distillation obligatoire.

Suivant le texte primitif de l'article 1^{er} de la loi du

4 juillet 1931, « l'alcool ainsi produit sera acquis par le service des alcools, à un prix d'achat correspondant au prix d'achat des alcools destinés au carburant national ».

La loi du 8 juillet 1933, a ainsi modifié cette formule : « Sauf en ce qui concerne les récoltes dont la prestation n'atteint pas 5 hectolitres d'alcool pur, l'alcool produit dans les conditions de l'alinéa qui précède, est obligatoirement livré à l'Etat avant le 30 septembre de l'année qui suit la récolte, à un prix fixé par les décrets susvisés. Ce prix ne peut, en aucun cas, dépasser les $\frac{3}{5}$ du prix pratiqué durant la campagne en cours, pour la cession par l'Etat des alcools destinés au vinage et au mûtage.

Extension à l'Algérie des mesures relatives au régime économique des alcools. — Toutes les dispositions légales et réglementaires relatives au régime économique des alcools, notamment celles imposant les mélanges : essence pure, benzol et alcool, en vue de la carburation, sont, par la loi du 4 juillet 1931 (art. 7), déclarés applicables aux départements de l'Algérie.

Ces dispositions, ajoute le même texte, devront être rendues applicables dans le délai de six mois.

Obligation des importations d'essences, régime du carburant national. — Aux termes de l'article 9, l'article 5 du décret de codification du 21 décembre 1926, est complété comme suit (boissons) :

« Les importateurs d'essence de pétrole et autres, pures ou en mélange, sont, en outre, tenus, pour obtenir les licences d'importation visées au premier alinéa du présent article, d'ajouter un mélange à toutes les qualités des essences importées par eux (à l'exception des essences « tourisme » et des essences ou autres produits destinés à la force motrice), 25 litres au moins, à 35 litres au plus, d'alcool repris à l'Etat par 100 litres d'essence ».

« Le pourcentage d'alcool à ajouter obligatoirement, la date et les modalités d'application de la disposition faisant l'objet de l'alinéa précédent, ainsi que les conditions dans lesquelles les mélanges devront être livrés au public, sont fixés par arrêtés du Ministre de l'Agriculture etc. ».

« La surtaxe de 5 fr. par hectolitre, sur les importations d'huiles et essences de pétrole, visées par l'article 7 de la loi du 25 février 1923, est portée à 10 fr. 50, à compter de la date de la présente loi... ».

Faculté pour le service des alcools de déterminer la proportion d'alcool et d'essence dans la fabrication du carburant national. — Depuis le décret du 30 juillet 1935, l'Etat a institué un monopole complet de tous les alcools.

Le prix d'achat varie ; mais, quand le viticulteur fait ses comptes, il s'aperçoit que le revenu tiré de son vin distillé est minime : 2 fr. à 3 fr. 50 par degré.

La distillation obligatoire ne peut être qu'une mesure temporaire.

* * *

LOI DU 24 DECEMBRE 1934

En 1934, les disponibilités s'avèrent supérieures à 102 millions.

En vue de la résorption des stocks, on vote la loi du 24 décembre 1934. Les dispositions de cette loi sont les suivantes :

1° Les barèmes de distillation obligatoire sont relevés afin d'assurer la disparition de 16 millions d'hectolitres sur 20 millions d'excédent ; les quatre autres millions sont bloqués.

2° La distillation obligatoire peut être remplacée par

la livraison de vin aux troupes, à titre de rations supplémentaires.

3° L'Etat achètera sur le marché libre 125.000 hectolitres d'alcool.

4° Les plantations nouvelles ne peuvent se faire que dans des exploitations de moins d'un hectare, et à condition que la superficie en vignes n'ait pas subi d'augmentation dans le département considéré, depuis 1930.

5° Possibilité d'interdire la plantation de certains cépages.

6° Destruction des plants de vignes qui ne seront pas vendus et cela avec octroi d'une indemnité.

7° Le remplacement des vignes arrachées n'est autorisé que partiellement, sauf si l'arrachage est causé par l'invasion phylloxérique.

8° Le degré minimum des vins de coupage est élevé à 9°5.

9° Des dispenses de distillation obligatoire sont accordées aux propriétaires qui ont arraché des vignes.

10° Amendes prévues en cas de hausse injustifiée des prix.

*
* *

DECRET-LOI DU 30 JUILLET 1935

Les cours subissant une baisse continue, il fallut envisager de nouvelles mesures. Elles apportèrent :

a) *Des modifications aux lois antérieures.*

1° Aggravation des redevances pour hauts rendements ;

2° Plantations de remplacement autorisées seulement après déclaration.

3° L'exonération à la base pour le blocage et la distillation obligatoire limitée aux producteurs récoltant moins de 200 hectolitres.

4° Les restrictions de circulation des vins de cépages interdits sont reportées à 1942 ; mais ces vins ne doivent pas être utilisés pour le coupage.

b) *Des dispositions nouvelles.*

1° Possibilité de fixer l'échelonnement des sorties de vins à la propriété par tranches (chaque récoltant devant pouvoir écouler au moins 100 hectolitres), (art. 8).

2° Un degré minimum est fixé pour les liqueurs et spiritueux.

3° On doit indiquer la contenance des récipients contenant les vins.

4° Création d'une Commission consultative pour le contrôle des prix.

5° Nouvelle protection d'« appellation d'origine ». Catégorie dite « appellations d'origine contrôlées » (acquits couleur verte). Un comité national des « appellations d'origine » est créé.

6° En vue d'un assainissement permanent, on prévoit l'arrachage de 150.000 hectares de vigne.

Les viticulteurs seront d'abord invités à l'arrachage volontaire ¹.

Le décret-loi avait offert aux viticulteurs disposés à arracher leurs vignes et à ne pas en replanter avant 30 ans sur les surfaces ainsi libérées, une indemnité pouvant aller jusqu'à 7.000 fr. l'hectare.

L'article 38 du décret prévoyait que si ces arrachages volontaires n'atteignaient pas 150.000 hectares, l'arrachage obligatoire, avec indemnité réduite à 50 %, serait applicable dès le 1^{er} janvier 1936.

En fait, au 31 décembre 1935, 30.000 hectares de vignes

1. *Bulletin d'information économique* — n° 29 — décembre 1935, « le marché français des vins au début de 1936 et l'économie dirigée ».

(pour la plupart en mauvais état) avaient subi l'extirpation volontaire, mais l'application de l'article 38 fut reportée au 1^{er} janvier 1937.

7° L'Etat devient seul acheteur des alcools autres que ceux bénéficiant d'une « appellation d'origine », titrant plus de 70 %, ou ayant subi la rectification. Ils seront payés au prix de parité du sucre, jusqu'à concurrence de 325.000 hectolitres, pour l'alcool de vin (4 millions d'hl. de vin), et 300.000 hectolitres pour les alcools viniques.

Un décret-loi du 30 octobre 1935 vient préciser celui-ci, principalement quant à l'arrachage.

Des décrets-lois des 28 septembre et 23 octobre 1935 facilitent le financement de la récolte (warrantage des vins, prêts à moyen terme).

Un décret-loi du 27 octobre 1935 organise des stations uvales.

Décrets du 21 décembre 1935.

Trois nouvelles mesures, visant le marché du vin ont été prises à la date du 21 décembre, au lendemain de la dernière réunion de la commission interministérielle de la viticulture¹.

1. Associations et commissions spécialisées dans l'étude des problèmes viticoles :

Outre l'Assemblée permanente des Présidents de Chambres d'agriculture des grandes associations agricoles à cadre national, les problèmes viticoles sont étudiés par de nombreux groupements spécialisés, dont le principal est la *Confédération générale des vignerons* (M. Maillac, président).

Au Parlement, les questions relatives à la viticulture sont la préoccupation constante de la Commission d'agriculture du Sénat (président M. Carrère); de la Commission des boissons de la Chambre (président M. Barthe), et du Groupe interparlementaire de la défense de la viticulture (président M. Mario Roustau). Citons encore l'*Office international du vin* (président M. Barthe); le *Comité national des « Appellations d'origine »*; le *Comité de propagande en faveur du vin*; la *Commission des grands vins de France*.

Enfin, tous les intérêts en cause sont représentés au sein de la Commission consultative interministérielle de la viticulture, instituée auprès du Ministre de l'Agriculture, et qui tiennent généralement deux sessions par an, en juin ou juillet et en décembre.

Le 20 décembre, la commission prenait connaissance des statistiques officielles et constatait, non sans étonnement, que la récolte totale (France et Algérie), atteignait en fin d'année 92 millions d'hectolitres, et, avec les reports de 1934, laissait 102 millions d'hectolitres disponibles. La commission estimant que le marché, dans ces conditions, exigeait un assainissement rapide, aboutit à des recommandations prises à l'unanimité.

Elles suggéraient au Gouvernement de fixer en chiffres clairs le prix qui devrait être atteint sur le marché pour que les vignerons astreints aux ventes échelonnées (décret du 30 juillet 1935, art. 8 et décret du 14 septembre 1935), fussent autorisés à offrir de nouvelles quantités de vin. Elle conseillait encore la lutte contre la fraude et le bénéfice illicite, la réduction des impôts et des frais de transport, et, surtout, la résorption de 24 millions d'hectolitres de vin, par les soins et aux frais de l'Etat (conformément aux textes en vigueur), en vue de la distillation.

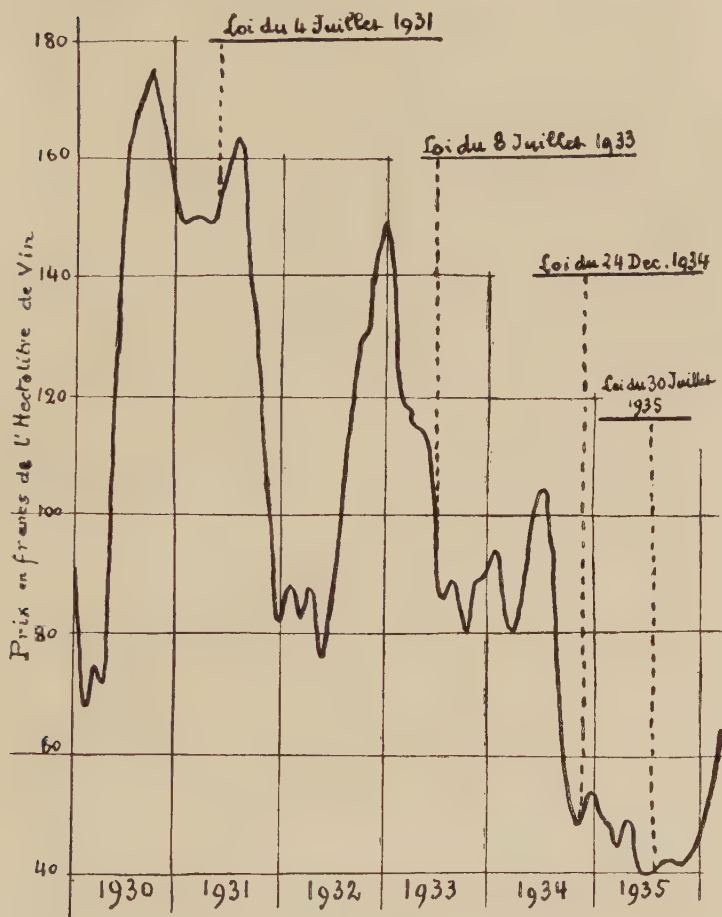
Par trois décrets publiés le 21 décembre, le Gouvernement a ratifié ces propositions ; le cours minimum devant être atteint pour qu'une nouvelle tranche de la récolte puisse être mise en circulation, est fixé à 8 fr. le degré-hectolitre (pour le vin type de 9°) ; la distillation obligatoire est fixée, selon l'importance de la récolte de chacun, à des quantités allant de 1 à 6 litres d'alcool pur par hectolitre.

Ainsi l'affolement qu'on eût pu redouter sur le marché à l'annonce des statistiques révélant l'abondance, se trouva enrayé.

Les interventions de l'Etat sur le marché du vin ont été nombreuses, si elles ont amélioré la situation, elles n'ont pas, cependant, apporté les résultats escomptés.

Cours du Vin

(Vin rouge 9° à Béziers, cours moyen mensuel)



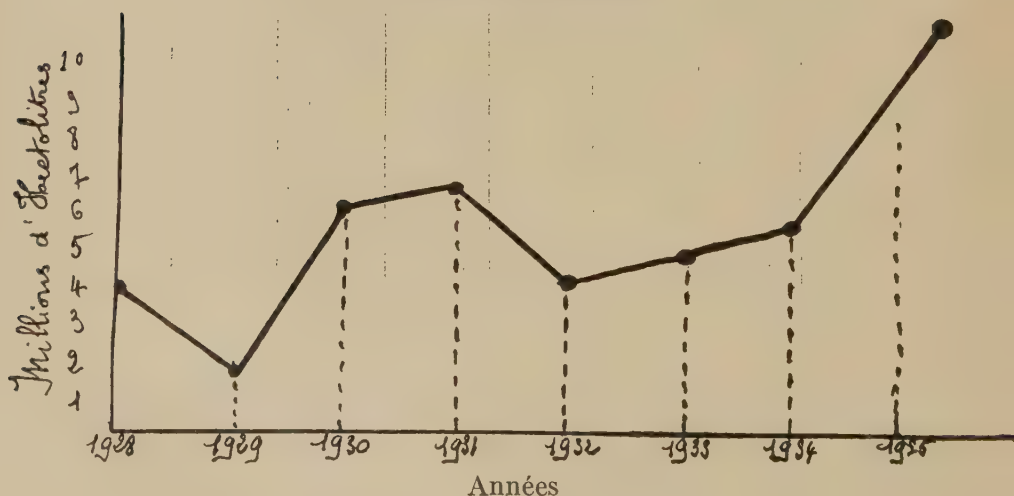
La réglementation par voie de décrets se montre ici fort délicate. Les mesures adoptées, qui sont autant de contraintes pour les vignerons, rencontrent très souvent l'hostilité de ceux-ci. De plus, de trop nombreuses dérogations viennent souvent rendre inopérantes les dispositions prises.

Le problème de la revalorisation du vin demeure inquiétant.

Il est difficile de faire monter le prix à la propriété sans que cette hausse ait une répercussion sur la consommation. Pour y arriver, on essaye différents moyens ; on pourchasse la « spéculation » ; mais c'est une mesure qui reste peu efficace. On contraint les réseaux à des tarifs de faveur ; on diminue les impôts : le déficit budgétaire s'accroît !

Pour le bon équilibre des catégories économiques, le pays a cependant intérêt à ce que les prix du vin ne s'avalissent pas.

Courbe des Stocks



Conclusions

L'Etat a pris les mesures législatives indiquées précédemment : il ne fait aucun doute qu'elles ont déjà porté des fruits. Mais on est en droit de se demander si, d'une part, elles sont suffisantes, et si, d'autre part, elles ne devraient pas être remaniées sur certains points.

Les réclamations véhémentes que l'on peut lire dans la presse vinicole, voir, par exemple, le n° du 25 janvier 1936 de *La journée vinicole* de Montpellier, semble bien répondre négativement à la première question.

La seconde question amène diverses remarques :

Les nouvelles dispositions législatives, exemptant les vins à « appellation d'origine » du blocage, de la distillation obligatoire et de l'arrachage, ont amené certains viticulteurs à faire classer par fraude, dans cette catégorie, certains de leurs produits qui ne le méritaient nullement.

Il faudra donc que l'Etat envisage de nouveau une protection plus rationnelle de ces vins spéciaux, protection aussi sévère, mais qui empêchera semblables fraudes. Il est en effet inadmissible qu'en 1935, on ait enregistré 14 millions d'hectolitres de vins comme étant « d'origine ».

Enfin, il semble que l'on puisse envisager, comme le demandent tous les viticulteurs produisant uniquement à l'aide de vignes françaises, l'interdiction de la culture des cépages dits « producteurs directs », notamment de ceux qui donnent un vin de qualité inférieure.

Ces deux dernières mesures ne seront que des mesures complémentaires, permettant d'obtenir de meilleurs résultats de dispositions visant à diminuer la surproduction par les moyens envisagés par les diverses lois

de 1933, 1934 et 1935, qu'il suffira alors de modifier légèrement pour les rendre plus efficaces.

De toute façon, on peut constater qu'actuellement les dernières dispositions de notre politique vinicole ont amené une détente sur le marché des vins, détente qui a sérieusement assaini l'atmosphère.

Section III

BETTERAVES, SUCRE, ALCOOL

Introduction générale.

Après avoir examiné les interventions de l'Etat sur les marchés des deux produits qui intéressent essentiellement le plus grand nombre des agriculteurs français, nous devons envisager comment ces interventions se sont manifestées en faveur des betteraves, des mélasses et de l'alcool.

En ces matières, l'influence de l'Etat est intéressante à étudier, parce qu'elle adopte des formes différentes :

1° En ce qui concerne la betterave, c'est la consécration pure et simple des accords professionnels.

2° Pour l'alcool, l'intervention se manifeste par l'institution de « monopole d'Etat » partiel et de prix minimum.

3° Quant au sucre, quoique l'Etat se défende de vouloir intervenir, il est nécessaire de signaler le décret-loi du 30 juillet 1935, relatif au régime des mélasses.

Il n'est pas douteux que les problèmes qui se rapportent aux betteraves, au sucre et à l'alcool, sont entièrement liés entre eux, et à celui du vin, puisque ces productions différentes aboutissent en partie à donner le même produit.

On examinera donc successivement les interventions de l'Etat sur les produits qui sont en partie générateurs d'alcool, et ensuite le mécanisme de ces interventions

sur l'alcool lui-même, qui est ce que l'on pourrait appeler le « lieu géométrique »¹ des productions précédentes.

§ 1. — *Betteraves.*

Il s'agit uniquement ici de la betterave industrielle, utilisée en sucrerie et en distillerie, à l'exception de la betterave potagère ou fourragère.

Il est impossible de parler du marché de la betterave sans envisager plus ou moins celui du sucre, auquel il est intimement lié.

Ces deux marchés présentent une particularité intéressante, en ce sens que la lutte contre la surproduction a été menée ici avec efficacité par les producteurs eux-mêmes.

Si ce système a réussi, c'est que le marché était infiniment plus restreint que celui du blé ou du vin. De ce fait, il se prêtait mieux à l'observation d'une discipline librement acceptée par la production. C'est d'ailleurs un des rares cas où les ententes interprofessionnelles, en établissant un programme d'action, aient donné les résultats escomptés.

L'intervention de l'Etat s'est bornée à consacrer ces accords interprofessionnels et aussi à mettre son impartialité au service des transactions, pour leur assurer une plus grande équité.

Voulant rester bref devant la brièveté des interventions de l'Etat, nous donnerons néanmoins un rapide aperçu des éléments des marchés du sucre et de la betterave avant d'aborder les décrets des 8 août et 30 octobre 1935.

1. On l'a dénommé encore « carrefour », « plaque tournante », etc.

*Structure du marché*¹

Il n'y a pas de marché mondial de la betterave. Les pays exploitent eux-mêmes ces tubercules, et ce sont les produits extraits qui sont échangés.

A simple titre d'indication, signalons qu'en 1934, l'Europe, sans la Russie, emblavait 1.602.000 hectares et produisait 1.500.000 tonnes de betteraves. On estime, pour la même année, que la Russie emblavait 1.200.000 hectares.

Le marché du sucre donne lieu à des chiffres de production et de consommation nettement établis. Ce sont les suivants :

Années	Production	Consommation
1930-31	1.077.864	979.892
1931-32	784.000	916.236
1932-33	920.032	946.898
1933-34	851.620	931.903
1934-35	1.100.561	963.302

Pourquoi, après les accords professionnels, l'Etat est-il intervenu ?

En 1930, la récolte accusait un excédent de 200 millions de tonnes sur la consommation annuelle. C'était là un élément de baisse, les droits de douane empêchant l'écoulement à l'étranger. En novembre 1930, le prix du sucre tomba de 200 fr. à 169 fr.

Il fallait aviser.

Après des pourparlers nombreux, le 2 avril 1931, les premiers accords étaient signés entre la Confédération générale des planteurs de betteraves en France, et l'Asso-

1. Sources principales de documentation : Association générale des producteurs de betteraves ; *Régime des alcools en France*, Pierre Marbeau, 1932 ; Articles de la *Journée industrielle* ; *Débats parlementaires*.

ciation syndicale pour la défense des intérêts économiques agricoles et sucriers, représentant 84 % de la production totale des sucres français.

Les mesures prises consistèrent :

1° A stocker l'excédent de production, et à ne le mettre sur le marché que lorsque l'état de celui-ci le permettrait.

2° A réduire la production dans les limites de la consommation métropolitaine.

Les planteurs de betteraves s'engageaient à limiter leur production de façon que la fabrication du sucre ne dépassât pas :

Campagne 1931-32	800.000 tonnes
Campagne 1932-33	824.000 —
Campagne 1933-34	800.000 —
Campagne 1934-35	888.000 —
Campagne 1935-36	848.000 —

Pendant trois années, durée pour laquelle ils étaient prévus, les accords jouèrent normalement. Ils furent renouvelés en 1934, et le nombre des adhérents atteignit alors 97 % de la production.

Mais des dissidences surgirent : des financiers peu scrupuleux établirent de nouvelles usines, qui travaillèrent en dehors des accords et réalisèrent des bénéfices à la faveur du sacrifice que s'imposaient les signataires des accords. Les adhérents du contingentement ne pouvaient continuer de respecter les accords devant une telle situation, qui, si elle continuait, les pousseraient à dénoncer ces accords.

Pour parer à cette éventualité, le Gouvernement eut recours au décret du 8 août 1935.

Ce décret prenait deux sortes de mesures ¹ :

Les unes, relatives à l'ouverture de nouvelles usines ;
les autres, s'appliquant à la revision des contrats de betteraves.

1^o *Mesures relatives à l'ouverture de nouvelles usines.*

L'article 1^{er} dispose que la construction de nouvelles usines travaillant la betterave ou les sous-produits résultant de ce travail, sera soumise à l'autorisation préalable des Ministres de l'Agriculture, du Commerce et de l'Industrie, des Finances et de la Guerre, après avis favorable de la commission instituée en vertu de l'article 3 du livre I^{er} du Code des contributions indirectes, par arrêté publié au *Journal Officiel*.

L'article 2 édicte contre ceux qui ouvriraient des usines sans autorisation, une amende de 100 à 500 fr. et cela sans préjudice des dommages-intérêts qui pourront être alloués aux tiers. En outre, les produits sortant des usines ayant fonctionné en violation des dispositions ci-dessus, seront frappés de taxes quadruples de celles qui frappent les produits normaux.

En ce qui concerne cette partie du décret, c'est donc à la commission de contingentement des alcools (prévue par l'article 3 du Code des contributions indirectes) que revient la surveillance de l'application. C'est cette même commission qui doit juger si les nouvelles usines ont droit à l'autorisation.

Actuellement (janvier 1936), trois sucreries et sept distilleries nouvelles ont été autorisées.

C'est là une mesure fort délicate à appliquer, car il

1. M. Achard nous a donné personnellement des renseignements nombreux dont nous nous sommes inspiré et servi, avec son autorisation, au cours de ce chapitre.

faut trouver une formule qui permette à ces usines de vivre tout en ne lésant point à leur profit les intérêts des planteurs de betteraves et des usines déjà existantes.

Un décret du 30 octobre 1935 est venu préciser que les dispositions précédemment énoncées (contingentement) « étaient obligatoires pour tous les fabricants d'un même produit quand les accords intervenus réunissent l'adhésion des $\frac{4}{5}$ des entreprises ayant fonctionné au cours de la campagne précédente, représentant les $\frac{4}{5}$ au moins de la production de ladite campagne.

« En cas de désaccord sur le montant du contingent applicable à une usine, le différend est porté devant la commission visée ci-dessus ».

Cette mesure était parfaitement propre à établir un juste équilibre entre la production et la consommation, et, de fait, elle établit une harmonie presque complète du marché des betteraves.

Elle entraînait néanmoins un gros inconvénient ; à savoir : qu'elle aboutissait pratiquement à la suppression de la concurrence. Chacun ayant un rayon d'action nettement déterminé n'aura ni l'envie, ni la possibilité de s'opposer comme concurrent. De ce fait, les dispositions envisagées se retournaient contre les planteurs de betteraves.

Pour remédier à ce défaut, il fallait obtenir la révision des contrats de betteraves.

Les accords précédents sont valables jusqu'en 1937.

* * *

Une Conférence Internationale doit se réunir à Londres. La France sera appelée à donner son avis sur un double projet :

1^o Application des accords internationaux antérieurs (plan Chadbourne) aux Etats exportateurs.

2^o Limitation de la production à la consommation intérieure pour les Etats non exportateurs.

Pour se soumettre aux accords qui pouvaient être pris à Londres sur ces bases, le Gouvernement français doit pouvoir rendre définitifs (pour la durée de l'accord international) les accords des contingentements français.

Il ne peut le faire que sous bénéfice de certaines modifications portant sur la situation de certaines usines et de certaines régions qui ont été dévastées, et qui n'ont pas encore recouvré leur rythme normal de production.

Il faut que, dans l'état actuel des choses, la production métropolitaine dispose d'un supplément possible de production, qui ne peut être trouvé que par l'adjonction de la consommation algérienne et tunisienne.

Il faut que cette question soit tranchée par la Conférence Internationale de Londres.

La France doit pouvoir maintenir son régime de l'admission temporaire, en prenant l'engagement d'acheter dans les pays étrangers les quantités correspondant à celles qu'elle exportera à l'étranger.

C'est un point délicat, qui, sous peine de désaccords ultérieurs, doit être décidé à Londres¹.

2^o Deuxième partie du décret : Révision des contrats de betteraves.

Très souvent des discussions se sont élevées entre les planteurs de betteraves et les fabricants, acheteurs. Ces discussions tournaient la plupart du temps au détriment des premiers ; les industriels, puissamment orga-

1. Note de M. Achard.

nisés, arrivaient à imposer leurs conditions aux agriculteurs, dont ils étaient les banquiers.

Cet état de choses a été aggravé [à partir de 1931, par la suppression, en fait, de la concurrence. En outre, la baisse du sucre rendit encore plus critique la situation, déjà pénible, des planteurs.

Les dispositions essentielles du décret du 8 août sont les suivantes :

Il institue une commission de révision des contrats de betteraves, devant laquelle on portera les différends qui surgiront entre les planteurs de betteraves et les utilisateurs syndiqués ou non.

Ce décret prévoit que la commission sera constituée comme suit :

Le président sera un conseiller d'Etat ou un magistrat de l'Ordre, de grade équivalent.

Trois représentants des planteurs de betteraves, désignés par la Confédération générale des planteurs de betteraves.

Trois représentants des industries utilisatrices, désignés en accord avec le comité central des fabricants de sucre, et l'Association syndicale pour la défense des intérêts économiques agricoles et sucriers.

La fonction de commissaire-rapporteur sera exercée par un inspecteur général ou régional de l'agriculture, qui aura voix consultative.

*
* *
*

Cette commission a commencé à fonctionner en octobre 1935.

Quelle a été son activité ? Actuellement (fin janvier 1936) elle a reçu 137 requêtes des planteurs de betteraves isolés ou groupés.

Un premier point acquis est la bonification de 6 fr. 50 accordée au titre de la clause dite des « mélasses » aux planteurs de betteraves de 47 usines, qui sur ce point avaient accepté à l'avance l'arbitrage du Président de la commission. La commission a d'ailleurs décidé que cette bonification serait appliquée automatiquement à toutes les autres usines qui en feraient la demande.

C'est une somme de 45 millions qui sera accordée à ce titre aux planteurs de betteraves de la campagne 1935.

La commission a rendu des décisions, dont la mise en application est actuellement soumise à M. le ministre, en ce qui concerne les sucreries de Berneuil, Aulnois-sous-Laon (Aisne) et Etrepagny (Eure).

Elle délibère sur les contrats du Nord, du Pas-de-Calais, de la Somme.

Elle a, en outre, réglé un grand nombre de conflits, qui s'étaient élevés entre planteurs et fabricants de sucre, à l'occasion des contingentements.

Voici les résultats obtenus à ce jour par la commission. Examinons brièvement quelles seront les conséquences du fonctionnement de cette commission :

1° Une plus grande moralité règnera dans les relations entre fabricants et producteurs, ces derniers étant, avant l'institution de la commission, souvent lésés.

En janvier 1936, le prix de la betterave variait selon les régions, de 128 fr. à 182 fr. De telles différences ne doivent plus exister.

2° Il en résultera une répartition plus égale des bénéfices entre producteurs et fabricants.

3° On supprimera les discussions, souvent difficiles, qui amenaient une grande animosité entre les parties contractantes.

Les décisions de la commission ont force légale pen-

dant la durée des accords de contingentement, c'est-à-dire jusqu'en avril 1937.

Que deviendra la commission à ce moment ? Son sort restera lié à celui des contingentements.

C'est pourquoi il est encore plus souhaitable que la Conférence internationale de Londres donne des résultats satisfaisants ¹. On pourra alors considérer que l'œuvre d'ensemble entreprise sur le marché « betteraves » et « sucres » sera susceptible d'apporter pour longtemps en ce domaine, la paix et la sécurité.

§ 2. Régime des mélasses ².

La production des mélasses françaises était soumise, avant les décrets-lois, à un régime de liberté : le service des alcools achetait sans aucune limite toutes les quantités d'alcool de mélasses ainsi produites.

Or ces quantités d'alcool augmentant chaque année, le service des alcools s'était vu contraint d'abaisser continuellement les prix d'achat. De plus, le marché français des mélasses fut encore alourdi par des importations de mélasses étrangères ; importations exigées, pour différentes raisons, par les éleveurs de bétail. Ces mélasses étrangères donnèrent, à leur tour, des quantités d'alcool que le service des alcools fût bien obligé d'acheter.

Cette situation amena parmi les intéressés un courant d'opinions qui faillit aboutir, en février 1935, à des dispositions qui dressèrent immédiatement contre elles tous

1. Aujourd'hui, mai 1936, les espoirs placés dans la Conférence de Londres se sont évanouis. Ils sont désormais tournés vers le 10^e Congrès International des Betteraviers Européens, organisé par la Confédération Internationale Betteravière Européenne, qui doit se tenir du 18 au 22 juin à Poznan et à Varsovie.

2. M. Achard, personnellement, a été notre principale source de documentation concernant le nouveau régime des mélasses ; *Journal officiel* ; *Le régime des alcools d'industrie et des alcools de bouche en France*, Pierre Marbeau, 1932.

les groupements betteraviers, qui émirent des contre-propositions.

C'est au milieu de ces circonstances que fut pris le décret-loi du 30 juillet, réglant pour l'instant le problème des mélasses ; il comprend quatre articles, dont la substance des dispositions qu'ils édictent est la suivante :

Le service des alcools achètera par campagne 600.000 hectolitres d'alcool de mélasses au maximum ; 100.000 tonnes de mélasses seront réservées, par campagne, aux éleveurs et aux préparateurs d'aliments mélassés, à un prix fixé par arrêté des Ministres des Finances et de l'Agriculture. Le prix des alcools de mélasses est fixé à 68 % du prix d'achat de l'alcool de betteraves du contingent ; le prix des mélasses destinées à la levurerie et aux usages autres que la distillation et l'alimentation du bétail est établi en fonction du prix de l'alcool de mélasses du contingent.

Ce décret-loi du 30 juillet fut complété par divers arrêtés :

Arrêtés des 30 septembre et 23 octobre, concernant le prix des mélasses allant à l'alimentation du bétail.

Arrêté du 30 septembre, concernant l'organisation de la répartition des contingents de mélasses, et la situation des distilleries de mélasses.

Arrêté du 5 octobre, créant des commissions de contrôle et de répartition.

Arrêté du 16 octobre, approuvant la réglementation du contingentement de la mélasse, et sa répartition à la fois entre les diverses catégories et les divers utilisateurs.

Quelques mots d'explication sur certains de ces différents arrêtés sont nécessaires :

1^o Prix de la mélasse, décret-loi du 30 juillet :

Il suffit de signaler qu'il est à la base de toute la réglementation pour en montrer toute l'importance.

2^o Organisation de la répartition des contingents.
Arrêté du 30 septembre 1935.

L'article 1^{er} de cet arrêté spécifie que le tonnage des mélasses correspondant à la production de l'alcool du contingent, et à l'alimentation du bétail, sera réparti entre les industries de la sucrerie et de la raffinerie, au prorata de la moyenne des tonnages de mélasses produits par chacune de ces deux industries, pendant les campagnes de 1925 à 1934.

La répartition des contingents de mélasses entre les sucreries et les raffineries, se fera pour les sucreries, en fonction de leur part dans le contingent annuel de production de sucre ; pour les raffineries, par les soins des syndicats de raffineurs.

3^o Création de commissions de contrôle. Arrêté du 5 octobre.

Cet arrêté a créé deux commissions, qui fonctionnèrent dès le 7 octobre, sous les présidences respectives du directeur du Service des alcools, et du Directeur de l'agriculture.

4^o Réglementation du contingentement et répartition de la mélasse entre les diverses catégories et les diverses utilisations : arrêté du 16 octobre.

Cet arrêté répond à la nécessité de répartir les contingents de mélasse, dans l'intérêt des rapports des betteraviers et des sucriers. De plus, il entérine, dans son article 2 les règlements 1 et 2, relatifs, respectivement, aux pouvoirs et aux méthodes de contrôle de l'Association syndicale, et aux règles de répartition de la mélasse

destinée à l'alimentation du bétail, entre les éleveurs et les utilisateurs.

Le contrôle du contingent d'alcool de mélasse est fait par l'Association syndicale, qui délivre aux producteurs des certificats, chiffrés en sucre Clerget, pour les mélasses de sucrerie, et en chiffre total pour les mélasses de raffinerie, prévus dans l'arrêté du 30 septembre.

De même, l'Association syndicale délivre des certificats pour les mélasses destinées à la fabrication de la levure : si certains de ces certificats ne sont pas utilisés, ils doivent retourner à l'Association syndicale.

En vertu de l'article 5 du règlement, l'Administration des Contributions indirectes contrôle le mouvement effectif de toutes les mélasses. Elle doit être avertie des délivrances des bons d'expédition ou de bons d'utilisation.

Le règlement n° 2 définit les conditions de répartition des mélasses destinées à l'alimentation du bétail, entre les utilisateurs. Plusieurs distinctions sont faites : le contingentement maximum des 100.000 tonnes de mélasses est réparti de la façon suivante :

24.000 tonnes aux agriculteurs et éleveurs,

76.000 tonnes aux fabricants de produits mélassés.

L'Association syndicale, spécifie l'article 6, devra fournir chaque mois aux groupements utilisateurs intéressés, la liste des usines productrices ayant encore des contingents de mélasses disponibles pour l'alimentation du bétail.

Le prix de la mélasse destinée à l'alimentation du bétail est fixé en fonction du cours de l'avoine.



Conclusions

Les divers règlements signalés précédemment, établissent une distribution de la production de mélasse entre les producteurs, proportionnellement à leur contingent de production de sucre et suivant le pourcentage proportionnel des diverses utilisations.

Cet ensemble de règlements établit également un système de bons d'utilisation et de circulation, endossables.

Les planteurs de betteraves et les fabricants de sucre se sont efforcés, dès la mise en vigueur de toutes ces nouvelles dispositions, d'aboutir à un accord professionnel pour l'interprétation de ces textes dans les contrats de betteraves.

L'entente s'est faite sur deux points :

1^o Fixation de la baisse du prix de l'alcool de mélasses dans les contrats (procès-verbal du 8 octobre).

Il ressort de ce procès-verbal que le prix de l'alcool de mélasses, servant à établir une partie du prix de la betterave à sucre, tiendra compte des diverses utilisations de la mélasse, avec priorité pour les utilisations chères.

Il ressort également de ce texte, que la totalité des prix supplémentaires que les fabricants de sucre pourront tirer de l'augmentation des mélasses allant au bétail par rapport au prix de base à la carburation, devront être, l'année suivante, ristournés aux planteurs de betteraves.

2^o Modification de la clause des mélasses.

La commission de révision des contrats de betteraves a déjà tranché le conflit né entre les planteurs de betteraves et les fabricants de sucre, à l'occasion de la révision

de la clause des mélasses pour 45 usines. Il est probable, d'ailleurs, que la commission appliquera les mêmes décisions dans l'avenir pour les autres usines qui n'ont pas accepté que le problème soit traité collectivement.

Ces décisions, sur lesquelles on ne s'étendra pas ici, règlent d'une façon équitable cette question irritante de la clause des mélasses dans les contrats.

En résumé, on peut dire que l'application de toutes les dispositions signalées précédemment, organisant le marché de la mélasse et permettant la révision de la clause des mélasses dans les contrats, a mis fin à un état d'irritation dangereux entre, d'une part, les planteurs de betteraves et fabricants de sucre, et, d'autre part, les producteurs de sucre, éleveurs et utilisateurs d'aliments mélassés tout en apportant au Service des alcools des allègements financiers importants.

Ces décrets présentent, en un mot, un intérêt général que l'on ne peut nier.

§ 3. *Régime des Alcools.*

Le problème de l'alcool est, tout comme les problèmes posés par le blé et par le vin, un problème d'équilibre à maintenir entre la production et la consommation.

A la différence des autres problèmes agricoles, l'alcool intéresse assez peu les populations paysannes, formées surtout d'agriculteurs et de viticulteurs ; mais, en revanche, la question de l'alcool est d'une importance capitale pour la défense nationale, ce qui explique qu'elle ait retenu depuis longtemps déjà l'attention de l'Etat, dont le rôle est de défendre non seulement les intérêts généraux présents, mais aussi ceux à venir.

Le marché de l'alcool présente quelques caractères spécifiques : la production a des origines multiples, et, qui plus est, variables suivant la volonté des individus, puisqu'il suffit de distiller ou de ne pas distiller. D'autre part, si l'agriculture et l'industrie réclament des débouchés pour leurs productions, l'hygiéniste et la sociologie demandent constamment la restriction, sinon la disparition, de la consommation de bouche, qui représente environ un quart de la consommation totale. C'est cette opposition entre production et consommation que M. Barthe résume par ces mots :

« L'alcoolisme, péril national, mais l'alcool, richesse nationale ».

Ce qui vient d'être dit donne une idée de la complexité du problème de l'alcool, complexité qui nécessite, plus que pour tout autre produit, un aperçu des éléments du problème, avant d'examiner quelles sont les solutions appliquées par l'Etat.

I. Eléments du problème de l'alcool

Pendant la guerre, toute la production d'alcool trouva un débouché facile et constant dans les industries de guerre ; mais après la période des hostilités, le marché se trouva soudain dans un état assez anarchique, alcools industriels et alcools de bouche se partageant, tant bien que mal, des débouchés rétrécis.

Le problème de l'alcool fut discuté devant le Parlement ; mais, comme bien des discussions, celles-ci furent, au début du moins, stériles et n'aboutirent qu'à exciter betteraviers du Nord, agriculteurs de l'Ouest et vignerons de toutes régions.

Avant d'examiner l'accord de Béziers, intervenu en

1922, dans le cadre de la loi de 1916, mais sur un plan purement professionnel, nous allons examiner en deux paragraphes les solutions données au problème de l'alcool dans les pays étrangers et sur le marché français des alcools.

*A. Solutions au problème de l'alcool dans les pays étrangers*¹.

Il est intéressant de voir comment les pays étrangers ont résolu le problème de l'alcool.

Dans les uns, l'alcool fait l'objet d'un monopole d'Etat (Allemagne, Pologne, Suisse, Turquie); dans les autres c'est un monopole de fait (Autriche, Norvège, Suède, Chili); dans d'autres enfin, c'est la liberté du commerce qui a prévalu (Belgique, Bulgarie, Espagne, Grande-Bretagne, Grèce, Pays-Bas, Portugal, Yougoslavie, Australie, Canada, Égypte, Japon).

Nous allons exposer, en quelques mots, le régime adopté par les pays qui entourent la France, et qui, par hasard, pratiquent chacun un système différent.

1^o *Monopole d'Etat : l'Allemagne.* — D'après la loi de 1918, qui institue le monopole et consacra un état de fait, l'Administration du monopole comprend deux parties :

« L'office du monopole du Reich », qui comprend l'autorité administrative,

et le « service de vente », qui s'occupe des opérations commerciales.

L'alcool est vendu par l'Administration du monopole soit comme alcool brut, soit comme alcool de bouche.

1. Voir, Pierre Marbeau, *Le régime des alcools d'industrie et des alcools de bouche en France*, p. 245 et suiv., Librairie Louis Arnette.

Assurant toutes les opérations commerciales, l'Administration du monopole peut régler la production suivant les besoins du pays. Les prix sont toujours fixés par l'Administration.

Faute de débouchés suffisants, la production est contingente ; mais on estime généralement que l'alcool provenant des pommes de terre pourrait s'accroître de 1.000.000 d'hectolitres, et celui provenant des mélasses de 350.000 hectolitres.

Autres pays pratiquant le monopole d'Etat.

La Pologne, la Suisse, la Turquie.

2° *Monopole de fait : l'Italie.* — En principe, la fabrication et le commerce de l'alcool sont libres ; mais en fait il existe un consortium : « La Societa Italiana produttori alcool », qui groupe toutes les distilleries.

Autres pays pratiquant le monopole de fait :

Autriche, Danemark, Hongrie, Norvège, Roumanie, Suède, Tchécoslovaquie (en Europe) et le Chili.

3° *Pays de liberté absolue : Belgique.* — Il n'existe en Belgique aucun contrôle à la production. Les distillateurs ont simplement constitué entre eux une association, mais sans surveillance de l'Etat.

Autres pays de liberté absolue :

Bulgarie, Espagne, Grande-Bretagne, Grèce, Pays-Bas, Portugal (en Europe) et l'Australie, le Brésil, le Canada, le Japon, etc.

B. *Le marché français.*

1° *Production.* — Le terme alcool est, en chimie, un terme générique ; par contre, le produit commercial appelé « alcool » provenant de la distillation de produits

agricoles, et parfois de synthèse, désigne simplement l'alcool éthylique ; mais, suivant qu'il est extrait de tel ou tel produit, on a différents alcools, qui sont classés en deux grandes catégories :

Les alcools naturels, qui sont les produits de la distillation des vins, cidres, poirés, marcs, lies et fruits frais :

les hydromels, ou alcools obtenus par la distillation du miel ;

les genièvres, alcools obtenus par la distillation simple du seigle, du blé, de l'orge, de l'avoine ; et susceptibles d'être livrés sans coupage à la consommation.

les rhums et tafias, importés des colonies françaises, provenant de la distillation des mélasses ou sirop de sucre de canne.

Les alcools d'industrie, qui sont tous les autres alcools, tels que : les alcools de betteraves, de mélasses, de grains, de pommes de terre, et les alcools de synthèse.

Cette classification légale est arbitraire, car, sauf les alcools de synthèse, produits en faible quantité, tous les alcools sont d'origine végétale.

Il est d'ailleurs curieux de constater que les alcools dits « naturels » sont à peu près tous fournis par les régions du Midi et de l'Ouest de la France, régions ayant au Parlement l'avantage du nombre ; alors que les alcools dits « industriels », sont fabriqués dans la région du Nord.

En examinant les statistiques, on est frappé par l'augmentation extraordinaire de la production.

Production des alcools (après guerre)
(en hectolitres)

Moyenne ¹ : 1904-1913		Campagnes ² :	
	2.612.000	1930-1931	3.089.000
Années ¹			
—	1919 821.000	1931-1932	3.314.000
—	1922 1.733.000	1932-1933	4.262.000
—	1926 1.485.000	1933-1934	4.474.000
—	1928 2.153.000	1934-1935	5.781.000

Le détail de la production est intéressant à noter, car si l'évolution a été très différente suivant les origines de l'alcool, le tableau ci-après indique quelques chiffres, que M. Achard nous a communiqués.

1° Alcools industriels

	1930-31	1932-33	1934-35
Betteraves	1.525.175	2.446.892	2.889.215
Mélasses	908.221	830.278	1.069.622
Farines	5.070	1.979	2.497
Autres	11.265	11.888	16.917
Total	2.449.729	3.291.037	3.987.251
Stocks du 1 ^{er} septembre de chaque campagne :	494.313	1.603.074	1.555.946

2° Alcools libres

(Alcools dits « naturels »)

	1930-31	1932-33	1934-35
Vin	130.200	130.875	934.896
Marc, lies et fruits	265.303	315.044	393.995
Cidres, pommes, poirés	...	...	446.200
Genièvres	25.610	21.188	18.760
Autres substances	...	6.509	28
Total	639.518	971.084	1.793.879
Stock au 1 ^{er} septembre de chaque campagne :	1.467.739	1.304.833	1.777.438

1. Statistique annuelle du Ministère de l'Agriculture.

2. Chiffres communiqués par M. Achard.

Pendant la campagne 1934-1935, sur le total de la production d'alcools libres, 714.000 hectolitres ont été livrés au Service des alcools, se répartissant entre :

l'Alcool de vin	669.000 hl.
et l'Alcool de pommes	45.000 hl.

De plus, des importations d'alcool libre, malgré l'encombrement du marché, sont admises, en provenance de l'Afrique du Nord.

1933-1934	336.482 hl.
-----------	-------------

1934-1935	702.202 hl.
-----------	-------------

dont, en 1935, 524.394 hectolitres provenaient de l'Algérie.

2° *Economie du marché*¹.

Au lendemain de la guerre, la production de l'alcool de betterave était très faible, par suite de la destruction des distilleries qui se trouvaient, pour la plupart, dans les régions envahies et n'existaient plus.

Pendant la reconstitution, et bien que les quantités produites fussent inférieures à celles d'avant-guerre, les stocks augmentaient, du fait que les usages industriels de l'alcool industriel acheté par l'Etat étaient peu nombreux ; il n'y avait, comme débouché important, que l'éclairage et le chauffage.

Pendant la guerre, pour assurer la fabrication des vinaigres, des produits pharmaceutiques et d'eaux de toilette, des cessions d'alcool industriel avaient été faites pour ces usages, et on avait appelé ces industries « privilégiées », puisqu'elles étaient fournies de préférence à la consommation de bouche, à des prix raisonnables alors qu'elles ne pouvaient se procurer leur matière pre-

1. Renseignements principaux fournis par M. Achard.

mière à des prix avantageux sur le marché libre. À ce moment, en effet, il n'était pas question de transformer le vin en alcool, puisqu'il trouvait naturellement un débouché plus important que sa production. La consommation de bouche, pour l'armée comme pour la population civile, était difficilement alimentée par la production nationale. Les prix avaient donc beaucoup augmenté.

Après la guerre, le service des alcools continua à fournir les industries privilégiées, et devant la carence de l'alcool libre, il fournit également l'industrie du vinaigre et du mûtage, ainsi que l'alcool destiné à la conservation des fruits.

Les prix de vente fixés pour ces débouchés étaient plus importants que celui pour les usages industriels, et le budget se trouvait ainsi facilement en équilibre.

Devant les récriminations des régions betteravières, désireuses de revenir à l'état de culture d'avant-guerre, et pour conserver aux alcools dits « naturels » la consommation de bouche, il fut institué dans le Midi un comité technique du « *Carburant National* ». Il avait pour but de rechercher le moyen de trouver un écoulement important des alcools d'industrie dans la carburation, pour l'alimentation des moteurs à explosion.

On employait bien, depuis 1880, de l'alcool à cet usage, mais il fallait le mélanger en parties égales avec du benzol seul, ou avec du benzol et de l'essence de pétrole, car il ne se mélangeait pas, tel qu'on le fabriquait, avec cette essence de pétrole. Le benzol n'existant qu'en quantité limitée, l'emploi de l'alcool était restreint.

Le comité cité plus haut, à la tête duquel se trouvait le savant Daniel Berthelot, décida de créer le concours

du « *Carburant National* » qui avait pour but de rechercher le moyen d'utiliser cet alcool en mélange direct avec l'essence.

A cette occasion, eut lieu, le 8 avril 1922, l'*accord de Béziers*, entre la Production viticole, la Production des cidres, la distillerie du Midi, le Syndicat National des spiritueux, la Distillerie industrielle et la Distillerie agricole du Nord.

Le marché de l'alcool de bouche, à l'intérieur, doit être livré entièrement à l'« alcool naturel », sauf quand la la production est insuffisante.

Le marché de consommation, à l'exportation, demeure ouvert aux « alcools d'industrie ».

Le concours de Béziers mit en relief la possibilité de mélanger l'alcool et l'essence, grâce à des « unisseurs », qui montrèrent aussi que l'alcool déshydraté se mélangeait en toutes proportions avec l'essence.

Quelques mois après, il était possible de fabriquer industriellement cet alcool déshydraté, ce que l'on ne savait pas faire auparavant.

Le 28 février 1923, le Parlement pouvait voter avec l'assurance qu'elle était applicable, la loi obligeant les importateurs d'essence à reprendre de l'alcool à l'Etat et de ne le revendre qu'en mélange avec l'essence, dans ce qu'on appelait : « *le Carburant National* ».

Des ressources sont créées en même temps au service des alcools, par le versement d'une taxe par hectolitre d'essence importé.

*
* * *

II. Interventions de l'État ¹

L'Etat est intervenu sur le marché des alcools par une série de mesures prises en 1935, mesures qui fixent le nouveau régime de l'alcool.

Avant d'examiner ce nouveau régime, il est nécessaire de voir par quelles dispositions était régi le marché des alcools avant 1935.

Législation de l'alcool avant le 30 juillet 1935 ².

Depuis le 30 juin 1916, tous les alcools d'industrie sont réservés à l'Etat, qui ne doit les rétrocéder que pour des usages industriels.

Par décret du 13 août 1919, un régime provisoire de l'alcool était créé, dont la gestion était confiée au Ministre des Finances. Ce régime a été prorogé plusieurs fois, jusqu'à ce qu'un régime définitif ait été institué.

Le soin de suivre, pour le compte de l'Etat, les opérations d'achats et de cessions d'alcools, fut confié à un service dont l'organisation administrative ne fut fixée par aucun texte : le service des alcools.

Le régime de 1919 se révéla insuffisant dès qu'il y eut surproduction.

Les stocks d'alcool industriel ont cependant légèrement baissé ces derniers temps, puisque de 1.740.000 hectolitres en septembre 1934, ils n'étaient plus que de 1.556.000 hectolitres en septembre 1935.

1. Renseignements communiqués par M. Achard ; renseignements communiqués par l'Office des renseignements agricoles au Ministère de l'Agriculture.

2. Pierre Marbeau, *Le régime des alcools en France*, p. 131 à 193.

Pourtant, si l'écoulement des achats d'alcool faits par l'Etat était réalisé, l'équilibre financier du service des alcools risquait de n'être bientôt plus obtenu.

C'est que la production d'alcool libre était devenue très importante. A la fin de septembre 1930, les stocks d'alcool libre étaient de 1.468.000 hectolitres ; chaque année ils augmentent, et malgré les débouchés ¹ que l'alcool libre a pu conquérir sur l'alcool l'industrie, ils sont de 1.778.000 hectolitres à la fin de septembre 1935.

De ce fait, les prix de l'alcool libre sont tombés au-dessous des prix de cession des alcools de l'Etat aux industries privilégiées, et l'Etat vendait par conséquent au-dessous du prix de revient.

Les associations professionnelles, voulant enfin chercher en commun une solution, arrivèrent à mettre sur pied différents projets ², dont les Pouvoirs publics se sont inspirés largement, et qui constituent la base des divers décrets-lois et décrets, que nous allons indiquer.

Décret du 30 juillet 1935. — Sur la « défense du marché des vins et régime de l'alcool ».

C'est le chapitre V de ce décret, qui s'occupe de l'alcool, sous la Rubrique « Régime économique de l'alcool ».

L'Etat se réserve la production de tous les alcools éthyliques, autres que les eaux-de-vie d'origine. Les quantités d'alcool achetées par l'Etat sont cédées pour tous les usages où des manipulations quelconques feront perdre à l'alcool la dénomination générique « d'eau-de-vie ».

1. La concurrence des alcools libres se faisait sur le marché des alcools dénaturés, pour le chauffage, cédés à 200 fr. l'hectolitre.

2. Le 21 juin 1935, un avant-projet sur le statut définitif, ainsi qu'un projet de budget, est remis d'un commun accord par tous les producteurs d'alcools aux Pouvoirs publics.

L'article 3 du décret détermine les quantités d'alcool à acheter par le Service des alcools.

L'article 42 n'est pas très précis ; il vise la répartition des contingents de chaque catégorie en cas de dépassement de production, et laisse le soin de régler la question par arrêté d'une commission spéciale.

L'article 45 établit le barème suivant lequel seront payés les différents alcools réservés à l'Etat par le décret ; le coefficient est déterminé, pour chaque contingent, en fonction du prix de l'alcool de betteraves.

Alcools de vins et alcools de cidres	2,55
Alcools de pommes	2,20
Alcools de marcs de raisins	1,60
Alcools de mélasses	0,68
Alcools de grains et alcools de synthèse	0,60

L'alcool de betteraves est payé en parité avec le prix du sucre depuis que la loi du 1^{er} août 1924 a été transcrite à l'alinéa 1^{er} de l'article 3 du Code des contributions indirectes. Le *Journal Officiel* du 29 août 1935 indiquait un prix de 234 fr. 828 pour les alcools rectifiés de betteraves.

L'article 45 détermine de quelle façon seront utilisés les bénéfices du service des alcools : 125 millions de francs serviront à résorber les excédents des récoltes viticoles, et à financer les arrachages de vignes ; le reste sera réservé au budget général.

L'article 46 a trait aux mélasses de sucrerie.

L'article 47, règle les reprises d'alcool, actuellement chez les utilisateurs, ou en cours de transport, qui seront dorénavant vendus par le Service des alcools : une redevance sera due à ce service sur tous ces alcools.

L'article 49 prévoit des pénalités pour les infractions aux textes législatifs nouveaux.

L'article 50 organise le compte spécial du service des alcools, recettes et dépenses.

L'article 51 décide le financement par le Service des alcools, des achats d'alcool prévus par la loi du 4 juillet 1931. Ce seront des avances qui lui seront remboursées dans un délai de 4 ans au maximum.

L'article 52 a trait au contingentement de l'alcool de betteraves.

Les autres articles du décret du 30 juillet 1935, ne sont pas spéciaux au régime des alcools.

Il nous reste à examiner, pour avoir une vue d'ensemble des dispositions régissant le nouveau régime de l'alcool, les décrets postérieurs au décret de juillet :

Décret du 8 août 1935. — Soumettant à l'autorisation administrative la construction d'usines nouvelles travaillant la betterave ou ses sous-produits.

C'est une commission, comprenant des représentants des intérêts corporatifs, qui donnera son avis sur les demandes présentées.

Décret du 28 septembre 1935. — Complétant le décret du 30 juillet, en ce qui concerne les reprises d'alcool libre par le Service des alcools.

Décrets et arrêtés du 28 septembre 1935. — Du Ministre des Finances.

Ils fixent les prix de cession de l'alcool à la carburation ; les prix d'achats pour la campagne 1935-1936, des alcools de vin, des alcools de cidre et de poirés, des alcools de mélasses indigènes, etc. ; les prix de cession des alcools aux différentes industries, en particulier 900 fr. l'hectolitre pour la préparation des spiritueux.

Décret du 29 septembre. — Paru au *Journal Officiel*

du 31 octobre 1935, réorganisant le Service des alcools, sous forme d'une régie commerciale.

Le Service des alcools est placé sous l'autorité du Ministre des Finances, et est administré par un directeur assisté d'un comité. Enfin, il est constitué par un Conseil supérieur de l'alcool.

Décret du 30 octobre 1935. — Modifiant certains points du décret de juillet, pour en rendre l'application plus facile.

Tous les décrets pris depuis 1935, peuvent se résumer de la façon suivante, ce qui permet d'en montrer les points principaux :

Régime définitif de l'alcool confié à un « Service des alcools ».

Création d'un Conseil supérieur de l'alcool.

Tous les alcools dépassant 70° Gay-Lussac, sont réservés au « Service des alcools », qui les achète à des prix établis en fonction du prix du sucre, et seulement en quantités prévues.

Le Service revend ces alcools à tous les usages, à des prix qu'il fixera lui-même chaque année, pour assurer son équilibre financier.

Les bénéfices annuels réalisés par le Service des alcools sont affectés jusqu'à 125 millions à la viticulture et le reste au budget général et aux réserves du Service.

Toutes ces réformes mises en vigueur par les décrets-lois, sont les réformes suggérées par les Associations professionnelles.

Il est possible que, sur un plan aussi important, tout n'ait pas été prévu, mais il semble bien qu'à part de légères modifications, dont l'expérience montrera la nécessité, le nouveau régime est habilement établi, et qu'il doive donner d'ici peu des résultats appréciables.

Section IV LA VIANDE

En France, la production du bétail représente en valeur un peu moins que celle des céréales réunies, mais un peu plus que celle du blé considéré seul.

Elle fournit environ le 1/4 du revenu paysan.

C'est pourquoi les difficultés d'une branche aussi importante de la production agricole ne pouvaient laisser insensible le Parlement. L'Etat est donc intervenu pour assainir le marché de la viande et du lait, débouchés principaux de la production du bétail.

Mais avant d'envisager les mesures prises par l'Etat, il est intéressant de considérer, dans un rapide aperçu, comment se présentent le marché mondial et le marché français.

I. Structure du marché

A. *Marché mondial.*

M. le Professeur Nogaro ¹ évaluait la production mondiale de la viande de l'année 1930 à 11 milliards 700 millions de dollars (le dollar valant encore 25 fr.).

M. Nogaro indique que, malgré l'importance de cette production, le marché de la viande ne peut être comparé au marché mondial du blé, ni à celui du sucre : il n'y a pas véritablement un marché organisé de la viande.

Il apparaît, en effet, que la viande est un produit qui

1. Voir, B. Nogaro, *Les prix agricoles mondiaux et la crise*, p. 91 et suiv.

se conserve peu, et qui, par conséquent, ne présente pas les qualités indispensables pour être une marchandise de Bourse. S'il existe un commerce international de la viande, cela tient au fait que certains pays produisent trop pour leur consommation et d'autres pas assez ; mais il n'existe pas, à proprement parler, un marché mondial avec une demande universelle et une offre universelle.

Il est impossible de connaître avec précision à combien de têtes se monte le cheptel mondial et sa répartition ; aussi les chiffres suivants, qui sont empruntés à des documents réunis par l'Association générale des producteurs de viande¹ et qui sont des chiffres officiels, ne constituent-ils en fait que des évaluations.

1° *Le troupeau bovin.*

Sauf exception, les chiffres se rapportent à l'année 1930. L'effectif approché du cheptel bovin mondial est d'environ 450 millions de têtes.

Les principaux pays éleveurs se répartissent ainsi :

en milliers de têtes :			
Indes (avec buffles)	141.542	Australie	14.530
Etats-Unis	55.696	Royaume-Uni	11.284
Argentine (1923)	37.064	Canada	9.172
Brésil (1921)	34.271	Pologne	8.601
Allemagne	17.983	Union Sud-Africaine	9.739
France	14.941	Italie	7.400

En U.R.S.S., contrairement au but du premier Plan quinquennal, les paysans ont détruit spontanément le bétail en manière de représailles. On note le chiffre de 70,5 millions de têtes en 1928 ; 47,9 millions en 1931,

1. Publication d'avril 1929 : *La viande, production, prix, consommation*. Imprimerie de la Confédération nationale des associations agricoles.

et 38,6 millions en 1933. Le second Plan prévoit, pour 1937, un troupeau bovin reconstitué de 65,5 millions de têtes.

Au point de vue de la densité par rapport au nombre d'habitants, le Danemark vient en premier, pour l'Europe, avec près de 800 têtes. La France, avec 375 bovins par mille habitants, suit presque à égalité avec la Suisse.

En ce qui concerne le commerce international de la viande de bœuf, le département de l'agriculture des Etats-Unis observait que 94 % de l'exportation sont centralisés dans sept pays, qui ne possèdent que le quart du troupeau mondial : Argentine, Uruguay, Australie, Pays-Bas, Etats-Unis, Nouvelle-Zélande et Brésil. D'autre part, 87 % des importations nettes sont consommés par trois pays, qui n'ont ensemble que 7 % de ce cheptel : Royaume-Uni, Allemagne et France. Tous trois ont réduit leurs importations. (Notons à ce sujet que la France, depuis 1933, ne peut plus compter au nombre des pays importateurs).

2° *Le troupeau ovín.*

On constate, pour le mouton, une progression de la production entre 1925 et 1930, atteignant environ 30 %, suivie depuis d'une diminution continue. En 1930, l'effectif mondial était estimé à 650 millions, dont 190 en Europe.

Voici en milliers de têtes, les chiffres comparés de quelques pays :

Australie	99.000	Roumanie	12.950
Etats-Unis	44.545	France	10.693
Argentine	35.671	Maroc	9.275
Afrique du Sud	35.570	Yougoslavie	7.736
Nouvelle-Zélande	24.905	Algérie	5.614
Royaume-Uni	24.500	Allemagne	3.800
Turquie	13.000		

3° *Le troupeau porcin.*

L'effectif mondial était, en 1930, d'environ 260 millions de têtes, dont 77 en Europe. Les principaux pays producteurs étaient alors :

En milliers de têtes :			
Etats-Unis	58.962	Philippines	7.887
Allemagne	22.380	France	6.019
Brésil	18.401	Pologne	5.500

*
* *

M. le Professeur Nogaro indique dans son livre *Les prix agricoles mondiaux et la crise*¹, que :

« Si la production globale de la viande dans le monde entier paraît être restée à peu près stable de 1929 à 1932, il y a eu depuis lors une augmentation qui paraît avoir porté la production à un niveau de 10% environ supérieur à la moyenne 1925-1929 ».

Quant à la consommation, moins stable que celle du pain, elle est cependant assez peu élastique, et il y a donc eu, certainement, surproduction mondiale vers 1933-1934.

La place la plus représentative du marché mondial de la viande est celle de Londres : l'Angleterre importe une très forte quantité de viande, et l'on a pu dire avec raison que l'Argentine était « l'usine à viande de l'Angleterre ».

La considération de la courbe des prix marque une chute moins grande pour la viande que pour la plupart des produits agricoles, et cela s'explique par le fait que la viande ne pouvant être conservée longtemps, l'adaptation de l'offre à la demande s'est faite rapidement par la capitulation des pays exportateurs.

1. Voir l'ouvrage cité, p. 96.

Les Pouvoirs Publics de ces pays ont employé des moyens très efficaces, agissant soit sur l'offre, soit sur la demande, soit, quelquefois, sur les prix.

Le Danemark et les Etats-Unis ont contingenté la production de l'éleveur par des cartes, des sanctions étant appliquées à celui qui conserve plus de têtes que celles qu'il a été autorisé à garder.

D'autres Etats sont intervenus directement sur les marchés en prélevant une certaine quantité d'animaux.

Les Pays-Bas ont ainsi décidé l'achat sur le marché de 4.000 vaches laitières par semaine pendant un an ; la viande mise en conserve est destinée aux chômeurs. Ce système est ingénieux, puisque, d'abord, sous l'apparence d'assistance sociale, il sera accepté par tous, et surtout il dégage à la fois immédiatement le marché du lait et le marché de la viande, en même temps que le marché à venir, en éliminant les mères.

Les Etats-Unis ont appliqué la même méthode, mais plus largement, comme d'habitude : l'Etat a acheté 3 millions de vaches laitières en 1934, et le programme complet prévoit l'élimination d'environ 10 millions de bêtes.

La Suisse a employé aussi le même procédé. Il est intéressant de noter que la Suisse a essayé également du prix minimum : les viandes de génisses et de bœufs gras de choix étaient taxées au prix minimum de 1 fr. 20 par kilogramme ; mais ce second essai échoua, car les acheteurs avaient transformé ce prix minimum en prix maximum, et le système fut abandonné.

L'Etat Irlandais est intervenu différemment, en payant une prime de 10 shillings pour chaque peau de veau présentée : c'est encore une manière de dégager le marché immédiatement et pour l'avenir.

Les résultats obtenus ont dépassé les espérances dans quelques pays. Au Danemark, en 18 mois, l'effectif des porcs est passé de 4,5 millions à 3 millions de têtes ; les prix ont monté fortement, mais les abatages sont devenus à peine suffisants pour assurer le contingent mensuel de bacon accordé par la Grande-Bretagne.

De même, aux Etats-Unis, l'effectif porcin a été réduit au point qu'il a fallu importer des porcs canadiens.

B. *Structure du marché français*¹.

En France, l'élevage constitue une des branches les plus importantes de notre économie agricole : en 1929, la production de la viande représentait environ 15 milliards de francs.

Dans bien des régions, les pâturages occupent la presque totalité du sol productif (avec la forêt) ; ailleurs, à côté de la culture, la plupart des exploitants font de l'élevage.

Depuis 1914, la diminution de la surface cultivée en blé porte sur environ un million d'hectares, et cette surface devenue libre a été principalement consacrée à l'herbage, pour deux raisons essentielles : d'abord la rémunération intéressante des produits de l'élevage, ensuite et surtout parce que l'élevage nécessite une moindre main-d'œuvre que toute autre production agricole.

1° *Production.*

Les chiffres statistiques fournis par le Ministère de l'Agriculture montrent, par comparaison avec l'an-

1. Sources principales de documentation : Entrevue avec M. Rouy, secrétaire général de l'Association générale des producteurs de viande ; Publication déjà citée, *La viande*, éditée en avril 1929, par la C. N. A. A. ; Articles de M. Rouy dans la *Journée industrielle*.

née 1913, que notre cheptel, décimé pendant la guerre a été reconstitué, sauf pour les ovins. Dans les effectifs du troupeau français, le cheval tient une place importante ; mais au point de vue de la production de viande, son cas est un peu spécial. Aussi nous limiterons-nous aux bovins, ovins et porcins.

	(en têtes de bétail)		
	Bovins	Ovins	Porcins
1913	14.788.000	16.131.000	7.036.000
1918	12.251.000	9.061.000	3.980.000
1924	14.025.000	10.172.000	5.802.000
1927	14.941.000	10.693.000	6.019.000
1929	15.631.000	10.452.000	6.102.000
1930	15.467.000	10.152.000	6.324.000
1931	15.434.000	9.845.000	6.398.000
1932	15.643.000	9.762.000	6.488.000
1933	15.830.000	9.730.000	6.769.000
1934	15.704.000	9.571.000	7.044.000

Pour les bovins, la reconstitution du troupeau était effectuée dès 1927, et actuellement le nombre de têtes est de près de un million supérieur à celui de 1913.

Pour les ovins, après avoir atteint un chiffre maximum en 1927 (chiffre d'ailleurs très inférieur à celui de 1913), le troupeau français actuel n'est que les 60 % de celui d'avant-guerre.

Quant aux porcins, les chiffres actuels sont comparables à ceux d'avant-guerre.

2° *Consommation intérieure.*

L'opinion généralement répandue est que la consommation de viande a diminué avec l'abaissement du pouvoir d'achat dû à la crise générale ; or, M. Rouy, le distingué secrétaire de l'Association générale des producteurs de viande, dans divers articles, fait constater que

les chiffres d'abatage publiés par la Statistique générale de la France infirment nettement cette opinion.

Cette statistique donne, en effet, le nombre d'animaux abattus dans 31 grands abattoirs français, parmi lesquels ceux de 21 villes principales, et ce n'est pas un recul que l'on constate, mais bien plutôt une progression très nette.

Afin de ne pas conclure avec des chiffres que l'on peut critiquer comme étant partiels, M. Rouy, par l'examen des recettes de la taxe à l'abatage, qui, elle, s'applique au poids vif sur tous les animaux sacrifiés en France pour la consommation (exception faite pour les porcs tués à la ferme pour la consommation familiale), a dressé un tableau depuis 1927 : les chiffres de la première colonne sont tirés des relevés des recettes de la taxe à l'abatage ; ceux de la seconde, de la statistique des douanes. Ces chiffres ont été arrondis et représentent des milliers de tonnes de viande : bœuf, veau, mouton, porc, cheval.

	Viandes produites en France	Excédents importés	Total consommé
1927	1.184	115	1.299
1928	1.353	21	1.374
1929	1.385	6	1.391
1930	1.281	102	1.383
1931	1.183	180	1.363
1932	1.298	75	1.373
1933	1.381	59	1.440
1934	1.441	32	1.473
1935	1.503	21	1.524

« La lecture de ce tableau démontre que, pendant plusieurs années, la consommation de la viande est restée assez constante, les variations des importations compensant à peu de chose près celles de la production intérieure.

« Dans les deux dernières années, au contraire, en dépit du recul des entrées de l'extérieur, la consommation s'accroît nettement du fait du plus grand nombre d'animaux abattus ».

3° *Commerce extérieur.*

Pendant la guerre et au cours de l'après-guerre, jusqu'à la reconstitution de notre cheptel national, les importations avaient atteint un chiffre très considérable. Vers 1928-1929, après la reconstitution du troupeau, ces importations redevenaient à peu près normales ; mais, par suite de la baisse mondiale, elles remontaient en 1930 et surtout en 1931 à des chiffres que n'expliquaient plus les quantités déficitaires de notre production nationale.

La diversité des catégories, des espèces et des formes sous lesquelles se présentent les importations venant tant de l'étranger que des colonies françaises, nous entraînerait à citer des chiffres trop nombreux, qui compliqueraient l'exposé sans donner une idée complète de la question ; aussi, nous a-t-il paru préférable de considérer uniquement les chiffres globaux par lesquels M. Rouy a groupé, en faisant les conversions nécessaires, les bovins, ovins, porcins, chevaux de boucherie sur pied, les volailles, les viandes fraîches et congelées de bœuf, veau, mouton, porcs et autres, ainsi que les conserves et charcuteries.

En faisant figurer également les exportations, qui, à certaines époques, ont tenu une place très appréciable, on obtient le tableau récapitulatif suivant :

	Importa- tions	Exporta- tions	Excédents des import.	
			en poids	en % de la consommation.
	(en millions de quintaux de viande)			
Moyenne annuelle				
1901-1910	426	282	144	0,75 %
Année 1913	445	320	125	0,65 %
Moyenne annuelle				
1921-1930	1.400	400	1.000	5 %
Année 1931	2.173	116	2.057	12 %
Année 1934	570	182	388	2 —

Dans ce tableau, le trafic avec la Sarre a été pris en considération, afin de rendre la comparaison exacte dans la mesure du possible.

Pour l'année 1935, l'excédent d'importation s'est monté à 391.500 quintaux, et on peut remarquer que ce chiffre est encore très sensiblement supérieur à celui d'avant-guerre: cela tient presque uniquement à une diminution des sorties de bovins, par rapport à cette période; le tonnage total des importations, en 1935, est en effet très supérieur à celui de 1913.

L'excédent d'importations est imputable à nos colonies pour 243.000 quintaux, et à l'étranger, pour 117.600 quintaux (soit le 1/3 seulement).

4^e Commerce intérieur.

Les cours officiels du marché de la Villette, cours moyen au kilogramme de viande net pour les animaux de deuxième qualité, qui constituent la consommation courante, résument l'évolution dans le tableau suivant :

	Boeuf (net)	Veau (net)	Mouton (net)	Porc (net)
	fr.	fr.	fr.	fr.
1913	1,61 or soit : 8,05	2,33 or soit 11,65	2,27 or soit 11,35	1,80 or soit 9,00
1930	10,25	13,52	14,81	11,15
1931	9,26	11,90	13,46	8,46
1933	5,55	8,86	10,77	9,21
1934	5,13	7,61	11,12	6,08
1935	4,79	7,17	10,08	3,65
1936 1 ^{er} trim.	5,20	8,45	10,15	4,74

Ces chiffres sont ceux des prix de gros au marché de la Villette, c'est-à-dire comprenant le revenu du producteur et celui des intermédiaires, y compris les frais, taxes, transport et prélèvements divers.

M. Rouy fait remarquer que le prix du détail et le prix chez le producteur n'ont pas suivi des courbes parallèles. En 5 ans, de 1930 à 1935, le prix est tombé de moitié pour le producteur et du tiers seulement pour le consommateur. Cela tient à ce fait que la marge brute est restée la même ; mais alors qu'en 1930, cette marge brute ne représentait que le tiers du prix total au détail et la moitié du prix à la production, elle est aujourd'hui égale au prix à la production, et entre pour la moitié dans le prix de vente au détail.

II. Interventions de l'État

A. Pourquoi l'Etat est-il intervenu ?

En étudiant l'évolution du marché de la viande, on rencontre le même processus, la même suite de circonstances qui ont influencé les marchés du blé et du vin, par exemple.

L'Etat a essayé, tout d'abord, de dégager le marché

national de la concurrence étrangère ; mais les importations considérables de 1931 ont prouvé que les droits de douane étaient insuffisants ; l'Etat eut alors recours au contingentement.

Mais jusque là, la crise, uniquement crise de prix, semblait pouvoir être résolue par des moyens d'ordre externe, puisque la France était considérée encore comme pays importateur de viande.

Si l'année 1931 avait été marquée par une débâcle des cours du bétail dans le courant de l'été et de l'automne, après une défense aussi énergique contre l'extérieur, les prix auraient dû au moins se stabiliser. Or les années 1932 et 1933 ont vu les cours de la viande baisser encore et M. Rouy écrivait en septembre 1933 :¹

« La baisse ininterrompue depuis trois ans est de 50 % à la Villette, c'est-à-dire plus encore à la production, les frais intermédiaires étant restés constants ».

Et il dénonçait à cette époque l'inefficacité d'une défense contre les importations étrangères, en constatant que : « une offre abondante compense, et au delà, la très forte diminution des apports étrangers ».

En 1934, un nouvel avilissement des cours se produit, et comme conséquence normale, une aggravation progressive de l'inquiétude des producteurs. La concurrence étrangère ayant été éliminée, la chute des cours tenait donc à une offre intérieure trop abondante, que l'on peut attribuer à deux causes principales :

1° *L'excédent des disponibilités.* — La bonne tenue des cours du bétail, en 1929 et 1931, alors que la crise commençait à peser sur les autres marchés agricoles, a poussé au développement de cette production.

1. Articles de la *Journée Industrielle* — 21 septembre 1933.

2° *Le manque d'argent liquide des producteurs.* — Du fait de la mévente à peu près générale, et notamment du blé, les cultivateurs ont été contraints de vendre leur bétail à perte ou trop jeune, pour faire face aux échéances pressantes (loyer) et financer la préparation de leurs terres.

Vers la fin de 1934, les plus avertis de ceux qui vivent de la production et du commerce de la viande, envisageaient les moyens d'améliorer le marché intérieur.

On présentait en exemple, les essais couronnés de succès dans les pays étrangers, et d'autre part, les interventions de l'Etat français sur les marchés du blé et du vin incitaient les producteurs de viande à demander une protection similaire.

A diverses reprises, des projets avaient été présentés, mais n'avaient pas été pris en considération. Finalement, le Parlement vota, sur présentation par le Gouvernement, la loi du 16 avril 1935, « tendant à l'organisation et à l'assainissement du marché de la viande ».

B. *Comment l'Etat est intervenu.*

On peut diviser les mesures prises en mesures de protection extérieure et mesures de réorganisation interne.

1° *Mesures de protection extérieure.*

Par des relèvements tarifaires de droits de douane, par l'instauration de taxes de licences, par l'application du contingentement des importations, et enfin par la prohibition de certaines importations, le Parlement et les Gouvernements successifs se sont attachés à réduire les entrées des viandes, des dérivés des viandes et des corps gras, en provenance de l'étranger.

a) *Droits de douane et taxes de licence*¹. — Le tableau ci-après indique quelles sont les majorations réalisées depuis le début de 1933, en même temps que la comparaison des droits de douane actuels, avec les droits pratiqués en 1914.

Les décrets des 7 août 1933 et 27 mai 1935 ont, en outre, majoré les droits de douane sur l'ensemble des graines et fruits oléagineux, des matières grasses et leurs dérivés.

Le décret du 7 août 1933 porte les droits de douane sur les graines à 11 fr., alors qu'elles étaient exemptes de droits ; les autres graines et leurs dérivés devant supporter en proportion équivalente les droits de douane, selon leur richesse en huile. Pour les graisses animales, les droits ont été affectés du coefficient 3, en moyenne, par le décret du 19 juillet 1934.

Le décret du 27 mai 1935 a, d'une manière générale, doublé les droits institués par le décret du 7 août 1933.

Les taxes de licence, dont le principe a été établi par l'article 56 de la loi du 28 février 1933, ont reçu leur première application par le décret du 12 mai 1933, qui établit une taxe de 50 à 100 fr., comprenant les arrivages sur pied et de viande.

Le décret du 28 juin 1933 a établi cette taxe sur les viandes salées, sur les viandes préparées.

Le décret du 28 décembre 1933 établit une taxe de 150 fr. par 100 kgr. net de charcuterie fabriquée.

Un décret du 19 juillet 1934 a opéré des réductions sérieuses de la taxe de licence, et souvent même la suppression totale de cette taxe : ces réductions de taxe ont été compensées par l'augmentation équivalente des droits de douane.

1. Office des renseignements agricoles au Ministère de l'Agriculture.

DROITS DE DOUANE

Schoen

Désignation des marchandises	Unité de perception	Droits en 1914		Droits en 1933		Droits actuels		Coefficient de majoration par rapport à 1914
		Tarif général	Tarif minimum	Tarif général	Tarif minimum	Tarif général	Tarif minimum	
Chevaux de boucherie	tête	fr. 90	fr. 50	fr. 1.600	fr. 400	fr. 400	fr. 100	
Bovins	100 kg. vif	30	20	200	100	312	156	7,8
Veaux	—	40	25	250	125	395,20	197,60	7,9
Moutons	—	40	25	250	125	395,20	197,60	7,9
Porcs	—	25	15	450	225	468	234	15,6
<i>Viandes fraîches et réfrigérées :</i>								
Mouton	100 kg. net	50	35	350	175	540,80	270,40	7,6
Porc.....	—	40	25	500	250	780	390	15,5
Bœuf et autres	—	50	35	350	175	540,80	270,40	7,6
<i>Viandes congelées :</i>								
Mouton	100 gr. brut	50	35	180	90	280,80	140,40	4
Porc.....	—	40	25	400	200	416	208	8
Bœuf et autres	—	50	35	180	90	280,80	140,40	4

14 1. Deux majorations successives : décret du 7 août 1933 en application de la loi du 6 août 1933 ; Décret du 27 mai 1935 en application de la loi du 16 avril 1935 (art. 20).

2. Décret du 27 mai 1935.

Enfin, le décret du 29 mai 1935 exempte de la taxe les chevaux de boucherie, et incorpore celle-ci dans le droit de douane, fixé à 100 fr. par kgr. de poids vif.

En résumé, compte tenu de ces taxes, les importateurs ont à acquitter à l'importation en France, la somme des droits de douane et des taxes, ce qui, en ne considérant que le tarif minimum, représente des majorations par rapport aux droits acquittés en 1914, s'établissant au taux ci-après :

Chevaux de boucherie	10 francs
Viande fraîche de boeuf	8 —
Viande congelée de porc	9 —
Autres	5 —
Viandes salées :	
Porc lard et poitrine	11,40 francs
Porc autres	14,30 —
Autres	8 —
Viandes préparées :	
non cuites { porc	17,40 francs
{ autres	9,40 —
cuites { porc	15,40 —
{ autres	9,80 —
Charcuteries	13 —
Conserve de viande { porc	30 —
{ autres	18,75 —
Saindoux { brut	11 —
{ raffiné	14,70 —

b) *Contingents*¹. — Les contingents d'animaux sur pied et des dérivés de viande, ont été établis par décrets des 30 septembre 1931 (bœuf, porc et dérivés) ; 10 novembre 1931 (viande de mouton) ; 2 mars 1932 (chevaux de boucherie, mouton sur pied). Par ailleurs, pour assurer la protection efficace du marché français des corps gras alimentaires et par là même revaloriser le cinquième

1. Chiffres communiqués par l'Office des renseignements agricoles

quartier, les importations de matières grasses susceptibles de concurrencer les graisses animales françaises dans la fabrication des graisses alimentaires, ont été contingentées par décret du 28 décembre 1933 : suif, saindoux, oléo-margarine, huile de baleine, huile fixe pure végétale alimentaire, graisses végétales alimentaires.

En outre, les importations d'abats ont été contingentées par le décret du 10 avril 1935. Un arrêté de la même date a fixé à néant les contingents ouverts à l'importation des abats frais et réfrigérés, ainsi que celle des abats congelés, à l'exception des foies de porcs, des cervelles, des rognons et des glandes destinées à des préparations opothérapiques, dont les importations demeurent libres.

Quantum des contingents

Produits	Date de mesure	Contingent 1932 en quintaux	Contingent 1934 en quintaux
Bovins	30-9-31	158.000 dont 120.000 pour la Sarre	18.000 pour la Sarre.
Porc	30-9-31	105.000 dont 80.000 pour la Sarre.	45.000 dont 40.000 pour la Sarre.
<i>Viande fraîche :</i>			
Mouton	10-11-31	32.000 ¹	18.000 ¹
Porc	30-9-31	65.000 ¹	10.000 ¹
Bœuf et autres	30-9-31	18.000 ¹	néant ¹
<i>Viandes congelées :</i>			
Mouton	10-11-31	55.000 ¹	51.000 ¹
Bœuf	30-9-31	177.500 ¹	15.000 ^{1, 2}

1. Non compris les abats qui, à la statistique, sont repris sous les mêmes rubriques que les viandes et dont les importations ont été contingentées par décret du 10 avril 1935.

2. Les importations de viande congelée n'ont été autorisées jusqu'à la fin du premier trimestre 1935, que pour les quantités strictement nécessaires pour compléter les besoins des frigorifiques militaires de la marine marchande. Depuis la décision du Conseil interministériel économique, en date du 9 février 1935, ces importations elles-mêmes sont interdites.

Le tableau précédent montre quelles furent les réductions apportées au quantum des contingents des animaux sur pied, de viande et de leurs dérivés et des matières grasses.

c) *Prohibition d'importations.* — L'article 15 de la loi du 2 juillet 1935 sur l'organisation et l'assainissement du marché du lait a prévu la prohibition complète d'importations pour les graisses alimentaires végétales, pour les margarines, oléo-margarine, oléine, stéarine, acide oléique, acide stéarique et bougies.

* * *

La courbe des prix ci-contre établie de 1928 à 1934 montre clairement l'insuffisance d'une protection exclusivement extérieure.

2°. *Mesures d'organisation interne*¹.

Les principes essentiels de ces mesures sont contenus dans la loi du 16 avril 1935 « sur l'organisation et l'assainissement du marché de la viande ».

Ces mesures peuvent être divisées en quatre catégories :

1° Restrictions des offres et assainissement vétérinaire du marché.

2° Elargissement des débouchés.

3° Perfectionnement technique du marché.

4° Revalorisation du cinquième quartier.

Pour coordonner les moyens d'application de la loi, un « Comité central de la viande » a été organisé dont la composition a été fixée par arrêtés des 2, 11, 20 et 29 mai 1935. Ce comité constitue en ce qui concerne l'applica-

1. Renseignements oraux ou articles de M. Rouy, secrétaire de l'Association générale des producteurs de viande; renseignements communiqués par l'Office des renseignements agricoles au Ministère de l'Agriculture.



tion de la loi du 16 avril 1935 l'organe consultatif permanent du Ministre de l'Agriculture. En outre, la formation de comités départementaux et intercommunaux de la viande a été également prévue.

1° Restriction des offres et assainissement vétérinaire du marché.

L'article 11 de la loi du 16 avril met à la disposition du Ministre de l'Agriculture des crédits « pour permettre l'abatage d'animaux de l'espèce bovine, dont l'élimination sera jugée désirable en raison de leur état général résultant de la tuberculose ». La viande de ces animaux sera détruite.

L'article 12 autorise le report à l'année suivante des crédits de ce chapitre non employés en fin d'exercice.

Une loi du 7 juillet prévoyait déjà l'amélioration sanitaire du cheptel français, mais se bornait à la prophylaxie antituberculeuse; l'article 11 de la loi du 16 avril tend surtout, à l'exemple des pays étrangers, à retirer du marché quantité importante d'animaux offerts : la modalité sanitaire choisie est celle qui soulevait le moins de critiques.

Par décret du 8 août 1935, le Gouvernement a fixé les conditions dans lesquelles ces achats peuvent être réalisés sur certains marchés publics, dont la liste sera arrêtée ultérieurement par le directeur départemental des Services vétérinaires, assisté d'un agriculteur choisi par le préfet, et d'un Officier d'administration de l'Intendance constitué régisseur d'avances. Les animaux seront payés immédiatement, sur la base maximum de 1 fr. par kilogramme de poids vif. Ils devront être immédiatement abattus, et la viande à en provenir dénaturée et détruite.

Cette mesure fut peu efficace pour deux raisons d'ordres différents.

a) *Utilisation trop restreinte des crédits.* — Un crédit de 66 millions de francs était ouvert par la loi ; 38 millions représentaient des crédits perçus depuis le 7 juillet 1933 par les Contributions indirectes, au moyen de la surtaxe à l'abatage de 2 centimes et demi par kilogramme vif, applicable aux bovins adultes, en vue de l'exécution de la loi sur la tuberculose bovine et le contrôle de la salubrité des viandes ; ces crédits n'avaient pu trouver leur emploi jusqu'ici, la loi n'ayant pu être mise en application, faute d'un règlement d'administration publique.

Les 28 millions complémentaires devaient provenir de l'augmentation, décidée par l'article 20 de la loi du 16 avril, des droits de douane sur les oléagineux, les matières grasses et leurs dérivés, ainsi que les articles manufacturés contenant ces produits.

En 1935, 15 millions à peine ont été dépensés, mais pour obtenir un maximum d'effet, les achats ont été opérés au moment psychologique, celui où le marché est le plus surchargé (octobre-novembre).

Les opérations d'achat ont cessé depuis et n'ont été reprises qu'au début de mars 1936.

b) *Abatages limités aux animaux malades.* — Dans l'application de la loi, les services vétérinaires éliminèrent surtout des animaux très malades, qui, par une mort naturelle, auraient d'eux-mêmes bientôt libéré le marché.

Un décret ultérieur a remplacé les termes précis de l'article 11, par le terme plus extensif de « présumés tuberculeux », ce qui a permis d'étendre le bénéfice de la loi à d'autres animaux atteints de maladies graves (diarrhée chronique, en particulier).

A ce sujet, les producteurs se divisent en deux groupes qui défendent chacun leur thèse :

D'une part, ceux qui font de l'élevage en plein air pour la viande et le travail (Limousin, Nivernais) se plaignent de ne bénéficier que médiocrement des crédits prévus, et demandent une extension des termes de la loi. D'autre part, les producteurs de lait dont les vaches élevées à l'étable sont plus délicates, veulent s'en tenir au *statu quo*.

Quant aux effets sur les cours, ils ont été imperceptibles pour les viandes de qualité supérieure, puisque seulement 25.000 à 30.000 bêtes ont été abattues en 1935.

Toutefois, l'élimination s'étant bornée à la « bête à saucissons », le marché de la salaisonnerie a été amélioré ainsi que les cours de la dernière catégorie de viande.

On prévoit pour 1936, l'abatage de 100.000 animaux choisis dans les mêmes conditions. On ne peut s'attendre à de grands résultats si l'on se rappelle qu'il y a environ 9 millions de vaches laitières en France et qu'annuellement 2 millions et demi sont sacrifiées à la boucherie.

2° *Elargissement des débouchés.*

Dans le but d'ouvrir à la production française les débouchés dont il dispose, le Gouvernement a décidé au mois de février 1935 que les viandes consommées par l'Intendance militaire et l'Intendance maritime seraient désormais exclusivement d'origine française., qu'elles soient fraîches, congelées ou de conserves.

(Il existe dans l'Ouest un stock de défense nationale constitué par de la viande congelée ; ce stock absorbe environ 3.000 tonnes par an).

Par ailleurs, pour faciliter l'écoulement des viandes

provenant des abattoirs créés en vertu de la loi du 16 avril 1935, une disposition de cette même loi prévoit l'obligation pour les collectivités publiques de donner, dans les adjudications et les marchés de gré à gré, la préférence à prix égal à ces abattoirs.

3° *Perfectionnement technique du marché.*

Le rapport Herriot-Tardieu sur « la lutte contre la vie chère » d'octobre 1934, préconisait une meilleure répartition des produits de l'élevage et l'amélioration du système de distribution de la viande.

a) — La loi du 16 avril 1935 a essayé de réaliser ce vœu en favorisant la création d'abattoirs nouveaux et l'amélioration de ceux existants.

Dans ce but, la loi met à la disposition des communes, des Syndicats des communes, des Chambres d'agriculture, des Sociétés coopératives, qui réaliseraient ces constructions ou aménagements, une partie des fonds nécessaires par l'entremise des caisses de Crédit agricole, jusqu'à concurrence de 20 millions.

En outre, le décret du 8 août 1935 prévoit la possibilité d'octroyer à ces établissements, une fois créés, des subventions permettant d'améliorer leur fonctionnement.

En application de la loi, le Comité central de la viande a accordé quelques avantages à des abattoirs existants, pour leur amélioration : surtout à des abattoirs municipaux.

Les subventions aux abattoirs à construire sont, au maximum, de 25 % du devis, si celui-ci ne dépasse pas un million ; 20 % jusqu'à 2 millions, 15 % jusqu'au troisième million, qui est le dernier à comporter une possibilité de subvention. On a voulu ainsi aider les créateurs,

mais aussi leur laisser une large part de responsabilité, et limiter la subvention à 600.000 fr. quelque soit le chiffre élevé du devis.

Un abattoir à Villefranche d'Allier a ainsi obtenu, bien que privé, une subvention de 20% de son devis de construction ; c'est une entreprise de caractère privé qui semble devoir fonctionner dans de bonnes conditions.

Par contre, d'autres projets, souvent fort ambitieux, sont présentés, qui seraient voués à l'échec s'ils étaient réalisés.

b) — Par ailleurs, la loi du 16 avril 1935, pour assurer la loyauté du commerce de détail, a rendu obligatoire l'affichage extérieur des prix des morceaux des principales catégories de viande, ainsi que la délivrance à tout acheteur d'un bulletin de pesée. Cette mesure est fort bien venue.

c) — A la mesure précédente, se rattache la taxation au détail, prévue par le décret-loi du 8 août 1935 : les préfets sont autorisés à prendre des arrêtés fixant les prix minima de vente au détail des morceaux de viande de boucherie de consommation courante (bœuf, veau, mouton, porc), à l'exception des morceaux de choix et de luxe.

En 1926 et 1927, des préfets avaient déjà pris des arrêtés de taxation des prix, pour lutter contre la vie trop chère ; ces arrêtés avaient été annulés en 1929 par le Conseil d'Etat, pour excès de pouvoir. La loi du 16 avril 1935 leur évite désormais pareille mésaventure.

La taxation nouvelle ne fixe pas un maximum déterminé, mais un rapport déterminé entre le prix de vente et le prix de revient.

La taxation, en général, présente toujours des incon-

vénients ; ici également, car il est bien évident qu'à Paris par exemple, la taxation ne peut être équitable en étant identique pour des boucheries situées à Ménilmontant et à Auteuil, les boucheries de quartiers moins riches ne pouvant se rattrapper sur la qualité supérieure.

d) Enfin, la loi du 16 avril 1935 prévoit la réglementation des conditions d'approvisionnement du marché de la Villette et la mise en vente de la viande aux Halles centrales de Paris.

4° *Revalorisation du cinquième quartier.*

Cette revalorisation des morceaux de qualité supérieure a été principalement recherchée par des mesures relatives aux corps gras. L'article 20 de la loi du 16 avril 1935 a doublé les droits de douane relatifs aux fruits et graines oléagineux, aux matières grasses et à leurs dérivés. La mise en application de ce texte a été réalisée par décret du 27 mai 1935.

Par ailleurs, l'article 20 autorise le Gouvernement à fixer par décret, dans le cas où des quantités notables de suif provenant du cheptel métropolitain n'auraient pu trouver d'utilisation, le pourcentage de suif français qui devra être employé obligatoirement dans la fabrication des savons destinés au marché national. Ces mesures ont été renforcées par la loi du 2 juillet 1935, relative à l'organisation et l'assainissement du marché du lait, qui, dans le but d'assurer l'écoulement de préférence sur le territoire métropolitain et colonial des matières grasses et acides, a donné au Gouvernement la possibilité de limiter les quantités de matières premières étrangères pouvant entrer dans la fabrication des savons, des bougies et des graisses alimentaires.

La loi, par ailleurs, a autorisé le Ministre de l'Agricul-

ture à fixer par décret les pourcentages minimum de graisse de bœuf comestible, provenant du cheptel français, qui devront être incorporés dans la fabrication des diverses catégories de margarines et de graisses alimentaires.

Dans l'application de la loi, l'incorporation du suif dans la savonnerie n'a pu jouer encore, pour des raisons techniques. Mais le suif bénéficie depuis quelque temps de circonstances favorables ; en effet, on a coupé l'accès pour la margarine, aux produits étrangers (huile de baleine, etc.). Le suif, plus utilisé dès lors en margarine, en a profité. De plus, des exportations importantes ont lieu vers l'Allemagne et l'Italie pour leurs besoins militaires.

Les exportations de suif ont plus que doublé, de ce fait, et les prix, qui étaient au début de 1935 au coefficient 1,5 par rapport à 1913, sont actuellement pour le suif et le cuir, au coefficient 2,5 environ. Toutefois on peut penser que les causes de cette hausse sont passagères.

*
* *

Conclusions.

La loi du 16 août 1935 n'appelle pas de critiques de principe. Que dire de cette loi « tendant à l'organisation et à l'assainissement du marché de la viande » sinon qu'elle porte un nom bien prétentieux pour ce qu'elle contient. M. le député Renaud Jean, disait déjà pendant la discussion du projet de loi : « il ne représente rien, c'est le néant ». (*Journée industrielle* du 22 mars 1935).

Ce jugement est assez exact, mais il en est peut-être mieux ainsi : le marché de la viande est un marché très sensible, du fait, d'une part, de l'impossibilité de l'exis-

tence de stocks importants ; d'autre part, de l'action sur le bétail, qui se trouve multipliée par la reproduction.

Le cycle d'adaptation se fait naturellement par la loi de l'offre et de la demande ; cycle rapide pour les porcins, cycle plus lent pour les bovins... Intervenir pour diriger cette adaptation risquerait de faire perdre l'équilibre au marché au lieu de le rétablir. La loi n'a pas résolu le problème essentiel de la mévente de la « basse », c'est-à-dire des bas morceaux, aujourd'hui dédaignés par la clientèle ; mévente qui provoque la hausse des autres morceaux. Or la « basse » représente plus de la moitié de la vente débitée.

On critique aussi la marge trop grande qui existe entre les prix de gros et les prix de détail ; il y a certainement à faire de ce côté, mais il y a des causes difficilement réductibles : la propriété commerciale et les impôts.

Il est, par ailleurs, paradoxal que l'élevage des ovins, dont la viande est particulièrement appréciée en France, soit nettement déficitaire.

En fin de compte, c'est de la « sagesse, de l'initiative et de la discipline des producteurs » que dépend principalement un large assainissement du marché de la viande.

Section V

LE LAIT ¹

En 1930, la valeur de la production laitière française était estimée à 11 milliards de francs environ. C'est dire l'importance économique du lait pour nos populations paysannes.

Par son importance, comme à beaucoup d'autres points de vue, la question s'apparente à celle de la viande. Ces deux produits ont d'ailleurs une origine commune : le bétail. Il s'en suit que la crise du lait présente des problèmes semblables à ceux de la crise de la viande, et c'est essentiellement un problème de surproduction qui est posé, malgré une consommation au moins constante.

Le Parlement a voulu distinguer nettement les deux marchés et en cela, il a sans doute eu raison, car le marché du lait est encore plus délicat que celui de la viande : d'une part l'avilissement des prix atteint fortement et immédiatement le producteur, qui ne peut garder le produit ; d'autre part, une revalorisation trop réussie ferait jouer dangereusement la loi de substitution entre la margarine, moins chère,² et le beurre, dont la fabrication absorbe plus du tiers de la production laitière.

Par des circonstances heureuses, le marché français des denrées animales a résisté assez longtemps à la crise

1. Sources principales de documentation : Association générale des producteurs de lait (A. G. P. L.), 5, rue Tronchet, Paris ; *Journal officiel* ; Office de renseignements agricoles au Ministère de l'agriculture ; *Revue des agriculteurs de France*.

générale. Aussi lorsque l'Etat s'est cru dans l'obligation d'intervenir directement en faveur des producteurs de lait, il avait l'expérience des interventions que nous avons vues, expérience qui se traduit par une action prudente et malgré cela efficace.

I. Structure du marché

A. *Marché mondial.*

Il y a un marché mondial, non du lait naturel, mais des produits laitiers, que l'on peut ranger en trois catégories :

- 1° Les laits stérilisés et peptonisés ;
concentrés liquides, sucrés et non sucrés ;
concentrés solides, sucrés et non sucrés ;

La crème de lait (et la caséine).

- 2° Les fromages.

- 3° Les beurres : beurres frais ; beurres fondus et salés.

Les statistiques de la production sont très imprécises. Toutefois, on peut avoir une idée de l'évolution de cette production : chez les grands producteurs (Etats-Unis, Canada, Australie, Nouvelle-Zélande, Danemark, Suisse), l'accroissement a été d'environ 20% entre 1925 et 1932.

La consommation a heureusement progressé également, sans doute par le fait que les acheteurs règlent leurs achats suivant le prix, ce qui les a conduits, sans le savoir, à consommer un peu plus, tout en payant un peu moins.

Les prix du beurre (sans tenir compte des cycles annuels) sont restés, dans le monde, relativement assez stables jusqu'en 1922-1923. A cette époque se produisit une baisse brusque des produits laitiers, baisse qui atteignit un minimum vers le début de 1935. Depuis lors, on constate nettement une amélioration de la situation.

Les cours du marché de Londres, place la plus importante du monde pour les produits laitiers, traduisent nettement une reprise :

Cours mondial à Londres (en francs) ¹

	Année 1934	Année 1935
Mai	5,78	5,66
Juin	5,92	6,40
Juillet	5,94	6,73
Août	6,39	7,39
Septembre	5,88	8,21
Octobre	6,06	9,01
Novembre	6,37	8,25
Décembre	6,43	7,53

Au point de vue des échanges internationaux, les pays se répartissent en pays importateurs et pays exportateurs dans des proportions que seule une multitude de chiffres pourrait exprimer exactement.

Aussi préférons-nous présenter les figures ci-après, qui, d'une manière plus éloquente, rendent compte du commerce international des beurres et fromages, pendant l'année 1930.

B. Marché intérieur.

1° Production.

La production laitière est le fait, pour 78% en quantité et 92% en nombre, des petits paysans.

Importante par sa valeur (que nous avons déjà indiquée), la production du lait joue par ailleurs un rôle de premier plan dans la vie des populations agricoles qui s'y intéressent : le lait est un des rares produits de la ferme qui, après sa récolte, alimente la trésorerie des

1. Chiffres fournis par l'A. G. P. L.

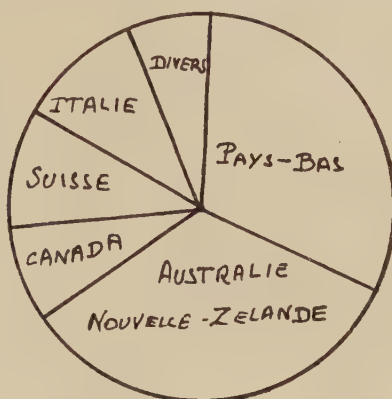
Fromages

(en milliers de quintaux)

Importations : 2.220

Exportations : 2.750

1930



FRANCE : Importations : 297

Exportations : 177

Excédent d'importation : 120

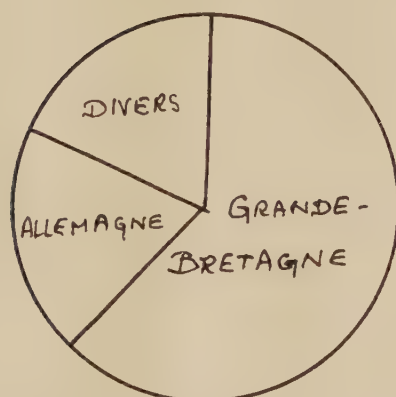
Beurres

(en milliers de quintaux)

Importations : 4.750

Exportations : 4.800

1930



FRANCE : Importations : 59

Exportations : 55

Excédent d'importation : 4

1. Réduction d'un tableau exposé à l'A. G. P. L.

Schoen

16

agriculteurs par des ressources immédiates et régulières ; beaucoup d'entre eux comptent sur son paiement en fin de mois pour constituer les moyens d'existence du mois suivant.

Or ces ressources ont diminué considérablement du fait de la baisse des prix, que ne compensait pas, à beaucoup près, l'augmentation de la quantité vendue : la production était devenue surproduction.

D'après les chiffres du Ministère de l'Agriculture, le nombre de vaches laitières était de 7.800.000 en 1913 ; dès 1927, ce nombre était largement reconstitué, et en 1934 atteignait 8.650.000 têtes. Parallèlement, la production laitière devait aussi augmenter. :

1913	128.072.800	hl. ¹
1921	106.503.500	—
1928	138.000.000	—
1929	133.000.000	—
1930	142.000.000	—
1931	140.000.000	—
1932	142.000.000	—
1933	142.000.000	—
1934	152.000.000	—

(La production en 1935 fut encore plus forte qu'en 1934). En 1934, la production était donc supérieure de 13% à ce qu'elle était en 1913.

Cette augmentation a été plus spécialement envoyée sur le marché sous forme de beurre, pour lequel il a été utilisé 55.600.000 hectolitres en 1934, contre 43.000.000 en 1931.

2° Consommation intérieure.

Ce lait est en partie consommé sur place, et ce n'est que

1. L'Union laitière.

le surplus qui est livré à la vente, soit pour l'alimentation en lait des grands centres, soit en beurre, fromages et divers.

Sauf pour les fromages, la consommation des produits laitiers est inférieure, en France, à ce qu'elle est dans la plupart des pays étrangers.

a. — Consommation moyenne journalière et par habitant du lait en nature¹ :

Belgique (Anvers)	0l.75
Suisse (Bâle)	0l.72
Suède (Stockolm)	0l.58
Autriche (Vienne)	0l.43
France { (Strasbourg)	0l.47
{ (Paris)	0l.25

b. — Consommation moyenne annuelle de beurre par habitant, en kilogramme² :

Nouvelle-Zélande	15,40	Allemagne	7,90
Canada	13,80	Etats-Unis	7,90
Australie	13,60	Hollande	6,80
Grande-Bretagne	10,70	Suisse	6,20
Danemark	8,50	France	4,90
Italie	1,20		

c. — Consommation annuelle de fromage par habitant, en kilogrammes³ :

Suisse	10,40
France	6,07 (Paris : 4,520)
Hollande	5,60
Italie	5,50
Grande-Bretagne	4,30

1. *Revue des agriculteurs de France*, n° août 1935.

2. *Ibid.*

3. *Ibid.*

La consommation métropolitaine française est, on le voit, assez loin du point de saturation, et avec raison on pouvait lire dans l'exposé des motifs de la loi du 2 juillet 1935, que la crise laitière serait abolie si « chaque Français augmentait sa consommation quotidienne de lait de 10 centilitres ». Nous verrons que le législateur du 2 juillet 1935 porta tout son effort sur l'extension de la consommation.

3^o Commerce extérieur.

L'examen du commerce extérieur de la France en produits laitiers fait apparaître des périodes comportant tantôt des excédents d'importations, tantôt des excédents d'exportations.

Mais ces quantités échangées sont comme les prix, intimement liées à notre politique agricole, qui sera examinée plus loin.

Quant à la répartition suivant les produits laitiers considérés, les chiffres de l'année 1928, c'est-à-dire d'avant la crise, sont les suivants¹ :

	Exportations en quintaux	Importations en quintaux
Beurre	76.000	26.500
Fromages	184.000	198.000
Laits condensés et en poudre	63.000	59.500

Pour obtenir un chiffre global d'importations et d'exportations, il faut ramener ces chiffres à une unité commune, qui sera naturellement le poids de lait correspondant.

1. *Bulletin du service d'enquête sur les dérivés du lait* (A. G. P. L.).

Sachant qu'il faut à peu près :

10 kg. de lait pour obtenir 1 kg. de fromage

23 kg. de lait pour obtenir 1 kg. de beurre

8 kg. de lait (en moyenne) pour obtenir 1 kg. de lait condensé
ou en poudre.

Convertis en quintaux de lait, on obtient :

Pour les exportations, en 1928	4.150.000	qx. environ
Pour les importations, en 1928	3.120.000	—
Excédent d'importations :	1.030.000	—

Un schéma de l'évolution du commerce extérieur est présenté quelques pages plus loin, après l'examen de la politique douanière se rapportant au lait.

4^o Commerce intérieur.

La concurrence étrangère, puis l'excédent de production intérieure privée d'exutoire, devaient se manifester par une chute des prix du lait et de ses dérivés.

Le beurre, qui constitue un des principaux éléments du marché des produits laitiers, puisque sa fabrication utilise 36 % de la production laitière totale, est passé du prix moyen de 25 fr. par kgr. pour le beurre des Charentes aux Halles centrales de Paris, en 1929, à 15 fr. 50 en moyenne, en 1934. En janvier 1935, le cours de ce beurre s'est abaissé à 16 fr., contre 19 fr. à la même époque de 1934. En juin 1935, il était de 9 fr. contre 14 fr. 50 à la même époque de 1934 (en 1913, le prix de ce produit était de 17 fr. 15 en moyenne, exprimé en notre franc actuel).

Le tableau suivant, qui indique le prix du lait à la production, indique mieux encore la diminution de revenu des producteurs¹.

1. *Revue des agriculteurs de France*, n^o d'août 1935.

**• Prix du litre de lait payé à la production
(moyennes annuelles)**

	1913	1930	1931	1932	1933	1934	1935 mai
1° Le lait en nature (rayon d'approvisionn. de Paris)	0,135	0,891	0,825	0,742	0,711	0,628	0,380
2° Lait de beurrierie (Charente et Poitou)	0,138	0,891	0,740	0,698	0,680	0,612	0,364
3° Lait de fromagerie (Est, Massif Central, Normandie)	0,135	—	0,811	0,741	0,686	0,585	0,337

II. Interventions de l'État

L'intervention de l'Etat, ici encore, s'est faite en deux temps :

Il a fallu d'abord freiner, dans toute la mesure du possible, les importations étrangères de produits laitiers, que les droits de douane existant alors ne gênaient pas.

Par la suite, des mesures ont été mises en œuvre, destinées à restreindre la concurrence faite à la consommation des produits laitiers français par des produits gras végétaux d'origine étrangère.

Enfin, le redressement de la situation du marché national a été recherché à peu près uniquement dans une amélioration de la demande, consistant à élargir les débouchés ouverts à nos produits, tant sur le marché national que sur les marchés coloniaux ou à l'étranger.

Il importe donc d'étudier, tout d'abord, les mesures de protection douanière, en y adjoignant les dispositions adoptées en ce qui concerne les matières grasses, puis les mesures d'organisation interne.

A. Mesures de protection extérieure.

1^o Mesures concernant les produits laitiers¹.

Ces mesures de protection douanière mises en vigueur, comportent, d'une part, des majorations de droits de douane et l'instauration de taxes de licence ; d'autre part, le contingentement des importations.

a. *Droits de douane et taxes de licence*². — Les droits de douane sur le beurre (n^o 36 du tarif), ont été relevés par quintal, de 200 à 700 fr. en tarif minimum, et de 300 à 1.400 fr., en tarif général, par décret du 27 septembre 1932 ; puis à 850 fr., en tarif minimum, et 1.700 fr. en tarif général, par décret du 16 février 1933. Ultérieurement, par décret du 6 février 1934, les droits de douane sur les beurres ont été soumis à 700 fr. au tarif minimum et 1.400 fr. au tarif général ; la diminution des droits étant compensée par une augmentation de la taxe sur les licences de beurre, qui, par décret du même jour, a été fixée à 200 fr. par quintal.

Dans ces conditions, les importateurs de beurre auraient à payer à l'importation de ce produit 900 fr. par quintal, contre 200 fr. en 1932, et 20 fr-or, soit 100 fr. de notre monnaie actuelle, en 1914.

Par ailleurs, le décret du 30 mars 1934 a relevé de 60 fr. à 100 fr. par quintal, en tarif minimum, et de 120 fr. à 200 fr. par quintal, en tarif général, les droits de douane sur les fromages à pâte ferme, dits de « Gruyère ». Un décret du même jour, a, en outre, assujetti les importations de fromages à une taxe fixée à 100 fr. par quintal. Il convient de remarquer que les fromages d'un poids de 65 kgr. et d'une teneur en matière grasse égale ou supé-

1. Office des renseignements agricoles (Ministère de l'Agriculture).

2. Renseignements fournis par l'Office de renseignements agricoles.

rieure à 45 % du poids de la matière sèche, bénéficient à l'importation en France d'une réduction de droits de 30 % et d'une réduction de taxe de licence de 50 %.

b. *Contingentement*. — Le contingentement des importations de produits laitiers a été établi par décret du 30 septembre 1931. Depuis lors, les contingents afférents à ces produits ont été réduits dans toute la mesure compatible avec les accords commerciaux conclus par la France pour l'échange de produits laitiers, en contrepartie d'exportations de produits agricoles français, tels que les fruits, les légumes et les vins.

En ce qui concerne plus particulièrement les beurres, le contingentement avait été suspendu à la suite du relèvement des droits intervenus au mois de septembre 1932. En raison de la forte augmentation des importations de ces produits, qui malgré l'élévation de ces tarifs se faisaient à une cadence sans cesse croissante, l'arrêté du 8 mars 1933 a rétabli la limitation des entrées de beurre. Depuis lors, le montant de ces contingents a été sans cesse réduit, jusqu'à devenir nul à partir du 1^{er} avril 1934.

Actuellement, il n'est plus délivré d'autorisation pour l'importation en France de beurres étrangers.

Le tableau ci-après montre quelles furent les réductions appliquées depuis 1932 aux contingents ouverts à l'importation des produits laitiers :

Produits :	Contingents ouverts en :			
	1932	1933	1934	9 premiers mois de 1935
<i>Laits concentrés</i>	en qx.	en qx.	en qx.	en qx.
sucré	24.000	23.000	17.800	7.900
non sucré	15.000	15.250	11.500	5.000
Beurres	42.000	74.000	33.000	néant
Fromages	168.000	147.000	87.750 ¹	45.000 ¹

1. A ces contingents, il convient d'ajouter les contingents frontaliers accordés à certains pays par accords commerciaux.

2^o Mesures concernant les matières grasses.

A ces mesures de contingentement, qui intéressent directement les produits laitiers, sont venues s'ajouter des réductions d'importations afférentes aux matières grasses végétales et animales, susceptibles de concurrencer le beurre.

Les importations de ces produits ont été contingentées par décret du 28 décembre 1933, et le montant de ce contingent a été peu à peu réduit jusqu'à devenir nul pour la plupart des produits visés.

La loi du 2 juillet 1935 a encore renforcé ces mesures par des prohibitions énoncées dans son article 15, déjà cité au sujet de la viande.

La loi édictait en même temps des réglementations relatives à la margarine et à l'emploi des appellations « au beurre » et « à la crème » dans les produits d'alimentation fabriqués, notamment dans les pâtisseries, boulangeries, restaurants, magasins, foires et marchés.

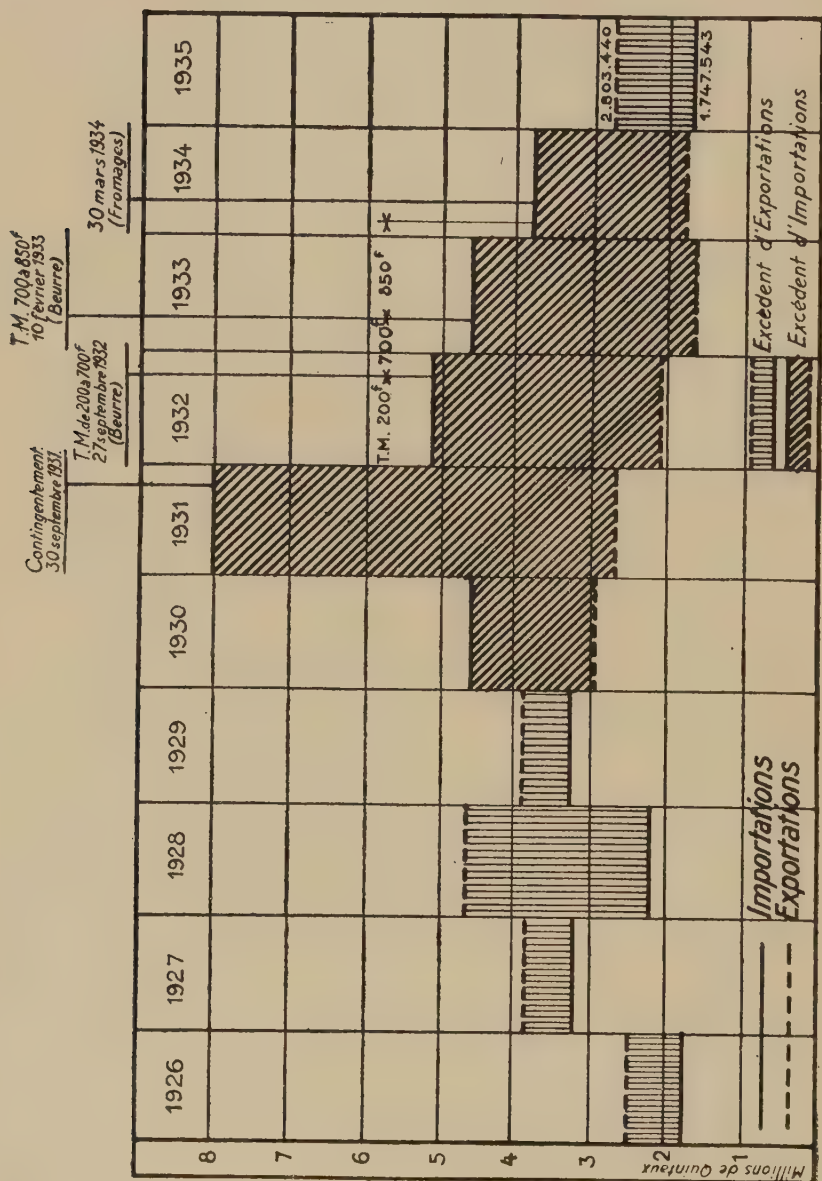
Le schéma ci-contre de nos importations et exportations de beurres et de fromages¹, montre :

D'abord, qu'en situation normale, la France présente un excédent d'exportations (années 1927 et 1928); ensuite, que notre système douanier du début de la crise n'était pas apte à défendre le marché intérieur (années 1929, 1930 et 1931).

Enfin, la lutte efficace de notre protection douanière renforcée à l'aide du contingentement (années 1932, 1933, 1934 et 1935).

Pour l'année 1935, indépendamment des faibles importations, les heureux effets de la loi du 2 juillet 1935

1. Les chiffres sont extraits du *Bulletin d'enquête* et de l'*Union laitière*. Fromages et beurres sont ramenés en lait, à raison des coefficients respectifs 10 et 23.



se sont traduits par un développement des exportations, laissant même un excédent en faveur de celles-ci.

B. *Mesures d'organisation interne.*

La situation du marché, protégé contre l'extérieur, ne devenait pas meilleure. Cela tenait surtout à un déséquilibre entre la consommation française et la production nationale ; dans son intervention, le législateur préféra agir sur la « demande » et l'objectif principal de la loi du 2 juillet 1935 « tendant à l'organisation et à l'assainissement du marché du lait et des produits résineux » est simple : décongestionner le marché, en développant la demande par tous les moyens existants.

Dans ce but, la loi tend à présenter aux consommateurs, du lait et des produits laitiers de qualité supérieure, éliminant par ailleurs les produits de qualité médiocre et, par un effort financier, à rechercher à aménager des débouchés au lait et à ses dérivés.

a. *L'amélioration de la qualité des produits offerts.* — Par la réglementation de la préparation et de la vente des produits laitiers.

A partir du 1^{er} janvier 1936, est considéré comme une tentative de tromperie ou une tromperie, aux termes de la loi du 1^{er} août 1905, le fait de détenir en vue de la vente, d'exposer ou de mettre en vente, ou de vendre en nature, pour la consommation humaine, du lait ayant subi un écrémage, même partiel.

Seuls certains laits spéciaux médicamenteux pourront échapper à cette règle, dans des conditions déterminées par décret du Ministre de l'Agriculture.

Les fraudes s'exerçant surtout sur les laits de ramassage et de mélange, la loi interdit toute soustraction de

matière grasse sur les laits qui font l'objet de ces opérations : la richesse moyenne en matière grasse des laits soumis à pasteurisation devra, notamment, correspondre à la richesse moyenne des laits purs qui les constituent tels qu'ils ont été livrés par les producteurs.

Seuls pourront être vendus à l'état cru, ou après pasteurisation, sous la dénomination « laits provenant d'étables officiellement contrôlées », les laits provenant d'étables soumises, après déclaration, à un contrôle officiel vétérinaire et médical.

En dehors de ces laits, ne pourront être vendus à l'état cru, que :

1° les laits vendus directement au consommateur par le producteur ;

2° les laits provenant de plusieurs étables, vendus par un ramasseur, à condition que celui-ci collecte moins de 600 litres par jour ;

3° les laits vendus dans leur rayon de ramassage par les fruitières ou beurrieres coopératives, dont la spéculation habituelle n'est pas la vente du lait en nature.

Encore ces laits devront-ils répondre aux prescriptions de la loi du 1^{er} août 1905 et de la loi du 7 juillet 1933 sur la tuberculose des bovidés.

Tous les autres laits ne pourront être vendus en nature en vue de la consommation humaine, que s'ils ont été soumis préalablement à un traitement de pasteurisation ou à tout autre traitement présentant les mêmes garanties.

Le Ministre de l'Agriculture est autorisé à réglementer par décret les conditions de vente du lait au détail ou en demi-gros : ces conditions ne s'appliquent pas aux agriculteurs vendant directement aux consommateurs.

Enfin, la vente de la crème diluée, même avec indication de la teneur en matière grasse, est interdite.

En ce qui concerne les *beurres*, l'addition des produits régénérateurs ou de parfums, essences, arômes : chimiques, artificiels ou autres, est interdite. On doit approuver cette disposition qui permettra d'éliminer de la consommation les beurres altérés, de même que celle qui interdit de vendre comme provenant d'un pays ou d'une région, le beurre n'en provenant pas exclusivement.

Quant aux *fromages*, des règlements d'administration publique en fixeront, dans un délai de six mois, les caractéristiques extérieures, la composition — notamment la teneur en matières grasses — avec la nature du lait employé¹.

Un règlement d'administration publique précisera les mesures nécessaires pour que tout fromage d'une des espèces définies porte obligatoirement, jusqu'à sa livraison au consommateur, son nom d'espèce, son origine et sa teneur en matières grasses sur sec ; et pour que les autres fromages, d'une teneur inférieure à 40 % en matières grasses portent obligatoirement une bande apparente, de couleur imposée, indiquant leur teneur en matières grasses sur sec, et la nature du lait utilisé pour leur fabrication.

b. *Développement des débouchés.* — Un crédit de 18.500.000 fr. a été ouvert au budget de l'Agriculture par l'article 31 de la loi du 2 juillet 1935, en vue d'assurer, d'une part le développement des débouchés des produits laitiers tant en France qu'aux colonies et qu'à l'étranger ; d'autre part, l'aménagement scientifique et technique de la production.

1. Actuellement (mars 1936), la question est encore à l'étude.

Sur avis du Comité Central du lait, il a été décidé qu'une partie de ce crédit (fixé en août 1935 à 12.500.000 fr.) serait affectée au paiement d'allocations pour l'exportation des produits laitiers.

Le décret et l'arrêté du 25 juillet 1935 ont déterminé les conditions dans lesquelles peuvent être réalisées les exportations de beurre, avec primes fournies par les allocations ci-dessus.

Aux termes de ces textes : seuls peuvent bénéficier de ce régime les beurres dont la qualité aura été reconnue favorable, à la suite d'un contrôle effectué par les agents du service de la répression des fraudes, soit aux points de sortie du territoire français, soit au lieu de départ de la marchandise.

Notons que dans les débuts de la mise en vigueur de la loi, les beurres sortant d'entrepôts frigorifiques étaient peu surveillés ; il se produisit ainsi quelques exportations malheureuses, qui jetèrent un discrédit momentané sur les beurres français exportés. Depuis cet incident, le contrôle est rigoureux.

Ces beurres devront, en outre, être présentés dans des emballages conformes aux types en usage dans le commerce international. Les autorisations d'exportation au bénéfice de ces dispositions ne peuvent être accordées qu'aux coopératives laitières, d'une part, aux industriels transformateurs du lait, et aux commerçants en produits laitiers patentés avant le 1^{er} janvier 1935, d'autre part. En outre, pour éviter l'accaparement des possibilités d'exportation par un petit nombre de bénéficiaires, une disposition de l'arrêté du 25 juillet 1935 stipule « qu'aucun exportateur ne pourra pour une même période, actuellement fixée à 10 jours, recevoir d'autorisation pour des quantités supérieures à 150 quintaux au total ».

Le montant unitaire de l'allocation versée aux exportateurs de beurre est actuellement fixé à 6 fr. par kgr. Ce taux a été calculé en tenant compte des cours du beurre sur le marché intérieur et sur les principaux marchés étrangers.

Une autre partie du crédit de 18 millions de fr. ouvert par la loi du 2 juillet 1935 doit être affectée, jusqu'à concurrence d'une somme actuellement fixée à 1.500.000 fr. à la recherche scientifique et à l'organisation d'écoles de laiterie et de laboratoire.

Un Comité Central du lait est créé (analogue à celui de la viande), composé, d'après l'arrêté du 5 juillet 1935, de vingt membres, dont cinq représentants de groupements de producteurs. Ce Comité est un organe consultatif permanent du Ministre, chargé également du contrôle et de la coordination des mesures d'application de la loi du 2 juillet.

La loi a prévu aussi l'établissement de comités départementaux et interdépartementaux du lait, chargés de l'étude des questions laitières intéressant plus particulièrement une région déterminée.

* * *

Essayons de voir maintenant quels furent les résultats de l'intervention de l'Etat sur le marché du lait.

Au début de l'année 1935, malgré, ou plutôt à cause de la protection extérieure, nous assistons à un effondrement du marché intérieur, sans aucune relation avec le marché mondial.

Les cours des beurres français en mai, juin, juillet 1935, sont inférieurs de 4 à 5 fr. à ceux correspondants de 1934 (on cite : 0 fr. 19 pour le litre de lait à la ferme, dans

l'Ouest de la France, en mai 1935), alors que la même comparaison indique que les cours du marché de Londres sont en légère augmentation.

Les produits exportés sous le régime des primes de la loi du 2 juillet 1935, se sont montés à 18.551 quintaux, dont 9.906 en Sarre, sur un total de nos exportations de 52.640 quintaux.

Pour l'année 1935, le commerce extérieur des beurres et fromages s'établissait ainsi¹ :

	Exportations en qx.	Importations en qx.
Poids de beurre converti en poids de lait (coefficient 23)	1.624.480	153.213
Poids de fromage converti en poids de lait (coefficient 10)	1.118.960	1.589.280
	2.743.440	1.747.493

Le commerce extérieur présente donc, ce qui n'avait pas été vu depuis l'année 1929, un excédent d'exportations assez important.

Les exportations se font par l'intermédiaire d'un office d'exportation, qui se tient d'ailleurs en rapport étroit avec les associations professionnelles, dont les principales sont : l'Association générale des producteurs de lait, et la Confédération des Coopératives laitières.

Siège social commun : 5, rue Tronchet, à Paris.

M. Achard, déjà cité au sujet des marchés de l'alcool et de la betterave, est président de la première et vice-président de la seconde.

1. *L'Union laitière*, n° de janvier 1936.

2. Les renseignements généraux nous ont été donnés par M. Achard, personnellement.

Le développement des exportations fut surtout important en direction de nos colonies, et en particulier de nos colonies de l'Afrique du Nord : les exportations mensuelles de produits laitiers, qui étaient insignifiantes (moins de 50 quintaux pendant les premiers mois de 1935) montèrent en août et septembre à environ 1.600 quintaux.

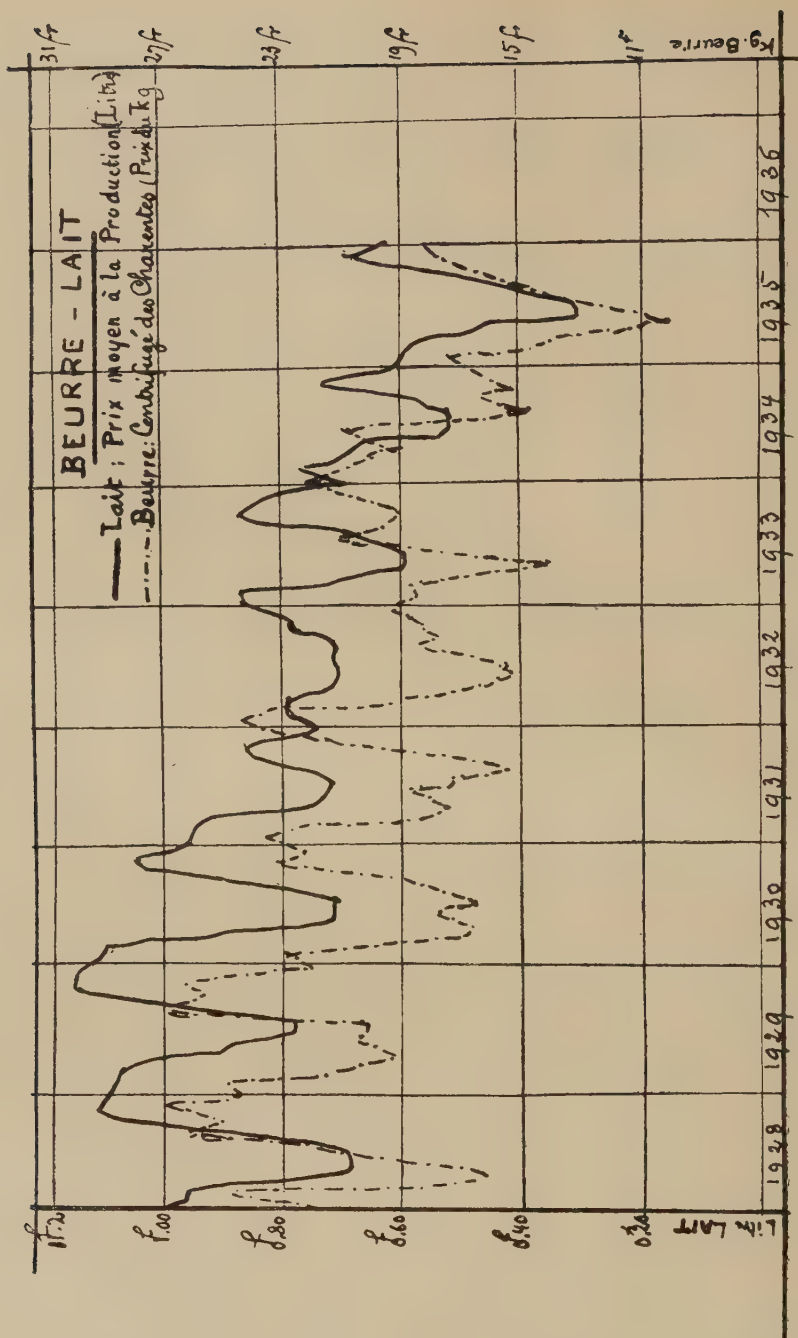
Vers l'étranger, la question est plus délicate, et l'opinion publique française parut choquée de voir présentés sur le marché de Londres, d'excellents beurres des Charentes, à des prix au kilogramme inférieurs de quelques francs à ceux pratiqués sur le marché de Paris.

Ces faits ne doivent pas être trop reprochés si l'on songe que le mécanisme des exportations était improvisé, et que le temps manquait pour choisir la meilleure direction à donner aux stocks, dont seule l'élimination rapide pouvait agir sur les cours.

En fait, les stocks d'été (57.018 qx.) ont pu être écoulés en partie, du fait de ces exportations, et le marché français, allégé, a vu le prix du beurre et du lait s'améliorer progressivement, pour atteindre un cours de 18 fr. 40 en décembre, mois où la production française a diminué sensiblement (voir la courbe ci-jointe des prix).

La baisse du prix du beurre aura eu, du moins, un heureux effet, puisqu'elle a poussé les consommateurs à utiliser davantage de beurre, au détriment de la margarine, faisant ainsi contribuer le marché intérieur à la résorption des excédents.

Pour 1936, les crédits se montent à environ 25 millions de francs, constitués par 17 millions nouveaux, et un reliquat d'environ 8 millions de francs.



1. Jusqu'en 1934, courbe du *Bulletin de la statistique générale de la France*.

2. Pour 1935, courbe construite avec les *mercuriales de l'Union laitière*.

* * *

Conclusions.

Le marché des produits laitiers est un marché sensible sur lequel de petites quantités excédentaires ou déficitaires règlent les cours.

La loi du 2 juillet 1935 a eu des résultats heureux car les exportations très modérées qu'elle a permises ont suffi à rétablir le marché effondré.

Par ailleurs, comme une revalorisation trop forte est également dangereuse, la Confédération des coopératives laitières a donné son approbation à l'importation de quelques milliers de quintaux de beurres étrangers, en décembre 1935 et janvier 1936.

La politique du marché consiste donc, par ces méthodes, à maintenir un niveau stable des prix, évitant toute spéculation, acceptable pour le consommateur et favorable pour le producteur.

Il serait souhaitable d'adjoindre à l'organisation de ce marché sensible un stock constitué avec des beurres français qui servirait de « volant ».

Actuellement, les variations saisonnières nécessitent, soit le stockage et l'exportation, soit des apports de l'étranger. Ledit « stock de sécurité » remplacerait avantageusement le système actuel, et éviterait les cours en flèche, toujours préjudiciables aux producteurs.

1. Les renseignements généraux nous ont été donnés par M. Achard, personnellement.

Section VI

LES RÉSINEUX ¹

L'intervention de l'Etat en faveur des produits résineux s'est faite dans un même texte que celle en faveur des produits laitiers.

C'est une curiosité législative, qui peut s'expliquer, non tant par une interdépendance économique entre ces catégories très différentes de produits ², que par la similitude de l'intervention.

Nous nous bornerons à exposer brièvement comment se pose la question, puis les principales dispositions de la loi du 2 juillet 1935 concernant ces produits.

I. Exposé sommaire du problème des résineux

La récolte de la gemme, ou gemmage, ne demande pas un très grand effort.

Tous ceux qui ont été dans les Landes sont saisis par l'immensité des forêts de pins maritimes. Au tronc de ces arbres sont pratiquées des entailles (appelées carres), par où la résine s'écoule dans un pot et forme la gemme.

Toutes les semaines, le résinier rafraîchit l'incision par le piquage » ou « râclage » qui consiste simplement à

1. Sources principales de documentation : Office des renseignements agricoles au Ministère de l'Agriculture ; *Journal officiel* ; *Cours d'économie rurale*, de M. Tardy, à l'Institut agronomique.

2. « Le marché des produits laitiers est lié à celui de la viande et à celui des matières grasses d'origine animale ; il l'est aussi avec ceux des oléagineux, dont on extrait des succédanés du beurre, et il se trouve ainsi relié à celui des gemmes, lesquelles sont en concurrence avec les oléagineux dans l'industrie de la savonnerie ». (M. Nogaro, *Les prix agricoles mondiaux et la crise*, p. 131.)

enlever un copeau très mince. Il peut ainsi rafraîchir la « carre » environ quarante fois. Puis il pratique d'autres incisions en partant de la base vers la cime.

Travail agréable, sans doute, mais combien décevant par le peu de rémunération ou de profit qu'il donne actuellement.

A. *Production mondiale de la gemme.*

La production annuelle moyenne, au cours des dix dernières années, a été la suivante ¹ :

Etats-Unis	525.000 tonnes, soit 61 % de la production totale
France	140.000 tonnes, soit 17 % de la production totale
Espagne	50.000
Portugal	15.000
Grèce	12.000
Indes	5.000

Viennent ensuite, avec de faibles quantités : l'Australie, la Russie, l'Algérie et la Pologne.

B. *Marché français.*

En France, la gemme est récoltée en presque totalité dans les forêts des pins maritimes du Sud-Ouest : Landes, Gironde, Lot-et-Garonne.

1° *Production française* ¹.

Pendant les années 1933 et 1934, la gemme a été récoltée dans 950.000 hectares de forêts de pins maritimes, répartis comme suit :

Forêts domaniales	45.000 ha.	} 950.000 ha
Forêts communales	85.000 —	
Forêts particulières	820.000 —	

1. Office des renseignements agricoles (Ministère de l'Agriculture).

d'où on extrait :

22.000 tonnes d'essence de térébenthine
77.000 tonnes de brais et colophane
11.000 tonnes de déchets.

soit 20 % d'essence de térébenthine
70 % de brais et colophane
10 % de déchets

2° Consommation.

La « gemme », qui s'écoule fluide à la surface des arbres, se charge peu à peu d'impuretés, dont on la débarrasse par filtration.

Ainsi purifiée, la gemme prend le nom de : « Pâte de térébenthine ». Les utilisations qu'on en fait sont nombreuses : préparation de l'encre lithographique, des vernis, de la cire à cacheter, notamment.

Par distillation de la résine filtrée, on obtient de la colophane et de l'essence de térébenthine ; celle-ci est employée dans la fabrication des couleurs à huile. La colophane sert à préparer des pâtes à papier, des savons, etc.

Quant à la résine impure, elle fournit les « brais » secs ou gras, qu'on utilise pour le collage des papiers, pour faire les joints des plaques de liège isolantes (chambres frigorifiques), pour la préparation du goudron, de la poix.

Aucun contrôle n'existant sur la circulation des produits résineux, il n'est pas possible de donner des chiffres précis ; mais on peut estimer qu'il est consommé annuellement en France, de 10.000 à 15.000 tonnes d'essence de térébenthine, et de 30.000 à 35.000 tonnes de brais et de colophane.

3° *Les prix intérieurs*¹.

Si l'on sait que les quantités vendues sont restées semblables à elles-mêmes, les chiffres des prix suffisent à indiquer la diminution de revenus des producteurs de gemme depuis le début de la crise.

Prix du litre de gemme :

en 1924	fr.	1,166
1925	—	2,51
1926	—	4,19
1927	—	2,09
1928	—	1,68
1929	—	1,81
1930	—	1,38
1931	—	1,21
1932	—	0,97
1933	—	0,85
1934	—	0,70

Entre 1928, considérée comme année normale, et 1934, la diminution de prix atteint 60%.

II. Intervention de l'État

A. *Pourquoi l'Etat est-il intervenu ?*

Il y a dans le Sud-Ouest 40.000 familles qui vivent de la production de la gemme.

En dehors des propriétaires et des distillateurs, on compte environ 12.000 ouvriers résiniers. La situation de ces ouvriers résiniers présente un cas social intéressant, que les représentants syndicaux et les députés de ces régions ont signalé aux Pouvoirs publics.

Les gemmeurs qui louent une propriété sont, d'après les coutumes, métayers, et ne bénéficient ni des retraites ouvrières, ni des assurances sociales ; par ailleurs, ils ne peuvent non plus se faire admettre dans le Comité

1. Office des renseignements agricoles (Ministère de l'Agriculture).

de propriétaires ou dans les conseils de coopératives.

La crise a été d'autant plus fortement sentie que la période d'après-guerre avait été florissante. Parlant des Landes un écrivain, cité par la *Revue des agriculteurs de France*, s'exprimait ainsi :

« Les villages sont devenus de coquettes bourgades, encadrées par la blancheur des routes toutes neuves ; le paysan des Landes a grandi à l'état de bourgeois heureux et sa maison aux volets verts repose avec confiance à l'orée des pinèdes nourricières. Dans cette région qui s'ouvre à une ère nouvelle, c'est la volonté de l'homme, ce n'est pas la loi du sol, qui vient de faire de l'histoire ».

C'est, en effet, l'homme qui a transformé, par des plantations de pins maritimes, cette région jadis inculte ; c'est aussi l'intelligence de l'homme qui a pu donner quelque temps la prospérité aux exploitants, en trouvant à la gemme des utilisations nouvelles, par le perfectionnement des industries de transformation. Malheureusement la crise n'a pas épargné cette région, qui semble faite pour la vie heureuse ; la prospérité d'après-guerre a fait place à la faillite et à la misère.

La barrique de gemmes de 340 litres valait 100 à 110 fr. en 1914 ; son prix atteignait 1.000 fr. après la guerre, pour retomber en 1935 à environ 270 fr., coefficient 2,3 par rapport à l'avant-guerre.

A cela vient s'ajouter la mévente des bois.

Après un gemmage appelé symboliquement « gemmage à mort », le bois « d'éclaircie » ne trouve acquéreur qu'à 20 fr. le mètre cube (soit coefficient 2).

En francs-papier, la valeur des gros arbres sur pied est égale à celle d'avant-guerre, en francs-or.

Voici avec précision le problème tel que le posait le Syndicat des Ouvriers résiniers ¹ :

1. Office des renseignements agricoles (Ministère de l'Agriculture).

L'ouvrier résinier récolte en moyenne, dans son année, 25 grandes barriques de 340 litres, en 250 journées de travail effectif. Comme rémunération, il reçoit la valeur en argent d'une partie de sa récolte, dont le pourcentage varie de 50 à 75 %, suivant les conditions du gemmage et suivant les cours de la gemme.

Si l'on prend le pourcentage de 60 %, l'ouvrier récoltant 25 barriques aura pour sa part annuelle la valeur de 5.100 litres de gemme :

$$25 \text{ barriques} \times 340 \text{ litres} \times 60 \% = 5.100 \text{ litres.}$$

Pour que cet ouvrier touche un salaire de 20 fr. par journée de 10 à 13 heures¹, il faudra que sa part de 5.100 litres de gemme ait une valeur de 5.000 fr. (250 jours à 20 fr.), ce qui correspond à un prix de vente du litre de 0 fr. 98.

Les gemmeurs syndiqués considèrent comme minimum le prix de 1 fr. 18, correspondant au cours de 400 fr. la barrique. Correspondant à une rémunération de 14 fr. par journée de 11 heures de travail, le cours moyen de 0 fr. 70 en 1934, créait une situation critique, à laquelle la loi du 2 juillet devait remédier.

B. *Comment l'Etat est intervenu*².

Les chiffres annuels de la production française, comparés à la consommation intérieure, indiquent, pour l'année 1934, un excédent d'environ 10.000 tonnes de térébenthine et 45.000 tonnes de brais et colophane.

Faute de pouvoir être exportés, les excédents constitués en stock, pesaient lourdement sur le marché.

La loi du 2 juillet 1935, pour la gemme comme pour le lait, a pour objectif la résorption des excédents, en

1. C'est un exemple entre beaucoup d'autres de l'impossibilité d'appliquer la loi de 8 heures aux travailleurs agricoles.

2. *Cours d'économie rurale*, à l'Institut national agronomique, et *Journal officiel* du 3 juillet 1935.

affectant une somme de 4.500.000 fr. destinée au développement des débouchés et à l'aménagement scientifique et technique de la production.

Le titre V de la loi prévoit un Comité Central des Producteurs résineux, semblable à celui du lait.

En application de la loi, il a été créé au Ministère de l'Agriculture, un Comité Central, comprenant, à côté de trois parlementaires des départements de la Gironde et des Landes, les représentants qualifiés des divers intérêts en cause.

Comme celui du lait, ce Comité constitue, en ce qui concerne l'application de la loi, l'organe consultatif permanent du Ministre de l'Agriculture.

Considérant la situation du marché et la présence de stocks importants, le Comité Central des Produits résineux estima que le premier effet devait porter sur les exportations d'essence de térébenthine et de produits secs (brais et colophane).

En juillet 1935, l'essence de térébenthine française cotait 265 fr. à Dax ; ce qui portait son prix, rendue Anvers, Londres, Hambourg, à 299 fr.

Les prix des essences américaine, portugaise ou espagnole, rendues dans ces mêmes ports, étaient respectivement de : 219, 201 et 215 fr. L'essence française ressortait donc à 90 fr. plus cher que l'essence des autres origines.

A la même époque, les 100 kgr. de produits secs présentaient une différence de 14 fr. en faveur des produits américains.

Une prime à l'exportation, comblant la différence entre les prix intérieurs et les prix étrangers, s'avérait donc indispensable pour permettre la vente de nos produits sur les marchés étrangers et dégager le marché intérieur.

Section VII

CHICORÉE A CAFÉ

La chicorée à café occupe en France de 5 à 6.000 hectares. Cette plante est cultivée par environ 15.000 agriculteurs dans les départements du Nord et du Pas-de-Calais, et remplace la betterave en tête d'assolement. Elle ne supporte pas les terrains lourds.

Le tubercule de la chicorée à café est débité en cossettes qui sont séchées à la ferme en perdant le quart de leur poids. Ce sont ces cossettes séchées qui sont le produit commercial et sont envoyées à la raffinerie.

Le cours de la chicorée à café ayant subi une forte baisse, une loi du 4 juillet 1931, avait prescrit l'emploi obligatoire par la raffinerie de cossettes françaises. Actuellement le pourcentage est fixé à 90%.

Mais malgré ce contingentement indirect, les prix de la chicorée à café ont baissé continuellement.

Des demandes avaient été formulées afin que ce produit fasse l'objet d'un décret-loi analogue à celui édicté en faveur de la betterave. Le Gouvernement s'y était opposé pour diverses raisons dont les principales sont le manque d'organisation de la production et la répartition de la culture entre une poussière de producteurs.

Le député Tillie appuyé par ses collègues du Nord et du Pas-de-Calais réussit néanmoins à faire voter une loi par laquelle le Gouvernement devra fixer chaque

année la quantité à produire par chaque producteur. Le principe de la loi est donc très simple, mais il semble d'une application difficile de contingenter une production aussi disséminée.

La protection de la betterave a amené la protection de la chicorée à café ; c'est un cas très précis où l'intervention appelle l'intervention.

Section VIII

PRIMES A LA PRODUCTION

§ 1. Le lin¹.

Pour le lin se présente une méthode d'intervention différente de celles qui ont été appliquées pour les produits étudiés précédemment : la prime à la culture.

La protection du lin ne remonte qu'à la fin du siècle dernier. La protection actuelle, venue après une période d'absence de toute protection, ne remonte qu'à quelques années.

Pourtant, l'emploi du lin dans la confection des tissus remonte à des temps aussi reculés que celui de la laine. En Egypte, on le trouve dans les bandelettes qui enveloppaient les momies, et les vêtements de la caste sacerdotale étaient aussi de lin. Pline raconte qu'on l'employait chez les Romains pour la confection des toiles à voile et donne des détails de fabrication prouvant que ses contemporains étaient arrivés à une solution approfondie de la question. On fabriquait aussi des tissus très fins, grâce à la fille de Lateus, Pamphile de Ceos : « Car, dit Pline, comment passer sous silence celle qui la première déshabilla les femmes sous prétexte de les vêtir ».

1. Sources principales de documentation : Article du numéro de janvier 1936 de la *Revue des agriculteurs de France* ; Office des renseignements agricoles ; Service des primes à la culture du lin et du chanvre au Ministère de l'Agriculture ; Association générale des producteurs de lin ; *Journal officiel*.

La France connaît la culture du lin depuis plus de 2.000 ans. Celle-ci passa par des fortunes diverses. L'Etat se préoccupa peu de cette culture, qui eût été complètement abandonnée s'il ne s'était aperçu récemment que le sol français pouvait produire autre chose que des céréales et du vin. Aussi la question du lin est-elle à l'ordre du jour.

I. Structure du Marché

A. Marché mondial.

Ci-dessous quelques chiffres extraits de la *Revue internationale d'agriculture* :

Pays	Superficie		
	moyenne : 1929/30 à 1934/35	1934/35	1935/36
	1.000 ha.	1.000 ha	1.000 ha.
U.R.S.S.	2.135	2.110	2.070
Pologne	—	—	—
Allemagne ¹	8	9	21
Belgique	17	14	18
Lithuanie	64	61	92
Lettonie	44	46	68
France	23	23	32
Pays-Bas	10	6	9
Estonie	23	21	29
Tchécoslovaquie	11	10	13
Autriche ¹	3	2	2
Irlande du Nord	7	6	11
Egypte	1	2	2

1. Production exprimée en tiges sèches (lin en paille).

Pays	Production		
	moyenne 1929/30 à 1933/34	1934/35	1935/36 ¹
	1.000 ha	1.000 qx.	1.000 qx.
U.R.S.S.	4.800	5.300	—
Pologne	—	308	—
Allemagne	156	269	626
Belgique	137	219	280
Lithuanie	233	217	359
Lettonie	152	162	266
France	161	147	184
Pays-Bas	72	54	67
Estonie	71	71	106
Tchécoslovaquie	51	56	—
Autriche	46	32	28
Irlande du Nord	34	37	—
Egypte	9	14	13

Au point de vue de la production mondiale, il faut remarquer que la plupart des pays développent leur production de lin.

En 1913, la Russie produisait de 80 à 90 % des besoins des filatures du monde entier. La Russie exportait en moyenne à cette époque de 300 à 380.000 tonnes de lin, et l'on estimait les besoins à environ 420.000 tonnes. Les principaux acheteurs de la Russie étaient :

La Belgique,	pour 29	%
l'Angleterre	24	%
l'Allemagne	23	%
la France	14	%
l'Autriche-Hongrie	7	%

Le monde entier dépendait donc de la Russie.

1. Chiffres évaluatifs.

Chiffres venant de la *Revue internationale* de Rome, et quelques derniers venant de l'A. G. P. L. (Association Générale des Producteurs de lin).

Après la guerre, l'U.R.S.S. n'ensemencait plus que 40 % des superficies d'avant-guerre et les récoltes vers 1920 étaient de l'ordre de 10 % de celles de 1913.

Pourtant, depuis une quinzaine d'années, les Soviets ont fait un effort très grand. Les emblavements passaient de 1.630.000 hectares en 1922, à 2.390.000 hectares en 1933. La production montait corrélativement de 3.600.000 quintaux à 5.600.000 en 1933.

L'Allemagne a importé des quantités importantes de lin pendant l'année passée. Elle a importé des graines de lin, mais aussi beaucoup de lin brut, de fibre et d'étoupes. Si le lin tissé se conserve bien, par contre la fibre ne se garde au maximum que deux ans sans inconvénient ¹.

La graine de lin nous intéresse moins que la fibre textile ; néanmoins, on ne produit pas l'un sans l'autre. L'Etat français importe une forte quantité de lin par rapport aux autres pays. La *Revue internationale de Rome* en donna les chiffres pour 1934 (n° de juillet 1935).

Graines de lin en quintaux en 1934

(1^{er} janvier au 31 décembre)

	Exportation	Importation	Excédent des import.
<i>Exportateurs :</i>			
Argentine	13.745.000	—	
Indes Britanniques	2.801.000	—	
<i>Importateurs</i>			
Etats-Unis	—	3.599.000	3.599.000
Pays-Bas	35.000	3.224.000	3.189.000
Allemagne	1.000	3.169.000	3.168.000
France	3.000	2.378.000	2.375.000
Royaume-Uni	7.000	1.870.000	1.863.000
Belgique	31.000	812.000	781.000
Italie		645.000	645.000

1. Pour cette raison, on peut se demander pourquoi l'Allemagne a importé des quantités aussi massives.

B. *Structure du marché intérieur.*1° *Production.*

Le numéro de janvier 1936 de la *Revue des agriculteurs de France* donne un aperçu de la *répartition de la culture du lin en France*. Avant la guerre, une communication de M. Durand à la Société d'encouragement à la culture du lin, distinguait trois régions dans lesquelles le lin est particulièrement à l'honneur :

1° La région d'action de la Lys, limitée au Sud par une ligne droite tirée de la baie du Mont-Saint-Michel à Belfort (12.000 à 14.000 ha).

2° La Bretagne, c'est-à-dire les cinq départements de l'ancienne province (5.000 à 6.000 ha).

3° La région d'action de la filature du Centre, comprenant les départements du Maine-et-Loire, Vendée, Deux-Sèvres, Vienne, Mayenne, Sarthe, Indre-et-Loire, Loir-et-Cher (1.200 à 2.000 ha).

Actuellement, la région du Nord est encore celle qui cultive le plus de lin ; en 1935, on avait la répartition suivante :

Régions	Surfaces cultivées hectares	Quantités récoltées	
		Filasse quintaux	Graines quintaux
Nord (14 départements)	27.873	176.541	112.776
Est (12 départements)	162	972	415
Ouest (11 départements)	4.718	41.139	14.900
Centre (10 départements)	186	967	200
Est-Central (10 départ.)	46	230	—
Sud-Ouest (12 départ.)	16	77	25
Massif Central (9 départ.)	34	307	120
Midi (12 départements)	—	—	—

La région du Nord représente 35 % de la production totale ; mais si la région du Nord est la première productrice, la Seine-Inférieure vient en tête de la production par département ¹.

Régions	Surfaces cultivées hectares	Quantités récoltées	
		Filasse quintaux	Graines quintaux
Départements			
Seine-Inférieure	9.162	60.000	56.000
Nord	4.500	36.000	22.500
Côtes du Nord	3.252	17.886	9.756
Aisne	2.607	16.099	—
Eure	2.553	14.204	12.765
Pas-de-Calais	2.130	12.660	12.780
Oise	2.063	12.531	—
Finistère	1.172	8.790	4.688
Somme	1.668	6.200	8.200
Seine-et-Marne	1.184	6.708	—

La production totale du lin en France est connue avec une approximation suffisante depuis 1840 seulement.

L'année 1862 est celle qui tient le record de la production annuelle française, avec 523.000 quintaux de filasse sur 105.500 hectares ensemencés (Ceci tient au manque de coton venant des Etats-Unis, alors en guerre de Sécession).

La courbe établie d'après les chiffres publiés au tableau 65 de la statistique agricole annuelle du Ministère de l'Agriculture, donne, avec le tableau suivant, une idée d'ensemble de la production française dans le temps.

1. Chiffres de la statistique agricole annuelle du Ministère de l'Agriculture.

Années linières	Emblavements ¹	Filasse	
		Rendement à l'ha. ²	Production ²
1884-85	44.540	8,15	151.737
1890	32.174	6,85	220.343
1895	34.054	6,54	222.819
1900	21.260	9,14	194.155
1905	27.113	7,61	206.450
1910	21.700	6,92	150.170
1913	30.475	7,21	219.708
1919	21.170	7,56	160.115
1920	34.823	7,43	258.760
1923	14.898	7,05	105.108
1929	43.827	9,00	394.855
1930	30.503	6,65	202.998
1931	10.368	6,02	62.540
1932	9.164	5,98	54.882
1933	14.944	6,16	92.012
1934	23.071	6,34	146.666
1935	32.885	6,00	170.000

REMARQUE 1. — Depuis 1920, y compris la Moselle, le Bas-Rhin et le Haut-Rhin.

REMARQUE 2. — L'année linière va du 16 juin au 15 juin suivant.

Le progrès technique n'est pas ici à redouter pour le moment. Il est bien au contraire à développer afin d'obtenir une plus forte production, à des prix de revient moins élevés.

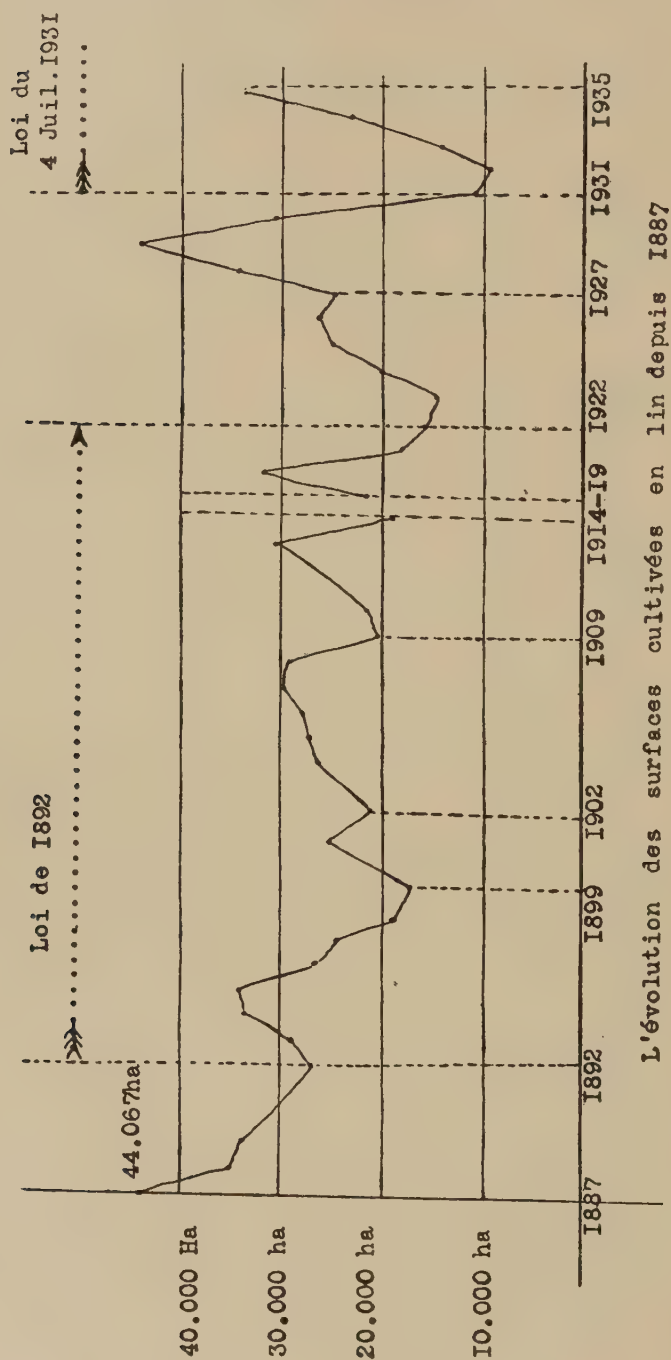
Depuis 1931, la léniculture a repris une extension constante : 9.000 hectares en 1932, 15.000 en 1933, 24.000 en 1934, 33.000 en 1935.

2° Consommation.

Le lin brut est utilisé dans ses diverses parties par des industries très différentes.

1. En hectares.

2. En quintaux.



La première transformation qu'il subit est l'*égrenage*. C'est un travail qui se fait soit à la main, soit à la machine ; il reste : 75 % de lin égrené ; 12 % de balles ou paillettes, 10 % de graines dirigées vers la fabrication des huiles et des tourteaux ; 3 % de déchets.

Puis le *rouissage* qui a pour but de séparer les fibres du reste de la feuille par la décomposition microbienne des substances reliant ces fibres au bois.

100 de lin égrené donne environ 75 de lin roui sec.

Enfin, le *teillage*, qui sépare définitivement la fibre du bois. C'est un broyage mécanique, par conséquent qui casse le bois en laissant la fibre.

Le lin obtenu par les opérations précédentes, c'est-à-dire roui et sec, donne : 65 % de chènevotte ; 23 % de filasse ; 13 % d'étoupe.

L'A.G.P.L. indique que pendant l'année 1934-1935, la consommation française de nos filatures de lin a été d'environ 217.000 quintaux de filasse. Dans cette consommation, les lins français teillés en France ne représentent que 64.000 quintaux de filasse, soit 29 % de la consommation ; le reste de notre production a dû être teillé à l'étranger, et les importations ont fourni le complément nécessaire.

Les utilisations du lin sont nombreuses et certaines seraient indispensables en cas de guerre.

Le lin avec le coton ou seul, est très employé pour du linge très fin, des toiles de toutes sortes, les cordages, la bonneterie, les velours.

Les toiles de lin servent en particulier à confectionner des toiles d'avion. A ce sujet, M. du Fretay, secrétaire de l'Association des producteurs de lin, notait, en 1934, que « la consommation du lin pour l'aviation n'est pas très im-

portante, parce que l'emploi des avions métalliques s'étend chaque jour ; cependant elle n'est pas négligeable ».

Le lin, qui était appelé autrefois, « le roi des textiles » peut, par ses qualités, rivaliser avec d'autres produits cultivés à l'étranger, et en particulier avec le coton.

3° Commerce extérieur.

La statistique de Rome indique, comme nous l'avons vu, que la France a la quatrième place parmi les pays importateurs de graine de lin.

Mais la France importe aussi des quantités importantes de lin brut, teillé ou peigné, ainsi que des étoupes.

La statistique générale de la France donne le mouvement de ces importations dans le tableau suivant :

Importations de lin

(quantité en quintaux)	1933	1934
Lin brut	13.089	16.140
Lin teillé :		
U.R.S.S.	152.480	105.403
Union belgo-luxembourgeoise	102.896	80.192
Lettonie	3.455	102
Pays divers	6.472	2.084
Lin peigné :	36.864	13.257
Etoupes	126.157	87.231
Quantités totales importées	441.413	304.409
Valeur des importations en francs	141.180.000	85.355.000

La France exporte aussi une grande quantité de lin, mais surtout de lin brut, en majeure partie vers l'Union économique belgo-luxembourgeoise, qui nous en retourne une partie sous forme de tissu, ou même simplement teillé.

	1933	1934
Brut :		
U.E. Belgo-luxembourgeoise	615.687	752.145
Autres pays	1.479	1.329
Lin :		
Teillé	10.100	26.160
Peigné	221	1.687
Etoupe	11.944	20.089

On peut conclure des dates et des chiffres, que les statistiques nous offrent, que les vicissitudes de notre liniculture correspondent à l'activité ou à la dépression linicole de la Russie, avant-guerre comme actuellement. Une vue rapide des prix marque bien cette correspondance. Ainsi, en 1929, ce textile subit une baisse atteignant 60% parce que le Gouvernement des Soviets inonda l'Europe avec une production de 3.500.000 quintaux.

4° *Les prix en France.*

De 1886 à 1913, le quintal de filasse a valu entre 98 et 110, 50 francs-or. Les prix comparés avec 1913, en francs-papier, sont les suivants :

1913	552,35 francs-papier
1926	1.054,10 —
1927	1.164,38 —
1928	1.114,99 —
1929	816,33 —
1930	419,02 —
1931	381,96 —
1932	427,43 —
1933	442,40 —
1934	458 —

Pendant l'année 1935, les cours du lin français, à la Bourse de Lille, ont été les suivants¹ :

Bergues	517
Bretagne	547

Les « Bergues » sont des lins du Nord ; les « Bretagne » ceux de l'Ouest de la France.

Notons en passant que l'on reproche à la cotation des lins français de ne pas distinguer plusieurs catégories, suivant les qualités.

(La Bourse du lin est la Bourse de Lille, qui cote les lins russes tous les mercredis).

La baisse considérable de 1929 est due aux exportations massives des Soviets.

II. Interventions de l'État

A. Pourquoi l'Etat est-il intervenu ?

La culture du lin a diminué des 3/4 entre 1862 et 1912 ; depuis, elle reste dans un état stationnaire qui est loin d'être florissant. Depuis 1931, pourtant, les emblavures progressent et le lin reprend une place meilleure.

Indépendamment des événements qui ont été néfastes à la culture du lin, tels que la régression de la marine à voile et la politique libérale de 1860, qui a supprimé le droit de douane protecteur, la crise chronique du lin tient à plusieurs causes, dont nous essayerons de signaler les plus importantes :

1^o *Notre main-d'œuvre est chère*, comparée à celle de la Russie, qui bénéficie déjà de terres très favorables à

1. Chiffres de l'Association générale des producteurs de lin.

la culture du lin. Dans ces conditions, avec une main-d'œuvre très peu rémunérée, la Russie obtient des prix de vente sur le marché mondial, qui empêchent toute concurrence.

Le travail du lin avant la filature nécessite une série de manipulations spéciales ; il faut pour cela des ouvriers et ouvrières connaissant ce métier et ne demandant pas de salaires élevés.

La culture même du lin demande aussi beaucoup de main-d'œuvre, car le lin est une plante exigeante et difficile. Un proverbe dit : « Le lin fait trembler sept fois son maître entre les semailles et la récolte ». Il lui faut des soins comparables à ceux qu'exige la betterave à sucre.

2° *Les débouchés de la culture se sont peu à peu rétrécis en France*, par la disparition des industries annexes : rouissage, teillage. C'est en Belgique que se fait en grande partie le travail du lin brut français. De 1901 à 1934, les lins bruts allant en Belgique ont quintuplé de volume (1.000.000 de quintaux actuellement).

L'Etat voyant les difficultés de la culture du lin, s'est résolu à faire un effort en sa faveur, et ceci pour quelques raisons principales :

1° *Eviter la disparition des industries du lin.* — Le maintien de nos industries de transformation ne peut être assuré que par celui d'une liniculture nationale. Les usines de rouissage, de teillage, de filature et de tissage fournissent un salaire à plus de 50.000 ouvriers, qui vivent du lin et qui n'ont pas été en chômage grâce à la loi.

2° *Défense nationale.* — Notre défense nationale exige l'indépendance des fournitures étrangères, surtout pour

le lin, car l'U.R.S.S. est lointaine et la Belgique n'est pas à l'abri d'une invasion.

Les utilisations pour les masques à gaz, pour la bourre des explosifs (étoupe), pour les toiles d'emballage, intéressent directement la défense nationale ; d'ailleurs d'autres pays européens (Italie, Allemagne) nous ont devancés dans cette voie.

3° *Eviter la surproduction des céréales par la polyculture.* — Dans l'hypothèse d'un marché intérieur rigoureusement fermé, les chiffres indiquent que la France ne produit que 70 % et ne teille que 29 % de ses besoins en lin. La même hypothèse appliquée aux céréales montre que (momentanément sans doute) il y a surproduction.

Un hectare de blé nécessite une dépense de 2.300 fr. à 3.200 fr. ; le produit au cours mondial ne vaut que 1.000 à 1.500 fr. Un hectare de lin a un prix de revient de 1.500 fr. à 2.500 fr., et la récolte vaut au cours mondial de 2.000 à 3.200 fr.

La protection du lin est donc avantageuse, si elle permet aux cultivateurs de substituer en partie du lin aux céréales.

B. *Comment l'Etat est intervenu.*

Les moyens possibles de défense contre les lins étrangers étaient les droits de douane et la prime à la culture. Le droit de douane présentait pour le lin de grandes difficultés d'application : les textiles sont interdépendants, et il eût fallu les protéger tous, sinon c'était condamner le textile « protégé » au profit des autres.

Le droit de douane est aussi moins souple ; il faut qu'il soit élevé pour être efficace. En 1931, dans le réseau des accords internationaux et du « troc international »,

la protection du lin par des droits de douane aurait présenté d'extrêmes difficultés.

a) *Législation.*

En fait, la protection de notre liniculture ne s'exerce que par l'existence de primes compensatrices, en l'absence de toute protection douanière.

Les primes instaurées par la loi de 1892 portaient sur le nombre d'hectares emblavés ; la prime ne devait pas dépasser 60 fr. par hectare. Un crédit de 2.500.000 fr. par an fut voté pour une durée initiale de six années, mais renouvelé par la suite.

Les primes faibles n'augmentèrent pas les surfaces cultivées, mais évitèrent la disparition de la culture du lin en France. Ce régime dura jusqu'en 1922, année à partir de laquelle il fut abandonné et le lin fut laissé sans soutien. Jusqu'en 1929, la culture du lin ne subit pas de difficultés trop grandes, grâce aux cours astronomiques des prix agricoles français en franc-papier.

Mais en 1929, le lin russe s'abattit sur l'Europe, créant une crise mortelle pour le lin français, qui n'avait aucun moyen de se protéger. L'U.R.S.S., en effet, essaya, pour reprendre les débouchés européens, un véritable *dumping*, en répandant sur le marché les stocks accumulés de 2 ou 3 années. Les surfaces cultivées tombèrent en France à 9.000 hectares, en 1931.

Le 4 juillet 1931, pour remédier à la crise qui atteignait la culture du lin, le Parlement vota une loi portant création d'un système d'encouragement à la culture du lin, pour une durée de 6 années, et qui prévoyait une dotation budgétaire de 60 millions de francs. Les décrets du 30 août 1931, du 1^{er} juin 1932 et du 19 avril 1934, précisèrent les conditions d'application de cette loi.

Les primes sont attribuées non plus à l'hectare, pour éviter qu'elles soient accordées à des cultures sans valeur, mais à des matières utilisables pour les industries de transformations de rouissage, teillage. Bref, la prime est calculée par kilogramme de filasse d'origine et de provenance française, vendue ou exportée. En cas d'exportation, la prime réservée aux producteurs n'ex-cède pas les deux tiers de la prime allouée aux lins teillés à l'intérieur du territoire.

b. Mode d'attribution de la prime.

On pourrait appliquer au mode employé pour attribuer les primes, le terme de « *décentralisation* ».

Les liniculteurs ou teilleurs qui désirent bénéficier de la prime doivent produire un dossier de demande, comprenant un certain nombre de pièces, dont la nomenclature et la forme sont fixées par les décrets d'application précités (30 août 1931, 1^{er} juin 1932 et 19 avril 1934).

Ce dossier est envoyé aux syndicats agricoles, lesquels les transmettent à l'un des deux groupements professionnels agréés par le Ministère de l'Agriculture, pour les centraliser, effectuer une première vérification et préparer les bordereaux de liquidation.

Ces deux organismes sont :

1^o *Le Bureau central des liniculteurs et des teilleurs de France* (8, rue du Cardinal Mercier, Paris). — C'est le centre le plus important : il groupe plus des 3/4 des dossiers.

(L'Association générale des producteurs de lin se trouve à la même adresse).

2^o *La Société des Liniculteurs du Nord* (15, rue des Vieux murs, à Lille). — Ce bureau reçoit les autres dossiers (soit 10 à 15% de l'ensemble).

Le but cherché en admettant deux syndicats distincts est d'éviter que la politique n'entrave le bon fonctionnement d'un syndicat unique, par lequel tous les intéressés seraient obligés de passer.

Ces deux syndicats transmettent les dossiers au Ministère de l'Agriculture, qui, de ce fait, emploie très peu de personnel, puisqu'il ne s'y fait qu'une seconde vérification des pièces et la mise en marche de la procédure de paiement. L'Etat paie lui-même les primes par l'intermédiaire des Trésoriers payeurs généraux, receveurs particuliers des Finances et percepteurs.

La principale fraude possible consiste à toucher la prime pour du lin importé. Tous les industriels signent une pièce incluse dans leur dossier, indiquant qu'ils n'ont pas importé de lin depuis le 15 juin... ; sinon l'article 9 du décret du 30 août oblige l'importateur à justifier, dans un délai de six mois, de la vente sans primes à la filature ou au négoce d'une quantité équivalente de filasse.

Les lins importés sont facilement reconnaissables par les praticiens, car ce sont généralement des lins « rouis Lys »¹ ; les filatures, les négociants et les réceptionnaires peuvent signaler la fraude.

De plus, le passage à la douane nécessite un certificat du pays exportateur. Les importations passant presque toutes par Lille, un contrôleur du ministère se trouve dans la région du Nord ; il connaît les importations et peut suivre la marchandise : il arrive ainsi à déceler les fraudes.

La loi du 4 juillet a prévu la prime au lin produit et teillé en France. Mais, à titre transitoire, jusqu'au moment où le teillage français serait suffisamment dével-

1. Lins rouis dans la Lys (Belgique).

loppé, des primes seront allouées au lin en paille exporté, le montant de celles-ci ne pouvant excéder les deux tiers de la prime au lin teillé en France.

(Demandes, modèle n°2, teillé en France ; n°9 exporté).

Pour les lins exportés, la prime est calculée en fonction de la teneur forfaitaire en filasse fixée d'après le barème suivant :

Lins en paille verts et non battus	10 % de filasse ;
Lins en paille verts et battus	14 % de filasse ;
Lins en paille rouis et non battus	12,5 % de filasse ;
Lins en paille rouis et battus	18 % de filasse.

c. *Financement.*

Il faut distinguer très nettement : d'une part, les frais de bureau des syndicats agricoles et des deux associations liquidatrices ; d'autre part, les primes.

Les frais de bureau sont couverts par une cotisation des liniculteurs et teilleurs, établie par un arrêté interministériel du 13 janvier 1932, et versée aux associations liquidatrices.

Les *primes* proviennent des crédits votés par le Parlement. Le tableau ci-dessous montre l'évolution depuis la loi du 4 juillet 1931.

Années linières	Surfaces ensemencées ha.	Production en quint. de filasse	Taux de la prime francs	Crédits votés francs	Crédits utilisés francs
1931-32	10.000	146.313	5,10	60.000.000	59.639.716
1932-33	9.000	103.941	4,80	60.000.000	41.278.209
1933-34	15.000	108.497	4,80	47.083.324	43.323.864
1934-35	23.000	140.750	4,35	30.000.000	50.017.387
1935-36	33.000	184.350 ¹	2,85	25.000.000	
				24.300.000 ²	
1936-37				45.000.000	

1. Chiffres évaluatifs.

2. Ministère de la Défense nationale.

L'année linière 1934-1935 fait ressortir des crédits utilisés supérieurs aux crédits votés ; cette anomalie apparente, et agréable pour les bénéficiaires, est possible grâce à l'application de l'article 6 de la loi du 4 juillet 1931, qui prévoit que les crédits non utilisés au cours d'un exercice seront reportés sur l'exercice suivant.

d. *Taux de la prime*¹.

Le taux de la prime est fixé généralement au mois de juillet (après le recensement de la récolte) par un arrêté ministériel, après avis du Comité central de contrôle des primes.

Le taux de prime est fixé en tenant compte des deux facteurs suivants :

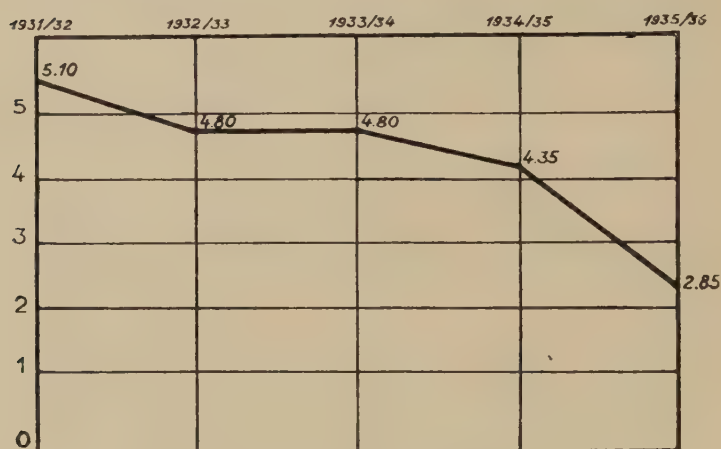
- 1° Evaluation de la récolte et des stocks ;
- 2° Crédits votés et reliquats existants.

Ce Comité central de contrôle comprend des représentants de l'Administration et des représentants de la production, ainsi que des industries intéressées. (Notamment quatre liniculteurs, un représentant des rouisseurs-teilleurs, un représentant des filateurs de lin).

Pour l'année linière 1935-1936, on observe une réduction considérable du taux de la prime. Il faut remarquer cependant que ce taux eut été de l'ordre de 1 fr. 50, si le Gouvernement n'avait décidé, au mois d'octobre 1935, que des sommes fussent versées au Ministère de l'Agriculture par les trois Ministères de la Défense nationale, pour assurer la liquidation des primes au lin et au chanvre. La dotation totale des encouragements à la culture du lin est alors passée de 25 millions à 49.300.000, chiffre

1. Rapport de M. Jaubert sur le budget du Ministère de l'Agriculture, 1936.

auquel il convient d'ajouter un reliquat de crédit de deux millions.



La prime est une compensation douanière et ne doit pas être un cadeau, même partiellement. Elle doit permettre de résister aux lins étrangers et aux textiles de substitution. A cet effet, un arrêté du 10 août 1934 fait considérer :

- 1° les cours des lins russes à la Bourse de Lille ;
- 2° le montant de la prime.

Le total de l'addition des deux ne doit pas dépasser 10 fr. 50 par kilogramme de filasse.

Le plafond de 10 fr. 50 a été adopté par le Comité central de contrôle sur la proposition des groupements professionnels. (C'est le prix du kilogramme de filasse qui est considéré comme permettant au cultivateur français de payer ses frais de culture, en lui laissant un bénéfice raisonnable)¹.

1. Renseignement du Service des primes au Ministère de l'Agriculture (M. Masson).

C'est en application de ce système que l'arrêté ministériel du 15 octobre 1935, par exemple, qui fixe le taux de la prime à 2 fr. 85, indique que « ce taux ne sera maintenu qu'autant que le prix des lins russes, rouis à terre, du type 3^e sorte, 4^e groupe, (considéré comme comparable aux lins français), calculé en fonction de la cotation officielle des lins russes du type 1^{re} sorte, 4^e groupe à la Bourse de Lille, ne dépassera pas 7 fr. 65 le kilogramme ».

En janvier 1935, les cours du lin russe sont arrivés au point où la clause incluse à l'arrêté du 10 août 1934 devait jouer. Les cours du B. K. K. O., (4^e groupe, 1^{re} sorte, prévu à la clause) ont donné pour janvier une moyenne de 655 fr. ; en ajoutant la prime de 435 fr. par quintal, on dépasse les 1.050 fr. prévus comme plafond.

La clause n'a pas été appliquée, car des difficultés pratiques se présentaient, dont les principales sont les suivantes :

1^o le travail de bureau aurait été considérablement compliqué s'il avait fallu faire une discrimination, d'après les mois, indiquant des taux de prime différents ;

2^o les producteurs ont allégué que l'assimilation du lin français au 3^e sorte, 4^e groupe des lins russes était une vue d'avant-guerre, le lin actuellement sur le marché correspondant au type 1^{re} sorte, 4^e groupe ;

3^o attribuant les $\frac{2}{3}$ de la prime au lin exporté, le taux de la prime est choisi un multiple de 3, pour faciliter les calculs.

Nous avons insisté sur ce point, car c'est un exemple de disposition légale très difficilement applicable. Pratiquement le taux de la prime est fixé pour un an.

Une autre disposition de la loi du 4 juillet 1931, pré-

voyait l'utilisation d'un pourcentage obligatoire de filasse française par la filature ; cette disposition n'a pu être appliquée et le pourcentage n'a jamais été fixé, car les filatures sont spécialisées d'après la grosseur et les lins importés sont généralement des lins fins.

e. Avantages donnés aux filateurs français.

Comme pour d'autres produits, les producteurs et filateurs de lin se sont mis d'accord pour demander aux administrations d'inclure dans le cahier des charges de leurs adjudications la production d'un certificat justifiant de l'achat d'une certaine quantité de lin français. Les Ministères de la Guerre, de la Marine, de l'Air, des P.T.T., ont agréé cette demande.

*
* *

A titre de conclusion à cette intervention de l'Etat, rappelons que le vœu émis au sujet du régime de protection, et qui a été approuvé à la Conférence impériale par l'unanimité des producteurs de textiles coloniaux et métropolitains, est le suivant ¹ :

1° Le système des primes sera maintenu.

2° Les primes seront financées, non plus par des crédits budgétaires (car ils sont trop liés aux vicissitudes des budgets), mais par le produit d'un droit de douane léger sur tous les textiles végétaux importés.

3° Dans ce dernier cas, le taux de la prime sera fixé en fonction de la protection nécessaire pour chaque textile, si besoin dans chaque colonie.

4° Le bénéfice de l'admission temporaire sera accordé aux industries exportatrices.

1. Numéro de janvier 1936, *Revue des agriculteurs de France*.

5° Si besoin, dans l'avenir, le droit de douane sera élevé progressivement, et les primes diminuées parallèlement, jusqu'à l'aboutissement à une politique de protection douanière aussi complète que possible.

§ 2. Le chanvre¹.

Le chanvre est un textile « minor » par rapport au lin. L'Etat fait pour lui ce qui a été fait pour le lin, mais toutes proportions gardées.

I. Structure du marché

A. Marché mondial.

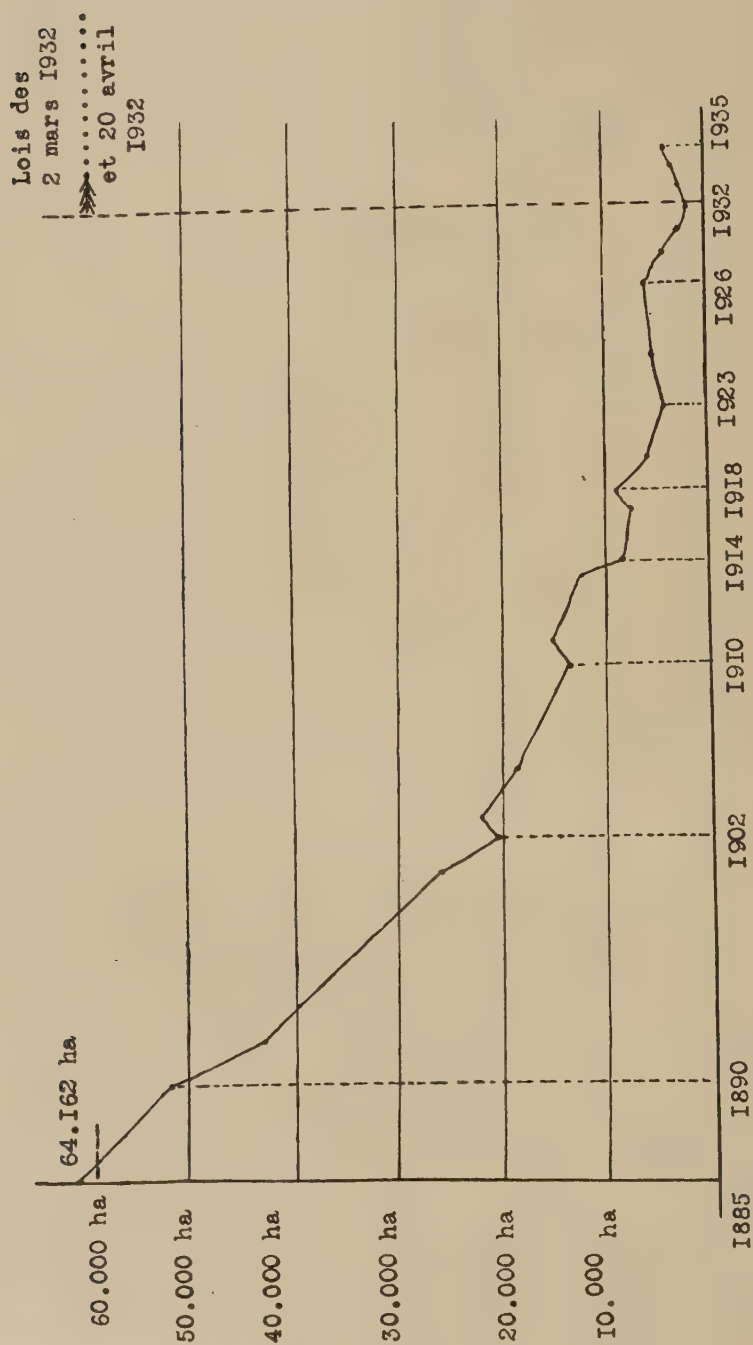
En tête de la production mondiale vient l'U.R.S.S. ; l'Italie vient en second. C'est notre principal fournisseur, et ceci, dans un avenir prochain, peut-être rendra-t-il encore plus instable le marché français du chanvre, qui est déjà très variable.

La *Revue internationale d'agriculture* indique dans le tableau suivant les surfaces ensemencées et la production.

Chanvre (filasse)

Pays	Superficie 1.000 ha.			Production 1.000 qx.		
	moyenne 1929 à 33	1934	1935	moyenne 1929 à 33	1934	1935
U.R.S.S.	848	598	580	2.278	1407	
Italie	67	63	97	698	605	
Roumanie	43	46	46	231	246	
Pologne	32	32	34	157	107	
Tchécoslovaquie	8	7	7	51	60	48
France	3	3	3	38	29	35
Bulgarie	4	6	7	16	27	34

1. Sources principales de documentation : Office des renseignements agricoles ; Service des primes d'encouragement à la culture du lin et du chanvre (M. Masson) ; *Journal officiel* ; A. G. P. L.



L'évolution des surfaces cultivées en chanvre depuis 1885

Après l'U.R.S.S., les seuls pays producteurs de quelque importance sont, comme ce tableau le fait apparaître, les pays danubiens, l'Italie et la France.

B. *Structure du marché français.*

1° *Production.* — La production française, qui se faisait sur une plus grande étendue, est maintenant localisée dans l'Ouest de la France ; mais un département, la Sarthe, se distingue nettement en tête de la production, puisqu'il produit à lui seul plus des 2/3 de l'ensemble.

En 1933, les départements principaux producteurs étaient les suivants :

Principaux départements producteurs en 1933

Départements	Surfaces ensemencées	Quantités récoltées en quintaux		Production moyenne à l'ha.
		filasse	graine	
Sarthe	1.773	20.390	3.546	11,50
Maine-et-Loire	391	3.700	1.860	9,47
Indre-et-Loire	137	1.233	290	9,00
Côtes-du-Nord	73	365	292	10,00
Orne	54	432	162	8,00
Ain	48	192	144	4,00

La production totale de chanvre en France est représentée depuis 1886 par une courbe d'allure générale semblable à celle du lin, mais présentant un minimum beaucoup plus près de la disparition complète¹.

1. Tableau n° 64, de la statistique annuelle de la France.

	Emblavements en ha.	Rendement de filasse à l'ha. Qx	Production de filasse Qx
1886	60.185	7,22	434.703
1890	51.990	7,15	371.809
1895	37.216	7,33	272.899
1900	27.790	6,01	185.125
1905	19.141	8,69	166.340
1910	13.970	9,40	131.470
1915	8.975	9,92	89.101
1920	7.704	10,73	82.688
1925	5.342	10,78	57.588
1930	4.118	11,01	45.341
1931	3.626	11,55	41.913
1932	2.342	10,29	24.092
1933	2.470	10,63	26.268
1934	2.791	10,35	28.899
1935	2.953	12	35.371

Du simple examen de ces chiffres, il ressort que le rendement à l'hectare a augmenté considérablement. Ceci tient au progrès technique, mais aussi au fait que les terres les moins favorables ont été abandonnées.

2° *Consommation*. — La consommation française est d'environ 50.000 quintaux annuellement. Comparée à la production nationale (35.000 qx.), elle implique une importation pour être satisfaite¹.

3° *Commerce extérieur*. — La France importe de fortes quantités de chanvre depuis plus d'un demi siècle. Anciennement, elle pourvoyait à peu de chose près à sa propre consommation. Les importations actuelles sont inférieures à celles de 1913. L'indication des importations suffit à donner une approximation suffisante,

1. Chiffres approximatifs fournis par le Service des primes à la culture du chanvre, au Ministère de l'Agriculture.

car les exportations sont négligeables : de 12.000 quintaux en 1913, elles passent à 2.000 quintaux en 1934¹.

Importations de chanvre

	Total brut, graines et filasse
1913	296.250 quintaux
1926	343.000 —
1928	280.000 —
1930	303.000 —
1931	265.000 —
1932	107.000 —
1933	184.000 —
1934	177.000 —

4^o *Commerce intérieur.* — Les cours du quintal de filasse de chanvre ont baissé dans une proportion dangereuse pour la culture qui aurait disparu, si elle n'avait été soutenue. Le prix est passé de 542 fr. 03 en 1929, à 294 fr. 75 en 1934 (prix moyen de l'année).

Tous les stocks sont achetés par des revendeurs qui les cèdent ensuite aux intéressés de moindre importance.

La Bourse du chanvre est, en France, celle du Mans, qui ne cote ce produit qu'une partie de l'année, de septembre à mars (l'année chanvrière va du 1^{er} septembre au 31 août suivant).

II. Interventions de l'État

A. Pourquoi l'Etat est-il intervenu ?

Sans l'aide de l'Etat, qui est intervenu sous forme de compensation douanière, la culture du chanvre ne serait probablement plus qu'un souvenir pour la terre de France.

1. Statistique annuelle du Ministère de l'Agriculture (année 1934).

Les considérations relevées à propos du lin sont applicables au chanvre, à ceci près que la situation de ce dernier est plus précaire encore.

1° Comme pour le lin, l'Etat a été poussé par les nécessités de la *défense nationale*.

2° Il a été amené, devant le danger de la surproduction intérieure des céréales, à préconiser la *polyculture*.

3° En troisième lieu, l'Etat a voulu éviter la *disparition des industries du chanvre*. En effet, l'arrachage, le rouissage et le teillage du chanvre sont effectués à la main. La disparition de cette culture entraînerait non seulement celle du teillage, qui est fait généralement par les cultivateurs eux-mêmes, mais encore celle de l'industrie des corderies et celle des filatures, d'où aggravation du chômage, dans le département de la Sarthe et circonvoisins.

Enfin, il faut savoir, comme ne manquent pas de le faire remarquer les industriels qui travaillent le chanvre, que les chanvres d'Italie, qui sont les seuls concurrents réels des nôtres, ont une souplesse naturelle qui, à prix égal, les font préférer. En effet, pour obtenir la même qualité, ils exigent un travail préparatoire moins important et une perte en poussière, due à ce travail, beaucoup moins grande (jusqu'à 18 % de pure perte pour le chanvre français).

Ceci montre qu'une simple compensation douanière ne suffit pas, mais qu'il faut encore faire d'autres efforts si l'on veut réellement développer la culture du chanvre en France. Heureusement, il faut reconnaître que les sélections ont amélioré sérieusement nos lins depuis quelques années.

B. *Comment l'Etat est intervenu.*

Poussé par les mêmes considérations que pour le lin, en vue de remédier à la mévente du chanvre, le Parlement a voté les lois du 2 mars et du 20 avril 1932, qui créent un système d'encouragement à la culture du chanvre. Les décrets des 20 mai, 15 novembre 1932 et 20 juin 1934, ont fixé les conditions d'application de ces lois.

a. *Mode d'attribution de la prime*¹. — C'est le même système que nous avons appelé de « *décentralisation* ». Les décrets qui ont suivi les deux lois donnent la nomenclature et la forme des pièces qui doivent faire partie du dossier accompagnant la demande.

Les pièces sont envoyées par les intéressés aux syndicats agricoles dont ils font partie. Ces syndicats envoient les dossiers à une seule association liquidatrice, car pour le chanvre il n'en existe qu'une :

La Fédération nationale des producteurs de chanvre. (30, rue Paul Ligneul, Le Mans (Sarthe). — le bureau du secrétaire général de l'Association se trouve à Paris, 8, rue du Cardinal Mercier).

Ce syndicat groupe les dossiers et fait une première vérification. Il envoie les demandes au Ministère de l'Agriculture, qui vérifie à nouveau et met en marche la procédure de paiement.

Comme pour le lin, l'Etat paie lui-même les primes.

b. *Financement.* — Il faut distinguer, ici encore, les frais de bureau et les primes.

1. Service des primes au lin et au chanvre (Ministère de l'Agriculture).

Pour les *frais de bureau*, étant données les faibles disponibilités des *chanvriers*, un arrêté ministériel du 15 novembre 1932 a fixé à 3 % le pourcentage qui est retenu sur le montant des primes, en vue de payer les frais des syndicats agricoles et de la fédération.

Les *primes* proviennent des crédits votés par le Parlement.

Le tableau suivant indique, depuis l'application de la loi, les crédits et les résultats.

Années chan- vrières	Surfaces ensemencées ha.	Produc- tion en Qx. de filasse	Taux de la prime francs	Crédits votés, francs	Crédits utilisés francs
1931-32	3.626	41.913	1,20	6.000.000	4.355.696
1932-33	2.342	24.092	1,50	6.000.000	6.623.069
1933-34	2.470	26.268	1,80	5.085.000	4.375.473
1934-35	2.791	28.899	1,25	1.780.000	3.012.409
1935-36	2.953	35.371	1,20	1.530.000	
				2.700.000 ¹	
1936-37		évaluatif		4.000.000 ²	

Deux crédits de 6.000.000 ont été votés pour 1931-1932 et 1932-33. Devant les difficultés budgétaires, ce crédit a été ramené à 5.085.000 pour 1933 (réduction de 10 % sur les 7/12 du crédit) à 1.780.000 pour 1934 et à 1.530.000 pour 1935.

Comme pour le lin, si le taux de la prime a pu être maintenu en 1934 à un niveau suffisant et si les crédits utilisés dépassent les crédits votés, c'est grâce à l'application de l'article 6 de la loi du 2 mars 1932, qui prévoit que les crédits non utilisés au cours d'un exercice seront reportés sur l'exercice suivant.

1. Par le Ministère de la Défense nationale.

2. Le budget porte le chiffre de 3.477.000 mais sera probablement rectifié à 4.000.000.

Mais la somme de 1.530.000 fr. s'est avérée insuffisante ; le Gouvernement a recherché le moyen de se procurer un complément de crédit, en envisageant tout d'abord, mais sans résultat, un relèvement des droits de douane sur les agrumes. Au mois d'octobre 1935, les Ministères de la Défense nationale devaient verser un appoint ; mais le crédit obtenu fut de 2.700.000 fr., au lieu de 4.430.000 fr. demandés.

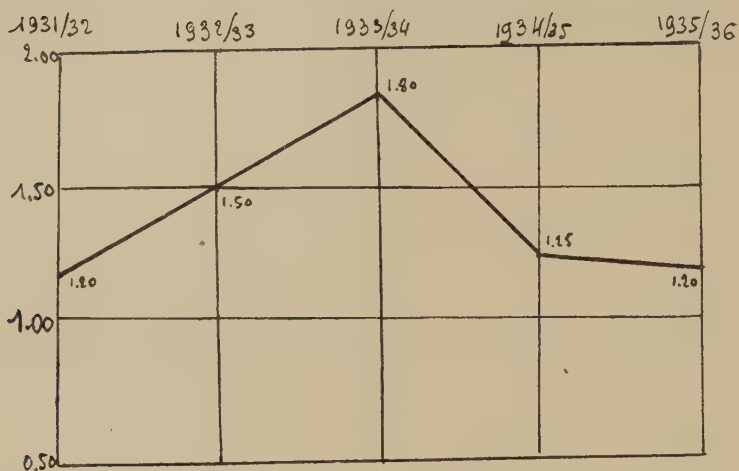
Avec le crédit voté, le total s'éleva donc à 4.230.000 fr. A noter que la réduction de 10 % sur les dépenses publiques (décrets-lois du 16 juillet 1935), n'est pas applicable aux primes à la culture du lin et du chanvre. Le Gouvernement a voulu tenir compte des fortes réductions intervenues.

L'absence de reliquat et l'augmentation de récolte fait prévoir un abaissement de la prime pour 1936-1937. Toutefois, le rapport de la Commission des finances de la Chambre reconnaît que la prime de 1 fr. 20 ne peut plus subir de réduction.

c. *Taux de la prime*¹. — Comme pour le lin, après le recensement de la récolte (au mois de décembre généralement), un arrêté ministériel fixe le taux de la prime sur avis du Comité central de contrôle des primes au chanvre. Ce comité comprend des représentants de tous les intérêts. Le taux est fixé en fonction des mêmes facteurs que celui du lin.

1. Service des primes au Ministère de l'Agriculture et rapport de M. Jaubert sur le budget du Ministère de l'Agriculture.

Variation du taux de la prime par kgr de Filasse



Il est certain que ce qui a été fait pour le chanvre n'est pas très important ; mais en dehors de l'aide pécuniaire, il y a un effort d'organisation à faire. Les industriels se plaignent que les cultivateurs rouissent et teillent mal leur produit ; les cultivateurs se plaignent qu'ils ne vendent pas. Un marché sûr et organisé, sans crainte de la concurrence étrangère, ne peut être obtenu sans l'établissement, en France, du rouissage et du teillage industrialisés.

Enfin notons qu'un problème nouveau se poserait si les sanctions économiques envers l'Italie devenaient une réalité. Des pays étrangers, tels que l'Angleterre, ne vont-ils pas venir acheter en France le chanvre dont ils ont besoin ? Dans ce cas :

1° La production française étant inférieure aux besoins nationaux, l'exportation créerait une concurrence qui ferait monter les prix.

2° Le Gouvernement accepterait-il d'autoriser cette exportation nuisible à la Défense nationale et à l'industrie du chanvre ?

§ 3. L'Olivier¹.

Nous nous sommes un peu attardé aux cultures du lin et du chanvre. Nous avons pour cela deux raisons : tout d'abord, les lois concernant ces deux textiles sont relativement récentes, et il existe encore peu d'études à leur sujet ; ensuite, la question du lin et du chanvre est liée à celle des céréales, puisqu'on les propose, nous l'avons dit, comme remède à l'excédent de celles-ci.

Nous devons encore citer rapidement deux cultures encouragées par des primes : celle de l'olivier et celle du ver-à-soie.

La culture de l'olivier se rattache aussi à l'existence d'un grand produit ; elle joue dans le Midi, par rapport au vin, un peu le même rôle que le lin et le chanvre par rapport au blé, avec pourtant une différence essentielle. Alors que les cultures du lin et du chanvre sont annuelles, celle de l'olivier est de longue haleine, les propriétaires hésitent aussi bien à arracher des oliviers pour planter de la vigne qu'à faire l'opération inverse.

* * *

La culture de l'olivier occupe en France environ 100.000 hectares répartis en douze départements : Alpes-Maritimes, Var, Bouches-du-Rhône, Vaucluse, Basses-Alpes, Drôme, Ardèche, Gard, Hérault, Aude, Pyrénées-Orientales, Corse.

1. Sources principales de documentation : *Cours d'économie rurale* à l'Institut national agronomique ; Office des renseignements agricoles ; Service des primes à l'oléiculture (Ministère de l'Agriculture) ; *Journal officiel*.

En 1913, on estimait à 14.000.000 le nombre des oliviers cultivés dans la France métropolitaine.

En 1935, il n'y en a pas plus de 10.500.000 environ, et la diminution eût été encore plus considérable si des primes d'encouragement n'avaient pas été rétablies.

La concurrence étrangère et surtout celle de nos colonies d'Afrique du Nord est en effet à redouter pour les plantations métropolitaines.

La Tunisie, en particulier, produit beaucoup d'olives délaissées jusqu'à ces derniers temps à cause de leur mauvais goût ; mais depuis quelques années, la production tunisienne s'est améliorée, et devient ainsi encore plus dangereuse pour la production métropolitaine.

A la suite des gelées de 1929, la situation de l'oléiculture française, déjà compromise, devint extrêmement critique. De nombreuses demandes furent formulées, tendant au rétablissement des primes d'encouragement à cette culture, qui avaient été supprimées en 1921.

Tant à cause de la détresse des oléiculteurs, qui vendaient au-dessous du prix de revient, que pour éviter l'arrachage des oliviers et leur remplacement par la plantation de vignes, le Ministre de l'Agriculture déposa un projet qui devint la loi du 7 avril 1932.

*
* * *

Loi du 7 avril 1932. — La loi du 7 avril 1932 stipule, dans son article 1^{er}, qu'à dater de l'année de la promulgation de la loi et dans la limite d'un crédit annuel de 15 millions de francs, des encouragements seront accordés à la culture de l'olivier.

La loi prévoit :

1° Une prime par année et par arbre cultivé, à tout exploitant, propriétaire ou fermier, qui cultivera en bon père de famille.

2° Une prime double de la précédente, pendant 10 ans et par arbre, à tout propriétaire qui reconstituera une oliveraie, en recépant les arbres à ras du sol.

3° Une prime triple de la première, pendant 15 ans et par arbre nouvellement planté, à tout propriétaire qui aura constitué une oliveraie comprenant au moins 25 arbres à espacement normal.

Le système d'évaluation de la prime est analogue à celui pratiqué pour l'encouragement à la culture du lin et du chanvre : c'est une prime de répartition.

Un crédit est voté chaque année pour l'encouragement à la culture de l'olivier. Les oléiculteurs, par l'intermédiaire des mairies, font parvenir les demandes à la préfecture, qui les centralise. Chaque préfecture envoie ensuite une liste au chef du contrôle, qui se trouve à Marseille. C'est alors que la prime est fixée.

Le décret du 12 avril 1933 a fixé les conditions d'application de la loi, et prévu, notamment, la création de commissions communales chargées du contrôle des déclarations, ainsi que des commissions départementales chargées d'examiner les recours formés contre les décisions communales, et de rassembler les déclarations. Il a organisé, en outre, un contrôle régional, assuré par le professeur régional d'oléiculture, assisté d'un ou deux contrôleurs.

Le même décret prévoit que le taux de la prime est fixé par décret contresigné, par les Ministres de l'Agriculture et des Finances.

La loi du 7 avril 1932 n'a été appliquée qu'à partir de 1933. Le Parlement tenant compte du fait que pour la première année une pleine application ne pouvait être réalisée, a limité à 8 millions de francs, le crédit destiné au paiement des primes à la culture de l'olivier. (Ce crédit a été abaissé à 7.533.334 fr. après réduction des 10 % d'ordre général).

Le taux de la prime simple a été fixé, d'après le nombre d'oliviers déclarés, à 0 fr. 72 par arbre cultivé.

Une somme de 7.400.000 fr. a été en conséquence, mise à la disposition des préfets, en février 1934, pour le paiement des primes afférentes à 1933.

En ce qui concerne les primes applicables à l'exercice de 1934, c'est-à-dire celles qui ont été versées aux oléiculteurs en février 1935, le décret-loi du 4 avril 1934 a réduit de 2.400.000 fr. le crédit de 8 millions de francs inscrit au budget du Ministère de l'Agriculture pour 1934. La prime a été fixée à 0 fr. 545 par arbre cultivé. Une somme totale de 5.466. 000 fr. a été mise à la disposition des préfets intéressés.

Un crédit de 5.600.000 fr. était inscrit au budget du Ministère de l'Agriculture pour 1935. Il a permis de maintenir la prime simple à un taux égal à celui de 1934.

Un crédit de 6.036.000 fr. est inscrit au budget de l'agriculture de 1936, pour le paiement des primes à l'olivier.

Il n'est que juste de constater que la situation de l'oléiculture s'est sensiblement améliorée depuis la mise en application de la loi, non seulement du fait de l'encouragement reçu par l'oléiculteur, mais encore en raison de la mise en meilleur état des cultures d'oliveraies négligées (le service de contrôle écarte du droit à la prime les

oliveraies mal tenues). En outre, la régénération et les plantations nouvelles ne peuvent manquer d'accroître la qualité des oliveraies.

Ces améliorations ne pourront d'ailleurs, être tangibles, qu'après un certain nombre d'années, puisque l'olivier jeune ne produit guère avant 15 ans.

§ 4. **Sériciculture**¹.

La production du ver à soie est encouragée par une prime analogue, quant au but poursuivi, à celles précédemment envisagées, mais différemment évaluée et distribuée.

C'est, en effet, une prime d'évaluation : le taux de la prime est fixé par une loi et les crédits nécessaires sont votés ultérieurement².

C'est la loi du 11 juin 1909 qui a institué des encouragements spéciaux en faveur de la sériciculture, sur la base de 0 fr. 60 par kilogramme de cocons frais. Cette loi, dont l'application était prévue pour 20 ans, soit jusqu'au 31 décembre 1929, a été en raison de la dévaluation du franc et de la crise grave traversée par la sériciculture, remaniée par la loi du 21 mars 1928, qui allouait pour 6 années une prime de 2 fr. 40 par kilogramme de cocons frais.

Sur cette prime, un prélèvement de 0 fr. 40 par kgr. de cocons était effectué, en vue de la constitution d'un fonds de propagande séricicole ; ce fonds de propagande est alimenté également par des retenues effectuées sur les primes accordées aux filateurs de soie.

1. Sources principales de documentation : Office des renseignements agricoles (Ministère de l'Agriculture) ; articles de divers journaux et publications ; *Journal officiel*.

2. Les crédits budgétaires sont seulement évaluatifs.

La situation de la sériciculture s'étant encore aggravée en 1930, malgré le relèvement du taux des encouragements de l'Etat, le Parlement a, par la loi du 30 mars 1930, procédé à une nouvelle augmentation des primes.

Enfin, la loi du 2 avril 1931 a porté pour 30 ans le principal des primes à 6 fr. 40 par kgr. de cocons frais ; d'autre part, le prélèvement destiné au fonds de propagande a été doublé et porté à 0 fr. 80. La majoration de 60% a été maintenue. Le taux de la prime nette s'établissait ainsi à 8 fr. 96 par kgr. de cocons frais.

Un décret-loi du 4 avril 1934 a dû, en raison des difficultés budgétaires, modifier le régime des primes à la sériciculture. Tout d'abord, le taux des primes a été diminué de 15%. En outre, le prélèvement pour le fonds de propagande ne comprend plus de retenue sur les primes à la filature de la soie, et le prélèvement sur les primes à la sériciculture est ramené à 0 fr. 40.

En résumé, le taux actuel de la prime nette, tel qu'il résulte de l'application du décret du 4 avril 1934, s'élève à 7 fr. 616¹.

D'autre part, une loi du 5 avril 1931, a institué pour 5 ans une prime au grainage français de vers à soie. Cette prime, compensatrice à l'absence {de droits de douane, était de 134 fr. par kgr. de graine. Le décret-loi du 4 avril 1934 a diminué le taux de 15%.

Les primes et subventions accordées sur le chapitre des encouragements à la sériciculture, s'établissent, depuis 1933, de la manière suivante :

1. Renseignements fournis par le Service des primes à la sériciculture, au Ministère de l'Agriculture.

	francs
1933: Crédit inscrit au Budget	11.770.834
Primes à la sériciculture.....	8.513.492
Primes au grainage	657.012
Subvention sur les fonds de Propagande	
Séricicole	1.552.834
1934: Crédit inscrit au Budget	9.650.883
Primes à la Sériciculture	7.473.812
Primes au grainage	615.093
Subvention sur les fonds de Propagande	
Séricicole	495.642
1935: Crédit inscrit au Budget	9.240.000
Subvention sur les fonds de Propagande ...	413.900
1936: Crédit inscrit au Budget	8.484.400

C'est, en somme, grâce aux primes accordées que la sériciculture française a pu être maintenue au cours des cinq dernières années.

En effet, depuis 1929, le cours des cocons s'est affaîssi en France, dans des conditions inquiétantes pour le maintien de notre sériciculture.

Le prix offert par la filature, par kgr. de cocons frais, est tombé de 17 fr. 50 en 1929, à 1 fr. 70 en 1934. Or le prix de revient d'un kgr. de cocons est de 12 fr. environ.

En ce qui concerne les primes de grainage, l'exercice 1935 doit être, aux termes de la loi du 5 avril 1931, la dernière année d'attribution des dites primes.

Cependant, la continuation de l'encouragement a été obtenu pour une nouvelle période de cinq années. Il est certain que la suppression de la prime aux graineurs ne permettrait plus à cette industrie de subsister. Or le grainage est lui-même indispensable au maintien de la sériciculture française, puisque c'est cette industrie qui fournit les graines aux sériciculteurs-éleveurs.

Le maintien de la sériciculture en France s'impose à tout point de vue. Cette vieille branche traditionnelle

de l'Agriculture française concourt, par la soie de qualité hors pair qu'elle produit, au renom de la fabrication française des tissus de soie.

Elle occupe dans les départements du Midi de la France une main-d'œuvre familiale qui ne trouverait pas à s'employer ailleurs.

Voici quelques chiffres qui donnent un aperçu de la production totale de cocons frais et de graines, ainsi que les prix pendant les dernières années.

Sériciculture ¹

	Production totale en kg. de cocons frais	Prix du kg. de cocons frais, vendus à la filature
1913	4.423.046.000	—
1930	1.827.366.000	8,00
1931	996.671.000	5,50
1932	986.802.000	4,19
1933	942.972.000	5,02
1934	975.168.000	1,70

Grainage ²

Campagnes	Production française de grains de vers à soie en kgr.	Prix du gramme.
1929-1930		fr. 1,05
1930-1931		— 0,90
1931-1932	4.641	— 0,70
1932-1933	5.405	— 0,60
1933-1934	4.903	— 0,60
1934-1935	5.400	— 0,60
1935-1936	4.000 à 4.500	

1. Statistique annuelle du Ministère de l'Agriculture.

2. Rapport des graineurs, dont les chiffres nous ont été transmis par le Service des primes à la sériciculture.

TROISIÈME PARTIE

CRITIQUE ET DÉFENSE
DES INTERVENTIONS DE L'ÉTAT

TROISIÈME PARTIE

CRITIQUE ET DÉFENSE DES INTERVENTIONS DE L'ÉTAT

Après avoir examiné dans le détail les interventions de l'Etat, il s'agit de conclure de l'expérience passée si les méthodes employées doivent simplement être perfectionnées, ou, au contraire, si le principe même de « l'Economie dirigée » doit être proscrit.

Comme le faisait remarquer précédemment M. Hittier ¹, il est encore bien tôt pour porter un jugement définitif.

« Combien de temps, écrit-il, budget de l'Etat, contribuables et consommateurs, pourront-ils supporter les charges qu'entraînent forcément toute politique d'Economie dirigée et les réglementations qui en sont les conséquences ? ... L'Economie dirigée est-elle la politique de l'avenir, capable d'assurer la prospérité des agriculteurs et celle de la nation toute entière ? Telle qu'elle est actuellement pratiquée dans chaque pays, apportant chaque jour de nouveaux obstacles aux échanges internationaux, est-elle une politique capable d'assurer le maintien de la paix entre les peuples ? Voilà aussi ce qu'il faut se demander ».

Avant d'envisager l'avenir, rappelons la situation

1. *Économie dirigée et Agriculture*. — Revue des Deux Mondes, 1^{er} décembre 1935, p. 513 et suiv.

actuelle ; d'une manière générale, la politique d'intervention conduit le Gouvernement à accorder une aide de plus en plus grande à la trésorerie des exploitants. Il a dû consentir — c'est l'objet de décrets tout récents — à reporter les échéances des remboursements au Crédit agricole, et à ouvrir de nouveaux crédits avec toujours plus de facilité.

D'autre part, l'étude des produits pris isolément les uns des autres, souligne des différences de marché à marché.

Tandis qu'elle est ralentie sur le marché du blé, en pleine difficulté sur celui du vin, l'intervention augmente son champ d'action. De provisoire qu'elle était d'abord, elle devient une forme normale et permanente de l'activité de l'Etat, comme on peut s'en rendre compte à la lecture des textes.

Les nouvelles lois sur le marché de la production animale et le décret-loi du 30 octobre 1935, par exemple, édictent des mesures permanentes d'assainissement. Cette évolution n'est pas faite pour nous étonner. Presque tous les Etats à régimes politiques dictatoriaux ou parlementaire, ont pratiqué l'Economie dirigée, et plus particulièrement l'agriculture dirigée. Les agriculteurs ont été surpris par la crise, à laquelle ils ne pouvaient rien opposer tant leur manque d'organisation était grand. A notre avis, tout Gouvernement, de quelque parti qu'il soit, serait venu au secours des cultivateurs désemparés ; sinon c'eût été risquer de soulever de leur part des mouvements violents (analogues à ceux qu'auraient soulevés les sans-travail sans l'indemnité de chômage) et peut-être aussi de provoquer une dangereuse irritation de l'opinion publique.

C'est un fait, et qui laisse supposer une nécessité absolue d'intervention de la part de l'Etat pendant la

crise actuelle. Aussi les thèses qui s'affrontent au sujet de « l'Economie dirigée » peuvent-elles être limitées à ceci : « L'Economie dirigée » doit-elle être un système permanent, ou, au contraire, doit-on retourner à la liberté complète après la tourmente.

Les Gouvernements renoncent difficilement à leurs nouvelles conquêtes, et, à n'en pas douter, des mesures telles que la déclaration des surfaces ensemencées, le contrôle des cultures, survivront aux circonstances qui les ont provoquées.

Mais le problème n'est pas aussi simple ; les solutions sont beaucoup plus nuancées, car il n'y a pas seulement deux thèses en présence. En réalité, les interventions de l'Etat ont fait apparaître une économie nouvelle, qui est la résultante de l'activité publique, de l'activité collective et de l'activité individuelle ¹.

L'Economie dirigée n'est pas un système économique proprement dit, mais plutôt une conception de politique pratique à laquelle on peut aboutir en partant des points de vue théoriques les plus différents. Il est vrai que la question des limites de l'action gouvernementale dans la production et la distribution des richesses est un des plus importants problèmes de la politique économique de l'heure présente. Malheureusement, le jugement que beaucoup portent sur les interventions de l'Etat ne tient pas seulement de la notion particulière qu'ils ont de l'intérêt général, mais de la crainte ou du désir de s'acheminer vers le socialisme.

Aussi allons-nous essayer de voir comment s'accommoder l'Economie dirigée avec les principales tendances des milieux agricoles.

1. Idée de M. Pirou, exprimée dans une conférence de 1935, à l'Institut national agronomique.

Voici, à grands traits, l'ambiance agricole actuelle française :

Pour commencer par les plus libéraux et finir par les plus socialistes, les dirigeants des associations agricoles et des groupements agricoles importants, sont, en général, anti-socialistes. Ils ont le désir d'organiser l'agriculture française sans l'Etat ; les plus opposés à l'ingérance de l'Etat voient dans l'Economie dirigée actuelle une manifestation du socialisme, qui n'est même pas heureuse, et leurs arguments, que nous exposerons brièvement, sont une critique très poussée du système.

Ensuite, il y a l'immense majorité des agriculteurs. On sait, dans l'ensemble, le peu de goût qu'ils ont pour le fonctionnarisme et pour les réglementations de toutes sortes. Or ce sont eux qui ont provoqué l'action de l'Etat : ceci paraît illogique, mais devant la ruine, ils se sont tournés vers lui, n'ayant pas le choix, car il représentait la seule force capable de leur venir en aide et disposant des ressources pécuniaires indispensables.

Enfin, le Ministère de l'Agriculture, qui a les défauts et les qualités des administrations et qui, même en faisant abstraction de toute préoccupation politique, ne tient pas à se voir dessaisir, et à ne pas mettre en œuvre les moyens d'action et l'expérience qu'il a conquis après tant d'essais, parfois malheureux, et de critiques souvent amères.

Dérogeant à la classification des grandes doctrines sociales : individualisme, corporatisme, étatismes, socialisme, nous nous placerons sur un plan intermédiaire pour serrer de plus près la réalité française, et envisagerons successivement dans leurs relations avec l'Economie dirigée :

- 1° le libéralisme (et corporatisme) ;
- 2° l'Economie dirigée et ses défenseurs ;
- 3° le socialisme.

I. L'Économie dirigée et le libéralisme

Le libéralisme, en agriculture, ne comporte presque jamais le libre-échange ; bien au contraire, les libéraux sont protectionnistes et pensent, d'ailleurs, que le protectionnisme ne doit pas réduire les échanges internationaux, mais les orienter et en éviter les abus. Ainsi, disent-ils, la France ne souffre pas d'une surproduction généralisée mais d'un déséquilibre entre les productions diverses. La France métropolitaine ne produit pas assez pour ses besoins. Après cette constatation, ils préconisent le rétablissement de l'équilibre à l'aide de la protection douanière, d'une part, et d'autre part à l'aide d'un aménagement de la production agricole coloniale.

Enfin, le libéralisme qui veut vivre ne peut signifier, à l'heure actuelle, qu'une libre entente des associations et des groupements d'intérêts économiques, vis-à-vis desquels l'Etat ne jouerait qu'un rôle de contrôleur et un rôle de « persuasion ».

Nous ne pouvons nous attarder à l'étude de l'intéressant programme constructif du libéralisme, qui est la négation de toute intervention de l'Etat sur les facteurs économiques de production et de répartition.

Les critiques portées contre l'expérience française d'agriculture dirigée pendant ces dernières années, peuvent être classées en quatre groupes :

- 1° elle a manqué son but ;
- 2° elle procède avec un manque total de méthode ;
- 3° elle porte atteinte au droit de propriété et à la liberté ;
- 4° elle dépasse les fonctions de l'Etat.

1° *Elle a manqué son but.*

Voici les appréciations mêmes, faites non pas seulement dans un but doctrinal, mais pratique, puisqu'elles ont été publiées dans une série de rapports ¹ faits par des techniciens en vue de savoir ce qu'il fallait penser des interventions de l'Etat.

« Pour ne parler que des interventions qui concernent les deux produits de base, le blé et le vin, les interventions qui visaient à mieux équilibrer production et consommation ont eu un caractère nettement empirique. Elles ont donné lieu à de nombreux textes législatifs. On ne peut douter que leurs auteurs aient été inspirés par le désir d'aider les agriculteurs, mais on est bien forcé de constater que le but a été presque totalement manqué, si tant est que la situation ne s'en soit pas trouvée, à certains égards, aggravée » ².

Et d'abord, les critiques ne manquent pas sur l'établissement d'un prix minimum. On sait les dangers et l'impossibilité d'établir un prix minimum sans annihiler complètement le mécanisme de l'établissement naturel des prix. Il en est résulté que la loi de l'offre et de la demande a continué à jouer, mais en conduisant à la fraude : c'est une preuve éclatante de la vitalité de cette loi, que quelques uns croient périmée.

« On n'a pas manqué de faire grief aux agriculteurs d'avoir transgressé cette loi du prix minimum : s'était-on demandé dans quelle situation on plaçait les cultivateurs qui ne trouvent de trésorerie que dans la réalisation de leur récolte ? Le cultivateur a l'habitude de faire face à ses échéances ; il ne cherche pas les combinaisons dila-

1. *Revue des agriculteurs de France*, avril 1935.

2. Page 146, « Rapport général » (avril 1935), *Revue des agriculteurs de France*.

toires et la dette reconnue, tant qu'il en a les moyens, il paie. On trouve la preuve de cette évidence dans l'absence normale d'écrits dans les transactions agricoles »¹.

« Il était riche de toute sa récolte, mais il ne trouvait pas d'acheteurs au prix imposé par le législateur ; il fallait cependant, de toute nécessité, trouver de l'argent car, à tort ou à raison, la conscience simpliste du paysan lui montrait l'équité dans le fait de se libérer vis-à-vis de ses créanciers, dont quelques uns ouvriers, petits artisans ne pouvaient attendre.

« Le prix minimum avait fait faillite »¹.

Les premiers résultats des lois sur le prix minimum furent donc les suivants :

— enlever aux producteurs de blé toute facilité de trésorerie ;

— les mettre dans l'obligation de tourner la loi pour se créer des disponibilités ;

— donner un nouvel essor à la culture du blé en garantissant pour lui un prix très supérieur à ceux offerts pour les autres produits de nos cultures.

Le Parlement a-t-il été plus heureux pour le vin ? En aucune manière².

Pour l'assainissement, deux moyens ont été prévus, qui, consciencieusement et largement appliqués auraient pu donner des résultats : le blocage et la distillation. Mais les soucis démagogiques l'emportent sur les soucis purement économiques, l'efficacité a été réduite à néant. M. Douache disait qu'il résulte des chiffres fournis par l'Administration des Contributions indirectes, que la loi

1. Page 105, Rapport sur « la propriété et l'exploitation agricole en présence des ingérences de l'Etat ».

2. Page 116, « Rapport général ».

du 24 décembre 1934 ne joue que pour 5% des vigneron de toute la France et de l'Algérie, en ce qui concerne la distillation, et pour 3% en ce qui concerne le blocage.

Quant à la diminution de la production, elle pouvait en partie résulter d'une amélioration de la qualité ; or cet aspect du problème a été presque complètement négligé par le législateur.

En bref, la situation est aujourd'hui telle qu'un des hommes les plus compétents en matière viticole pouvait dire récemment : « nous en sommes aujourd'hui au même point que si aucune mesure n'avait été prise ».

2° Elle procède avec un manque total de méthode .

Le manque de méthode s'est révélé par le fait que les mesures ont été prises sous la pression de la nécessité, et qu'il en est résulté une politique fragmentaire.

a. *Diriger, c'est prévoir.* — Si « gouverner c'est prévoir », la prévision s'est maintes fois trouvée en défaut. Les libéraux voient l'origine de la crise et la cause de son ampleur dans l'inopportunité de l'introduction de 21 millions de quintaux de blé tendre, en 1931, suivie de 17 millions et demi en 1932. D'ailleurs, en général, les mesures de protection douanières ont été prises trop tardivement, ce qui a, sinon annulé, du moins réduit considérablement leur effet sur les importations.

On aurait pu aussi prévoir :

— qu'une céréale protégée à l'exclusion des autres verrait s'étendre son aire d'emblavement ;

— que des mesures restrictives de liberté ne sont applicables qu'autant qu'elles seront surveillées ;

— que le contrôle de 5 millions de producteurs dispersés sur l'ensemble du territoire est pratiquement impossible.

On peut également prévoir, comme réaction plus lointaine, la désaffection d'une profession dont l'attrait principal est fait d'indépendance et d'initiative personnelle, plus encore que des profits matériels, et cette désaffection, aboutissant à la désertion des campagnes amènera la dévalorisation de la terre de France ¹.

Il est certain que les Pouvoirs publics ont cru pendant longtemps que les choses s'arrangeraient d'elles-mêmes. Pour le blé, par exemple, ils se sont fiés à la périodicité (au maximum bi-annuelle) des récoltes excédentaires et déficitaires ; mais il faut reconnaître qu'ils ont eu la véritable malchance de se heurter à trois années consécutives de production excédentaires.

Pour le vin, il y a quelques années, en Tunisie, des décrets ont ordonné l'arrachage des vignes ; ce qui est bien la forme la plus violente de l'intervention de l'Etat en viticulture.

Il aurait été inutile d'édicter de pareilles dispositions si on avait arrêté net depuis 1928, ce que M. Roger a qualifié à la Conférence de Londres, de « frénésie des plantations » ².

b. *Danger d'une politique fragmentaire.* — Protéger et organiser le marché d'un produit particulier, c'est, contrairement à ce qu'on pourrait croire, conduire à l'aggravation de la surproduction et de la chute des prix, les interventions de l'Etat amenant une simplification des systèmes de culture. En France, pays de polyculture par excellence, les cultivateurs dirigent leur activité surtout vers les quelques grands produits protégés, délaissant

1. Pages 105 et 106, Rapport sur « la propriété et l'exploitation agricole en présence des ingérences de l'Etat ».

2. Page 114, Rapport sur « la propriété et l'exploitation viticoles en France, en face des interventions de l'Etat ».

les cultures secondaires. Ainsi, dans le Midi, voici ce qui est arrivé :

- mûriers, oliviers, tendent à disparaître ;
- augmentation de la surface cultivée en vignes ;
- les anciens producteurs demandent un monopole de fait, puis la diminution de la concurrence, ce qui mène à la réduction obligatoire des emblavures ¹.

La politique suivie n'a pas seulement été fragmentaire parce qu'elle ne s'appliquait pas à tous les produits agricoles, mais parce que les lois elles-mêmes ne se sont pas appliquées à l'ensemble des producteurs, et qu'une série d'exceptions sont venues les rendre inopérantes. Ainsi le fait d'avoir limité, en 1931, aux possesseurs de vignobles de moins de 10 hectares la possibilité de planter de nouveaux vignobles, n'a pu produire que l'effet inverse de celui qu'on cherchait. En effet, les 9/10 des vigneron de France possèdent moins de 10 hectares et même moins d'un hectare ; ils se sont dit que la stabilisation du vignoble provoquerait une hausse des prix, et ils ont planté dans la limite de 10 hectares. En Algérie, l'annonce d'une limitation des plantations a fait redouter un arrêt complet prochain et a incité aussi les vigneron à des plantations nouvelles en masse ².

3^o *Atteinte au droit de propriété et à la liberté.*

Les libéraux sont encore plus sévères quand ils constatent une atteinte aux principes de la propriété.

« Les mesures spéciales adoptées pour limiter la culture du blé et entraver les transactions peuvent, à

1. Idée exposée dans une entrevue, par M. Lefèvre, professeur d'agriculture à l'Institut national agronomique.

2. Page 114, Rapport sur « la propriété et l'exploitation viticoles en face des interventions de l'Etat ».

juste titre, être décriées. Le cultivateur propriétaire ou fermier n'est plus le maître de la terre dont il devait avoir la jouissance totale ; ses emblavures doivent, chaque année, cadrer avec les règlements, et ce n'est qu'après avoir pris connaissance de leur ensemble qu'il parvient à assoler sa terre ».

L'arrachage obligatoire de la vigne est une atteinte beaucoup plus grave encore à la liberté des individus.

« Depuis quelques années la grande et la moyenne propriété subissent des assauts qui, à plus ou moins brève échéance, entraîneront fatalement sa disparition. Par deux fois en deux ans, le propriétaire s'est vu imposer la revision des contrats librement consentis »¹.

Sans doute objectera-t-on que s'agissant de la grande et de la moyenne propriété, la chose est sans grande importance, et que c'est la petite propriété qui assure en France cette stabilité sociale dont nous nous félicitons à juste titre ... Mais la propriété petite ou grande est une : comment ne pas voir que c'est ainsi toute l'armature sociale de la France qui se trouve ébranlée.

4^o *Elle dépasse les fonctions de l'Etat.*

Les libéraux vont plus loin que de critiquer ce qui a été fait par l'Etat ; ils affirment que celui-ci sort de son rôle quand il fait de l'Economie dirigée.

Cherchant à expliquer l'insuccès de l'expérience française, ils découvrent, en dehors des causes temporaires, des causes plus profondes, permanentes et inhérentes au système.

Au point de vue doctrinal, le libéralisme actuel est

1. Page 108, Rapport sur « les ingérences de l'Etat dans l'exercice du droit de propriété ».

encore inspiré des théories du XIX^e siècle. D'après Bastiat, ce qui caractérise le Gouvernement, ce n'est pas l'intérêt collectif, c'est le fait de n'agir que par la force (contrainte légale). L'action des individus réside, au contraire, dans la liberté. Toute substitution de l'Etat aux individus est donc une victoire de la force sur la liberté et par suite condamnable.

« Le Gouvernement n'agit que par l'intervention de la force ; donc son action n'est légitime que là où l'intervention de la force est elle-même légitime » (*Harmonies économiques* 1849)¹.

Au point de vue pratique, les Pouvoirs publics seront toujours incapables de mener à bien une politique d'Economie dirigée, tant à cause de leur instabilité que de la complexité des problèmes à résoudre.

L'instabilité gouvernementale jointe à l'absence de politique, aussi bien agricole que générale, empêchent les ministres qui passent, de poursuivre une tâche jusqu'au bout : ils éludent les questions embarrassantes, ils ne les résolvent pas.

Les libéraux accusent aussi « l'incapacité congénitale du Parlement, mis en présence d'un problème économique, à écarter, pour le résoudre, toute considération électorale. On l'a vu pour le blé, on l'a vu pour le vin, on le verra dans l'avenir pour tous les produits, quels qu'ils soient »².

La complexité des problèmes agricoles vient de l'infinie diversité de la France rurale.

Les Pouvoirs publics se trouvent aussi dans l'impossibilité de contrôler la profession agricole disséminée sur

1. Gide et Rist, *Doctrines économiques*.

2. Page 116 du numéro d'avril 1935, « Rapport général ». *Revue des Agriculteurs de France*.

toute la surface du territoire : « Toute réglementation qui ne repose pas sur l'adhésion volontaire des producteurs agricoles est mort-née ».

Les libéraux concluent :

« Voici, très brièvement résumés, les beaux résultats auxquels nous mènent les interventions de l'Etat dans les domaines où il aurait dû se hasarder avec le plus de réserve et de prudence.

« Sur le plan économique, échec complet sinon aggravation de la crise.

« Sur un plan général, accentuation de la baisse de la valeur de la terre ; partant, de l'exode vers les villes. Désorganisation de la profession agricole et de ses cadres à une heure où les circonstances exigent au contraire une organisation plus forte et plus solide. Distinction arbitraire entre les catégories d'agriculteurs, dont les relations confiantes et intimes ont fait autrefois la force, à une heure où c'est dans l'union et par l'union seule que nous nous sauverons.

« Ces considérations suffisent à condamner la politique suivie jusqu'ici par les Pouvoirs publics. La méthode est incontestablement défectueuse »¹.

Après avoir exposé combien nette est la position des partisans du libéralisme intégral, on peut se demander quelles sont les relations qu'ils admettent entre l'Etat et l'agriculture.

Pour certains d'entre eux, le rôle de l'Etat devrait se limiter à la persuasion. Le Gouvernement détenteur du Pouvoir exécutif commande tous les services publics ; il peut, par ces services, donner des informations, des avis,

1. Page 118 du numéro d'avril 1935, de la *Revue des agriculteurs de France*, « Rapport général ».

des conseils, des directives. Cette action persuasive peut être très bienfaisante. A la base, les services locaux auraient l'appui tout indiqué des Chambres d'agriculture et des groupements agricoles régionaux ; au sommet de la hiérarchie, le Ministre de l'Agriculture aurait la collaboration de l'Académie d'agriculture et des groupements agricoles centraux, dont le siège est à Paris.

« Que l'on tente un effort dans ce sens, et que l'on n'objecte pas que cet effort est déjà fait. Nous souhaitons simplement que l'Etat agisse plus efficacement. Le Ministère de l'Agriculture est et doit rester un grand ministère ; il faut lui conserver son ampleur et au besoin l'augmenter. La tâche est d'ailleurs digne de sa haute compétence et de sa laborieuse activité »¹.

Corporatisme

Sentant la nécessité de « d'organiser » l'agriculture, et, d'autre part, ayant l'aversion très prononcée que nous avons vue pour l'intervention de l'Etat, ceux des agriculteurs libéraux qui ne sont pas « routiniers » ont conçu la réalisation de ce double but en dirigeant eux-mêmes l'Economie agricole : c'est le corporatisme ou syndicalisme agricole.

La loi du 21 mars 1884 a permis à l'agriculture d'ébaucher une organisation professionnelle jusqu'alors inexistante, et le 29 mars 1935 s'est tenu le Congrès du cinquantenaire du syndicalisme agricole. Les syndicats agricoles sont aujourd'hui plus de 10.000, groupés en « Union nationale des Syndicats agricoles ». Les rapports du Congrès ont été réunis dans un volume, dont le

1. Page 107 du numéro d'avril 1935 de la *Revue des agriculteurs France* ; Rapport sur « les ingérences de l'Etat dans l'exercice du droit de propriété ».

titre est tout un programme : *Vers la corporation agricole*. Seules des tendances y sont indiquées.

« Je suis persuadé, écrit M. Roger Grand, qu'aujourd'hui, nous assistons à la naissance d'un nouvel état de civilisation : celui de la civilisation corporative, qui ne sera pas autre chose que la régularisation de ce qu'élabore plus ou moins consciemment notre pauvre société humaine, en proie à des souffrances inouïes et cherchant anxieusement la solution des problèmes qui la dépassent ... ».

L'an dernier, la Confédération nationale des Associations agricoles a élaboré un projet corporatif. Comparé à l'Economie dirigée, le corporatisme présente une différence essentielle, puisque dans le corporatisme les groupements économiques auraient des pouvoirs propres, alors qu'en l'Economie dirigée, le dernier mot reste à l'autorité publique.

Le corporatisme en France étant pour l'instant « une vue de l'esprit », nous n'avons voulu que le signaler.

II. L'Économie dirigée et ses défenseurs.

Les libéraux nous ont permis d'exposer les critiques essentielles que l'on peut adresser à la politique d'Economie dirigée.

Il est évident que l'Economie dirigée comporte des risques, des inconvénients et même des dangers ; mais il faut confronter cette opinion avec celle de ses partisans que des erreurs, passagères à leurs yeux, n'ont pas découragés.

Il faut reconnaître également que l'évolution récente

vers la collaboration entre l'Etat et les intéressés a rallié un certain nombre d'opposants.

1^o Défense de l'agriculture « dirigée ».

a. Nécessité pour l'État de diriger l'Agriculture. — Il n'y a pas que les « socialisants » qui soient partisans de l'Economie dirigée en agriculture, et pour n'en donner qu'un exemple, nous citerons un exposé fait par M. Lucien Romier en novembre 1935, à la Société d'Economie nationale ¹ :

« L'agriculture, disait-il, est un des trois grands points douloureux de l'économie française (premier point : commerce de luxe, et centres d'exportation ; second point : l'agriculture ; troisième point : les industries de base).

Préalablement, il repousse la dévalorisation.

Si celle-ci avait lieu, on assisterait au phénomène suivant : « Dans le mois ou les deux mois qui suivraient, tous les stocks qui sont chez les agriculteurs, comme chez les commerçants, seraient enlevés. Ensuite, il se produirait un effondrement des prix agricoles plus grand qu'aujourd'hui ».

De l'avis du conférencier, l'agriculture française ne peut être remise sur pied que par une direction autoritaire, sûre, prévoyante et générale.

C'est le seul point où il considère l'Economie dirigée comme nécessaire, comme efficace, parce que là on se trouve entre trois éléments qui sont destructeurs de toute organisation libre.

« En premier lieu, ce sont les agriculteurs eux-mêmes qui sont des modèles d'individualisme, d'indiscipline et même d'avarice, ce qui n'est pas indifférent, parce qu'on ne peut avoir une organisation sans mise de fonds.

1. Page 3 du numéro de décembre 1935 de la *Réforme économique*.

« Il y a, ensuite, l'élément parlementaire, qui apporte en cette matière le réflexe du moindre effort. Celui-ci consiste à traiter les questions morceau par morceau et dans l'ordre où elles se présentent, et il aboutit à faire avec le maximum d'interventions le maximum de gâchis parce que la question agricole ne peut être traitée que systématiquement.

« Enfin, troisième élément, l'agriculture pulvérisée en une multitude d'intérêts incohérents et indisciplinés, se trouve en présence d'une concentration du commerce ».

b. Les résultats ne sont pas tous défavorables. — Les défenseurs de la politique d'Economie dirigée font remarquer que les efforts de l'Etat pendant ces dernières années, sont loin d'avoir toujours été inutiles, comme se plaisaient à le dire les libéraux. Ces efforts ont évité quelques chutes « vertigineuses » des prix qui auraient entraîné la panique et l'effondrement moral des populations agricoles, abandonnées à elles-mêmes et dont les sursauts auraient pu être redoutables.

Mieux encore, les résultats présents sont la réhabilitation de l'action de l'Etat : une amélioration très sensible se fait sentir sur l'ensemble du marché agricole.

L'assainissement du marché du blé a été enfin obtenu ; les cours de celui-ci dépassaient 90 et 100 fr. le quintal en mars 1936 et la hausse paraît appelée à se poursuivre. Les surfaces ensemencées en blé d'hiver ont diminué de 190.000 hectares par rapport à 1934. La surproduction disparaissant, les cours doivent tendre à rejoindre les prix mondiaux augmentés des droits de douane, c'est-à-dire 120 ou 130 fr.

Les céréales secondaires sont entraînées dans le mouvement. Leur marché va cesser d'être encombré par les

blés dénaturés. Leurs prix, notamment celui de l'avoine, se sont déjà relevés, au moins autant que ceux du blé.

Sans doute, les circonstances atmosphériques ne sont pas étrangères à cette hausse, mais sans l'organisation antérieure, la récolte déficitaire de 1935 n'aurait eu qu'une action insignifiante.

Le marché du vin est dans une situation moins bonne que celle du blé ; mais les deux récoltes 1934 et 1935 ont laissé un excédent de 20 millions d'hectolitres par rapport à la consommation. Les cours qui, dans le Midi, étaient tombés à 4 fr. après les vendanges ont remonté à 7 fr. et davantage. Les mesures prises par l'Etat ont sauvé la viticulture d'un désastre.

Par ailleurs, l'institution récente du monopole des alcools rectifiés permet une meilleure résorption des excédents ; par ailleurs aussi on ne peut nier les résultats heureux de l'intervention de l'Etat sur le marché des produits laitiers.

Les défenseurs de l'Economie dirigée réfutent les arguments des libéraux basés sur les faits, et leur reprochent un manque d'objectivité.

c. Le principe libéral est périmé. — Les partisans de l'Economie dirigée réfutent l'argument des libéraux qui croient à la possibilité de rééquilibres naturels et spontanés. A supposer même que ce rééquilibrage soit possible, il entraîne des souffrances intolérables pendant une période d'adaptation souvent longue. L'intervention de l'Etat dans la vie économique est une question d'humanité et de justice sociale.

2° *Améliorations à apporter à l'Economie dirigée actuelle.*

Il n'y a personne, pensons-nous, pour trouver parfaites les interventions de l'Etat français au cours de ces derniè-

res années. Bien au contraire, elles présentent de nombreux défauts ; mais alors que les libéraux trouvent dans la science économique un impératif catégorique d'abstention, les partisans de l'Economie dirigée y voient un enseignement capable de corriger, dans une très large part, des fautes passagères, qui sont la rançon habituelle du manque d'expérience, surtout pour traiter des problèmes si nouveaux et si complexes ¹.

Les partisans de l'Economie dirigée considèrent que les critiques des libéraux sont souvent justes, mais réprouvent leurs conclusions. Pour durer, ils admettent que l'Economie dirigée doit tenir compte des leçons de l'expérience :

a. Il est certain que le prix minimum est une mesure « boiteuse ». Elle n'avait été prise que très provisoirement, et ce n'est que par une inertie bien connue qu'elle fut érigée en système. Les populations rurales se sont aperçu qu'il y a des lois inapplicables, qu'on est obligé de « tourner », et le manque de confiance qui en est résulté envers le législateur n'est pas la moindre conséquence regrettable de ce malheureux essai.

b. L'Economie dirigée doit veiller aussi de la manière la plus stricte à ne pas dépasser le point raisonnable, et à ne pas vouloir supprimer les activités et les responsabilités individuelles ; sinon la réglementation supprimerait tout effort créateur et la société perdrait toute vitalité ¹.

c. Puisqu'il est exact que « gouverner c'est prévoir » et non parer, pour prévenir juste, il faut d'abord avoir d'excellentes statistiques. Cela revient à dire qu'il faut organiser un Service de statistiques indépendant, composé de spécialistes ayant à leur disposition des moyens d'ac-

1. Conférence de M. Pirou à l'Institut national agronomique.

tion supérieurs à ceux qu'ils ont actuellement. Les statistiques aussi parfaites que possible sont indispensables pour faire de l'Economie dirigée, qui est déjà presque de l'Economie planée.

Actuellement, il existe la « Statistique générale de la France » assez indépendante, parce que rattachée à la présidence du Conseil ; et, d'autre part, le « Service de la statistique agricole », sous les ordres du Ministre de l'Agriculture. Il est à peine besoin de rappeler que les statistiques officielles sont basées actuellement sur les déclarations de récolte des agriculteurs, sur les rapports des gardes-champêtres, et les plaintes des mécontents (qui mentionnent les faibles récoltes et les prix les plus bas) ¹.

Pour donner l'indépendance au Service des statistiques, quelques esprits ont pensé l'organiser dans la Constitution ¹ (il paraît néanmoins délicat de tout mettre dans la Constitution). Cet organisme, constitutionnel ou autre, mais indépendant, serait chargé, en collaboration avec les associations professionnelles, de réaliser une étude de tous les produits et de l'ensemble du marché français et impérial ; il serait, en quelque sorte un « observatoire économique ».

d. Pour remédier à la politique fragmentaire, si reprochée aux Pouvoirs publics, le Conseil national économique proposait, dans un rapport de juillet 1935, un programme général :

« Le Conseil national économique » est fermement convaincu de l'*interdépendance des problèmes agricoles* et

1. Idée relevée au cours d'une entrevue avec M. Prault, à la Confédération nationale des associations agricoles.

de l'impossibilité, désormais, de les traiter séparément. Toute mesure législative, ou autre, prise à l'égard du vin, du lait, du bois ou du blé, par exemple, a sa répercussion sur d'autres produits du sol. C'est donc une politique d'ensemble et non plus une politique fragmentaire qu'il convient de poursuivre.

« Tout en sachant que l'agriculture ne comporte qu'une faculté relative d'établir un plan arrêté d'avance et qu'elle restera toujours soumise aux hasards des conditions atmosphériques, il estime qu'une étude méthodique devra être faite des possibilités de production et de consommation des produits de notre sol, sur la base d'un prix de revient rémunérateur pour nos producteurs et qui n'isole point, pourtant, notre pays du reste du monde.

« Cette étude devrait faire ressortir quels sont les produits dont il faudrait favoriser la production. La possibilité d'accroître certaines cultures ou certains modes d'élevage apparaissant aussitôt, la démonstration sera ainsi faite qu'il ne convient de recourir qu'en dernier ressort à des mesures de restriction de production, dont les difficultés d'application paraissent, en France comme ailleurs, considérables.

« Cette étude, il conviendra également de la poursuivre non seulement en fonction de la production métropolitaine, mais de l'ensemble de la production de la métropole et de nos territoires d'outre-mer.

« En particulier, la concurrence qui joue depuis longtemps déjà pour certains produits entre la métropole et nos possessions de l'Afrique du Nord, doit faire l'objet d'un examen approfondi, les solutions convenables doivent être trouvées par la mise en œuvre d'une *politique complémentaire* ».

3° *L'agriculture dirigée et les ententes professionnelles.*

Les interventions de l'Etat prennent une forme actuelle qui est plus acceptable ; elles tendent à s'appuyer sur les intéressés eux-mêmes, collectivement organisés en *Ententes professionnelles*.

Dans cette collaboration entre Pouvoirs publics et groupements professionnels, les uns et les autres trouvent la réalisation d'une partie des buts qu'ils poursuivent :

L'Etat se trouve partagé entre deux considérations opposées : d'une part, c'est pour lui une nécessité croissante de se décharger d'une tâche écrasante ; et c'est aussi le meilleur moyen de n'être point combattu. Mais, d'autre part, il éprouve la crainte de créer en face de lui des pouvoirs résistants.

Les intéressés voient dans la collaboration avec l'Etat une méthode pour éviter les erreurs de celui-ci, et aussi le moyen d'obtenir force légale pour les décisions qu'ils auront prises à la majorité.

Cette collaboration a pris forme au début de 1935, par un « projet de loi fixant les conditions dans lesquelles des accords professionnels peuvent être rendus obligatoires en période de crise ». Le projet a été voté par la Chambre des Députés, mais il est encore sur le bureau du Sénat. Pour en préciser l'objet, citons le texte de l'article 1^{er} :

« Lorsque, par suite des circonstances exceptionnelles, l'ensemble des entreprises d'une branche nationale ou régionale de l'activité économique se trouve dans une situation grave, les accords conclus entre les intéressés en vue d'y porter remède peuvent être sur leur demande expresse, déclarés obligatoires pour tout l'ensemble de ladite branche, dans les conditions et dans les formes prescrites par les articles suivants ».

Le projet de loi a une portée très générale, puisqu'il vise l'industrie, l'agriculture, le commerce et les transports. De sérieuses garanties sont prises pour son application, car entre la liberté des producteurs et la réglementation obligatoire, il faut réaliser un certain nombre de conditions, dont quatre principales sont les suivantes :

1 — Seuls les intéressés peuvent prendre l'initiative de l'accord qui doit être réalisé à la majorité des deux tiers des intéressés et des trois quarts du chiffre d'affaires. En agriculture, suivant un amendement à l'article 2 : « les accords professionnels ou interprofessionnels intéressant les productions agricoles ne pourront être rendus obligatoires sur l'ensemble du territoire au cas où les Chambres d'agriculture d'une région agricole auront unanimement déclaré y faire opposition ».

2 — Ils'agira d'une branche importante de la production qui subit une crise exceptionnelle. On pourra donc rendre obligatoires des accords pour le blé, si toutefois les accords paraissent possibles, mais « pas pour le che-nevis uniquement »¹.

3 — Le Comité d'arbitrage dispose d'un pouvoir souverain pour statuer sur la recevabilité de la demande adressée pour homologation de l'accord. S'il déclare que les conditions ne sont pas remplies, par exemple que les majorités requises ne sont pas atteintes, le projet d'accord est mort-né. Puis le comité émet un avis qui est transmis au Gouvernement.

4 — Alors seulement, le Gouvernement prend la décision dont il est responsable devant le Parlement. Cette décision est valable pour un temps à déterminer. Elle est temporaire. En outre « à tout moment, le Gouvernement peut mettre fin à l'entente, et à tout moment ceux qui l'ont conclue peuvent eux-mêmes y mettre fin ».

1. Revue des Agriculteurs de France, avril 1935.

Ainsi donc la contrainte de l'Etat n'intervient que comme sanction des accords privés ; l'intervention n'est plus directe, mais sollicitée et accordée¹.

Le projet voté par la Chambre est en instance devant le Sénat, où il a avis favorable de la Commission d'agriculture, avis favorable de la Commission du commerce, mais avis défavorable de la Commission de législation.

Il était logique que ce projet suscite les critiques des libéraux, puisqu'il est une forme de l'intervention de l'Etat.

« Qu'on le veuille ou non, l'Etat intervient dans le circuit. Il n'y joue sans doute qu'un rôle modeste. Mais l'expérience nous enseigne que l'Etat se contente rarement des rôles de second plan. Ainsi on risque fort, le principe de son intervention étant admis, de le voir intervenir d'abord à la demande d'une faible majorité, ensuite à celle d'une minorité particulièrement agissante, enfin selon son bon plaisir à l'heure et au jour qu'il aura lui-même choisis »².

On avait pensé étendre à toute l'agriculture le projet d'organisation interprofessionnelle de la soie ; mais ce projet même échoua :

A la demande instante des organisations professionnelles intéressées, le Ministre du Commerce et de l'Industrie avait envisagé l'organisation d'une entente obligatoire dans la fabrication lyonnaise de soieries. Par décret-loi du 20 octobre 1935, les projets de statuts dressés par les trois Chambres syndicales du moulinage

1. Quelques-unes des idées précédentes sont extraites du rapport des présidents et vice-présidents de la Section de législation rurale (p. 108 et suiv. de la *Revue des agriculteurs de France*, avril 1935).

2. Page 118 de la *Revue des agriculteurs de France*, avril 1935, « Rapport général ».

de la soie, du tissage mécanique à façon, et des fabricants de soieries, avaient été approuvés. Mais résolu à ne rendre obligatoire cette entente que dans la mesure où elle serait librement acceptée par la grande majorité des industriels, le Ministre du Commerce avait essentiellement subordonné l'entrée en vigueur du décret-loi aux résultats favorables d'un referendum à l'intérieur des trois syndicats pétitionnaires.

« Les proportions exigées des deux tiers en nombre et des trois quarts en moyens de production qui, d'après l'article 8 du décret-loi, devaient être obtenues séparément dans chacun des trois syndicats, sont dépassées en ce qui concerne les tisseurs à façon et les mouliniers ; par contre, ces proportions n'ayant pas été atteintes pour le Syndicat des fabricants de soieries, la réglementation prévue par le décret-loi ne pourra être mise en application »¹.

Dans un autre ordre d'idée, un décret-loi de 1935, institua une Assemblée permanente des Présidents de Chambres d'agriculture.

« L'organisation d'une meilleure collaboration entre les institutions professionnelles de l'agriculture et les Pouvoirs publics, précise le rapport au président de la République qui le précède, est à n'en pas douter une des mesures qui peuvent contribuer le plus efficacement au redressement de la situation agricole. Dans ce but, le Gouvernement a estimé que le moment était venu de parfaire l'organisation professionnelle par l'institution d'un organe central, à caractère consultatif, représentatif des intérêts généraux et spéciaux de l'agriculture. Sans

1. Page 77, *Chambres d'agriculture*, janv. 1936.

doute une assemblée des Présidents des Chambres d'agriculture a fonctionné presque dès l'origine des Chambres d'agriculture, et a rendu les plus grands services à la cause agricole, mais elle ne possède pas le caractère public et son statut juridique, quelque peu ambigu, la gêne dans son fonctionnement. Le moment est venu de créer une organisation centrale avec un statut mieux en rapport avec son rôle véritable ».

Par cet ensemble de dispositions, qui n'aboutissent pas toujours, il est facile, néanmoins, de voir que l'on s'achemine vers la collaboration de l'Etat et des ententes professionnelles pour diriger l'Economie agricole.

III. L'Économie dirigée et le Socialisme

Aujourd'hui, les socialistes, peu nombreux en agriculture, acceptent les interventions de l'Etat, ne les considérant que comme des demi-mesures. Elles ne seraient qu'un pis-aller, puisque les socialistes ont un programme agricole qui suppose réalisée une transformation du régime de la propriété.

On peut, en effet, parler de transformation et non d'abolition depuis le Congrès du parti socialiste à Limoges, puisqu'il a adopté à l'unanimité le manifeste « aux travailleurs de la terre » qui contient cette déclaration :

« Le socialisme ne menace pas la petite propriété exploitée par le paysan avec sa famille ; il vient au contraire la défendre ... ».

Il convient de voir ce qu'il faut retenir de cette assertion.

Le socialisme aurait-il renoncé à lui-même ? en aucune façon ; il ne fait que rester fidèle à sa tradition électorale,

qui consiste à proclamer l'inverse de sa doctrine pour s'attirer les suffrages de la masse agricole.

La tactique consiste à « rassurer » le petit propriétaire rural et à le gagner en le solidarisant avec ses mécontentements.

Les socialistes se réclament, sans doute, de l'autorité de Karl Marx, pour le maintien de la petite propriété ; mais ce n'est qu'en donnant à ses pensées une fausse interprétation. Si le théoricien du collectivisme la considérait comme superflue, c'est parce qu'il pensait que le capitalisme aurait d'ores et déjà réalisé sa destruction. « Nous n'avons que faire de l'abolir, dit-il, le régime de l'industrie l'a abolie ou est en train de l'abolir ».

Il est vrai que les socialistes sont apparemment divisés : les orthodoxes préconisant l'abolition immédiate de la petite propriété, les plus modérés soutenant qu'elle se fondrait d'elle-même dans la propriété collective.

« Le prolétariat paysan, disait Lénine, doit, au lieu de recevoir des lots, obtenir l'exploitation de grands domaines, qu'il travaillera, et gèrera en coopératives. Voilà la doctrine ».

On peut distinguer, parmi les interventions de tout Etat sur son Economie nationale, des mesures très différentes : celles qui, maintenant le régime juridique en vigueur, ne visent qu'à remédier à la situation présente ; et celles qui, au contraire, transformant radicalement ce régime juridique, prétendent empêcher le retour de nouvelles crises. Celles-ci sont des mesures socialistes ; celles-là simplement socialisantes.

Les mesures d'intervention inspirées par l'Economie dirigée, qui ont été prises au profit des diverses branches de la vie économique, sont des mesures socialisantes.

On peut très bien les opposer à celles qui sont inscrites dans tout programme socialiste. Sans doute les premières font-elles jouer à l'Etat un rôle de providence, mais, néanmoins, elles ne sont pas des mesures socialistes.

D'un point de vue socialiste pur, il faut condamner les mesures socialisantes. En effet, en les prenant à l'exclusion des autres, l'Etat s'achemine peu à peu vers le socialisme sans jamais devoir l'atteindre. Des interventions multiples, croisées, dissimuleront les faiblesses du capitalisme, les erreurs des libéraux, et assureront sa survivance. Elles affaibliront les socialistes en retirant de la force à leurs arguments. « Tout ce qu'on donne à la réforme, a-t-on dit, on l'ôte à la révolution ».

Déjà, au début de la crise, les milieux socialistes condamnaient « la stupide politique de déflation » qui empêche la revalorisation des produits. Plus tard, ils faisaient le procès des lois sur le blé et le vin, profitant disaient-ils, seulement aux gros producteurs.

En fait l'Economie dirigée diffère du socialisme, car celui-ci se réaliserait par la généralisation à tous les produits du monopole et des offices.

Quant à la doctrine, l'Economie dirigée présente avec le socialisme une différence essentielle, puisqu'elle sauvegarde, en principe, la propriété privée des entreprises et des capitaux.

CONCLUSION

Malgré l'objectivité la plus rigoureuse que nous nous sommes imposée, nous croyons devoir dégager en quelques lignes de conclusion, une appréciation et dire ce que l'on peut prévoir comme évolution prochaine de l'Economie dirigée.

Au stade actuel, les jugements portés sur l'Economie dirigée sont très divergents ; la note générale est l'indécision. Il ne saurait en être autrement quant à la reconnaissance du droit des Pouvoirs publics d'intervenir directement dans la vie économique, car c'est la vieille querelle des interventionnistes et des libéraux. Cette discussion se place sur le terrain de la politique économique et sociale, terrain sur lequel non seulement les divergences, les luttes continuent, mais probablement même ne cesseront jamais¹.

On ne peut nier, sans nier l'évidence, les dangers internationaux qu'entraîne la politique d'Economie dirigée, car c'est sur le plan mondial que surgit, à notre avis, la plus grave critique que l'on puisse porter contre elle : d'une part, « elle risque d'aggraver le déséquilibre au

1. Gide et Rist, *Histoires des doctrines économiques*, p. 779 : « Ne nous flattons pas de voir disparaître un jour ces grands courants d'opinion qui s'appellent aujourd'hui libéralisme, socialisme, solidarisme, syndicalisme, ou même anarchisme. Peut-être, dans l'avenir, porteront-ils d'autres noms. Mais sous une forme ou sous une autre, ils subsisteront côte à côte parce qu'ils correspondent à des tendances profondes de la nature humaine ou à des intérêts collectifs permanents qui tour à tour obtiennent la primauté ».

lieu de le guérir »¹, d'autre part, l'autarchie économique qu'elle autorise, laisse planer un risque pour la paix, en exaspérant le nationalisme (qui a d'ailleurs contribué à son établissement) et en donnant à leurs dirigeants des pouvoirs économiques considérables sur les peuples.

Malgré cela, il semble tout à fait vain de vouloir s'opposer à une tendance aussi générale et qui est bien loin d'être exclusivement française. A l'étude des faits, il se dégage l'impression, sinon la certitude, que l'Economie dirigée est un mouvement dicté par les actuelles nécessités économiques et politiques du monde moderne, entraînant dans son sillage les Pouvoirs publics, à quelque opinion qu'ils appartiennent.

Jusqu'à présent, en France plus encore que dans les autres pays, l'Economie dirigée a été considérée comme un remède à la crise : remède pire que le mal, disent les libéraux ; remède nécessaire et, somme toute, bienfaisant, disent les défenseurs de l'Etat.

Essayant de nous dégager de toute idée préconçue, c'est-à-dire ne voulant juger ni en libéral, ni en interventionniste nous constatons que les résultats obtenus l'ont été à grands frais et après bien des maladresses ; nous constatons aussi que certainement l'intervention de l'Etat français a aidé et servi la cause paysanne depuis la crise.

Cet hiver, des symptômes d'amélioration sont apparus

1. Pirou, Conférence à l'I.N.A., 1935, *L'Economie dirigée*, p. 40-46 : « Elle risque d'aggraver le déséquilibre dans le monde au lieu de le guérir. Par la force des choses, les mesures d'Economie dirigée sont prises par les Pouvoirs publics des divers Etats. Par suite, ils sont amenés, quasi fatalement à s'occuper d'aménager l'économie à l'intérieur des frontières, plutôt qu'à aménager les relations économiques internationales, et quand cela coïncide avec une période de nationalisme suraigu comme celle actuelle, l'Economie dirigée devient l'instrument et l'auxiliaire de la tendance à l'autarchie économique. Or bien des maux dont souffre le monde actuel viennent du désir de beaucoup d'Etats de se suffire à eux-mêmes ».

particulièrement nets : le marché des céréales est devenu plus normal¹ et le prix de vente du quintal de blé est remonté aux environs de 100 fr. ; la viticulture, bien que moins favorisée, connaît des jours meilleurs et le prix du vin rouge du Midi a dépassé le cours de 8 fr. le degré² ; les prix du bétail sont remontés sensiblement. En bref, dans l'ensemble du marché agricole, la revalorisation des produits s'accomplit peu à peu³.

Il reste à savoir, et c'est la préoccupation dominante du moment, si la progression (un peu ralentie en avril) s'établira définitivement dans un sens favorable. Les marchés des produits agricoles « leaders » et de quelques autres sont intimement liés à l'action de l'Etat, la symbiose est si profonde que l'avenir agricole prochain est lié à l'avenir même de l'Economie dirigée en France.

Que l'Etat français ait fait de l'agriculture « dirigée », soit ! il fallait bien parer au plus pressé. Mais il est permis de se demander si son intervention disparaîtra comme elle est venue, c'est-à-dire avec la crise, ou bien si l'Etat, comme il semble le faire, établira solidement le principe de son intervention dans l'économie agricole et l'érigera en système permanent.

Quelle que soit l'orientation future, il paraît impossible de supprimer brusquement l'appui de l'Etat, et les

1. Nous entendons par cette expression que les prix de vente redeviennent plus en rapport avec les prix de revient.

2. « A moins que la prochaine récolte ne soit surabondante, le marché du vin se retrouvera bientôt en équilibre ». Article intitulé « Inventaire », journal *Le Temps*, 10 mai 1936.

3. Voici ce qu'indique l'indice des prix de gros de la *Statistique générale de la France* : l'indice partiel des produits agricoles qui était tombé l'an dernier au-dessous de celui des produits industriels, le dépasse depuis le début de cette année. Il est monté de 308 pendant le troisième trimestre de 1935 à 396 en mars 1936, pendant que celui des produits industriels passait seulement de 345 à 358.

libéraux, qui préconisent le retour pur et simple à la liberté, ne paraissent pas pouvoir obtenir satisfaction avant quelque temps. C'est ce qu'exprimait dans son programme, sous une forme paradoxale, M. Flandin alors président du Conseil : diriger l'Economie, pour sortir de l'économie dirigée. Une période transitoire est nécessaire pour libérer progressivement les marchés et la vie agricole de l'emprise de l'Etat.

De toute façon aussi, il est peu probable que l'action directe de l'Etat continue telle qu'elle a été pratiquée durant ces dernières années. Cette action n'est peut être qu'un stade préliminaire, stade nécessité par le manque d'organisation professionnelle. Le Président du Conseil faisait justement ressortir cette idée dans son discours prononcé avant le vote de la Chambre sur les ententes professionnelles : « Pour l'agriculture nous avons dû intervenir par voie directe, tandis qu'ici — pour l'industrie — nous fixons seulement des méthodes ».

Que ce soit en vue de libérer l'agriculture de l'intervention de l'Etat ¹, ou, au contraire, que ce soit un moyen pour l'Etat de préciser son intervention ², l'avenir immédiat semble s'engager vers l'épanouissement de l'organisation professionnelle et interprofessionnelle.

L'Economie dirigée dans le monde n'a pas encore atteint le point final de son évolution. En France, elle

1. Les libéraux, devant les méfaits d'une liberté anarchique, espèrent remplacer la direction économique de l'Etat par celle des organisations agricoles (corporatisme).

Citons aussi la solution proposée à ce sujet par le baron Boixo de Méritens dans son livre récent : *Projet de cartel des vins de France*.

2. Collaboration avec les Ententes professionnelles (voir p. 332). — Ou même, « la cartellisation obligatoire », qui, pour se réaliser, nécessite préalablement la collaboration étroite et forcée de l'Etat et des organismes professionnels.

est (heureusement sans doute) encore peu développée¹ mais, bien que de loin, elle suit à peu près le même processus qu'à l'étranger. Si l'agriculture « dirigée » française s'inspire jusqu'au bout de l'exemple extérieur, peut-être en viendra-t-on aussi, comme dans un certain nombre de pays, à la « cartellisation obligatoire »².

Les Etats-Unis l'ont réalisée pour les multiples industries soumises au système des « Codes » ; d'autres Etats, tel la Pologne, ont cartellisé certaines branches de leur industrie ; en Angleterre, la cartellisation obligatoire est réalisée pour quelques produits agricoles essentiels (le lait par exemple). Il semble (surtout après les élections de 1936) que la tendance prépondérante actuellement soit favorable à cette évolution³.

Au point de vue qui nous intéresse spécialement, celui de l'agriculture française, disons qu'après avoir pris les mesures d'urgence que nous avons exposées dans ce livre, l'Etat aurait dû entreprendre sérieusement une politique générale d'aménagement agricole.

Le protectionnisme excessif a sans doute amené un développement indésirable de nos productions ; mais les perturbations dues à un déséquilibre des échanges extérieurs sont bien davantage la cause des difficultés pré-

1. Voir B. Nogaro, *Revue économique internationale*, janvier 1936, p. 47 : « On voit qu'il serait prématuré de vouloir prédire jusqu'à quel point la politique agricole, en France, comme en dehors, tendra vers une généralisation de l'Economie dirigée ».

2. Voir B. Nogaro, *op. cit.*, p. 46 : « Cependant, si l'on veut tenir compte de l'aspiration bien compréhensible des producteurs vers la stabilité des prix — et à un taux qui rémunère leur travail — on est entraîné, peu à peu vers un régime qui tendrait à garantir à la fois l'écoulement du produit et son prix de vente, c'est-à-dire à substituer au mécanisme de l'offre et de la demande, l'achat par la collectivité de toute la production, à un cours fixé d'avance ».

3. Citons à ce sujet que le « Rassemblement populaire » a inscrit à son programme la création d'un « Office national interprofessionnel des céréales ».

sentes. « La grande erreur du passé a été de considérer que le commerce extérieur de la France devait être basé sur des importations de produits agricoles et de matières premières compensées uniquement par des exportations de produits fabriqués. Il y a une véritable révolution à accomplir sur ce point »¹. Notre domaine d'Outre-Mer, autant que la métropole, souffre du déséquilibre de notre agriculture totale.

A l'intérieur, considérant l'empire français tout entier, la formule consacrée par la Conférence Impériale : « Réduction des cultures concurrentes et développement des cultures complémentaires » représente un programme, riche en possibilités.

Pour réaliser ce vaste programme, nos Pouvoirs publics n'ont jamais eu à leur disposition des moyens aussi efficaces que ceux qu'ils se sont attribués récemment pour sauver les agriculteurs français. C'est seulement en suivant un tel « Plan » que l'Economie dirigée pourra servir en France, non plus une politique à courte vue, mais une Politique Agricole digne de ce nom.

1. Exposé de M. du Fretay, paru dans le *Bulletin des Ingénieurs Agronomes*, 1935.

Vu :
Pour le Doyen, l'assesseur
G. RIPERT.

Vu :
Le Président de thèse,
NOGARO.

Vu et permis d'imprimer,
Le Recteur de l'Académie de Paris,
S. CHARLETY.

BIBLIOGRAPHIE

- ACHARD (JEAN). — Rapport présenté à l'Assemblée des Présidents des Chambres d'Agriculture de France : *Importance de la culture de la betterave à sucre*.
- AFTALION. — *Monnaie, prix et changes*, Paris, 1927.
- *Les crises périodiques de surproduction*, Sirey, 1933.
- Annuaire de l'Institut international d'agriculture de Rome*.
- Annuaire statistique international*.
- Annuaire statistique général de la France*, Berger-Levrault.
- Annuaire statistique de la S.D.N.*, publié par la Société des Nations' Genève.
- Annuaire international du vin*, publié sous la direction de M. Douache, Alcan 1935.
- ARGENTIER. — *Les allocations pour dommages causés par les calamités agricoles*, Sirey 1935.
- ARDANT. — *Cours sur les banques* 1933, Ecole libre des Sciences politiques, Edition des cours de droit, 3, place de la Sorbonne.
- ASSOCIATION GÉNÉRALE DES PRODUCTEURS DE VIANDE. — « La viande : production, prix, consommation », avril 1929.
- AUGE-LARIBE. — Tableau dans la *Revue internationale du travail*, janvier 1932.
- L'Economie fermée, *Revue des agriculteurs de France*, juillet 1932.
- La protection par les contingents d'importation, publication de la C.N.A.A., Paris, mai 1932.
- BAUDIN (L.). — *Cours d'histoire des doctrines économiques*, à la Faculté de droit de Paris (1934-1935), édité aux Cours de droit, 3, place de la Sorbonne.
- BÉRARD (ANDRÉ). — *Du producteur au consommateur, fruits et légumes*, Sirey, 1936.
- BERTIN (MICHEL). — *L'économie dirigée et le problème agricole français* ; thèse Paris, 1935, Les presses universitaires de France.
- BRAIBANT (MARCEL). — *L'agriculture française, son tragique déclin, son avenir*, Colin 1936.
- Bulletin de documentation sur le marché de la viande*, publié par l'Association générale des producteurs de viande, 41 rue Lafayette, Paris.

Bulletin d'information de la Confédération générale des planteurs de betteraves, 5, rue Tronchet, Paris.

Bulletin d'information économique, publié par la Banque nationale pour le commerce et l'industrie, Paris.

Bulletin de l'Association générale des producteurs de blé, 15, rue du Louvre, Paris.

Bulletin du centre d'Etudes économiques de l'alimentation.

Bulletin de la statistique générale de la France et du service d'observation des prix.

Bulletin de l'Office des renseignements agricoles.

Bulletin mensuel de l'Association amicale des ingénieurs agronomes, 5, quai Voltaire, Paris.

Bulletin mensuel de statistique agricole et commerciale de l'Institut international d'agriculture de Rome.

Cahiers de la coopération et du crédit agricole (Organe de l'Office central de Crédit agricole et de l'Office central de la coopération agricole).

CARMILLE. — « Les théories de l'Economie dirigée », *Revue politique et parlementaire*, Paris, 10 juillet 1932.

CARRET. — *Le marché du blé, sa réglementation en France*, Poinso, 1934.

Chambres d'agriculture (travaux des), 33, rue d'Amsterdam, Paris.

COMITÉ NATIONAL DE LA VIANDE. — Note sur le rapport de MM. Herriot et Tardieu, sur *La vie chère*, 41, rue La Fayette, Paris.

CONFÉDÉRATION NATIONALE DES ASSOCIATIONS AGRICOLES
33, rue d'Amsterdam, Paris, *L'Association agricole*.

CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE DES PRODUCTEURS DE LAIT,
5, rue Tronchet, Paris. *L'Union laitière*.

CONGRES INTERNATIONAL DE LA VIGNE ET DU VIN, Alcan 1935

DESJEUX (BERNARD). — *La taxation du blé en France*, thèse, Paris, 1934.

DEVINAT. — *Conférence*, du 21 mars 1934, à l'Ecole des Sciences politiques, Alcan.

DEVINAT et GARNIER. — *Publication du Conseil national économique*, Imprimerie nationale, 1935.

DUBOIN (JACQUES). — *En route vers l'abondance*, édition Fustier.

— « Ce qu'on appelle la crise, » Etude parue dans *l'Œuvre*, 1935.

DUGE DE BERNONVILLE. — *Annuaire de la vie économique française*, Sirey, 1935.

DURBAN. — *Les principes fondamentaux de l'économie rurale familiale. Économie dirigée (L') et l'agriculture*, Conférences organisées par l'Institut national agronomique, 1935, librairie de l'I.N.A., 58, rue, Cl. Bernard, Paris.

FERNAGUT. — *Le redressement agricole par l'association professionnelle : l'exemple des producteurs de blé*, thèse Paris, 1932.

FERTE. — *Comptabilité agricole*, journal d'agriculture pratique.

France (La) d'Outre-Mer et l'agriculture française, Conférences organisées par l'Institut national agronomique, 1934, Librairie, 58, rue Cl. Bernard

GIDE et RIST. — *Histoire des doctrines économiques depuis les Physiocrates jusqu'à nos jours*, Sirey, 1926.

GIGNOUX. — *Conférence à l'école libre des Sciences politiques*, Alcan, 1934.

HALLE (PIERRE). — Articles de la *Journée industrielle et du Quotidien*. — « Stockage et financement de la récolte du blé », compte rendu des séances de l'Académie d'agriculture de France, 25 mai 1932.

HERMANT. — *Conférences à l'école des Sciences politiques*, Alcan, 1934.

HEVESY (PAUL DE). — *Le problème mondial du blé*, Alcan, 1934.

HITIER. — « La crise du blé », *Revue des Deux-Mondes*, 15 juillet 1932.

— « Économie dirigée et agriculture », *Revue des Deux-Mondes*, déc. 1935.

— *Les problèmes actuels de l'agriculture*, Paris, 1923.

Journal d'agriculture pratique.

Journal Officiel, Lois et décrets, Débats parlementaires.

Journaux : *Le Temps*, *Le Quotidien*, etc.

Journée industrielle (La).

LABAT (GAMILLE). — *La crise de la forêt landaise et ses remèdes*, thèse Bordeaux, 1935.

LAUNAY (L. DE). — « La fin de la crise », *Revue des Deux-Mondes*, décembre 1935.

LEFÈVRE (PAUL). — *La documentation agricole*, janvier 1936, (n° 1).

MARBEAU (PIERRE). — *Le régime des alcools d'industrie et les alcools de bouche en France*, thèse 1932, Librairie Arnette, Paris.

MELINE. — *Le retour à la terre ; le salut par la terre*.

MONICK. — *Conférence à l'Ecole des Sciences politiques*, 19 février 1934, *L'Économie dirigée*, Alcan.

MORONI. — *L'agriculture française et le contingentement des importations*, thèse, Paris, Sirey, 1934.

NAUDIN. — « La politique douanière et les accords commerciaux », *Revue d'économie politique*, 1932.

NOGARO (BERTRAND). — *Les prix agricoles mondiaux et la crise*, Pichon et Durand-Auzias, Paris, 1936.

— *Éléments d'Économie politique*.

— « La crise de l'agriculture et la politique agricole en France », publié par la *Revue économique internationale*, janvier 1936.

OUALID. — *L'agriculture dans l'évolution de la crise mondiale*, Alcan, 1933.

— *Les grandes leçons de la crise et l'agriculture française*, Conférence à l'Institut agronomique, 5 avril 1933.

PHILIP. — *La crise et l'Économie dirigée*, édition de Cluny, Paris, 1935.

PIROU. — *Doctrine sociale et science économique*, Paris, 1929.

— *L'Économie dirigée*, Conférence à l'Institut agronomique, 1935. Librairie, 58, rue Cl. Bernard.

PRAULT. — *Protectionnisme douanier et commerce extérieur français*. Imprimerie Nouvelle, Amiens, juin 1935.

Publications du Ministère de l'Agriculture.

ROUILLY. — « Prix de revient du blé », *Revue des agriculteurs de France*.

ROUY. — « Contributions à l'étude du problème de la viande », Paris, 1934.

— Articles de la *Journée industrielle*.

Réforme économique (La), 42, rue du Louvre.

Revue d'Économie politique.

Revue d'Économie rurale.

Revue des agriculteurs de France, 8, rue d'Athènes.

Revue politique et parlementaire.

Revue Économique internationale.

Revue du blé (rédigée par J. Carret).

Revue des Deux-Mondes.

Revue de l'A.F.E.A. : L'expansion agricole.

SIROL (JEAN). — *Les problèmes français du blé*, thèse, Toulouse, Sirey, 1934.

Statistique agricole annuelle, Ministère de l'Agriculture, Berger-Levrault.

Société d'Études et d'informations économiques, décrets-lois, 1935, Alcan 1936.

Union laitière, organe officiel de la Confédération générale des producteurs de lait et de la Fédération nationale des coopératives laitières, 5, rue Tronchet, Paris.

TABLE DES GRAPHIQUES

Cours mondial du blé	89
Cours du blé en France de 1928 à 1933	122
Cours du blé en France de 1932 à 1936	141
Cours du vin en France de 1930 à 1936	179
Courbe des stocks de vin en France	180
Prix de la viande au marché de La Villette	229
Commerce mondial des fromages et beurres	241
Commerce extérieur français des produits laitiers	250
Prix du lait et du beurre en France de 1928 à 1936.....	258
Evolution des surfaces cultivées en lin depuis 1887.....	276
Taux des primes à la culture du lin.....	288
Evolution des surfaces cultivées en chanvre depuis 1885..	293
Taux des primes à la culture du chanvre	300

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1
 PREMIERE PARTIE	
PRINCIPES GÉNÉRAUX	7
CHAPITRE PREMIER. — Mobiles des interventions.	9
<i>Section I. — Mobiles économiques</i>	9
§ 1. Loi de l'offre et de la demande	10
§ 2. Obstacles à la déflation	15
<i>Section II. — Mobiles politiques</i>	17
<i>Section III. — Le cas de l'Etat français</i>	22
§ 1. Triple aspect de la crise économique	22
<i>a. Crise de longue durée</i>	23
<i>b. Crise cyclique</i>	24
<i>c. Crise de structure</i>	25
§ 2. L'équilibre français	26
§ 3. Manifestations de la crise en France	27
1° Déficit de la balance commerciale agricole	28
2° Chute des cours	31
3° Déficit croissant des exploitations agricoles	32
CHAPITRE II. — Modalités des interventions	33
<i>Section I. — Protection extérieure</i>	33
§ 1. Droits de douane	34
§ 2. Contingentement	36

<i>Section II. — Formes des interventions sur le marché intérieur</i>	38
§ 1. Action sur les prix	39
§ 2. Action sur l'offre	40
§ 3. Action sur la demande	43

DEUXIEME PARTIE

INTERVENTIONS DE L'ÉTAT SUR LE MARCHÉ AGRICOLE FRANÇAIS .. 47

CHAPITRE PREMIER. — Interventions d'ordre général

<i>Section I. — Amélioration des conditions de production</i>	51
§ 1. Travaux d'équipement rural	52
1 ^o Hydraulique et génie rural	53
2 ^o Electrification rurale	54
3 ^o Alimentation en eau potable	54
§ 2. Enseignement agricole	57
§ 3. Elevage chevalin et mulassier	58
§ 4. Syndicats d'élevage et concours spéciaux ...	59
<i>Section II. — Elargissement des débouchés</i>	61
<i>Section III. — Aide à la trésorerie des exploitations ..</i>	64
§ 1. Le crédit agricole	65
§ 2. Révision des baux à ferme et réduction des arrérages des dettes hypothécaires	68
§ 3. L'aide à la mutualité agricole	72
§ 4. Caisse des calamités agricoles	74
§ 5. Diminution du prix des engrais	75

CHAPITRE II. — Interventions de l'État particulières à certains marchés

<i>Section I. — Le blé</i>	83
I. — Structure du marché	85
A. — Marché mondial	85

B. — Marché intérieur	91
1° Production	91
2° Consommation	97
3° Commerce extérieur	99
4° Commerce intérieur	103
II. — Les interventions de l'Etat	107
A. — Première période : Mesures prises avant la loi du 1 ^{er} décembre 1929	111
B. — Seconde période : Mesures prises de 1929 à 1933	113
C. — Troisième période : Mesures prises depuis 1933	123
a. Lois du 28 janvier et du 14 avril 1933	123
b. Loi du 10 juillet 1933 (et loi du 28 décembre 1933)	126
c. Lois du 17 mars et des 4 et 9 juillet 1934	131
d. Loi du 24 décembre 1934	133
e. Décret-loi du 30 octobre 1935	136
III. — Vue générale des dispositions législatives actuelles	142
<i>Section II. — Le vin</i>	148
I. — Structure du marché	148
A. — Marché mondial	148
B. — Eléments du problème viticole français	151
1° Produits et sous-produits de la vigne	151
2° Production	153
3° Consommation	155
4° Commerce extérieur	156
5° Commerce intérieur	157
II. — Interventions de l'Etat	158
A. — Pourquoi l'Etat est-il intervenu ?... ..	158
1° Surproduction des vignobles français	159
2° Importations massives sur le marché français	160
3° Fraude et erreurs des viticulteurs.. ..	161
B. — Comment l'Etat est intervenu	162
1° Mesures d'ordre externe	162

2° Mesures d'ordre interne	164
a. Mesures prises avant la crise ..	164
b. Mesures prises en raison de la	
crise	166
Loi du 1 ^{er} janvier 1930	166
Loi du 4 juillet 1931	166
Loi du 8 juillet 1933	172
Loi du 24 décembre 1934 ...	174
Décret-loi du 30 juillet 1935.	175
Conclusions	181
<i>Section III.</i> — Betteraves, sucre, alcool	183
Introduction générale	183
§ 1. Betteraves	184
Structure du marché	185
Pourquoi l'Etat est-il intervenu ? ...	185
1° Mesures relatives à l'ouverture de	
nouvelles usines	187
2° Révision des contrats de betteraves .	189
Conclusions	190
§ 2. Régime des mélasses	192
1° Prix des mélasses	193
2° Organisation de la répartition des	
contingents	194
3° Création de commissions de contrôle	194
4° Réglementation du contingentement	194
Conclusions	196
§ 3. Régime des alcools	197
I. — Eléments du problème de l'alcool	198
A. — Solutions du problème dans les pays	
étrangers	199
B. — Le marché français	200
1° Production	200
2° Economie du marché	203
II. — Interventions de l'Etat	206
Législation de l'alcool avant le 30 juillet 1935 .	206
Décret-loi du 30 juillet 1935 etc.....	207
Décret-loi du 30 octobre 1935	210

<i>Section IV. — La viande</i>	211
I. — Structure du marché	211
A. — Marché mondial	211
B. — Marché français	216
1° Production	216
2° Consommation	217
3° Commerce extérieur	219
4° Commerce intérieur	220
II. — Interventions de l'Etat	221
A. — Pourquoi l'Etat est-il intervenu ? ..	221
1° Excédents des disponibilités	222
2° Manque d'argent liquide des producteurs	223
B. — Comment l'Etat est intervenu	223
1° Mesures de protection extérieure ..	223
a. Droits de douane et taxes de licence	224
b. Contingents	226
c. Prohibition d'importations ...	228
2° Mesures d'organisation interne ...	228
1° Restriction des offres et assainissement vétérinaire du marché ..	230
2° Elargissement des débouchés ..	232
3° Perfectionnement technique du marché	233
4° Revalorisation du cinquième quartier	235
Conclusions	236
<i>Section V. — Le lait</i>	238
I. — Structure du marché	239
A. — Marché mondial	239
B. — Marché intérieur	240
1° Production	240
2° Consommation	242
3° Commerce extérieur	244
4° Commerce intérieur	245
II. — Interventions de l'Etat	246

A. — Mesures de protection extérieure ...	247
1° Mesures concernant les produits laitiers	247
a. Droits de douane et taxes de licences	247
b. Contingents	248
2° Mesures concernant les matières grasses	249
B. — Mesures d'organisation interne	251
a. Amélioration de la qualité	251
b. Développement des débouchés	253
Conclusions	259
<i>Section VI. — Les résineux</i>	260
I. — Exposé sommaire du problème des résineux	260
A. — Production mondiale de la gomme	261
B. — Marché français	261
1° Production	261
2° Consommation	262
3° Prix intérieurs	263
II. — Intervention de l'Etat	263
A. — Pourquoi l'Etat est-il intervenu ? ...	263
B. — Comment l'Etat est intervenu	265
<i>Section VII. — Chicorée à café</i>	267
<i>Section VIII. — Primes à la production</i>	269
§ 1. <i>Le lin</i>	269
I. — Structure du marché	270
A. — Marché mondial	270
B. — Marché français	273
1° Production	273
2° Consommation	275
3° Commerce extérieur	278
4° Commerce intérieur	279
II. — Interventions de l'Etat	280
A. — Pourquoi l'Etat est-il intervenu ?	280
B. — Comment l'Etat est intervenu	282
a. Législation	283
b. Mode d'attribution de la prime	284

<i>c.</i> Financement	286
<i>d.</i> Taux de la prime	287
<i>e.</i> Avantages donnés aux filateurs français	290
§ 2. — <i>Le chanvre</i>	291
I. — Structure du marché	291
A. — Marché mondial	291
B. — Marché français	293
1° Production	293
2° Consommation	294
3° Commerce extérieur	294
4° Commerce intérieur	295
II. — Interventions de l'Etat	295
A. — Pourquoi l'Etat est-il intervenu ?	295
B. — Comment l'Etat est intervenu	297
<i>a.</i> Mode d'attribution des primes	297
<i>b.</i> Financement	297
<i>c.</i> Taux de la prime	299
§ 3. <i>L'olivier</i>	301
§ 4. <i>Sériciculture</i>	305

TROISIEME PARTIE

CRITIQUE ET DÉFENSE DES INTERVENTIONS DE L'ÉTAT

I. — <i>L'Economie dirigée et le libéralisme</i>	315
1° L'Economie dirigée a manqué son but	316
2° Elle procède avec un manque total de méthode	318
<i>a.</i> Diriger, c'est prévoir	318
<i>b.</i> Danger d'une politique fragmentaire	319
3° Elle est une atteinte au droit de propriété et à la liberté	320
4° Elle dépasse les fonctions de l'Etat	321
Corporatisme	324
II. — <i>L'Economie dirigée et ses défenseurs</i>	325
1° Défense de l'Agriculture « dirigée »	326
<i>a.</i> Nécessité pour l'Etat de diriger l'agri- culture	326

<i>b.</i> Les résultats ne sont pas tous défavorables	327
<i>c.</i> Le principe libéral est périmé	328
2° Améliorations à apporter à l'Economie dirigée actuelle	328
3° L'agriculture dirigée et les ententes profes- sionnelles	332
III. — <i>L'Économie dirigée et le socialisme</i>	336
CONCLUSION	339
BIBLIOGRAPHIE	345
TABLE DES GRAPHIQUES	349
TABLE DES MATIERES	351

